

EUROBAROMETRE 73

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

RAPPORT

VOLUME 1

Terrain : mai 2010

Publication : novembre 2010

Eurobaromètre Standard 73

Printemps 2010

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

Volume 1

Etude réalisée par TNS Opinion & Social à la
demande de la Commission européenne –
Direction générale Communication

Coordonnée par la Commission européenne -
Direction générale Communication

TNS Opinion & Social
Avenue Herrmann Debroux, 40
1160 Bruxelles
Belgique

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	5
I. LA VIE DANS L'UNION EUROPEENNE	10
1. LES ASPECTS PERSONNELS	11
1.1 La situation personnelle actuelle des Européens.....	11
1.2 L'évaluation de la situation professionnelle et financière	15
1.2.1. La situation professionnelle.....	15
1.2.2. La situation financière du ménage.....	19
1.3 Les attentes pour l'avenir proche.....	23
1.3.1. La vie personnelle.....	23
1.3.2. La situation financière du ménage.....	26
1.3.3. La situation professionnelle.....	29
1.4 Les préoccupations des Européens	33
2. LES ASPECTS SOCIAUX.....	41
2.1 Le jugement sur la situation dans le pays	41
2.1.1 La situation nationale du coût de la vie comparée à la moyenne européenne	41
2.1.2 La situation nationale du prix de l'énergie comparée à la moyenne européenne	44
2.1.3 La situation nationale de la qualité de vie comparée à la moyenne européenne	46
2.2 La situation de l'environnement.....	49
2.2.1 La situation de l'environnement au niveau national.....	49
2.2.2 La situation nationale de l'environnement comparée à la moyenne européenne	53
2.2.3 Les attentes pour l'avenir en matière d'environnement.....	55
3. LES ASPECTS ECONOMIQUES	58
3.1 L'évaluation de la situation économique actuelle.....	58
3.1.1 La situation nationale	58
3.1.2 La situation européenne	62
3.1.3 La situation mondiale	66
3.1.4 La situation économique nationale comparée à la moyenne européenne	68
3.1.5 La situation de l'emploi au niveau national.....	70
3.1.6 La situation nationale de l'emploi comparée à la moyenne européenne	73
3.2 Les attentes pour l'avenir	75
3.2.1 La situation de l'économie nationale dans les douze mois à venir ..	75
3.2.2 La situation de l'économie européenne dans les douze mois à venir	78
3.2.3 La situation économique mondiale dans les douze mois à venir	81
3.2.4 La situation de l'emploi dans les douze mois à venir	84
3.3 Les principales préoccupations nationales	89
4. LES ASPECTS POLITIQUES.....	102
4.1 L'intérêt pour la politique	102
4.1.1 L'intérêt pour la politique locale	107
4.1.2 L'intérêt pour la politique nationale.....	109
4.1.3 L'intérêt pour la politique européenne.....	110
4.2 Construction d'un indice de "leadership d'opinion".....	113
4.2.1 La faculté à convaincre les autres sur des sujets d'opinion	113
4.2.2 La construction de l'indice de leadership	114

4.3 La direction dans laquelle vont les choses	115
4.3.1 La direction suivie au niveau national.....	115
4.2.2 La direction suivie par l'Union européenne.....	120
4.2.3 La direction suivie par les Etats-Unis.....	124
4.3 La confiance dans les institutions nationales	125
II L'UNION EUROPEENNE ET SES CITOYENS.....	133
1. L'ATTACHEMENT A L'UNION EUROPEENNE	133
1.1 Que signifie l'Union européenne ?.....	133
1.2 L'appartenance à l'Union européenne	139
1.3 La perception des bénéfices de l'appartenance européenne	143
1.5 Les raisons pour lesquelles les Européens ont le sentiment que leur pays n'a pas bénéficié / ne bénéficierait pas de l'appartenance	150
2. LA DEMOCRATIE DANS L'UNION EUROPEENNE.....	153
2.1 La perception du fonctionnement des démocraties nationales et de la démocratie européenne	153
2.2 Les intérêts nationaux sont-ils bien pris en compte par l'UE ?	160
3. LES INSTITUTIONS EUROPEENNES	166
3.1 La notoriété des institutions européennes	166
3.2 La confiance dans les institutions européennes	176
3.3. La confiance dans l'Union européenne	193
3.4. La confiance dans l'ONU.....	198
3.5. L'image de l'Union européenne	200
4. LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPEENNE.....	204
4.1 La connaissance du fonctionnement de l'UE.....	204
4.2 La connaissance objective de l'UE.....	206
4.3 La présidence du Conseil de l'Union européenne	209
III. L'UNION EUROPEENNE AUJOURD'HUI ET DEMAIN	213
1. LES COMPETENCES DE L'UNION EUROPEENNE.....	213
1.1 L'appréciation du meilleur niveau de décision dans un certain nombre de domaines	213
2. LE SOUTIEN AUX POLITIQUES DE L'UNION	229
2.1 Soutien à la monnaie unique, l'euro.....	229
2.2 Soutien à l'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir	234
2.3. Une politique étrangère commune aux 27 Etats membres de l'UE	237
3. LES PRIORITES POUR RENFORCER L'EUROPE DANS LE FUTUR	239
4. LE FUTUR DE L'EUROPE	246
CONCLUSION	250
ANNEXES.....	255
SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	257

INTRODUCTION

La présente enquête Eurobaromètre a été conduite entre le 5 mai et le 28 mai 2010 dans 32 pays ou territoires¹ : les 27 Etats membres de l'Union européenne, trois pays candidats (la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie), l'Islande ainsi qu'auprès de la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

Depuis le déclenchement de la crise financière et économique mondiale au début de l'automne 2008, l'Eurobaromètre a enregistré de forts mouvements d'opinion en Europe. Très réactif à l'actualité et aux prévisions économiques, le moral des Européens s'est fortement dégradé fin 2008 et début 2009 avant de redonner des signes de reprise et d'espoir pour l'avenir au cours du dernier semestre 2009, comme en témoignent les résultats de l'Eurobaromètre 72, réalisé à l'automne 2009.

Le premier semestre 2010 a été marqué à la fois par des signes de reprise dans les prévisions économiques mondiales, mais aussi par le constat de fortes disparités entre différentes régions du monde et notamment en Europe.

Ainsi, en avril 2010, à la veille de la réalisation de cet Eurobaromètre, le FMI relevait ses prévisions de croissance mondiale à 4,2% (contre +3,9% anticipés en janvier), jugeant que *«La reprise de l'économie mondiale a évolué mieux que prévu»*. Dans le même temps, les prévisions de croissance pour la zone euro étaient revues à la baisse (à 0,8% alors que le FMI tablait sur 0,9% en janvier). Ces tendances ont été confirmées par le FMI début juillet 2010.

L'Europe est alors au cœur des attentions, le FMI jugeant qu'elle *« sort de la récession plus lentement que d'autres régions »*. Les principaux freins à la reprise identifiés sont notamment : les crises budgétaires traversées par plusieurs Etats européens, et notamment la Grèce. Pour faire face au risque de contagion et à l'endettement croissant des Etats membres, l'Union européenne a réagi au mois de mai en proposant un plan d'aide aux pays européens en difficulté. Les différents Etats membres ont cependant eu quelques difficultés à se mettre d'accord sur ce plan, auquel le FMI a finalement contribué.

Dans le même temps, le chômage s'est stabilisé à des niveaux élevés en Europe au mois de mai 2010 : 9,6% dans l'Union européenne et 10% pour la zone euro², soit son plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique. Ces éléments de contexte peuvent apporter des éclairages intéressants lors de la lecture du rapport.

Dans ce contexte de croisement d'indicateurs plus optimistes pour la situation mondiale, mais plus moroses - ou mitigés - à l'échelle européenne, cet Eurobaromètre fait apparaître un durcissement de l'opinion publique européenne au premier semestre 2010.

¹ Veuillez consulter les spécifications techniques pour les dates exactes du travail de terrain dans chaque pays.

² Eurostat/ Euroindicateurs/Communiqué de presse/ 02 juillet 2010

epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/.../3-02072010-AP-FR.PDF

Après s'être améliorés dans l'EB72 (automne 2009), les diagnostics sur la situation de l'économie nationale comme ceux de la situation européenne se dégradent en effet à nouveau. Et l'avenir n'apparaît pas plus rassurant : le pessimisme progresse en effet, que l'on parle d'économie à l'échelle nationale, européenne ou mondiale. Le chômage reste en tête des préoccupations nationales, et les prévisions en la matière demeurent moroses, même si on note quelques signes de décrispation.

Si les précédentes vagues de l'Eurobaromètre avaient déjà enregistré une dégradation progressive du moral des Européens fin 2008 (EB70) et début 2009 (EB71), ce qui est nouveau, c'est que l'Union européenne en pâtit pour la première fois sensiblement. Ainsi, le soutien à l'appartenance de son pays à l'UE et la perception des bénéfices dus à cette appartenance sont en recul. Mais surtout, pour la première fois depuis 2004, la défiance à l'égard de l'Union européenne l'emporte sur la confiance.

Alors que la notoriété des institutions européennes, et la compréhension du fonctionnement de l'Union ont progressé, reste maintenant à convertir ce regain de connaissance en opinions favorables à l'égard de l'Union européenne.

* * *

Le rapport complet de l'Eurobaromètre standard est composé de deux volumes. Le présent volume (volume 1) analyse les résultats des indicateurs historiques de l'Eurobaromètre standard. Le deuxième volume (volume 2) présente l'état de l'opinion publique européenne sur d'autres thèmes : la mondialisation ; la crise financière et économique ; la citoyenneté ; Europe 2020.

Ce volume 1 s'organise en trois parties principales. Dans la première, on s'intéresse à la vie dans l'Union européenne telle qu'elle est perçue par ses citoyens dans les domaines liés aux aspects personnels, sociaux, sociétaux, économiques et politiques. On y examine la situation financière et personnelle des citoyens, leurs principales inquiétudes et leurs attentes pour le futur.

Cette première partie du rapport explore également l'intérêt pour la politique, l'opinion des citoyens sur la direction dans laquelle vont les choses dans leur pays, ainsi que dans l'Union européenne, tout en analysant la confiance des citoyens dans les institutions nationales.

La deuxième partie du rapport présente les indicateurs de tendance mesurant les perceptions et opinions à l'égard de l'Union européenne et ses institutions, entre autres le soutien à l'appartenance et les bénéfices qui s'y rapportent. Elle s'intéresse également aux opinions sur le fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne, ainsi qu'au niveau de connaissance du fonctionnement de l'Union européenne.

La troisième partie du rapport se focalise sur les compétences de l'Union européenne et l'appréciation du meilleur niveau de prise de décision. Elle examine les aspects qui devraient être mis en exergue afin de renforcer l'Union européenne dans le futur et recueille le soutien des Européens à l'égard des politiques de l'Union. Finalement, on y analyse les avis à l'égard du futur de l'Union européenne.

Les résultats sont commentés en principe à trois niveaux :

- Au niveau de la moyenne des 27 Etats membres
- Au niveau national, c'est-à-dire dans quelle mesure ils varient d'un pays à l'autre
- Au niveau sociodémographique, c'est-à-dire les variations en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques du répondant ainsi qu'en fonction d'autres indicateurs d'opinion, comme notamment l'image que les citoyens ont de l'Union européenne, leur confiance dans l'Union européenne, leur connaissance de l'Union ou encore leur positionnement sur l'échelle gauche-droite.

L'analyse générale ainsi que les analyses sociodémographiques se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée pour qu'elle reflète la population réelle de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union telle qu'elle était composée au moment où l'étude a été menée.

Cette enquête Eurobaromètre a été commandée par la Direction générale Communication de la Commission européenne et a été réalisé par TNS Opinion & Social. La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre Standard de la Direction générale Communication (unité « Recherche et Speechwriting »).

Une note technique concernant les entretiens réalisés par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est annexée à ce rapport. Celle-ci précise la méthode utilisée pour ces entretiens ainsi que les intervalles de confiance.

Rappelons qu'il existe trois types de rapports pour cet Eurobaromètre standard.

1) Premiers résultats : ce rapport offre un condensé des résultats les plus marquants relatifs aux indicateurs de tendance, procurant ainsi en un coup d'œil un aperçu de l'opinion publique européenne sur des questions essentielles.

2) Rapport : l'analyse détaillée des résultats de toutes les questions.

3) Fiches nationales : la représentation graphique des résultats pour chaque pays ou territoire couvert par l'étude, illustrant la comparaison entre les résultats nationaux et la moyenne de l'Union européenne.

Le site Internet de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Nous aimerions profiter de l'occasion pour remercier tous les personnes interrogées à travers l'Europe qui ont consacré du temps à ce sondage.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

Dans ce rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABREVIATIONS

EU27	Union européenne - 27 Etats membres
NSP	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre*
CY (tcc)	Zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
HR	Croatie
TR	Turquie
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine**
IS	Islande

* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : *Turkish Cypriot Community - communauté chypriote turque*].

** Abréviation provisoire ne préjugant pas la nomenclature définitive de ce pays, qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

Les résultats spécifiques pour CY(tcc), HR, TR, MK et IS figurent dans l'Annexe au présent rapport contenant les tableaux de données.

1. LA VIE DANS L'UNION EUROPEENNE

Cette partie du rapport définit le contexte dans lequel l'opinion publique européenne se trouve au Printemps 2010. Nous analysons ici les résultats obtenus aux questions traitant des sujets suivants :

1) Les aspects personnels : La satisfaction des Européens par rapport à leur vie, leur situation professionnelle et financière, leurs attentes pour l'avenir quant à leur vie personnelle mais aussi en ce qui concerne leur situation financière et professionnelle et, enfin, leurs principales préoccupations personnelles.

2) Les aspects sociaux et sociétaux : L'évaluation du coût de la vie, de l'énergie et de la qualité dans chaque Etat membre par rapport à la moyenne européenne ; la situation nationale de l'environnement, son évaluation comparée à la moyenne des Vingt-sept et les attentes pour l'avenir à ce sujet.

3) Les aspects économiques : L'évaluation de la situation économique aux niveaux national, européen et mondial et de la situation de l'économie nationale comparée à la moyenne européenne ; la satisfaction par rapport à la situation de l'emploi au niveau national et comparée à la moyenne des Vingt-sept ; les attentes pour l'avenir en matière d'économie aux niveaux national, européen et mondial comme en matière d'emploi et, enfin, les principales préoccupations nationales.

4) Les aspects politiques : L'intérêt pour la politique ; la perception de la direction suivie au niveau national, ainsi que par l'Union européenne et par les Etats-Unis ; la confiance dans les institutions nationales (politiques, judiciaires et militaires) et dans les médias.

1. LES ASPECTS PERSONNELS

1.1 La situation personnelle actuelle des Européens

- Les Européens restent majoritairement satisfaits de la vie qu'ils mènent -

Les citoyens européens continuent dans leur grande majorité (78%) de se dire satisfaits de la vie qu'ils mènent³. Moins d'un quart d'entre eux (22%) font part de leur insatisfaction. Ces proportions restent stables par rapport à l'automne 2009. La part des Européens « très satisfaits » (21%, +1 point), demeure nettement supérieure à celle des « très insatisfaits » (6%, +1). Un socle de près de six Européens sur dix (57%, -1) continue de se dire « plutôt satisfaits ».

Derrière ces résultats, il existe de réelles disparités géographiques au sein de l'Union européenne. Les pays nordiques continuent en effet de se caractériser par l'expression d'une satisfaction personnelle très supérieure à la moyenne (98% au Danemark, 96% en Suède et 95% en Finlande), tout comme le Luxembourg (96%), les Pays-Bas (95%) ou le Royaume-Uni (92%). A l'inverse, l'insatisfaction est majoritaire dans plusieurs pays du Sud et de l'Est de l'Europe. C'est le cas de la Roumanie (64% d'insatisfaits), de la Bulgarie (59%), de la Grèce (58%), ou encore du Portugal (56%).

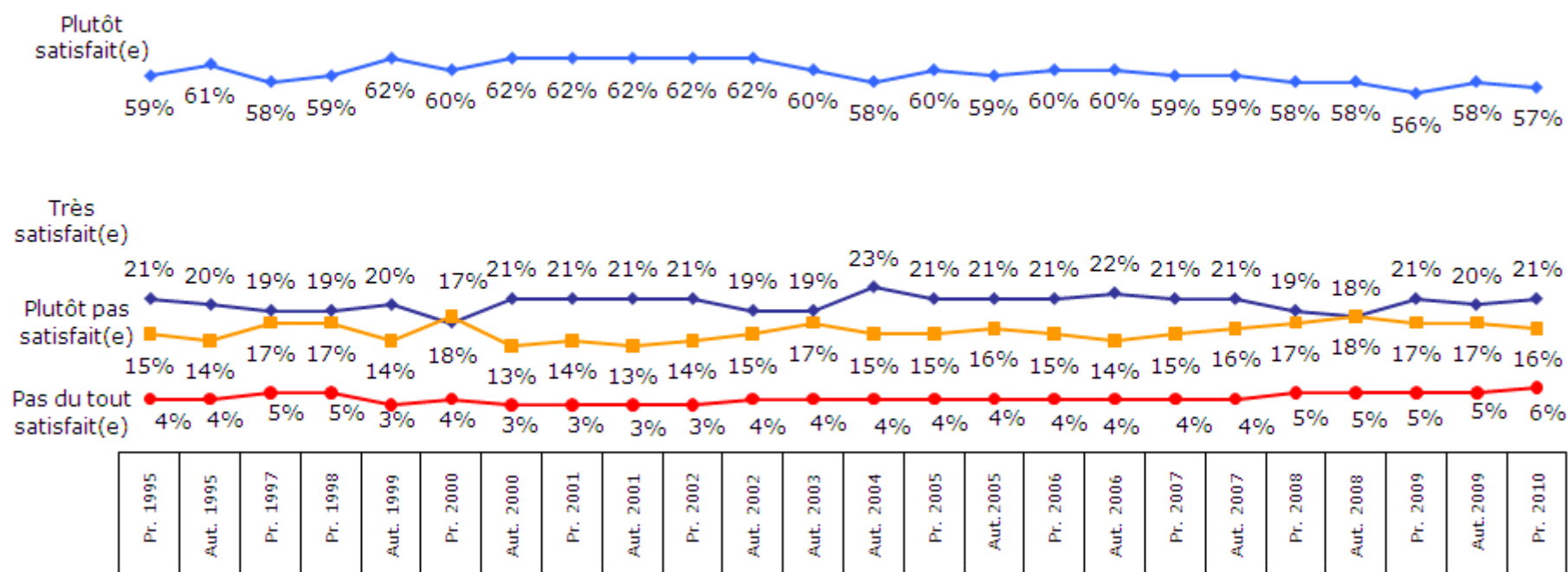
La stabilité de l'évaluation de leur situation personnelle par les citoyens européens dans une majorité de pays ne doit pas faire oublier certaines évolutions fortes. La sévérité de la crise économique semble en effet avoir eu un impact sur l'évaluation de leur situation personnelle par les répondants en Roumanie (36% se disent satisfaits de la vie qu'ils mènent, soit une baisse de 11 points par rapport à l'Eurobaromètre 72 réalisé à l'automne 2009, et c'est la part de ceux qui se disent « pas du tout satisfaits » qui augmente sensiblement : +12 à 29%), mais aussi en Grèce (42%, -16 et 22% de « pas du tout satisfaits », +12), au Portugal (44%, -9) et dans une moindre mesure en Lituanie (50%, -5). Il convient de noter que la baisse sensible de la satisfaction en Grèce intervient après une hausse importante enregistrée lors de la dernière enquête (la satisfaction personnelle était passée de 44% à 58% entre le printemps 2009 et l'automne 2009).

A l'inverse, la Hongrie enregistre une amélioration sensible de la satisfaction de ses citoyens (50%, +8 de satisfaits, contre 50% d'insatisfaits, -8), qui revient à l'équilibre. Déjà élevée, la satisfaction progresse également en Pologne (79%, +4), à Malte (76%, +4) et en Espagne (77%, +3).

































La satisfaction progresse aussi sensiblement dans la communauté chypriote turque (64%, +14).

³ QA1 D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez?

QA1 D'une façon générale, êtes-vous ... de la vie que vous menez? - % UE



QA1 D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez? - % Total 'Satisfait(e)'

		EB71 Pr.2009	EB72 Aut.2009	EB73 Pr.2010	Diff. Pr.2010- Aut. 2009
	UE27	77%	78%	78%	=
	HU	44%	42%	50%	+8
	MT	82%	72%	76%	+4
	PL	76%	75%	79%	+4
	IE	88%	85%	88%	+3
	ES	75%	74%	77%	+3
	LV	54%	57%	60%	+3
	SK	69%	72%	75%	+3
	FR	84%	82%	83%	+1
	IT	70%	71%	72%	+1
	CY	85%	81%	82%	+1
	UK	89%	91%	92%	+1
	BG	40%	38%	38%	=
	DK	98%	98%	98%	=
	EE	73%	73%	73%	=
	LU	96%	96%	96%	=
	NL	96%	95%	95%	=
	AT	83%	85%	85%	=
	FI	96%	95%	95%	=
	SE	96%	96%	96%	=
	BE	91%	89%	88%	-1
	DE	84%	85%	84%	-1
	SI	86%	86%	85%	-1
	CZ	82%	82%	78%	-4
	LT	57%	55%	50%	-5
	PT	51%	53%	44%	-9
	RO	47%	47%	36%	-11
	EL	44%	58%	42%	-16
	CY (tcc)	53%	50%	64%	+14
	HR	63%	63%	69%	+6
	TR	61%	59%	65%	+6
	MK	67%	66%	61%	-5
	IS*	-	-	98%	-

* Non posée en Islande en EB71 et EB72.




Les citoyens des pays candidats se disent eux aussi majoritairement satisfaits de la vie qu'ils mènent : que ce soit en Croatie (69%, +6 par rapport à l'automne 2009) en Turquie (65%, +6), ou dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (61%).

Testée dans l'Eurobaromètre pour la première fois, l'Islande rejoint et dépasse même les autres pays nordiques avec un score particulièrement élevé (98%).

L'analyse des résultats selon le profil sociodémographique des répondants révèle certaines différences : sur l'ensemble de l'Union européenne, les jeunes sont généralement plus enclins à se dire satisfaits de la vie qu'ils mènent (85% des 15-24 ans dont 27% de « très satisfaits », pour 76% des 55 ans et plus). Le niveau d'éducation des répondants semble également avoir un impact : 86% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au delà se disent satisfaites, pour 68% de celles ayant arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans.

L'occupation et le niveau de vie restent les critères les plus discriminants dans l'évaluation de la satisfaction à l'égard de sa propre vie. Ainsi, quand 92% des cadres se disent satisfaits de leur vie, seuls 56% des chômeurs sont du même avis. De même, si on trouve 89% de satisfaits parmi les citoyens n'ayant pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures, ils ne sont que 42% parmi ceux qui rencontrent « la plupart du temps » des difficultés financières.

QA1 D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez?

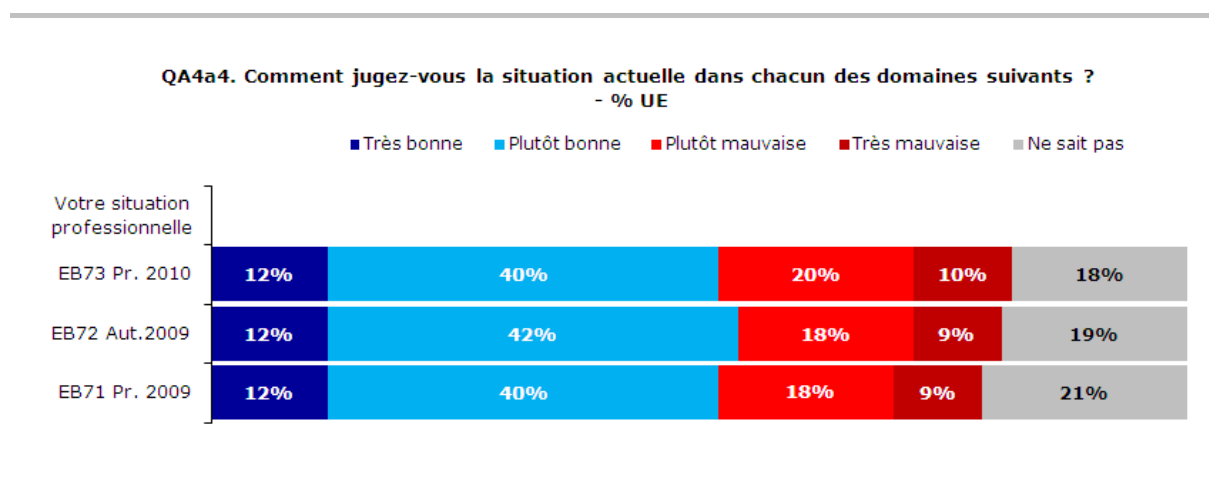
	Total 'Satisfait(e)'	Total 'Pas satisfait(e)'	NSP
UE27	78%	22%	0%
Age			
 15-24	85%	14%	1%
25-39	78%	22%	0%
40-54	75%	25%	0%
55 +	76%	24%	0%
Age de fin d'études			
 15-	68%	32%	0%
16-19	74%	25%	1%
20+	86%	14%	0%
Tjs étudiant	89%	11%	0%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	79%	21%	0%
Cadres directeurs	92%	8%	0%
Autres employés	82%	18%	0%
Ouvriers	77%	22%	1%
Femmes- hommes au foyer	72%	27%	1%
Chômeurs	56%	44%	0%
Retraités	74%	25%	1%
Etudiants	89%	11%	0%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	42%	58%	0%
De temps en temps	65%	34%	1%
Pratiquement jamais	89%	11%	0%

1.2 L'évaluation de la situation professionnelle et financière

- Légère dégradation dans la perception qu'ont les Européens de leur situation professionnelle, mais stabilité dans l'évaluation de la situation financière du ménage -

1.2.1. La situation professionnelle

Un peu plus d'un Européen sur deux qualifie de « bonne » sa situation professionnelle (52%)⁴. Cette proportion est en léger recul par rapport à l'automne 2009 (-2 points), rejoignant le niveau du printemps de la même année. Parmi eux, une proportion stable parle d'une « très bonne » situation (12%). Les avis négatifs progressent de 3 points : 30% des Européens jugent désormais « mauvaise » leur situation professionnelle (dont 10%, +1, « très mauvaise »).



Une fois encore, les indicateurs sont particulièrement favorables dans les pays nordiques : 79% jugent leur situation professionnelle « bonne » au Danemark (dont 45% « très bonne »), 77% en Suède (dont 42% « très bonne ») et 72% en Finlande. La satisfaction dépasse également les 70% en Autriche et au Luxembourg (71% dans les deux cas).

































A l'inverse, dans trois pays de l'Union, seul environ un quart de la population se dit satisfait de sa situation professionnelle. Il s'agit de la Hongrie (22%), de la Roumanie (25%) et de la Grèce (27%).

⁴ QA4a.4 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? Votre situation professionnelle.

Ces deux derniers pays sont également ceux dans lesquels les évolutions constatées depuis la vague de l'automne 2009 sont les plus fortes. La satisfaction professionnelle a en effet chuté de 10 points en Grèce et de 7 points en Roumanie. Mais ce ne sont pas les seuls pays à connaître une dégradation : on note un recul de la satisfaction également au Royaume-Uni (56%, -5), en Italie (48%, -5), en République tchèque (56%, -5) et à Chypre (43%, -6).

Quelques pays connaissent pour leur part une amélioration, qui semble même se confirmer depuis les deux dernières enquêtes : le Danemark (79% de satisfaits, soit +4 points depuis l'Eurobaromètre 71, réalisé au printemps 2009), la Pologne (57%, +5), la Slovaquie (56%, +6) et la Suède (77%, +3).

**QA4a.4 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
- Votre situation professionnelle - Total 'Bonne'**

		EB71 Pr.2009	EB72 Aut.2009	EB73 Pr.2010	Diff. Pr.2010 - Aut.2009
	UE27	52%	54%	52%	-2
	LU	69%	66%	71%	+5
	DK	75%	76%	79%	+3
	IE	46%	41%	44%	+3
	PL	52%	54%	57%	+3
	SK	50%	53%	56%	+3
	BE	72%	66%	68%	+2
	ES	49%	47%	49%	+2
	HU	25%	20%	22%	+2
	AT	69%	69%	71%	+2
	SI	63%	56%	58%	+2
	SE	74%	75%	77%	+2
	EE	43%	43%	44%	+1
	BG	37%	34%	34%	=
	LV	46%	45%	45%	=
	LT	37%	35%	35%	=
	PT	40%	41%	41%	=
	FR	54%	49%	48%	-1
	NL	64%	65%	64%	-1
	FI	75%	73%	72%	-1
	MT	58%	54%	52%	-2
	DE	56%	64%	61%	-3
	CZ	57%	56%	51%	-5
	IT	52%	53%	48%	-5
	UK	54%	61%	56%	-5
	CY	53%	49%	43%	-6
	RO	32%	32%	25%	-7
	EL	28%	37%	27%	-10
	CY (tcc)	54%	49%	59%	+10
	HR	43%	35%	42%	+7
	TR	37%	34%	32%	-2
	MK	39%	40%	39%	-1
	IS*	-	-	73%	-

* Non posée en Islande en EB71 et EB72.

En ce qui concerne les pays candidats, la part des satisfaits à l'égard de leur situation professionnelle est minoritaire en Turquie (32%, -2 points), et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (39%, -1 point). Il convient cependant de noter une nette amélioration en Croatie par rapport à l'automne 2009, puisque la satisfaction a progressé de 7 points (à 42%, contre 41% d'insatisfaits), et est désormais le sentiment partagé par une majorité de répondants.





Enfin, en Islande, près des trois quarts des répondants (73%) jugent « bonne » leur situation professionnelle.

En termes sociodémographiques, des différences de perception demeurent. Les hommes ont en effet plus tendance que les femmes à juger positivement leur situation professionnelle (56%, pour 49% des femmes). De même, si les générations plus récemment entrées sur le marché du travail se disent satisfaites (60% des 25-39 ans jugent « bonne » leur situation professionnelle), les seniors (44% chez les 55 ans et plus) et les répondants les plus jeunes (46% des 15-24 ans) sont moins enthousiastes. Il faut cependant noter que beaucoup de répondants de ces deux catégories ne sont plus, ou pas encore concernés par cette question sur leur situation professionnelle, ce qui explique les taux importants de sans réponse (35% des seniors, et 24% des 15-24 ans). Les cadres (86%) et les plus diplômés (68% de ceux ayant étudiés jusqu'à l'âge de 20 ans et au delà) ont également tendance à se dire plus satisfaits que les moins diplômés (37% de ceux ayant arrêté l'école avant l'âge de 16 ans) et les ouvriers (67%), même si la satisfaction est nettement majoritaire chez ces derniers. Parmi les chômeurs, seuls 11% se disent satisfaits (contre 82% qui jugent leur situation « mauvaise »).

Mais cette question renvoie aussi sans surprise au niveau de vie, puisque si 63% de ceux qui n'ont pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures jugent « bonne » leur situation professionnelle, ce n'est le cas que de 21% de ceux qui ont « la plupart du temps » des difficultés à payer.

QA4a.4 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

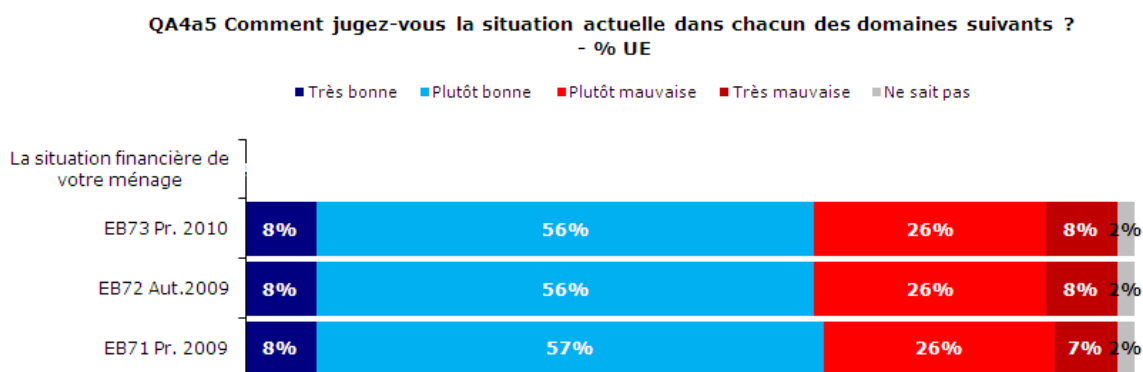
Votre situation professionnelle

	Total 'Bonne'	Total 'Mauvaise'	NSP
UE27	52%	30%	18%
Sexe			
 Homme	56%	29%	15%
Femme	49%	29%	22%
Age			
 15-24	46%	30%	24%
25-39	60%	35%	5%
40-54	59%	35%	6%
55 +	44%	21%	35%
Age de fin d'études			
 15-	37%	34%	29%
16-19	53%	33%	14%
20+	68%	21%	11%
Tjs étudiant	45%	21%	34%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	66%	31%	3%
Cadres directeurs	86%	11%	3%
Autres employés	73%	24%	3%
Ouvriers	67%	31%	2%
Femmes- hommes au foyer	30%	39%	31%
Chômeurs	11%	82%	7%
Retraités	37%	18%	45%
Etudiants	45%	21%	34%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	21%	66%	13%
De temps en temps	41%	45%	14%
Pratiquement jamais	63%	16%	21%

1.2.2. La situation financière du ménage

Près des deux tiers des Européens (64%) qualifient de « bonne » la situation financière de leur ménage (contre 34% qui la jugent « mauvaise »)⁵, soit une proportion stable par rapport à l'automne 2009. Un socle de 56% d'Européens continue de juger sa situation « plutôt bonne » et les items les plus tranchés restent minoritaires : 8% parlent d'une « très bonne situation » et 8% d'une situation « très mauvaise ».

⁵ QA4a.5 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation financière de votre ménage.



































On retrouve sur cette question les mêmes clivages nationaux que lorsque l'on demande aux Européens s'ils sont satisfaits de la vie qu'ils mènent. En effet, les pays dans lesquels la situation financière du ménage est jugée particulièrement bonne par les répondants sont plutôt situés au Nord et à l'Ouest de l'Europe : c'est notamment le cas du Danemark (89%), de la Finlande (89%), du Luxembourg (88%), des Pays-Bas (86%) et de la Suède (86%), mais aussi de la Belgique (80%) et du Royaume-Uni (78%).

Les pays dans lesquels l'évaluation de la situation financière du ménage est négative se situent plutôt dans le Sud et l'Est du territoire européen (ils sont 7 sur 27 Etats membres). Ils enregistrent pour certains des évolutions fortes. Les répondants jugeant « bonne » la situation financière de leur ménage sont nettement minoritaires en Hongrie (28%), en Bulgarie (29%, soit une proportion à peine plus élevée que ceux la jugeant « très mauvaise », 24%) et au Portugal (37%). Mais c'est désormais aussi le cas en Grèce (37%, -13) et en Roumanie (35%, -9), ces deux pays enregistrant des évolutions très marquées.

La dégradation est également sensible à Chypre, même si les jugements positifs restent majoritaires (56% des répondants jugent « bonne » la situation financière de leur ménage, soit -13 points par rapport à l'automne 2009). Après avoir sensiblement baissé à l'automne 2009, les chiffres se stabilisent et restent tout juste au-dessus de 50% en Irlande (55%, +2), à Malte (56%, +1) et en Espagne (56%, +2).

La satisfaction progresse en Hongrie (+6 points), au Danemark (+5) et en Pologne (+4).

QA4.5 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
- La situation financière de votre ménage - Total 'Bonne'

		EB71 Pr.2009	EB72 Aut.2009	EB73 Pr.2010	Diff. Pr.2010 - Aut.2009
	UE27	65%	64%	64%	=
	HU	26%	22%	28%	+6
	DK	89%	84%	89%	+5
	PL	57%	56%	60%	+4
	SK	53%	58%	61%	+3
	BE	79%	78%	80%	+2
	IE	61%	53%	55%	+2
	ES	62%	54%	56%	+2
	LV	46%	46%	48%	+2
	AT	71%	72%	74%	+2
	SI	70%	65%	67%	+2
	BG	32%	28%	29%	+1
	MT	63%	55%	56%	+1
	FI	89%	88%	89%	+1
	UK	75%	77%	78%	+1
	DE	73%	73%	73%	=
	IT	61%	59%	59%	=
	FR	69%	67%	66%	-1
	PT	41%	38%	37%	-1
	EE	72%	68%	66%	-2
	NL	88%	88%	86%	-2
	SE	88%	88%	86%	-2
	CZ	64%	62%	59%	-3
	LT	52%	48%	45%	-3
	LU	89%	91%	88%	-3
	RO	43%	44%	35%	-9
	EL	48%	50%	37%	-13
	CY	66%	69%	56%	-13
	CY (tcc)	54%	54%	61%	+7
	HR	49%	40%	48%	+8
	TR	44%	38%	39%	+1
	MK	50%	52%	50%	-2
	IS*	-	-	73%	-

* Non posée en Islande en EB71 et EB72.

Parmi les pays candidats, on note une progression des opinions positives en Croatie (48% jugent « bonne » la situation financière de leur ménage, +8 points, contre 50%). Tous justes majoritaires dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (50/48), les avis sont plus négatifs en Turquie (39/57).

Enfin, en Islande, les chiffres rejoignent encore une fois ceux des pays nordiques membres de l'Union : 73% jugent « bonne » la situation financière de leur ménage.

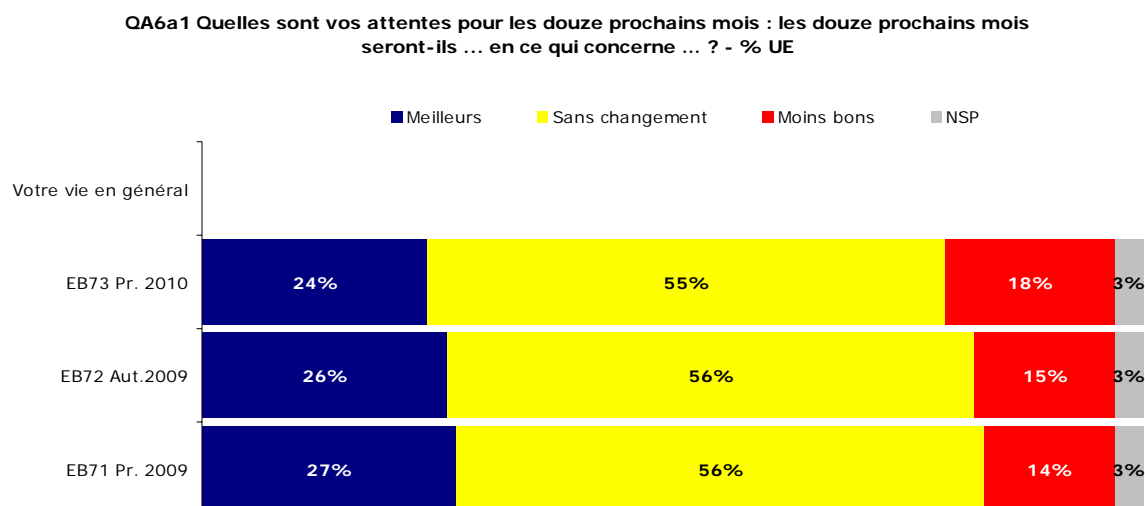
Comme sur les précédents indicateurs, on constate une satisfaction plus élevée chez les répondants plus diplômés, chez les cadres, et ceux qui ont le moins de difficultés à payer leurs factures.

1.3 Les attentes pour l'avenir proche

*- Les Européens sont un peu plus pessimistes quant à l'évolution de leur vie personnelle et financière.
Les pronostics sur la vie professionnelle sont plus stables -*

1.3.1. La vie personnelle

Alors qu'ils se disent majoritairement satisfaits de la vie qu'ils mènent, les Européens qui espèrent que les douze prochains mois seront meilleurs en ce qui concerne leur vie en général continuent d'être plus nombreux que ceux qui craignent au contraire qu'ils soient moins bons. Cependant, les attentes pour l'avenir se dégradent légèrement par rapport à l'automne 2009⁶. 24% des personnes interrogées pensent que les mois à venir seront meilleurs (-2 points), contre 18% qui pensent au contraire que les douze prochains mois seront « moins bons », soit une hausse de 3 points par rapport à la dernière enquête Eurobaromètre (EB72, automne 2009). 55% n'anticipent aucun changement dans leur vie en général dans l'année qui vient (-1 point). On se rapproche ainsi des résultats de la vague de l'automne 2008 (EB70) (seuls 24% des Européens anticipaient une amélioration de leur vie dans les douze mois à venir, tandis que 51% parlaient de stagnation et 22% d'une dégradation).



Parmi les 27 Etats membres, quatre se distinguent par leur optimisme puisque plus d'un tiers de la population anticipe une amélioration de sa vie dans l'année à venir. C'est le cas de la Suède (46%), mais aussi du Royaume-Uni (36%), de l'Estonie (35%) et du Danemark (34%).

⁶ QA6a.1 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? Votre vie en général.

A l'inverse, deux Etats se démarquent par un fort pessimisme: il s'agit de la Grèce où plus d'un citoyen sur deux anticipe une année « moins bonne » (52%) et de la Roumanie (45%).

Pour mieux analyser ces résultats, il convient de se référer à l'indice d'optimisme, qui rend compte de l'écart entre les prévisions optimistes et pessimistes dans un pays (s'il est positif, c'est que l'optimisme est plus fort que le pessimisme et inversement).

Si, à l'automne 2009, dix Etats membres se caractérisaient par un indice négatif (c'est-à-dire une proportion de pessimistes supérieure aux optimistes), au printemps 2010 ils ne sont plus que six.

Une amélioration est en effet visible en Hongrie⁷ où l'optimisme l'emporte alors qu'il était minoritaire il y a six mois (indice en hausse de 30 points), tout comme en Lettonie (+28), en Irlande (+20), à Malte (+15) ou en Bulgarie (+12).

La Lituanie fait également partie des Etats où les opinions se sont nettement améliorées (+19), mais ici le pessimisme reste tout de même majoritaire.

































Malgré ces améliorations, la moyenne européenne est en recul, signe que les pronostics des Européens pour leur vie personnelle se sont dégradés dans plusieurs pays, et parfois de façon spectaculaire. C'est en effet le cas de la Grèce : positif à l'automne 2009, l'indice a perdu 50 points au printemps 2010. En Roumanie, il a reculé de 22 points et de 12 points au Portugal.

Si les indices restent positifs, des baisses sensibles sont également à noter au Luxembourg (-16), en France (-11) et en Espagne (-8).

⁷ Rappelons cependant que des élections législatives ont eu lieu en Hongrie les 11 et 25 avril 2010, soit juste avant la réalisation de cette enquête Eurobaromètre (interviews réalisées du 5 au 28 mai).

QA6.1 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

-Votre vie en général

		EB72 Aut. 2009 Meilleurs- Moins bons	EB73 Pr. 2010 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Pr. 2010 - Aut. 2010
	UE27	+11	+6	-5
	HU	-24	+6	+30
	LV	-11	+17	+28
	IE	-5	+15	+20
	LT	-22	-3	+19
	MT	-3	+12	+15
	BG	-8	+4	+12
	SK	-6	=	+6
	EE	+17	+21	+4
	PL	+4	+8	+4
	CZ	-2	-5	-3
	BE	+11	+12	+1
	DK	+30	+30	=
	CY	+3	+3	=
	FI	+25	+24	-1
	SE	+42	+41	-1
	IT	+4	+2	-2
	AT	+4	+6	-2
	SI	+6	+3	-3
	NL	+19	+15	-4
	DE	+5	-1	-6
	UK	+29	+22	-7
	ES	+18	+10	-8
	FR	+23	+12	-11
	PT	-8	-20	-12
	LU	+20	+4	-16
	RO	-7	-29	-22
	EL	+9	-41	-50
	CY (tcc)	-3	+10	+13
	HR	-12	-4	+8
	TR	-7	-3	+4
	MK	+12	+10	-2
	IS*	-	+29	-

* Non posée en Islande en EB72.

Dans les pays candidats, comme dans la plupart des Etats membres, une majorité de répondants n'anticipe aucun changement pour sa vie personnelle dans les mois qui viennent. Cependant, le pessimisme l'emporte encore sur l'optimisme en Turquie (27%, contre 24%) et en Croatie (24%, contre 20%), malgré une amélioration dans les deux pays. L'optimisme est supérieur aux opinions négatives dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (31% pensent que leur vie sera meilleure dans les douze mois à venir, contre 21%).

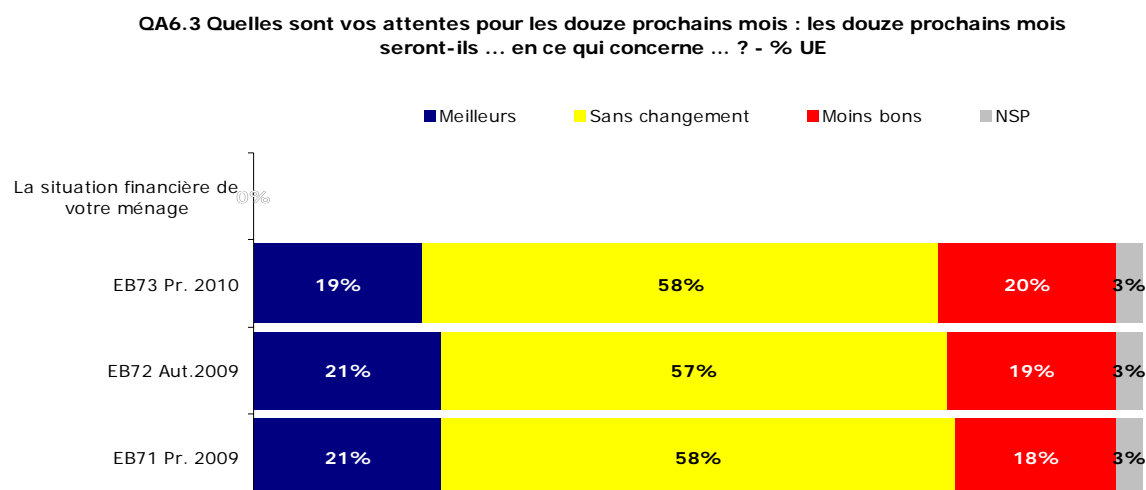
C'est également le cas en Islande, avec 35% des répondants qui sont confiants dans l'amélioration de leur vie en général dans les douze mois à venir, contre 6% seulement qui sont inquiets quant à l'évolution à court terme.

En toute logique, l'optimisme est plus élevé chez les jeunes et décroît avec l'âge : 42% des 15-24 ans pensent que leur vie va s'améliorer dans l'année à venir, pour 33% des 25-34 ans, 22% des 40-54 ans et 11% des 55 ans et plus. Un peu plus d'un tiers des chômeurs pensent que leur vie sera meilleure l'année prochaine (35%, pour 28% des cadres et 27% des ouvriers, pour 17% seulement des personnes au foyer).

1.3.2. La situation financière du ménage

Après s'être stabilisées à l'automne 2009, les prévisions des Européens pour l'évolution de la situation financière de leur ménage se dégradent légèrement. Une majorité prévoit toujours l'absence de changement pour l'année à venir (58%, +1)⁸ et 20% d'Européens anticipent désormais une dégradation (+1). Ceux qui anticipent une amélioration de la situation financière de leur ménage ne sont plus que 19% (-2). Les évolutions sont circonscrites et l'on reste loin des scores particulièrement pessimistes de l'automne 2008 (18% prévoyaient une amélioration, 52% pensaient que la situation allait rester la même, et 27% anticipaient une dégradation), mais les chiffres illustrent une tendance générale à la baisse du moral des Européens dans un contexte de poursuite de la crise.

⁸ QA6a.3 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation financière de votre ménage.



































Dans la quasi-totalité des Etats membres, une majorité n'anticipe aucun changement pour la situation financière de son ménage dans l'année à venir. Avec plus d'un quart de personnes interrogées anticipant une amélioration, quatre pays se distinguent par leur optimisme : la Suède (36%), l'Estonie (31%), le Royaume-Uni (27%) et le Danemark (26%).

La Grèce et la Roumanie sont, sur cette question également, les deux seuls Etats où le pessimisme l'emporte nettement (respectivement 56% et 44%) sur l'anticipation d'une stagnation ou d'une amélioration de la situation financière du ménage.

L'analyse de l'évolution de l'indice d'optimisme, révèle que les pronostics se sont sensiblement améliorés par rapport à l'automne 2009 dans plusieurs pays, même si le pessimisme reste majoritaire : la Hongrie (l'indice enregistrant la différence entre les opinions optimistes et pessimistes a fait un bond de +35 points), l'Irlande (+20), la Lituanie (+18), Malte (+14) et la Bulgarie (+8). En Lettonie (+27), cette amélioration se traduit même par une inversion de l'opinion majoritaire, et une prédominance de l'optimisme sur le pessimisme.

La Grèce, la Roumanie et le Portugal sont, sur cet indicateur encore, les trois pays dans lesquels la dégradation est la plus forte. En Grèce, l'indice recule même de façon extrêmement spectaculaire (-51 points) alors qu'il était positif il y a six mois. Il baisse de 17 points en Roumanie et de 15 points au Portugal.

QA6.3 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
- La situation financière de votre ménage

		EB72 Aut. 2009 Meilleurs- Moins bons	EB73 Pr. 2010 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Pr. 2010 - Aut. 2009
	UE27	+2	-1	-3
	HU	-37	-2	+35
	LV	-18	+9	+27
	IE	-25	-5	+20
	LT	-26	-8	+18
	MT	-16	-2	+14
	BG	-16	-8	+8
	SE	+20	+27	+7
	PL	-5	+1	+6
	BE	+2	+6	+4
	IT	-5	-1	+4
	EE	+13	+16	+3
	AT	+2	+5	+3
	SK	-8	-5	+3
	CY	-19	-17	+2
	NL	+4	+5	+1
	FI	+15	+16	+1
	DK	+20	+20	=
	CZ	-11	-14	-3
	SI	-1	-4	-3
	DE	-2	-7	-5
	FR	+11	+6	-5
	UK	+18	+13	-5
	ES	+9	+3	-6
	LU	+14	+1	-13
	PT	-11	-26	-15
	RO	-12	-29	-17
	EL	+2	-49	-51
	CY (tcc)	-14	+10	+24
	TR	-15	-5	+10
	HR	-21	-13	+8
	MK	+6	+2	-4
	IS*	-	+12	-

* Non posée en Islande en EB72.

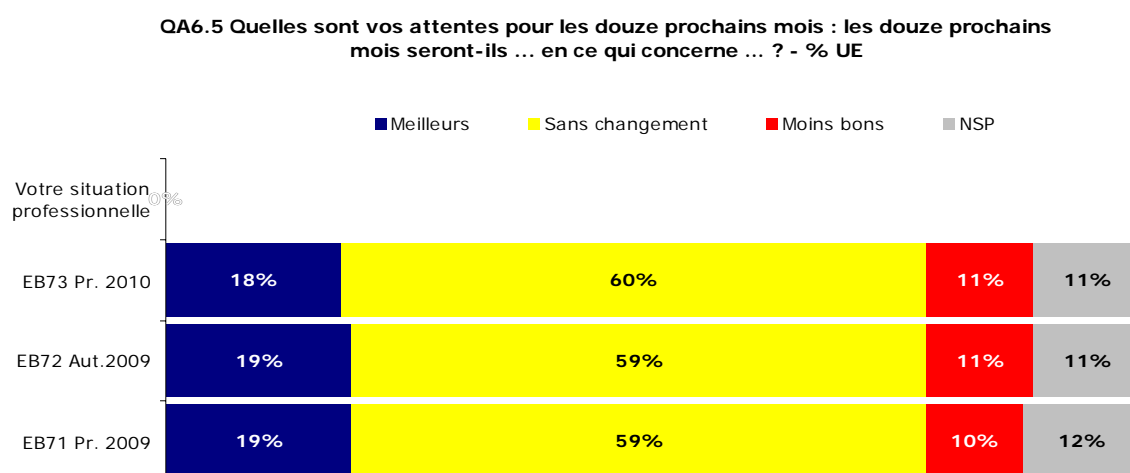
Dans les pays candidats, on note une hausse de l'optimisme quant à l'avenir financier des ménages en Turquie (indice en hausse de 10 points) et en Croatie (+8), même s'il reste minoritaire. L'optimisme l'emporte dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, malgré un léger recul de l'indice (-4).

L'optimisme l'emporte aussi sur le pessimisme en Islande.

A travers l'Union européenne, les plus fragiles sont ceux qui anticipent le plus une dégradation à venir de leur situation financière : 40% de ceux qui ont « la plupart du temps » des difficultés à payer les factures pensent que la situation financière de leur ménage sera « moins bonne » dans les douze mois à venir, pour 26% de ceux qui rencontrent « de temps en temps » des difficultés à payer et 14% de ceux qui n'en ont « presque jamais ».

1.3.3. La situation professionnelle

Les pronostics des Européens pour l'évolution de leur situation professionnelle sont plutôt stables⁹ : six Européens sur dix continuent de penser que leur situation professionnelle ne va pas changer dans l'année à venir (60%, +1). En recul d'un point, la part de ceux qui anticipent une amélioration (18%) reste supérieure à celle des répondants qui prévoient une dégradation (11%, stable). Rappelons qu'il s'agit de l'indicateur qui s'est le moins détérioré depuis le déclenchement de la crise financière et économique mondiale à l'automne 2008.



⁹ QA6a.5 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? Votre situation professionnelle.

Les résultats sont cohérents avec les indicateurs précédents mesurant les pronostics pour la vie personnelle et l'évolution de la situation financière du ménage dans l'année à venir. Ainsi, dans la quasi-totalité des pays européens, une majorité encore plus nette n'anticipe pas de changement dans sa situation professionnelle.

































Les pays se distinguant par un optimisme plus prononcé que l'ensemble des Européens en matière professionnelle sont peu nombreux : on peut noter la Suède (31% pensent que leur situation professionnelle sera meilleure dans les douze mois à venir), voire le Royaume-Uni (25%), et l'Estonie (24%).

A l'inverse, le pessimisme est particulièrement fort en Grèce (35% pensent que les douze prochains mois seront « moins bons »), en Lituanie (28%), en Roumanie (26%) et au Portugal (25%).

Lorsque l'on s'intéresse à l'indice, on note que les poussées d'optimisme depuis l'automne 2009 sont particulièrement remarquables en Hongrie (l'indice progresse de 28 points) et en Lituanie (+14), même si le pessimisme continue de l'emporter dans ces deux pays. L'optimisme quant à l'avenir professionnel l'emporte désormais sur les opinions négatives en Lettonie (indice en hausse de 14 points) ainsi qu'en Bulgarie, mais aussi en Irlande et en Italie. Tous ces pays avaient enregistré des dégradations fortes dans l'enquête précédente.

Trois pays se distinguent à nouveau par une forte progression du pessimisme : la Grèce (l'indice chute de 34 points), la Roumanie (-10) et le Portugal (-8).

QA6.5 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
-Votre situation professionnelle



		EB72 Aut. 2009 Meilleurs- Moins bons	EB73 Pr. 2010 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Pr. 2010 - Aut. 2009
	UE27	+8	+7	-1
	HU	-29	-1	+28
	LV	-6	+8	+14
	LT	-30	-16	+14
	BG	-5	+6	+11
	BE	+6	+15	+9
	IE	-6	+1	+7
	IT	-4	+3	+7
	SE	+20	+27	+7
	EE	+11	+17	+6
	MT	+2	+4	+2
	PL	+6	+8	+2
	SK	-3	-1	+2
	LU	+14	+15	+1
	AT	+7	+8	+1
	SI	+4	+5	+1
	DK	+17	+17	=
	NL	+12	+12	=
	UK	+19	+19	=
	FI	+14	+13	-1
	CZ	-3	-6	-3
	DE	+8	+5	-3
	CY	+1	-2	-3
	ES	+13	+9	-4
	FR	+20	+15	-5
	PT	-5	-13	-8
	RO	-5	-15	-10
	EL	+6	-28	-34
	CY (tcc)	-13	+9	+22
	HR	-10	-2	+8
	TR	-13	-6	+7
	MK	+5	-1	-6
	IS*	-	+12	-

* Non posée en Islande en EB72.

Dans la plupart des pays candidats, comme dans beaucoup d'Etats membres, une majorité n'anticipe pas de changement pour sa situation professionnelle et le pessimisme l'emporte sur l'optimisme en Turquie (27% contre 21%), dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (19%, contre 18%), ainsi qu'en Croatie (16%, contre 14%). L'Islande, dans laquelle la question était posée pour la première fois, fait preuve d'un optimisme majoritaire sur cette question (18%, contre 6%).

En terme sociodémographiques, et dans un contexte de débat sur l'emploi des seniors dans plusieurs pays, on notera que les 40-54 ans ont un peu plus tendance que la moyenne à anticiper une dégradation de leur situation professionnelle dans l'année à venir (16% pour 11% en moyenne). Parmi les chômeurs, 38% anticipent une amélioration de leur situation professionnelle (quand 33% parlent d'absence de changement et 20% de dégradation). C'est le cas de 21% des cadres, et de 20% des employés et des ouvriers.

QA6a.5 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
Votre situation professionnelle

	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
UE27	18%	11%	60%	11%
Age				
 15-24	34%	8%	45%	13%
25-39	29%	12%	54%	5%
40-54	16%	16%	63%	5%
55 +	5%	9%	68%	18%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	24%	15%	58%	3%
Cadres directeurs	21%	9%	68%	2%
Autres employés	20%	13%	64%	3%
Ouvriers	20%	14%	62%	4%
Femmes- hommes au foyer	11%	13%	61%	15%
Chômeurs	38%	20%	33%	9%
Retraités	4%	7%	67%	22%
Etudiants	31%	6%	47%	16%

1.4 Les préoccupations des Européens

- Les questions économiques toujours au cœur des préoccupations des Européens -

Les préoccupations personnelles¹⁰ des Européens restent, en période de crise, dominées par les questions économiques¹¹, et les choses n'ont pas changé depuis l'enquête précédente réalisée à l'automne 2009 (EB72). Ainsi la hausse des prix reste le problème le plus cité (38%, résultat stable par rapport à l'automne 2009), devant la situation économique (25%, -1 point). L'inquiétude à propos du chômage reste élevée (21%, +1) mais s'est stabilisée après la forte progression enregistrée entre l'automne 2008 et le printemps 2009.

Derrière ce premier groupe, on retrouve des dimensions sociales, les systèmes de santé (18%, stable par rapport à l'automne 2009) ou les retraites (16%, +1), qui demeurent des préoccupations centrales.

On peut noter que les cinq items qui arrivent en tête de ce palmarès des préoccupations personnelles restent inchangés depuis le printemps 2009 (EB71), avec assez peu de variations en intensité. Les impôts sont cités par 14% des Européens (+1).

L'insécurité demeure au 8^{ème} rang des préoccupations européennes (8%, =), derrière le système éducatif (10%, +1). Le logement est considéré comme une préoccupation personnelle forte par 6% des Européens (stable).

L'énergie est toujours citée à 6% et l'environnement à 5%.

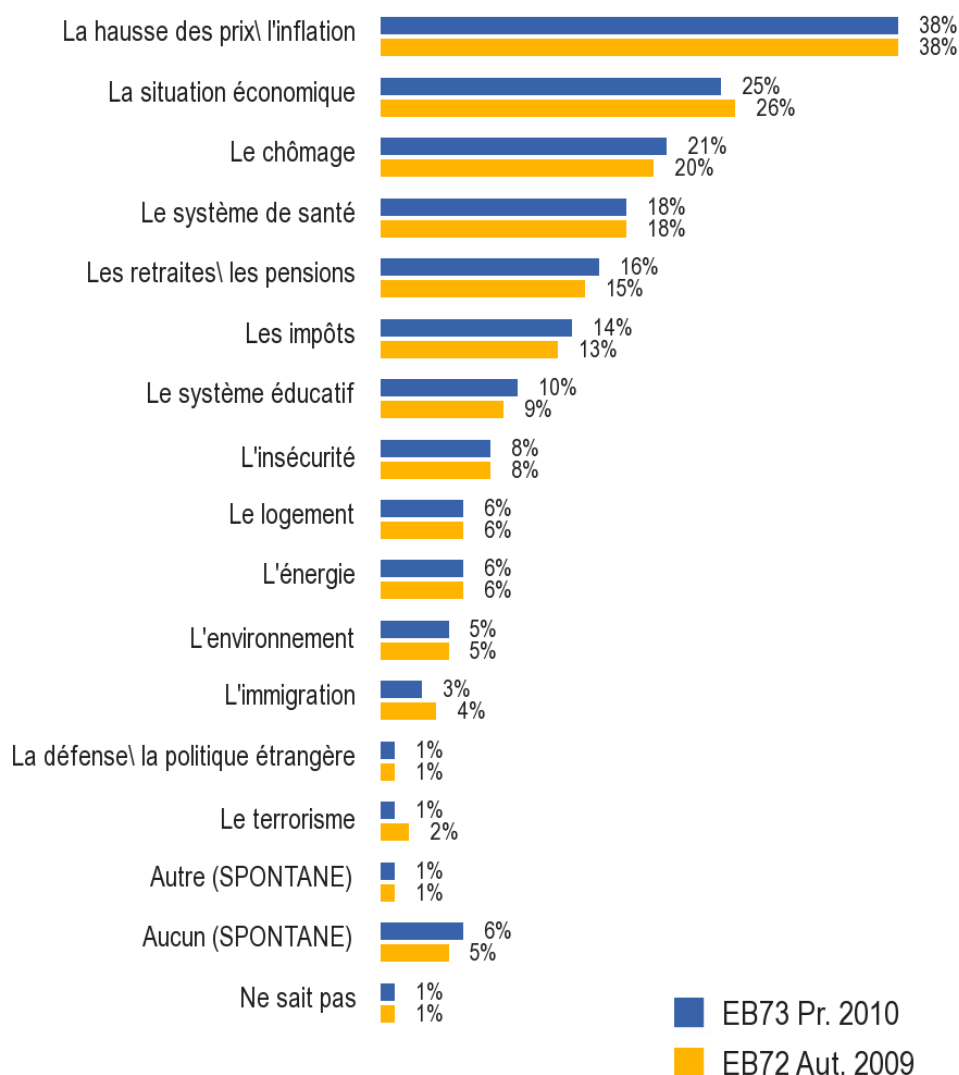
Enfin, l'immigration reste en retrait au 12^{ème} rang (3%, -1).

La défense/politique étrangère (1%, stable) et le terrorisme (1%, -1) demeurent des sujets très en retrait parmi les préoccupations personnelles des Européens.

¹⁰ Les préoccupations des Européens au niveau national sont traitées au chapitre 3.3.

¹¹ QA8a Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?

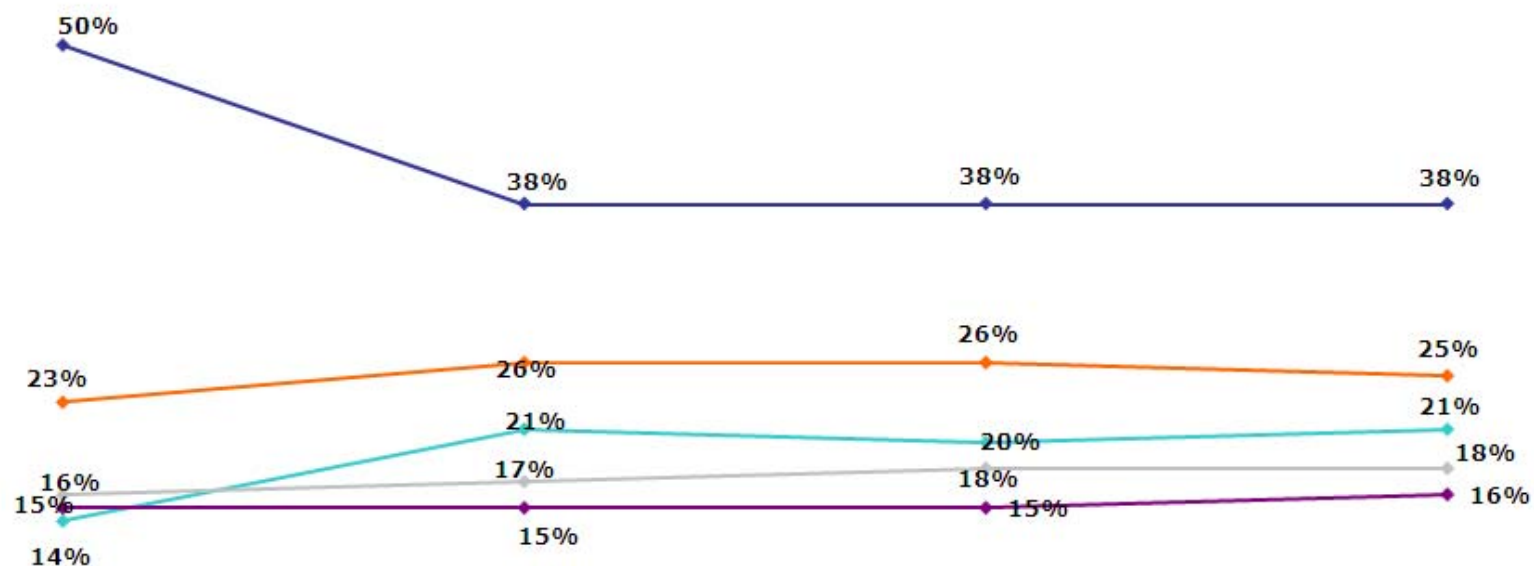
QA8a. Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?



La courbe page suivante montre les évolutions des cinq principaux items depuis l'EB70, réalisé à l'automne 2008, où cette question sur les préoccupations personnelles des Européens a été posée pour la première fois.

QA8a Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement?
(MAX. 2 REPONSES) - % UE

La hausse des prix/ l'inflation La situation économique Le chômage Le système de santé Les retraites/ les pensions



Aut. 2008	Pr. 2009	Aut. 2009	Pr. 2010
EB 70	EB 71	EB 72	EB 73

De manière transversale, si les taux de citation sont proches entre les pays UE15¹² et les pays NEM12¹³ en ce qui concerne la situation économique et le chômage, on note une plus forte préoccupation pour la hausse des prix dans les NEM12 (44%, pour 36% des UE15), ainsi que pour le système de santé (25% pour 16%) et les retraites (19% pour 15%). A l'inverse, les UE15 se disent plus préoccupés par les impôts (15% pour 9% des NEM12), le système éducatif (11%, pour 7%), l'insécurité (9%, pour 5%), voire l'immigration (4%, pour 1%).

L'analyse des résultats pays par pays permet de mettre en évidence certaines différences importantes : **la hausse des prix** reste une préoccupation majeure dans de nombreux pays européens. Elle est même citée par plus d'un citoyen sur deux en Hongrie (57%), à Malte (54%), en Autriche (52%) et en Lituanie (51%).

Les pays nordiques, à l'inverse, font figure d'exception, puisque le taux de citation pour l'inflation ne dépasse jamais les 20%.

On notera que la préoccupation pour l'inflation a particulièrement augmenté par rapport à l'EB72, réalisé à l'automne 2009, en Estonie (+9), en Grèce (+7) et au Portugal (+6).

La **situation économique**, citée par de nombreux Européens, demeure la préoccupation majeure en Grèce (54%, +7 points depuis l'EB72, et même +12 points depuis l'EB71 du printemps 2009), de même qu'en Irlande (41%, -3 points) et en Espagne (41%, -1). Cette dimension est également la première réponse donnée par les répondants en Lettonie (39%), avec toutefois moins de force que lors de l'automne 2009 (-7 points), en Estonie (33%, à égalité avec l'inflation, -1) et au Danemark (24%, -1).

Le **chômage** préoccupe tout particulièrement les répondants en Irlande (37%, +5), mais également en Espagne (34%, +2) et en Lettonie (32%, -1). Les pays dans lesquels ce sujet est le plus en retrait sont le Luxembourg (11%), Malte (11%) et les Pays-Bas (12%).

Les pays situés plutôt dans le Nord de l'Europe s'avèrent plus préoccupés que les autres par **leur système de santé** : c'est en effet la 1^{ère} préoccupation aux Pays-Bas (32%, -3), en Finlande (32%, stable), et en Suède (31%, -4 points). Il est cependant à noter que cette préoccupation est comparativement un peu moins forte au Danemark (22%, +2). En Pologne, le système de santé arrive au deuxième range des préoccupations personnelles des répondants (33%, +4 points).

Les retraites sont davantage citées en Slovénie (26%), en Hongrie (23%) et en France (22%) où le sujet a progressé de 4 points dans le contexte de l'annonce d'une réforme à venir.

¹² Les pays UE15 sont les 15 Etats membres qui faisaient déjà partie de l'Union européenne avant mai 2004. Les pays UE15 comprennent la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

¹³ Les pays NEM12 sont les 12 Etats membres qui sont devenus de nouveaux membres de l'UE en mai 2004 ou janvier 2007. Les pays NEM12 comprennent la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la République de Chypre, la Lituanie, la Lettonie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie.

Le **système éducatif** reste une préoccupation surtout citée par les Pays-Bas (24%) et la Suède (21%). Le système éducatif est peu cité à Malte et au Portugal (5%). Les Pays-Bas et la Suède se distinguent également par une attention plus forte accordée aux **questions environnementales** (respectivement 10% et 23%).

La préoccupation pour **l'insécurité** progresse quant à elle en Belgique (14%, +3), pays le plus attentif au sujet avec le Danemark, Chypre, l'Autriche et le Royaume-Uni (13% dans les quatre pays).

Dans les pays candidats, ce sont également les préoccupations économiques qui dominent. La hausse des prix est ainsi la première source d'inquiétude en Croatie (50%, -2 points), tandis que les répondants en Turquie (49%, +6) et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (46%, -2 citent d'abord le chômage).

L'Islande se distingue sur cette question des pays nordiques membres de l'UE, puisque la hausse des prix est fortement citée (41%), tout comme les impôts (23%).

QA8a Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)




	La hausse des prix\ l'inflation	La situation économique	Le chômage	Le système de santé	Les retraites\ les pensions	Les impôts	Le système éducatif	L'insécurité	Le logement	L'énergie	L'environnement	L'immigration	Le terrorisme	La défense\ la politique étrangère
UE27	38%	25%	21%	18%	16%	14%	10%	8%	6%	6%	5%	3%	1%	1%
UE15	36%	26%	21%	16%	15%	15%	11%	9%	5%	6%	5%	4%	2%	1%
NEM12	44%	24%	21%	25%	19%	9%	7%	5%	6%	4%	3%	1%	0%	1%
BE	43%	15%	17%	8%	14%	15%	6%	14%	7%	14%	6%	7%	1%	0%
BG	44%	35%	28%	23%	20%	7%	7%	7%	3%	3%	2%	0%	0%	0%
CZ	41%	26%	13%	19%	18%	11%	6%	3%	9%	6%	3%	1%	0%	0%
DK	14%	24%	18%	22%	12%	8%	15%	13%	7%	4%	9%	7%	2%	2%
DE	41%	20%	16%	25%	16%	15%	14%	3%	1%	10%	3%	2%	1%	1%
EE	33%	33%	25%	17%	14%	21%	12%	5%	5%	4%	4%	1%	0%	0%
IE	31%	41%	37%	26%	10%	10%	9%	12%	4%	5%	3%	2%	1%	0%
EL	50%	54%	23%	9%	17%	13%	8%	10%	1%	0%	2%	2%	0%	0%
ES	25%	41%	34%	5%	12%	14%	6%	9%	9%	2%	3%	4%	3%	0%
FR	42%	17%	16%	14%	22%	10%	11%	10%	9%	6%	7%	2%	1%	0%
IT	42%	28%	24%	9%	6%	25%	7%	9%	3%	2%	4%	6%	3%	2%
CY	50%	40%	18%	7%	8%	3%	9%	13%	7%	1%	4%	7%	1%	2%
LV	24%	39%	32%	23%	13%	19%	12%	2%	8%	2%	2%	1%	0%	0%
LT	51%	26%	29%	15%	15%	25%	7%	3%	5%	6%	1%	1%	0%	-
LU	29%	21%	11%	9%	12%	13%	18%	12%	14%	4%	5%	4%	1%	1%
HU	57%	28%	24%	16%	23%	8%	6%	8%	7%	9%	2%	0%	0%	0%
MT	54%	17%	11%	14%	9%	9%	5%	2%	3%	39%	9%	7%	1%	-
NL	24%	29%	12%	32%	14%	10%	24%	8%	8%	4%	10%	2%	0%	1%
AT	52%	22%	16%	14%	15%	10%	10%	13%	6%	3%	5%	8%	3%	1%
PL	45%	12%	21%	33%	19%	6%	6%	4%	6%	3%	3%	1%	-	1%
PT	48%	30%	27%	15%	15%	17%	5%	7%	1%	1%	0%	0%	1%	0%
RO	43%	35%	19%	25%	21%	14%	10%	6%	5%	0%	3%	1%	1%	1%
SI	42%	14%	15%	15%	26%	11%	13%	2%	9%	2%	5%	0%	0%	0%
SK	38%	27%	17%	20%	16%	6%	8%	4%	9%	8%	6%	0%	0%	0%
FI	20%	22%	20%	32%	21%	15%	8%	8%	8%	7%	11%	5%	1%	1%
SE	10%	23%	21%	31%	20%	12%	21%	8%	10%	8%	23%	5%	0%	1%
UK	29%	21%	19%	18%	18%	14%	12%	13%	7%	8%	5%	8%	3%	1%
CY (tcc)	24%	41%	41%	13%	5%	9%	12%	11%	4%	1%	6%	2%	2%	-
HR	50%	35%	22%	12%	19%	9%	9%	6%	7%	3%	2%	0%	0%	0%
TR	25%	41%	49%	6%	8%	4%	8%	5%	1%	2%	3%	1%	17%	1%
MK	25%	38%	46%	18%	8%	6%	6%	7%	4%	5%	4%	2%	2%	2%
IS	41%	32%	16%	15%	14%	23%	16%	3%	11%	2%	3%	1%	0%	0%
Pourcentage le plus élevé par pays					Pourcentage le plus bas par pays									
Pourcentage le plus élevé par item					Pourcentage le plus bas par item									

Les préoccupations diffèrent également selon le profil sociodémographique des répondants. Ainsi des différences assez nettes peuvent être notées selon l'âge du répondant. Ainsi, les Européens âgés de moins de 40 ans sont plus préoccupés que la moyenne par le chômage (31% des 15-24 ans et 26% des 25-39 ans) et le logement (respectivement 9% et 10%). Les plus jeunes se distinguent aussi par une préoccupation plus forte pour le système éducatif (25% des répondants chez les 15-24 ans).

Les retraites sont davantage citées par les 55 ans et plus (35% des personnes interrogées). Il est à noter que les 40-54 ans n'en font pas un sujet de préoccupation majeur (seulement 9% d'entre eux), s'inquiétant bien davantage pour les prix et la situation économique. Les « seniors » se montrent également particulièrement préoccupés par le système de santé (26%).

Des différences assez nettes existent également selon l'occupation du répondant ; les cadres et les plus diplômés se montrent moins préoccupés que la moyenne par le chômage qui, sans surprise, est de très loin la principale préoccupation des chômeurs, qui le citent à 77%. A l'inverse, leur attention est particulièrement forte sur les sujets d'éducation (19% chez les cadres et 14% chez ceux qui ont étudié jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà) et d'environnement (8% dans les deux cas). Les ouvriers témoignent de leur côté une préoccupation particulière pour la hausse des prix (45%), tandis que les travailleurs indépendants s'inquiètent du niveau de leurs impôts (29%). Les Européens qui ont la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures ont plus tendance à citer les questions économiques : 42% citent la hausse des prix (pour 35% de ceux qui disent n'avoir pratiquement jamais de difficultés à payer), 40% le chômage (pour 14%) et 36% la situation économique (pour 21%).

QA8a Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)

	La hausse des prix\ l'inflation	La situation économique	Le chômage	Le système de santé	Les retraites\ les pensions	Les impôts	Le système éducatif	L'insécurité	Le logement	L'énergie	L'environ- nement	L'immi- gration	Le terrorisme	La défense\ la politique étrangère
UE27	38%	25%	21%	18%	16%	14%	10%	8%	6%	6%	5%	3%	1%	1%
Age														
 15-24	30%	24%	31%	8%	2%	10%	25%	8%	9%	3%	6%	4%	1%	1%
25-39	42%	30%	26%	12%	4%	17%	11%	7%	10%	6%	5%	3%	1%	1%
40-54	40%	30%	22%	19%	9%	17%	10%	7%	5%	7%	5%	3%	1%	1%
55 +	36%	19%	11%	26%	35%	10%	4%	9%	2%	5%	4%	4%	2%	1%
Age de fin d'études														
 15-	40%	23%	19%	21%	29%	12%	2%	10%	3%	5%	2%	4%	2%	1%
16-19	42%	27%	23%	18%	14%	15%	6%	7%	6%	6%	4%	4%	1%	1%
20+	33%	25%	16%	20%	13%	16%	14%	7%	7%	7%	8%	2%	2%	1%
Tjs étudiant	27%	23%	24%	8%	2%	8%	36%	7%	8%	2%	7%	3%	1%	1%
Echelle d'occupation du répondant														
 Indépendants	36%	41%	14%	13%	6%	29%	7%	6%	4%	6%	5%	3%	1%	1%
Cadres directeurs	33%	24%	10%	17%	12%	19%	19%	6%	7%	7%	8%	2%	1%	1%
Autres employés	43%	29%	14%	16%	9%	17%	9%	9%	8%	7%	6%	4%	1%	1%
Ouvriers	45%	27%	19%	16%	9%	17%	8%	9%	8%	7%	4%	3%	1%	1%
Femmes- hommes au foyer	43%	25%	26%	17%	11%	14%	8%	8%	6%	4%	3%	4%	2%	1%
Chômeurs	31%	31%	77%	9%	5%	5%	3%	6%	6%	3%	2%	2%	1%	0%
Retraités	36%	16%	8%	30%	40%	8%	3%	9%	2%	6%	4%	4%	2%	1%
Etudiants	27%	23%	24%	8%	2%	8%	36%	7%	8%	2%	7%	3%	1%	1%
Difficultés à payer ses factures														
La plupart du temps	42%	36%	40%	13%	14%	12%	5%	6%	8%	3%	1%	2%	1%	0%
De temps en temps	43%	31%	27%	16%	13%	14%	8%	7%	6%	4%	3%	4%	1%	1%
Pratiquement jamais	35%	21%	14%	20%	18%	14%	12%	8%	5%	7%	6%	4%	1%	1%

2. LES ASPECTS SOCIAUX

2.1 Le jugement sur la situation dans le pays

Comme cela vient d'être rappelé, la question du pouvoir d'achat préoccupe toujours beaucoup d'Européens. D'ailleurs, une majorité d'entre eux continue de penser que la situation du coût de la vie est moins bonne dans leur pays que dans la moyenne des 27 Etats membres. On mesure pourtant une forme de décrispation sur le sujet, par rapport à la précédente enquête Eurobaromètre (EB72, automne 2009). Le constat est également moins sombre que ces derniers mois quand il s'agit d'évaluer la qualité de vie dans son propre pays.

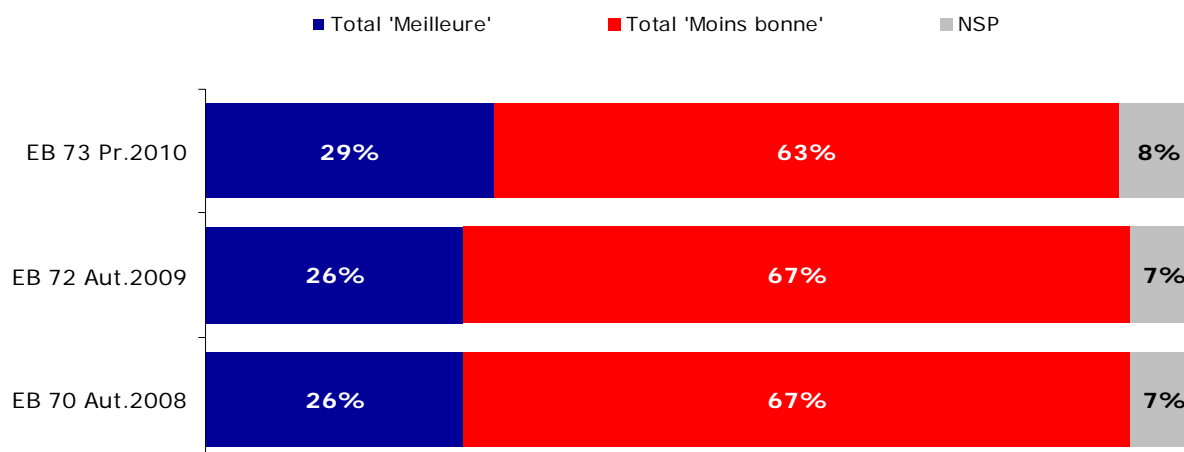
En ce qui concerne l'environnement, derrière une légère amélioration du constat sur la situation dans son propre pays et une stabilité apparente des attentes, se cachent des évolutions contrastées entre les différents Etats membres.

2.1.1 La situation nationale du coût de la vie comparée à la moyenne européenne

Plus de six Européens sur dix (63%) continuent de penser que, s'agissant du coût de la vie, la situation est moins bonne dans leur pays que dans la moyenne des membres de l'UE¹⁴. On note cependant un recul sensible de ce sentiment : -4 points par rapport à l'automne 2009 et surtout -9 points par rapport au printemps 2008. Désormais, 29% des Européens estiment que la situation est meilleure dans leur pays, une proportion en hausse de 8 points par rapport à il y a deux ans.

¹⁴ QA5a.3 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? Le coût de la vie en (NOTRE PAYS).

QA5a.3 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?
- Le coût de la vie en (NOTRE PAYS) - %UE



Le sentiment que la situation de son pays est meilleure que la moyenne des pays de l'UE en matière de coût de la vie est partagé par plus d'un tiers des répondants des pays UE15 (35%). La proportion est nettement moindre dans les pays NEM12 (seuls 8% des répondants ont ce sentiment, contre 88% qui sont d'un avis contraire).

L'analyse des résultats par pays révèle que dans une majorité d'Etat européens, plus des trois-quarts des citoyens pensent en effet que la situation est « moins bonne » dans leur pays s'agissant du coût de la vie. C'est particulièrement le cas dans le Sud et l'Est de l'Europe. Plus de 9 répondants sur 10 estiment que leur situation est défavorable en Hongrie, Lituanie, Grèce, Roumanie, Bulgarie.

Le sentiment de connaître une situation privilégiée par rapport au reste de l'Europe en matière de coût de la vie est majoritaire dans cinq pays, et progresse même dans la plupart d'entre eux : l'Autriche (61% des citoyens pensent qu'en matière de coût de la vie, la situation de leur pays est « meilleure » que la moyenne des pays européens, +4 points par rapport à l'automne 2009), la Suède (57%, +2), les Pays-Bas (57%, +2), le Luxembourg (52%, =) et l'Allemagne (52%, +7).

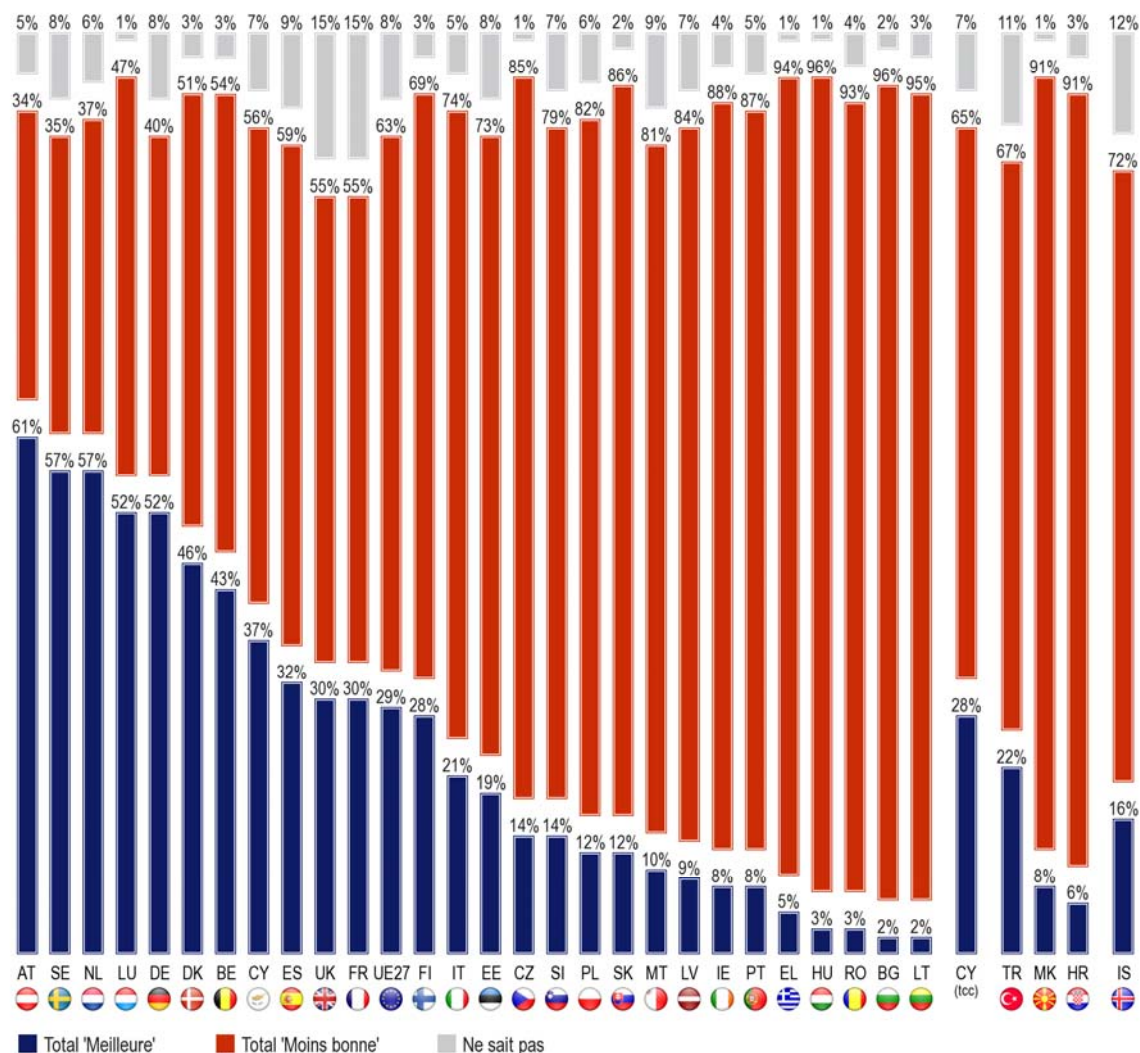
Ce sentiment a également fortement progressé à Chypre (37%, +8) et en Espagne (32%, +8), même s'il reste minoritaire.

Parmi les pays candidats, la Croatie et l'ancienne république yougoslave de Macédoine partagent le constat dressé par leurs voisins : 91% pensent que la situation de leur pays est « moins bonne ». De moindre ampleur, le sentiment de connaître une situation moins favorable en matière de coût de la vie est cependant aussi nettement majoritaire en Turquie (67%).

Enfin, en Islande, ce sentiment est partagé par plus de sept répondants sur dix (72%).

QA5a.3. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

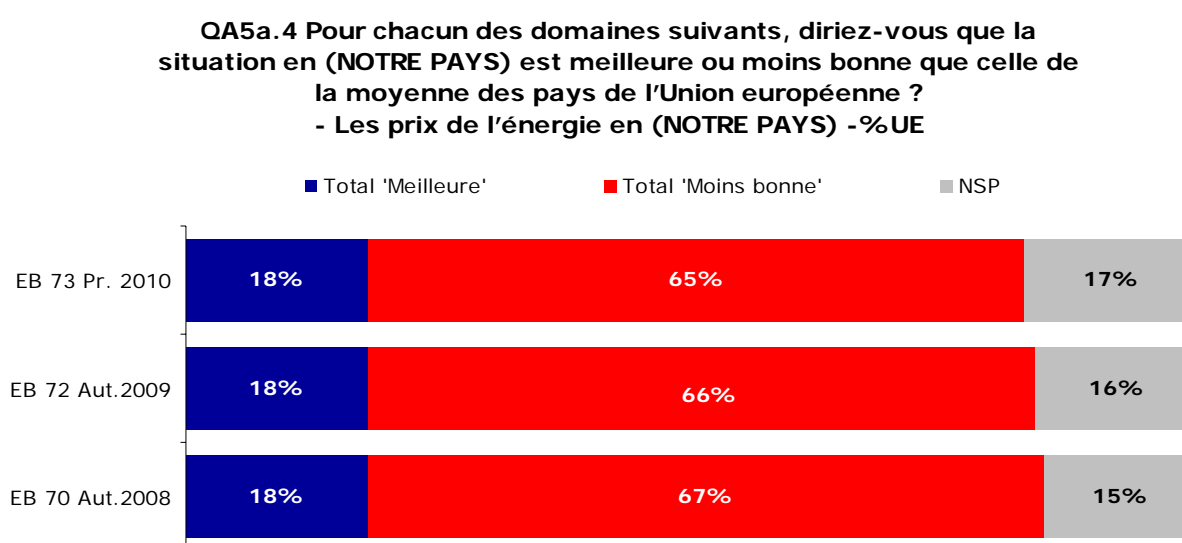
Le coût de la vie en (NOTRE PAYS)



Pour CY (tcc) : Le coût de la vie dans notre communauté

2.1.2 La situation nationale du prix de l'énergie comparée à la moyenne européenne

Près des deux tiers des Européens estiment que, s'agissant des prix de l'énergie, la situation est moins bonne dans leur pays que dans la moyenne des autres Etats européens (65%)¹⁵. Cette proportion est cependant en recul constant depuis deux ans (-8 points par rapport au printemps 2008). 18% pensent au contraire que la situation de leur pays est « meilleure » (un chiffre stable depuis un an et demi, après une hausse de 4 points entre le printemps et l'automne 2008). Au final, c'est la proportion de « sans opinion » qui progresse : 17%, +4 par rapport au printemps 2008.



Le Luxembourg est l'un des seuls pays dans lequel une majorité de citoyens pense profiter d'une meilleure situation que ses voisins européens en matière de prix de l'énergie (61%, +3 points en 6 mois). C'est le cas également en Autriche (52% sont de cet avis, soit +5).

Les opinions se sont dégradées en Suède, puisqu'une majorité estime désormais que la situation du pays est « moins bonne » que la moyenne européenne (39%, +8, contre 37% qui la jugent « meilleure », -5).

Dans plusieurs pays, le taux de « sans réponse » à cette question est élevé (dépassant le quart des répondants aux Pays-Bas, en France, au Royaume-Uni et en Espagne). Mais d'une manière générale, le constat dressé par les citoyens européens est négatif pour leur pays. Les records d'insatisfaction touchent une fois encore la Hongrie (95% des répondants jugent la situation de leur pays « moins bonne »), la Grèce (91%), mais aussi, avec un durcissement des opinions, la Lituanie (92%, +8) et la Roumanie (85%, +7).

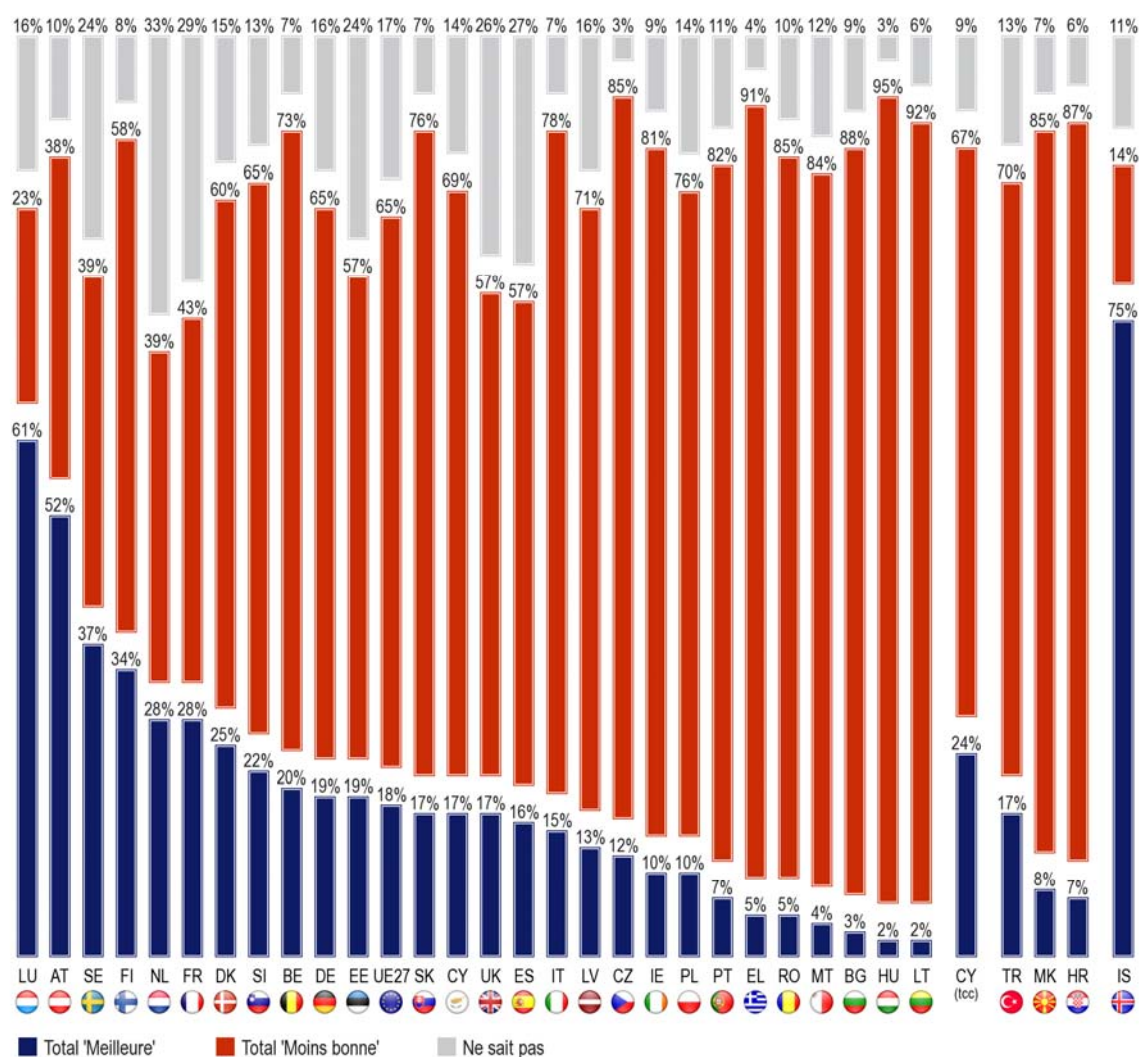
¹⁵ QA5a.4 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? Les prix de l'énergie en (NOTRE PAYS)

Dans les pays candidats, le constat est également négatif en Turquie (70%), dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (85%) et en Croatie (87%).

Enfin, l'Islande, notamment du fait de l'important développement des énergies renouvelables dans le pays, fait figure d'exception avec 75% de répondants qui jugent que la situation du pays est « meilleure » que la moyenne européenne.

QA5a.4. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

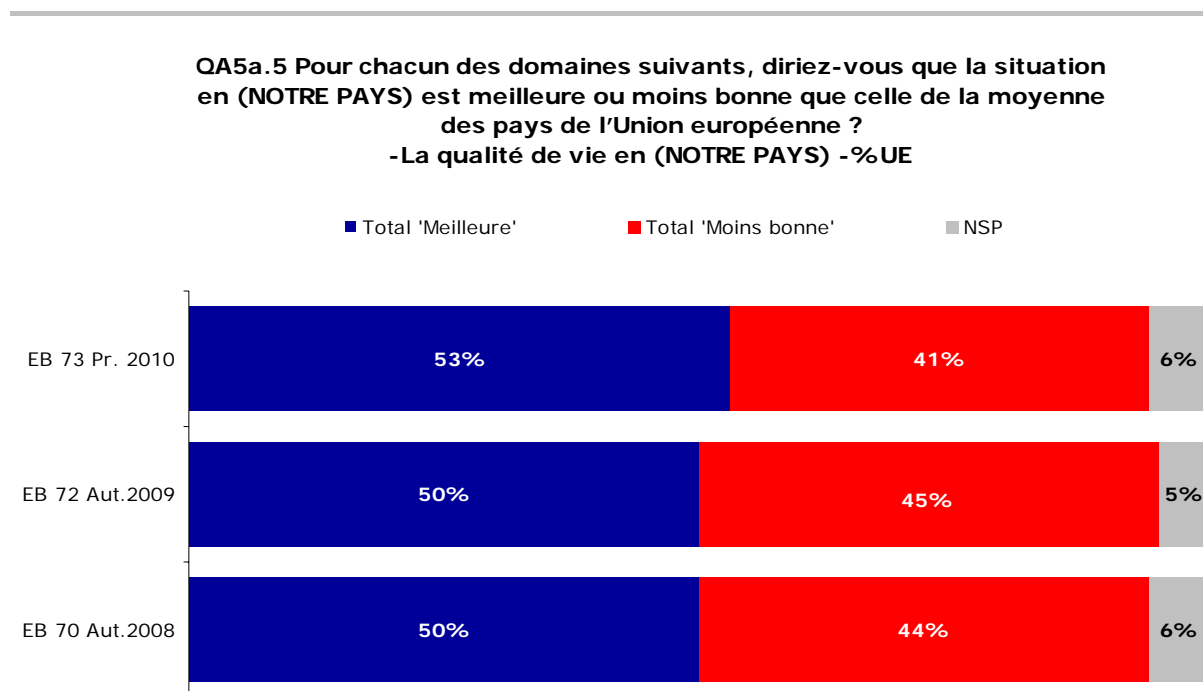
Les prix de l'énergie en (NOTRE PAYS)



Pour CY (tcc) : Les prix de l'énergie dans notre communauté

2.1.3 La situation nationale de la qualité de vie comparée à la moyenne européenne

L'évaluation de la qualité de vie est l'un des indicateurs qui connaît la plus nette amélioration ces deux dernières années. Une majorité d'Européens estiment en effet que la qualité de vie est « meilleure » dans leur pays que dans la moyenne de l'Union européenne (53%)¹⁶, une proportion en hausse de trois points par rapport à l'automne 2009, mais surtout de sept points par rapport au printemps 2008. 41% des Européens sont d'un avis contraire, soit une baisse de sept points par rapport au printemps 2008.



Sur cette dimension, on observe de très fortes différences entre les Etats membres. Nettement majoritaire dans les pays UE15 (64%), le sentiment que la qualité de vie est meilleure dans son pays que dans la moyenne des Etats membres est à l'inverse minoritaire dans les pays NEM12 (11%, contre 85% qui pensent qu'elle est « moins bonne »).

Ce sentiment est majoritaire dans 14 des 27 Etats membres.

Les plus convaincus sont les pays nordiques (93% parlent d'une qualité de vie « meilleure » au Danemark, dont 29% « vraiment meilleure », 88% en Suède et en Finlande), mais aussi le Luxembourg (91%), les Pays-Bas (90%), l'Autriche (87%), l'Allemagne (82%) et la Belgique (80%).

¹⁶ QA5a.5 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? La qualité de vie en (NOTRE PAYS).

Quelques pays ont connu une amélioration sensible de l'opinion à l'égard de la qualité de vie du pays depuis l'automne 2009: l'Allemagne (82%, +7), l'Irlande (63%, +7), l'Espagne (53%, +6) et le Royaume-Uni (58%, +5).

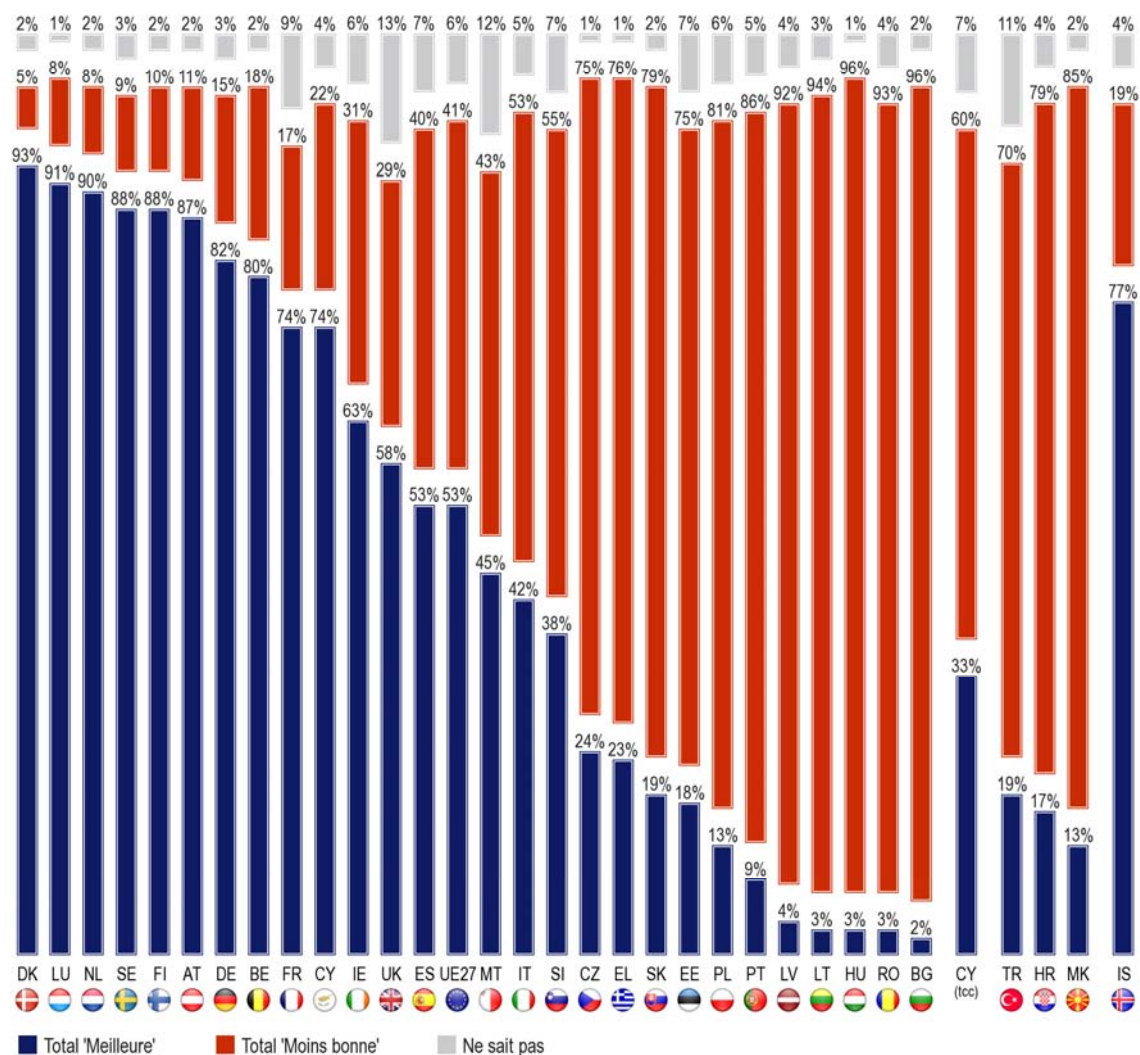
La dégradation des opinions est à l'inverse sensible en Grèce (76% des répondants pensent que la qualité de vie dans leur pays est moins bonne que dans la moyenne des Etats européens, soit une hausse de 7 points par rapport à l'automne 2009 et parmi eux, 33% parlent qu'une qualité de vie « vraiment moins bonne »), au Portugal (86%, +9) et en Roumanie (93%, +6). Rappelons que c'est également dans ces pays que les précédents indicateurs (évaluation de la qualité de vie, du niveau de vie et de sa situation personnelle) se sont le plus dégradés.

Dans les pays candidats, une nette majorité des répondants juge la qualité de vie dans leur pays « moins bonne » en Turquie (70%), en Croatie (79%), ainsi que dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (85%).

Enfin, les répondants en Islande se montrent à nouveau particulièrement positifs: 77% jugent leur qualité de vie « meilleure » que dans l'Union européenne en moyenne.

QA5a.5. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

La qualité de vie en (NOTRE PAYS)



Pour CY (tcc) : La qualité de vie dans notre communauté

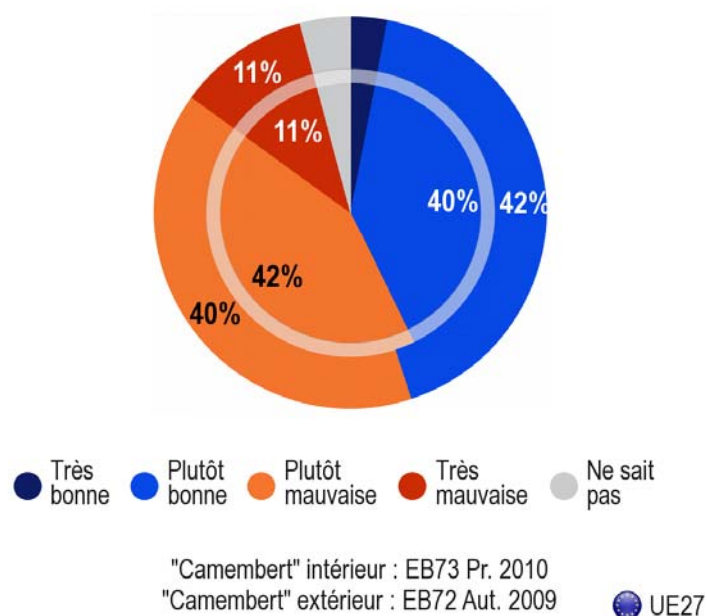
2.2 La situation de l'environnement

2.2.1 La situation de l'environnement au niveau national

Une courte majorité d'Européens continue à qualifier de « mauvaise » la situation de l'environnement dans leur pays¹⁷, mais cette proportion est en recul : 51%, soit -2 points par rapport à l'automne 2009. La satisfaction l'emporte chez 45% des Européens (+2). On revient ainsi aux niveaux enregistrés sur cet indicateur à l'automne 2008. Les opinions les plus tranchées sont nettement minoritaires. On notera toutefois que 11% des Européens jugent la situation de l'environnement dans leur pays « très mauvaise » (pour 3% « très bonne »).

QA4a.7. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)



Les jugements positifs sur la situation de l'environnement dans leur pays sont majoritaires dans 15 des 27 Etats membres.

Les habitants des pays nordiques se disent particulièrement satisfaits : c'est le cas de 86% des répondants en Finlande, 78% en Suède et 70% au Danemark. Les opinions sont également très majoritairement favorables au Luxembourg (79%) et en Autriche (75%).

A l'inverse, dans cinq Etats membres l'insatisfaction dépasse la barre des 70%. Il s'agit de la Hongrie (71%), de la Roumanie (71%), de l'Italie (73%), de la Bulgarie (73%), et de la Grèce (75%).

¹⁷ QA4a.7 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS).

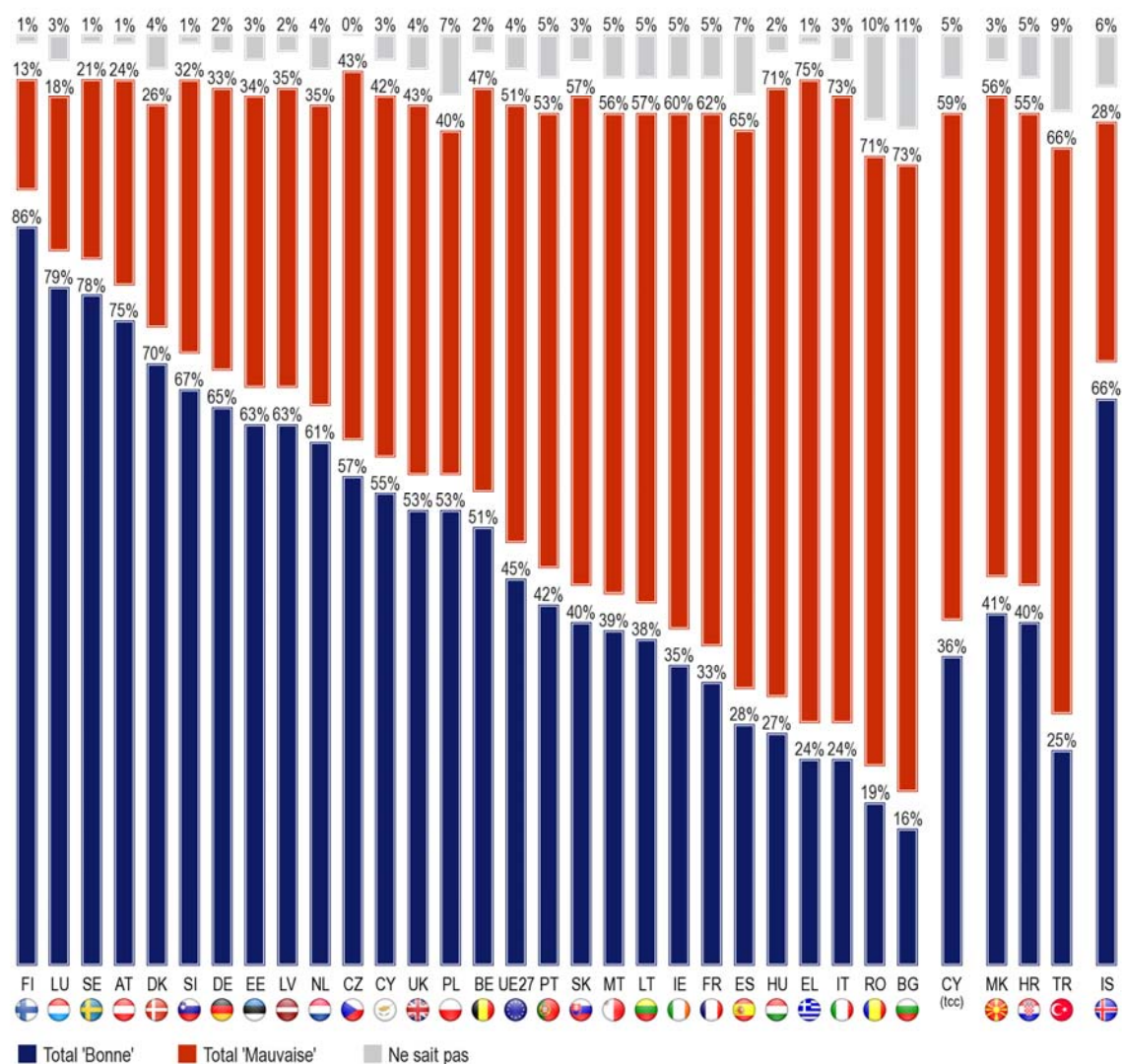
On notera par ailleurs que les jugements s'améliorent nettement dans deux pays qui avaient connu une dégradation sur cet indicateur dans la précédente vague : le Royaume-Uni (53% jugent « bonne » la situation de l'environnement dans le pays, +8) et l'Espagne (28%, +7). Les opinions sont également plus positives qu'à l'automne 2009 au Portugal (42%, +12) et à Malte (39%, +10).

Dans les pays candidats, une majorité juge la situation de l'environnement mauvaise en Turquie (66%, -6 points) et dans une moindre mesure en Croatie (55%, stable). C'est également le cas dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, mais avec un net recul des opinions négatives (56%, -11).

L'Islande s'approche elle du niveau atteint par les autres pays nordiques avec un taux d'opinions positives de 66%.

QA4a.7. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)






Pour CY (tcc) : La situation de l'environnement dans la communauté chypriote turque

L'analyse sociodémographique révèle peu de différences marquantes selon le profil des répondants. On notera toutefois que les hommes ont un peu plus tendance à juger positivement la situation de l'environnement dans leur pays (47% pour 42% des femmes), de même que les plus diplômés (49% chez ceux ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au delà, pour 39% chez ceux ayant arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans). Les répondants disant n'avoir pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures sont également plus positifs (51%) que ceux qui rencontrent la plupart du temps des difficultés (31%). On peut enfin signaler que les opinions sur le sujet sont assez proches, que l'on dise habiter une zone rurale (45% jugent « bonne » la situation de l'environnement dans leur pays) ou une grande ville (43%).

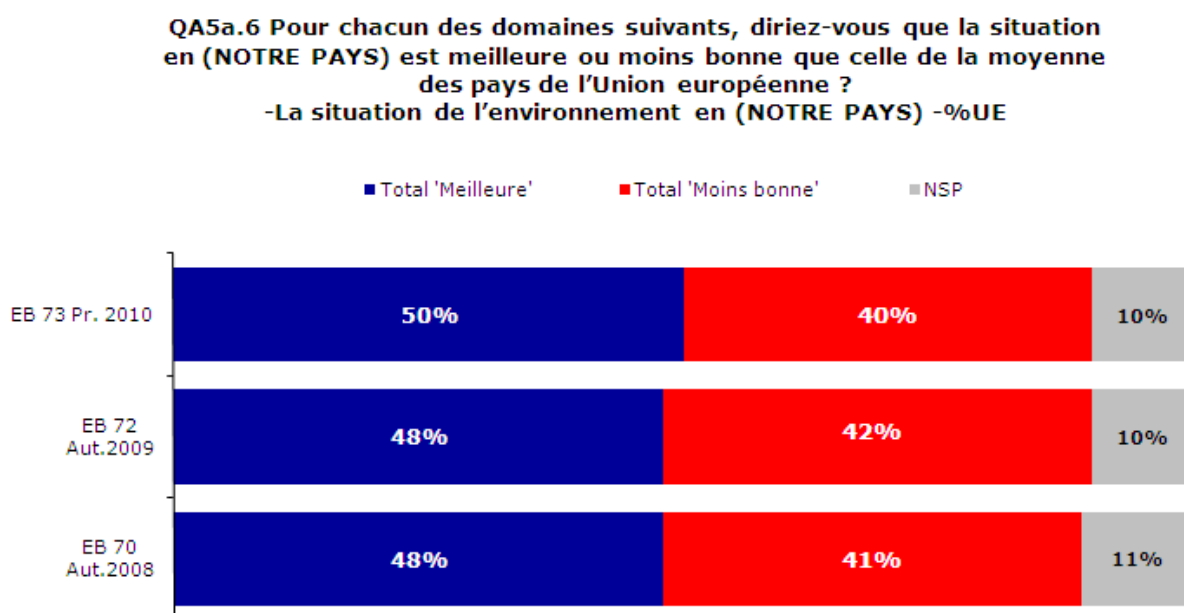
Il convient de noter que l'évaluation de la situation de l'environnement va souvent de pair avec l'idée que l'on se fait de la direction générale prise par un pays. Ainsi, une majorité de citoyens ayant le sentiment que les choses « vont dans la bonne direction » dans leur pays juge que la situation de l'environnement y est « bonne » (61%), alors que 60% de ceux jugeant que les choses vont « dans la mauvaise direction » jugent négativement la situation de l'environnement au niveau national.

QA4a.7 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)

	Total 'Bonne'	Total 'Mauvaise'	NSP
UE27	45%	51%	4%
Sexe			
 Homme	47%	50%	3%
Femme	42%	53%	5%
Age de fin d'études			
 15-	39%	55%	6%
16-19	44%	53%	3%
20+	49%	48%	3%
Tjs étudiant	48%	47%	5%
Urbanisation subjective			
 Village rural	45%	50%	5%
Petite moyenne ville	45%	52%	3%
Grande ville	43%	53%	4%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	31%	63%	6%
De temps en temps	36%	59%	5%
Pratiquement jamais	51%	46%	3%

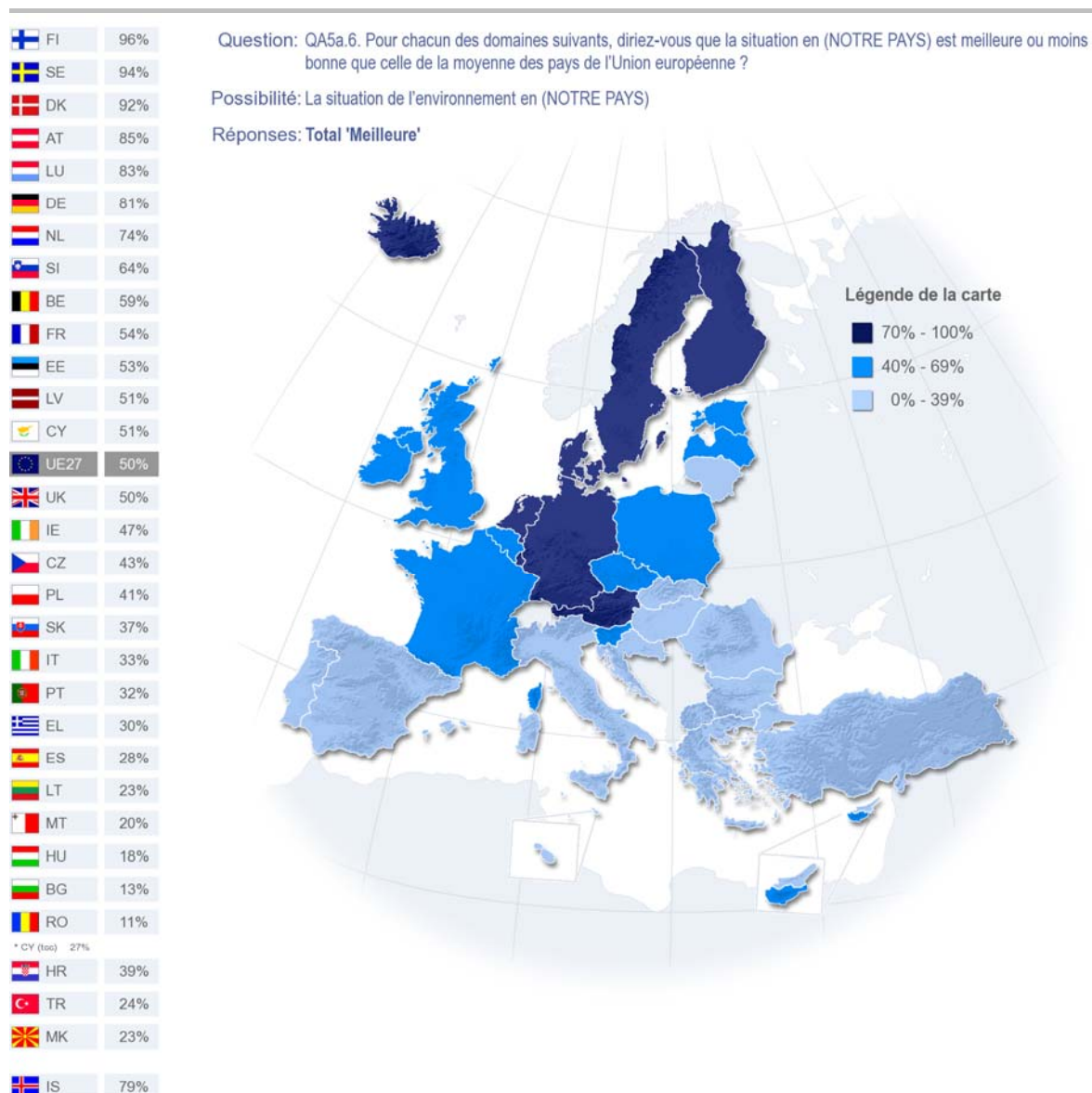
2.2.2 La situation nationale de l'environnement comparée à la moyenne européenne

La légère amélioration des jugements sur la situation de l'environnement dans son pays s'accompagne assez logiquement d'une légère progression du sentiment que celle-ci est « meilleure » que dans la moyenne des Etats de l'Union européenne¹⁸. Ainsi, 50% des Européens jugent « meilleure » la situation de l'environnement dans leur pays, soit une hausse de 2 points par rapport à l'automne 2009. Les avis contraires atteignent 40% (soit une baisse de 2 points).



Lorsque l'on demande aux Européens d'évaluer la situation de l'environnement dans leur pays, les écarts de réponses entre pays UE15 et pays NEM12 sont assez faibles (respectivement 46% et 40% la jugent « bonne »). La différence se fait lorsque l'on amène les répondants à comparer la situation de leur pays à celle de la moyenne des Etats européens : 55% des répondants des pays UE15 jugent alors la situation de leur pays « meilleure », pour 31% de ceux des pays NEM12.

¹⁸ QA5a.6 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)



Les plus convaincus sont, en toute logique, les Européens qui se disent les plus satisfaits de la situation de l'environnement dans leur pays, à savoir les pays nordiques : 96% des Finlandais jugent la situation de l'environnement « meilleure » dans leur pays que dans la moyenne des pays de l'UE, pour 94% des Suédois et 92% des Danois. C'est également le cas de 85% des Autrichiens, 83% des Luxembourgeois et de 81% des Allemands.

Les plus critiques sont les Roumains (80% jugent la situation de leur pays en matière d'environnement « moins bonne » que dans la moyenne de l'UE), les Hongrois (79%), les Bulgares (75%), les Litvaniens (68%), les Grecs (68%), les Maltais (67%), mais aussi les Italiens (61%).

L'évaluation de la situation de l'environnement dans les Etats membres de l'Union européenne fait donc apparaître des écarts de réponse importants entre les pays du Nord et de l'Ouest de l'Union européenne, plus satisfaits, et ceux du Sud et de l'Est de l'Europe, plus critiques à cet égard.

2.2.3 Les attentes pour l'avenir en matière d'environnement

L'enquête de l'automne 2009 (EB72), réalisée quelques semaines avant la tenue du Sommet des Nations Unies sur le climat à Copenhague, enregistrait une montée de l'optimisme des Européens à l'égard de l'évolution de l'environnement dans leur pays.

Quelques mois après que beaucoup d'observateurs aient jugé « décevante » l'issue du Sommet, les pronostics ont peu évolué : près d'un quart des Européens pensent que la situation de l'environnement va s'améliorer dans leur pays dans les douze prochains mois (23%, -1), une majorité considère toujours que les choses vont rester en l'état (52%, +1), quand 20% anticipent plutôt une dégradation (+1)¹⁹.

































Les plus optimistes sont, comme on le constatait déjà il y a six mois, les répondants en Suède (39% pensent que la situation de l'environnement dans le pays va s'améliorer dans les douze prochains mois), au Danemark (30%), au Royaume-Uni (29%), en France (28%), en Belgique (27%), et aux Pays-Bas (26%). Ils sont désormais rejoints par les Hongrois (33%), les Maltais (31%), et les Estoniens (34%).

Derrière la stabilité apparente des moyennes européennes se cachent en effet des évolutions très contrastées entre les différents Etats membres de l'Union européenne. L'indice ci-après, qui mesure l'écart entre les pronostics optimistes et pessimistes quant à l'évolution de l'environnement dans le pays, permet de mettre en lumière ces évolutions.

¹⁹ QA6a.8 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS).

**QA6a.8 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois :
les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans
changement, en ce qui concerne ... ?**

La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)

		EB72 Aut. 2009 Meilleurs - Moins bons	EB73 Pr. 2010 Meilleurs - Moins bons	DIFF. Pr. 2010- Aut. 2009
	UE27	+5	+3	-2
	HU	-22	+4	+26
	LT	-8	+5	+13
	BG	-3	+9	+12
	LV	+6	+16	+10
	EE	+19	+28	+9
	IE	-6	+3	+9
	SI	-2	+5	+7
	MT	+8	+13	+5
	BE	+4	+7	+3
	IT	-12	-9	+3
	SK	-9	-6	+3
	UK	+10	+13	+3
	ES	+4	+6	+2
	SE	+32	+34	+2
	PL	+6	+7	+1
	FI	+7	+8	+1
	DE	+4	+1	-3
	CZ	+4	=	-4
	CY	-8	-13	-5
	AT	+8	+3	-5
	DK	+32	+22	-10
	PT	-6	-17	-11
	NL	+21	+9	-12
	RO	-5	-18	-13
	LU	+13	-1	-14
	FR	+23	+7	-16
	EL	-7	-25	-18
	CY(tcc)	-24	-5	+19
	HR	-4	+5	+9
	TR	-14	-6	+8
	MK	+6	+9	+3
	IS*	-	+22	-

* Non posée en Islande en EB72.

On enregistre une montée de l'optimisme dans plusieurs pays où le constat sur la situation actuelle de l'environnement aujourd'hui est sombre : en Hongrie (l'indice progresse de 26 points), en Lituanie (+13), en Bulgarie (+12). Dans ces pays progresse sans doute le sentiment qu'il reste encore beaucoup à faire et que l'environnement devient progressivement un sujet de préoccupation national.

A l'inverse, l'optimisme quant à l'avenir recule sensiblement dans des Etats où l'environnement apparaît déjà comme une priorité, à savoir le Danemark (indice en recul de 10 points), les Pays-Bas (-12), le Luxembourg (-14) et la France (-16). Peut-être mesure-t-on ici une forme de déception par rapport à l'issue du Sommet de Copenhague et des politiques environnementales en général, tant les attentes sont fortes sur ces sujets.

Les attentes reculent aussi dans d'autres pays comme la Grèce (indice en baisse de 18 points), la Roumanie (-13) et le Portugal (-11) dans un contexte de forte dégradation de la situation économique du pays, qui n'incite pas à faire de l'environnement une priorité.

Dans les pays candidats, comme dans les Etats membres, une majorité de répondants pense que les choses ne vont pas changer dans les douze mois à venir en matière d'environnement. On notera cependant une progression de l'optimisme en Croatie (indice en progression de 9 points), en Turquie (+8) et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (+3).

Enfin, l'Islande fait partie des pays les plus confiants dans l'avenir sur le sujet (30% des Islandais pensent que les choses vont s'améliorer dans les douze mois à venir).

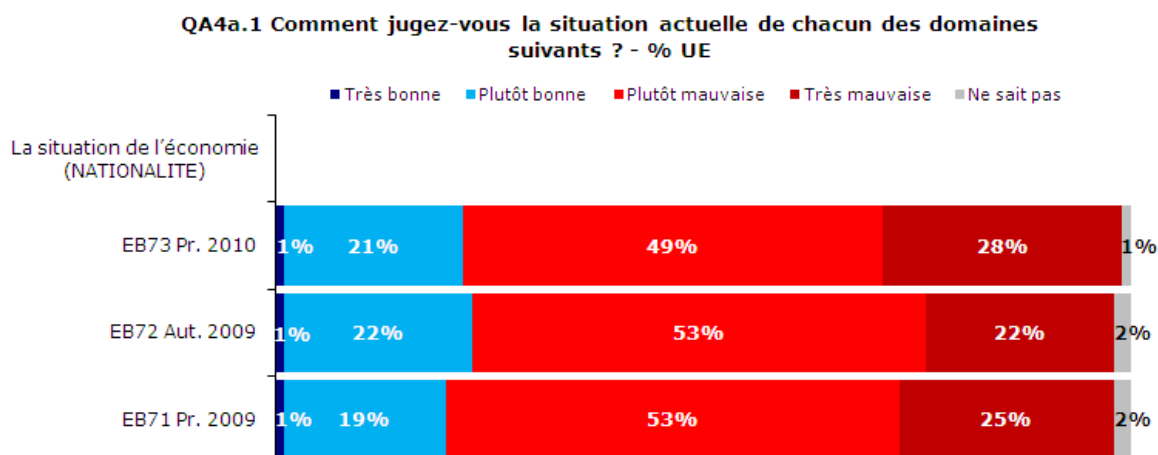
3. LES ASPECTS ECONOMIQUES

3.1 L'évaluation de la situation économique actuelle

- Après s'être amélioré, le diagnostic sur l'économie nationale et européenne se dégrade à nouveau -

3.1.1 La situation nationale

Après une légère amélioration au deuxième semestre 2009, l'évaluation de la situation économique de leur pays par les Européens se dégrade à nouveau²⁰ : 77% la jugent « mauvaise », soit une hausse de 2 points par rapport à l'automne 2009. A contrario, 22% des répondants la qualifient de « bonne » (-1). Sans l'atteindre, on se rapproche ainsi du record d'insatisfaction du printemps 2009 (78%) après que les Européens aient pris pleinement conscience de l'ampleur de la crise économique et financière mondiale et de ses effets sur l'économie nationale, notamment le chômage. Mais l'indicateur le plus révélateur d'une dégradation du moral des Européens est la hausse sensible de la part de répondants qualifiant de « très mauvaise » la situation économique de leur pays : elle progresse de 6 points en six mois, pour concerner 28% des Européens, soit un taux plus élevé encore que la mesure du printemps 2009 (25%).



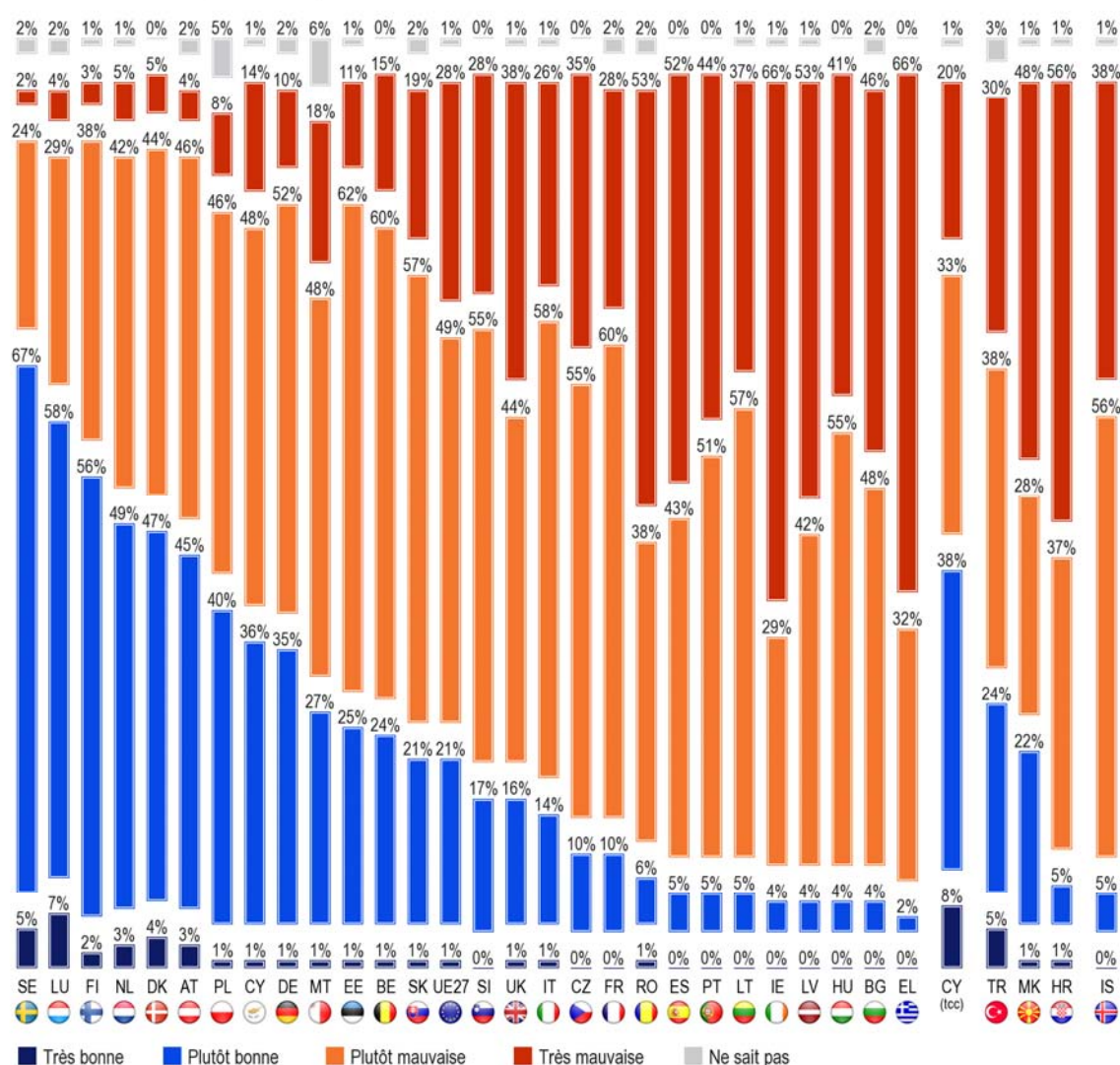
²⁰ QA4a.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'économie (NATIONALITE)

Les jugements positifs sur l'économie restent majoritaires dans les mêmes cinq Etats membres qu'à l'automne 2009. La Suède est le pays européen dans lequel le bilan sur la situation économique est le plus favorable : 72% des répondants la qualifient de « bonne ». Les jugements positifs sont également majoritaires au Luxembourg (65%), en Finlande (58%), aux Pays-Bas (52%) et au Danemark (51%).

La situation économique nationale est au contraire jugée très sévèrement dans de nombreux pays. Les opinions négatives atteignent ou dépassent les 90% dans dix des vingt-sept Etats membres. C'est notamment le cas en Hongrie (96%), en Lettonie et en Irlande (95% chacun), en Bulgarie et en Lituanie (94% dans les deux cas).

QA4a.1. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

La situation de l'économie (NATIONALITE)



Pour CY (tcc) : La situation économique de la communauté chypriote turque

































Trois pays, dans lesquels l'impact de la crise économique a été particulièrement sévère ces derniers mois, se démarquent par une dégradation spectaculaire des jugements sur leur situation économique. En Grèce, la quasi-totalité des citoyens juge « mauvaise » la situation économique (98%, +6), mais surtout 66% d'entre eux parlent d'une situation « très mauvaise », soit une hausse de 27 points entre l'automne 2009 et le printemps 2010. La tendance est la même au Portugal (95%, +5, dont 44% « très mauvaise », +15) et en Espagne (95%, +6 dont 52%, +20). D'autres Etats membres font face à une dégradation sensible des jugements sur leur situation économique. C'est le cas de la France (88% de jugements négatifs, +7) et du Royaume-Uni (82%, +10).

A l'inverse, on notera une forte augmentation des opinions positives en Suède : +19 points par rapport à l'EB72 (automne 2009) et +36 points en un an. Il convient de noter que la forte hausse des opinions positives déjà enregistrée dans l'EB72 correspondait à une sorte de « rattrapage » après la chute enregistrée dans l'EB71 (printemps 2009). Mais celles-ci augmentent à nouveau, atteignant un niveau de satisfaction bien supérieur à celui de l'EB70 (automne 2008 qui était de 54%). Elles progressent aussi en Finlande (+7).

Les jugements s'améliorent également en Autriche (48% jugent la situation économique « bonne », +5), en Pologne (41%, +7 points), en Allemagne (36%, +5), à Malte (28%, +6), et dans une moindre mesure en Estonie (26%, +4) en Slovaquie (22%, +4).

QA4.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

- La situation de l'économie (NATIONALITE)

	Total 'Bonne'		Total 'Mauvaise'	
	EB73 Pr.2010	Diff. EB73 - EB72	EB73 Pr.2010	Diff. EB73 - EB72
 UE27	22%	-1	77%	+2
 SE	72%	+19	26%	-19
 PL	41%	+7	54%	-8
 FI	58%	+7	41%	-8
 MT	28%	+6	66%	-9
 DE	36%	+5	62%	-5
 AT	48%	+5	50%	-6
 EE	26%	+4	73%	-4
 SK	22%	+4	76%	-5
 LV	4%	+1	95%	-2
 HU	4%	+1	96%	-1
 IE	4%	=	95%	=
 LT	5%	=	94%	=
 NL	52%	-2	47%	+2
 RO	7%	-2	91%	+3
 BG	4%	-3	94%	+4
 SI	17%	-3	83%	+3
 BE	25%	-4	75%	+5
 IT	15%	-4	84%	+4
 PT	5%	-4	95%	+5
 ES	5%	-5	95%	+6
 FR	10%	-5	88%	+7
 CZ	10%	-6	90%	+6
 EL	2%	-6	98%	+6
 DK	51%	-7	49%	+9
 CY	37%	-8	62%	+8
 UK	17%	-9	82%	+10
 LU	65%	-12	33%	+12
CY (tcc)	46%	+15	53%	-14
 TR	29%	+2	68%	-3
 HR	6%	=	93%	+1
 MK	23%	-1	76%	+1
 IS	5%	-	94%	-

Pour CY(tcc) : La situation économique de la communauté chypriote turque



* Non posée en Islande en EB72.

Dans les pays candidats, comme dans la majorité des Etats membres, les opinions négatives l'emportent largement : 93% en Croatie, 76% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et 68% en Turquie.

La crise traversée par l'Islande amène 94% des répondants à qualifier la situation économique du pays de mauvaise (dont 38% qui la jugent même « très mauvaise »)

L'analyse sociodémographique fait apparaître des différences de jugements entre catégories. Les plus diplômés jugent plus favorable la situation économique de leur pays : 29% de ceux ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà la jugent « bonne », pour 14% de ceux ayant arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans. Les cadres sont également plus positifs (30%) que les employés et ouvriers (21%), mais surtout plus que les chômeurs (12%).

**QA4a.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
La situation de l'économie (NATIONALITE)**

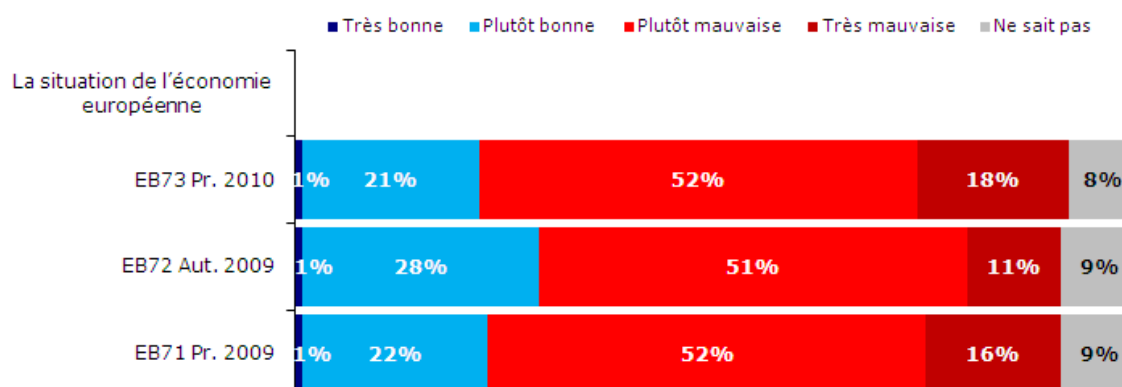
	Total 'Bonne'	Total 'Mauvaise'	NSP
UE27	22%	77%	1%
Age de fin d'études			
 15-	14%	84%	2%
16-19	20%	79%	1%
20+	29%	70%	1%
Tjs étudiant	29%	67%	4%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	21%	78%	1%
Cadres directeurs	30%	69%	1%
Autres employés	21%	78%	1%
Ouvriers	21%	78%	1%
Femmes- hommes au foyer	14%	84%	2%
Chômeurs	12%	87%	1%
Retraités	22%	76%	2%
Etudiants	29%	67%	4%

3.1.2 La situation européenne

La dégradation des jugements des Européens sur leur économie nationale s'accompagne d'un durcissement sensible des opinions sur la situation économique européenne, après l'amélioration constatée entre le printemps et l'automne 2009 : 70% d'entre eux la qualifient de « mauvaise », soit une hausse de 8 points en 6 mois²¹. Parmi eux, 18% parlent d'une situation de l'économie européenne « très mauvaise », soit +7 points par rapport à l'automne 2009. Les opinions positives reculent à 22% (-7 points).

²¹ QA4a.2 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'économie européenne

QA4a2. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? - % UE



Alors que cinq Etats membres jugeaient encore positivement la situation économique européenne à l'automne 2009, ils ne sont plus que deux, et d'une courte majorité : la Pologne (49% jugent « bonne » l'économie européenne, contre 34% qui la qualifient de « mauvaise ») et la Bulgarie (42/41). Les Lituanais (44/45), et les Lettons (42/48) sont également assez partagés.

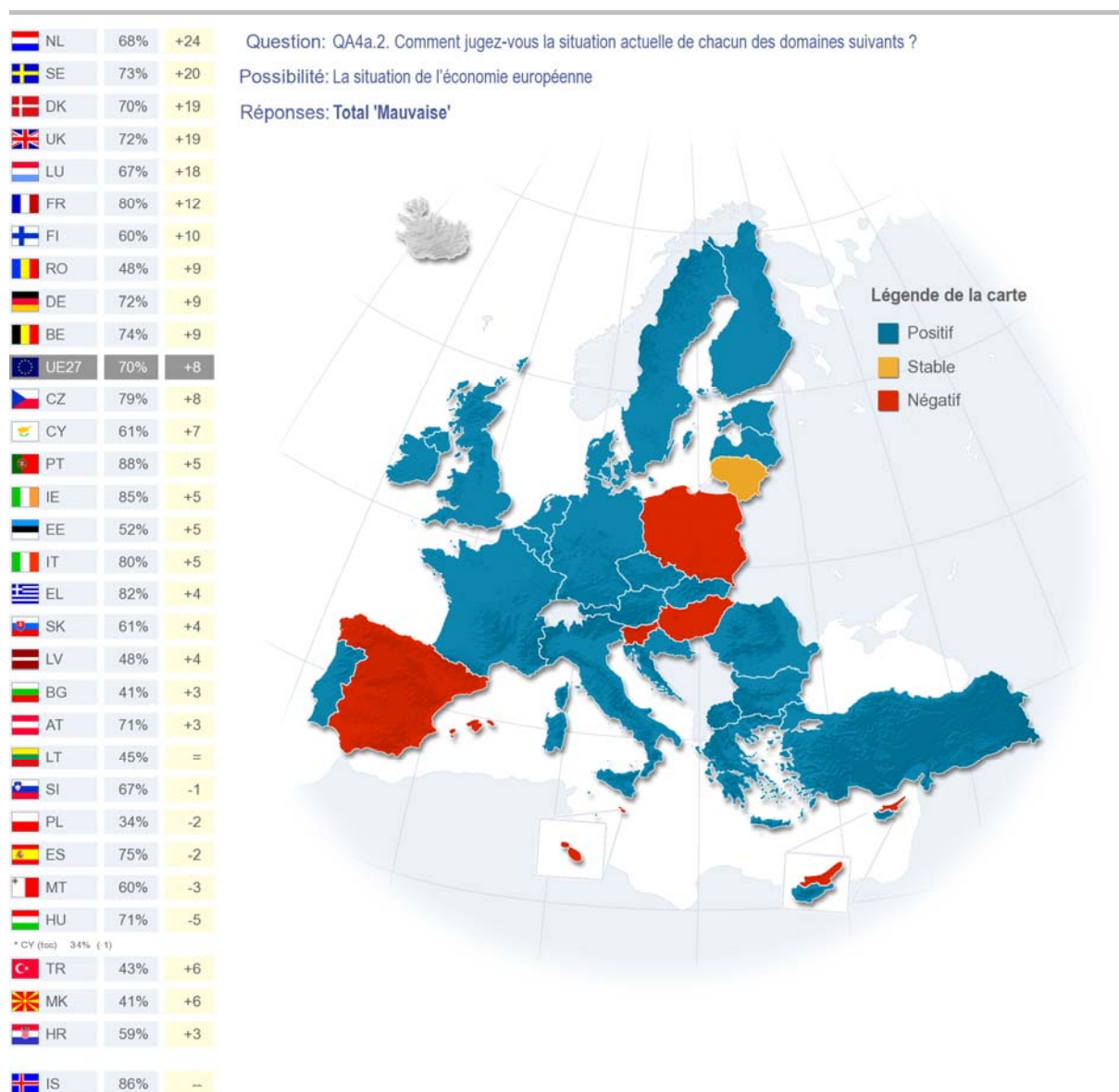
Rappelons que la Bulgarie et la Lettonie font partie des pays les plus insatisfaits de leur situation économique nationale.

A l'inverse, les opinions négatives sur la situation économique de l'Union européenne atteignent au moins les 80% dans cinq Etats membres : la France et l'Italie (80% dans les deux cas), la Grèce (82%), l'Irlande (85%) et le Portugal (88%).

Au delà de ces records d'insatisfaction, il convient de regarder les évolutions par rapport à l'EB72 (automne 2009), tant certaines d'entre elles sont spectaculaires.

Les pays nordiques, dans lesquels les populations estiment que la situation économique reste bonne et meilleure que dans la moyenne de l'Union européenne, font partie de ceux qui durcissent le plus fortement leurs jugements sur la situation économique de l'Union européenne : 73% des Suédois la jugent « mauvaise » (soit une hausse de 20 points en six mois), comme 70% des Danois (+19) et 60% des Finlandais (+10). La tendance est la même aux Pays-Bas (68%, +24).

Le diagnostic sur l'économie européenne se durcit aussi sensiblement dans des pays qui ont perçu une dégradation forte de leur économie : 80% des Français jugent la situation économique européenne « mauvaise », soit une hausse de 12 points. Désormais, près d'un quart d'entre eux (23%, +11) la qualifient même de « très mauvaise ». Près des trois quarts des Britanniques sont du même avis (72%, +19, dont 31% la jugent « très mauvaise », +19). Ces résultats illustrent l'existence d'un lien entre la dégradation de l'économie nationale et de l'économie européenne, un constat qui ne sera pas sans conséquences sur l'évolution du rapport à l'Union comme nous le verrons dans la suite de ce rapport.



Diff. EB73 Pr. 2010 – EB72 Aut. 2009

Le constat se dégrade également dans les pays candidats puisqu'une majorité croissante qualifie la situation économique européenne de mauvaise en Croatie (59%, +3) et en Turquie (43%, +6). Les jugements positifs continuent cependant de l'emporter dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (48% jugent la situation économique européenne « bonne », -7 contre 41%, +6).


En Islande, les jugements négatifs sur la situation de l'économie européenne l'emportent très largement (86%)

De manière transversale, plusieurs critères pèsent dans l'évaluation de la situation de l'économie européenne. Les jeunes sont, comme sur une majorité de questions, plus positifs que leurs aînés : 30% des 15-24 ans qualifient de « bonne » la situation économique européenne, pour seulement 18% des 55 ans et plus. Les plus fragiles financièrement sont pour leur part plus négatifs : si 23% de ceux qui n'ont pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures jugent bonne l'économie européenne, ils ne sont que 17% parmi ceux qui ont « la plupart du temps » des difficultés à payer. L'intérêt pour la politique joue également : les opinions positives atteignent 24% chez ceux qui affichent un fort intérêt pour la politique et 17% seulement chez ceux qui ne s'y intéressent pas du tout²². Mais c'est sans surprise le rapport à l'Union européenne qui est le plus discriminant. Près d'un tiers des répondants ayant confiance dans l'UE jugent bonne sa situation économique, pour 14% de ceux qui ne lui font pas confiance.

On notera enfin le lien étroit entre l'évaluation de l'économie de son pays et de celle de l'Union européenne : 57% des répondants jugeant bonne la situation économique de leur pays sont du même avis s'agissant de l'économie européenne, pour 12% de ceux qui qualifient de « mauvaise » leur économie nationale (parmi eux, 80% jugent « mauvaise » l'économie européenne).

²² Cf construction du nouvel indice d'intérêt pour la politique au Chapitre 3.4.1

QA4a.2 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
La situation de l'économie européenne

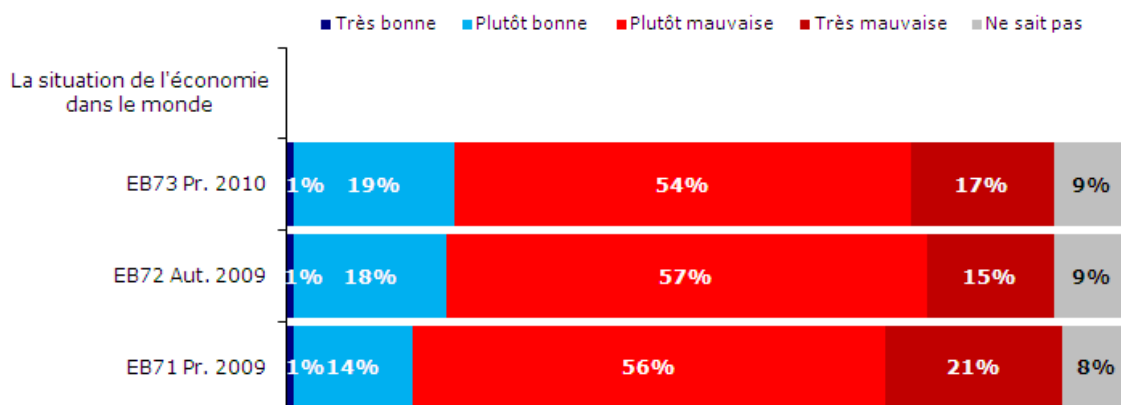
	Total 'Bonne'	Total 'Mauvaise'	NSP
UE27	22%	70%	8%
Age			
 15-24	30%	59%	11%
25-39	24%	70%	6%
40-54	21%	72%	7%
55 +	18%	72%	10%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	17%	72%	11%
De temps en temps	21%	71%	8%
Pratiquement jamais	23%	70%	7%
Indice d'intérêt pour la politique			
Fort	24%	73%	3%
Moyen	24%	71%	5%
Faible	20%	69%	11%
Pas du tout	17%	66%	17%
Situation économie nationale			
Bonne	57%	36%	7%
Mauvaise	12%	80%	8%
Confiance UE			
Plutôt confiance	32%	62%	6%
Plutôt pas confiance	14%	79%	7%

3.1.3 La situation mondiale

Les évolutions sont moins marquées sur cet indicateur que sur les situations des économies nationale et européenne. On note pourtant que 71% des Européens continuent à qualifier de « mauvaise » la situation économique mondiale²³, soit un recul d'un point par rapport à l'automne 2009 et de 6 points par rapport à il y a un an. Pourtant, les opinions très négatives remontent : 17% jugent l'économie mondiale « très mauvaise », +2 points par rapport à l'automne 2009. Il faut aussi noter que les jugements positifs l'emportent chez 20% des Européens, soit une hausse d'un point par rapport à l'automne 2009 et de 5 points par rapport au printemps 2009.

²³ QA4a.3 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'économie dans le monde

QA4a3. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? - % UE



L'ensemble des Etats européens, qu'ils soient membres de l'UE ou candidats, dressent un constat majoritairement négatif de la situation de l'économie mondiale.

Les personnes interrogées dans les pays baltes ont un jugement moins sévère que la moyenne : 41% des Lituaniens jugent la situation économique mondiale « bonne », pour 37% des Lettons et 36% des Estoniens. C'est également le cas de 39% des Polonais et 38% des Bulgares.

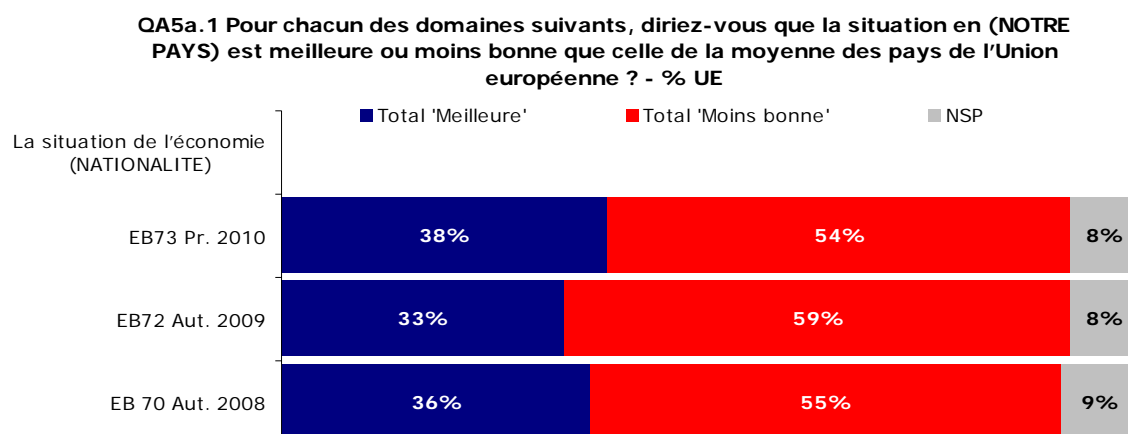
Cependant, les opinions négatives atteignent au moins le seuil des 80% dans huit Etats membres (le Portugal, 86%, l'Italie, 84%, Chypre (83%), la Belgique, l'Espagne ou la France, 80%). En Irlande (86%) et en Grèce (88%), plus d'un tiers des répondants qualifie même la situation économique mondiale de « très mauvaise ».

Le diagnostic est également majoritairement négatif dans les trois pays candidats, même si les habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine sont plus partagés (42/45).

Les Islandais dressent de leur côté un constat sombre : 78% qualifient la situation de l'économie mondiale comme mauvaise.

3.1.4 La situation économique nationale comparée à la moyenne européenne

Dans un contexte de perception d'une dégradation de la situation économique nationale, mais aussi européenne, une part croissante d'Européens semble considérer que leurs voisins connaissent des difficultés encore plus marquées. En effet, si une majorité de 54% considère toujours que la situation économique de son pays est « moins bonne » que dans la moyenne des Etats de l'UE, cette proportion est en recul de 5 points par rapport à l'automne 2009. Désormais, 38% des Européens, soit une hausse de 5 points, considèrent que l'économie de leur pays est dans une situation « meilleure » que la moyenne des pays de l'Union²⁴.



L'analyse des résultats par pays révèle des différences assez importantes : les pays nordiques restent ceux chez qui le sentiment d'avoir une économie plus performante que la moyenne européenne est le plus fort : 91% au Danemark et en Suède, 84% en Finlande. C'est également le cas au Luxembourg (84%).

Les pays du Sud et de l'Est de l'Europe, qui portent un regard très négatif sur l'état de leur économie, jugent qu'elle est moins « bonne » que celle de la moyenne des Etats européens : 9 répondants sur 10 ou plus en sont convaincus en Bulgarie, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie, en Roumanie, au Portugal et en Grèce.

En Roumanie et en Grèce, plus des deux tiers de la population considèrent même que leur situation économique est « vraiment moins bonne » (70%, +14 points en Roumanie et 68%, +25 points en Grèce). C'est également désormais l'avis d'un tiers des Espagnols (33%, +5).

²⁴ QA5a.1 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? La situation de l'économie (NATIONALITE)

Pourtant, le sentiment d'être « mieux loti » progresse dans plusieurs pays. C'est le cas de la Suède (+12 points) et de la Finlande (+11), qui jugent très favorablement leur économie, mais aussi d'autres Etats qui portent pourtant un jugement de plus en plus négatif sur leur situation nationale, à savoir le Royaume-Uni (+15) et l'Allemagne (+12).

Le sentiment d'avoir une économie « moins bonne » que la moyenne européenne est nettement majoritaire dans les pays candidats : 63% en Turquie, 88% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et 90% en Croatie.

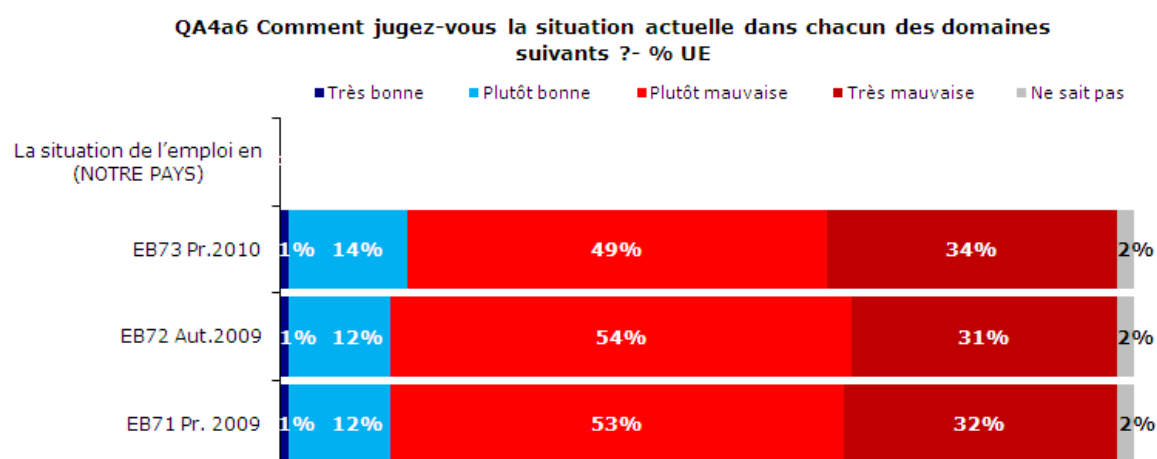
Cette opinion est également majoritaire en Islande (70%).

L'analyse des résultats selon les critères sociodémographiques fait apparaître certaines différences : les cadres ont plus tendance à juger la situation économique de leur pays « meilleure » que dans la moyenne des Etats européens (51%, pour 40% des employés et ouvriers et 28% des chômeurs). C'est également le cas de ceux qui disent n'avoir pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures (46%, pour 21% de ceux qui déclarent avoir « la plupart du temps » des difficultés à payer). On notera enfin que 29% des Européens jugeant la situation économique de leur pays « mauvaise » considèrent malgré tout qu'elle est « meilleure » que la moyenne des pays européens.

3.1.5 La situation de l'emploi au niveau national

- L'emploi au niveau national fait encore l'objet d'un constat très sombre, mais le sentiment que les difficultés sont encore plus importantes chez les autres progresse -

Les jugements sur la situation de l'emploi au niveau national restent très sombres : 83% des Européens la qualifient de « mauvaise ». Ils sont en léger recul (-2 points) au profit des opinions positives qui passent à 15% (+2)²⁵. On notera cependant que les jugements les plus tranchés, qualifiant la situation de l'emploi de « très mauvaise » progressent de 3 points à 34%, atteignant ainsi un niveau record depuis l'automne 2008 (EB70).

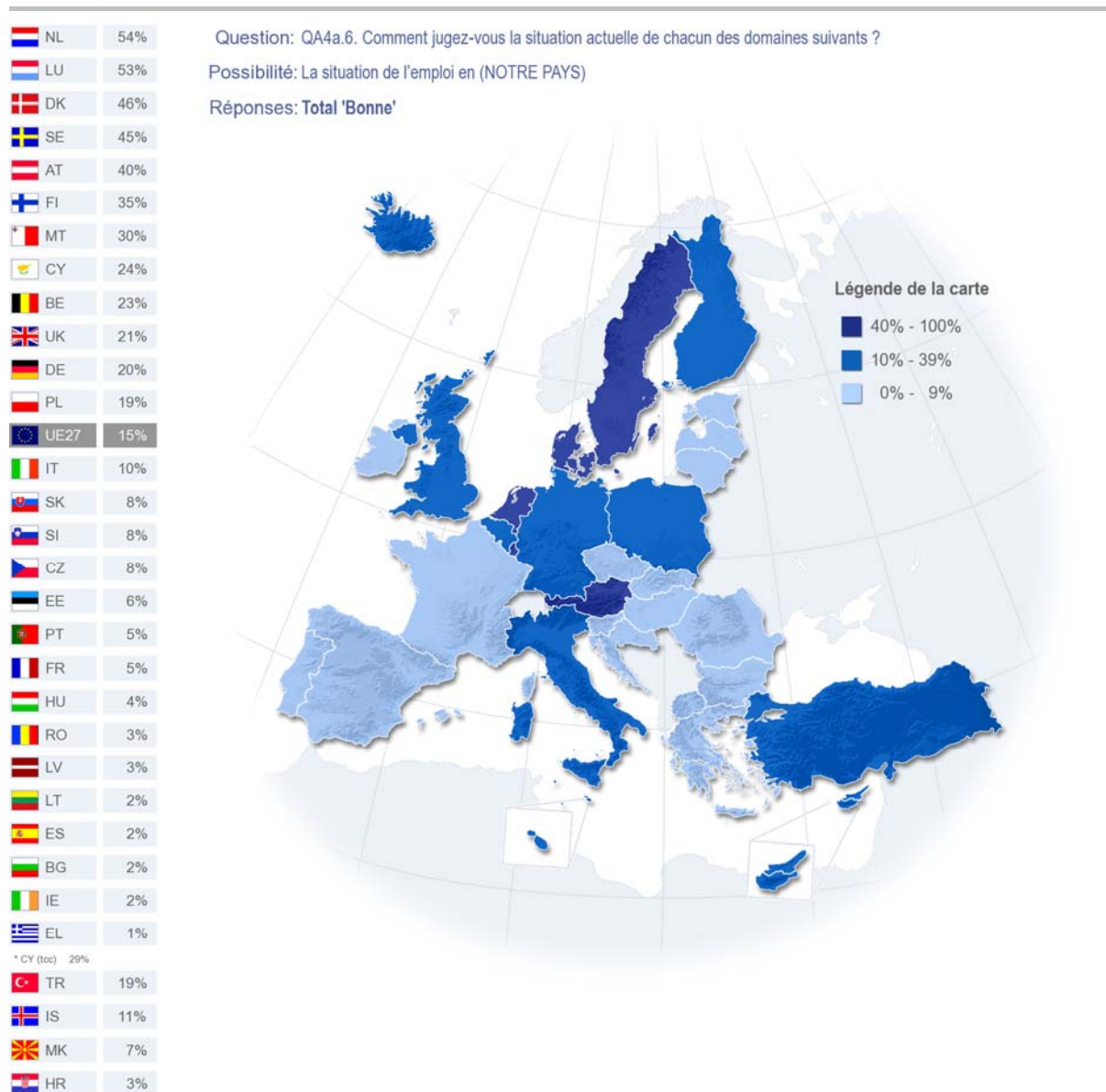


Comme dans l'EB72 (automne 2009), seuls les répondants de deux Etats membres de l'UE considèrent dans leur majorité que la situation de l'emploi dans leur pays est « bonne » : aux Pays-Bas (54%) et au Luxembourg (53%). Si elles sont minoritaires, les opinions positives sont également assez répandues au Danemark (46%) et en Suède (45%).

A l'inverse, les jugements négatifs sur la situation de l'emploi dépassent la barre des 95% dans une dizaine d'Etats membres, toujours essentiellement dans les pays du Sud et de l'Est de l'Europe. On notera surtout le fait que la part de répondants jugeant la situation « très mauvaise » dans leur pays atteint 67% en Espagne (soit une hausse de 16 points en 6 mois), 66% en Roumanie (+16), 61% en Grèce (+24), 52% au Portugal (+9), et 56% en Bulgarie (+11).

²⁵ QA4a.6 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

Les opinions positives progressent cependant dans certains pays. C'est le cas dans les pays nordiques (+19 en Suède, +10 en Finlande et +6 au Danemark), mais aussi dans des pays qui dressent un constat plus sombre de l'emploi au niveau national, à savoir Malte (30%, +11), le Royaume-Uni (21%, +7) et l'Allemagne (20%, +8).





Pour CY (tcc) : La situation de l'emploi dans la communauté chypriote turque

Le constat sur la situation de l'emploi est très majoritairement négatif dans les pays candidats : 96% en Croatie (stable), 91% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (stable) ainsi que 76% en Turquie, malgré un recul (-8).

Le jugement est également très sévère en Islande (89%).

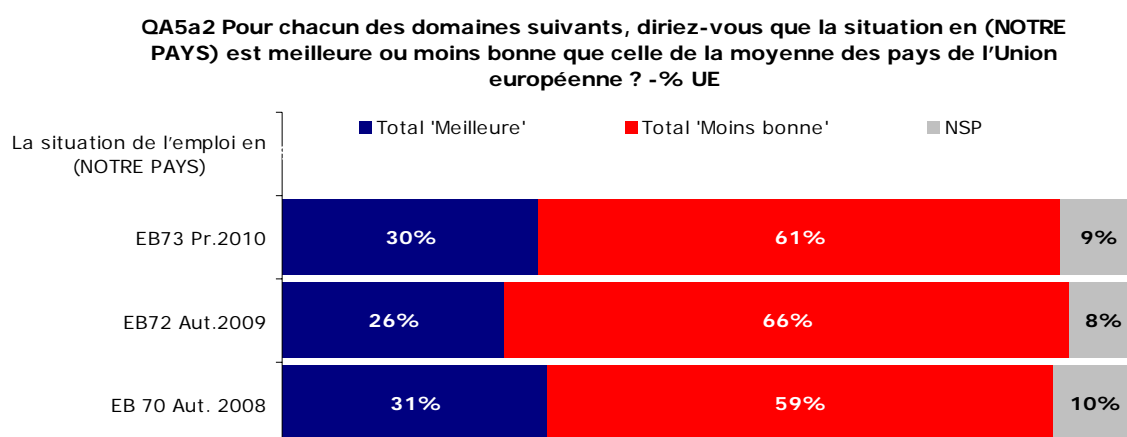
Des écarts de perception existent cependant selon le profil sociodémographique des répondants. Les cadres dressent en effet un constat plus positif de la situation de l'emploi dans leur pays (26%) que les employés (16%) et les ouvriers (15%). Les plus critiques sont en toute logique les chômeurs (93% jugent « mauvaise » la situation de l'emploi dans leur pays et parmi eux, 55% la qualifient de « très mauvaise »). On est également d'autant plus positif qu'on est plus diplômé (21% de ceux ayant poursuivi des études jusqu'à l'âge de 20 ans et plus qualifient de « bonne » la situation de l'emploi, contre 9% de ceux ayant arrêté l'école avant 16 ans). Les Européens affichant un fort intérêt pour la politique sont également plus positifs (18%) que ceux qui ne s'y intéressent pas du tout (9%). Malgré ces quelques différences, l'ensemble des catégories de répondants s'accordent pour dresser un constat assez sombre de la situation de l'emploi national.

QA4a.6 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

	Total 'Bonne'	Total 'Mauvaise'	NSP
UE27	15%	83%	2%
Age de fin d'études			
 15-16-19	9%	89%	2%
16-19	13%	85%	2%
20+	21%	78%	1%
Tjs étudiant	20%	77%	3%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	18%	81%	1%
Cadres directeurs	26%	73%	1%
Autres employés	16%	83%	1%
Ouvriers	15%	84%	1%
Femmes- hommes au foyer	10%	88%	2%
Chômeurs	6%	93%	1%
Retraités	12%	85%	3%
Etudiants	20%	77%	3%
Indice d'intérêt pour la politique			
Fort	18%	80%	2%
Moyen	17%	82%	1%
Faible	14%	84%	2%
Pas du tout	9%	87%	4%

3.1.6 La situation nationale de l'emploi comparée à la moyenne européenne

Amenés à comparer la situation de l'emploi de leur pays à la moyenne de l'UE, les Européens sont une part croissante à la juger « meilleure » : 30%, soit une hausse de 4 points par rapport à l'automne 2009²⁶. Les opinions négatives restent majoritaires (61%), mais sont en recul (-5 points). La tendance à l'amélioration rejoint donc celle mesurée lorsque les Européens sont invités à comparer la situation économique de leur pays à celle de la moyenne de l'UE. Les difficultés récentes rencontrées par certains pays de l'Union – la Grèce par exemple – pourraient avoir renforcé le sentiment que la situation était peut être encore moins bonne chez les autres pays européens.



A nouveau, on observe des différences considérables entre les Etats membres lorsqu'il s'agit de positionner la situation de son pays par rapport à celle de la moyenne des pays de l'Union européenne.

Malgré le constat sombre dressé sur la situation de l'emploi dans une majorité de pays européens, le sentiment d'être situé au dessus de la moyenne européenne est majoritaire dans neuf des vingt-sept Etats membres.

En toute logique, les plus convaincus sont ceux portant un jugement comparatif favorable ou plutôt favorable sur la situation de l'emploi dans leur pays, à savoir les pays nordiques (86% au Danemark, 77% en Suède et 64% en Finlande), ainsi que le Luxembourg (82%), les Pays-Bas (82%) et l'Autriche (76%).

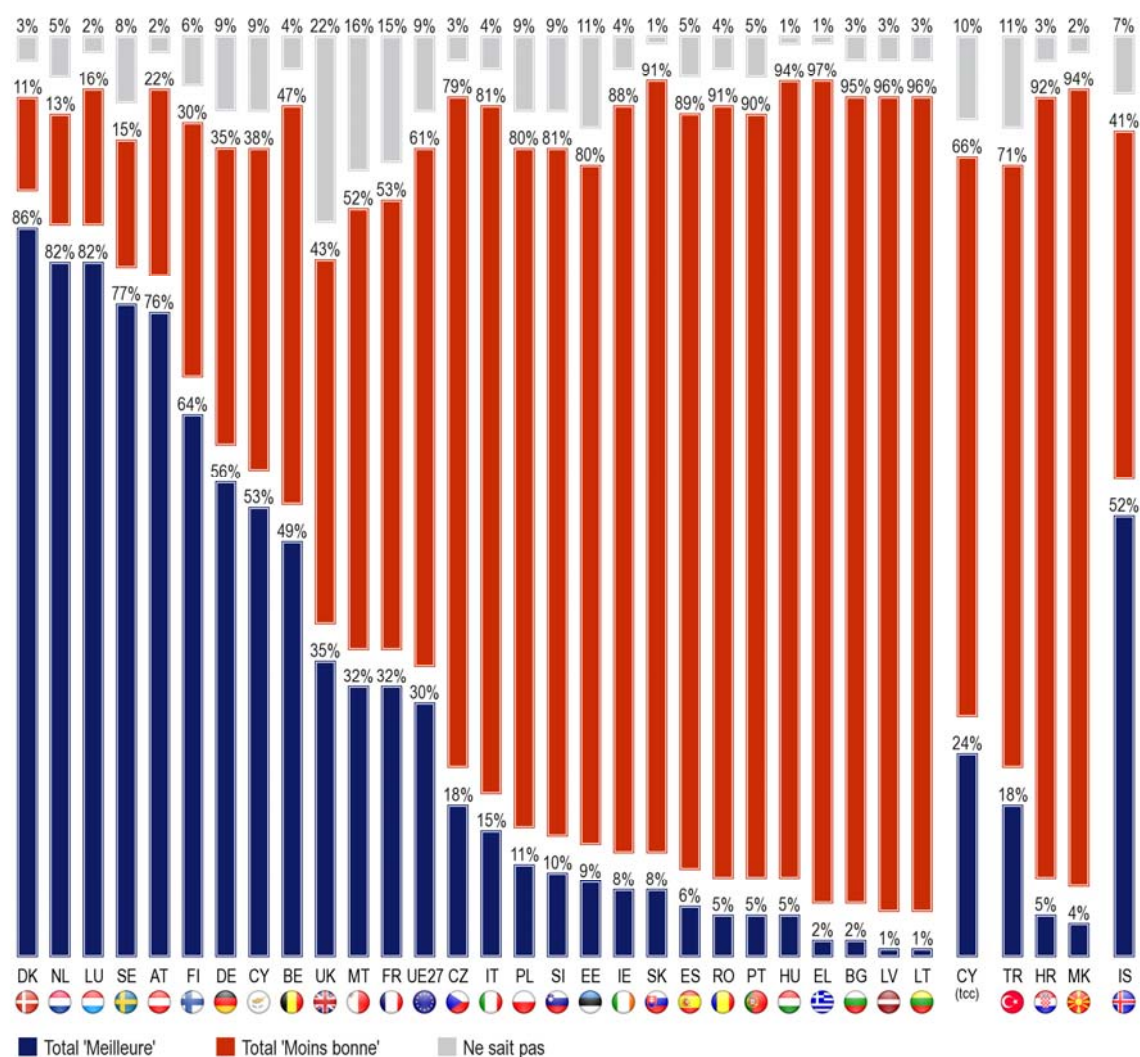
Le sentiment de connaître une situation économique défavorable par rapport au reste de l'Europe est partagé par plus de neuf répondants sur dix en Grèce (97%), en Lettonie (96%), en Lituanie (96%), en Bulgarie (95%), mais aussi en Hongrie (94%), en Roumanie et en Slovaquie (91% dans les deux pays).

²⁶ QA5a.2 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

Dans les pays où les jugements sur la situation de l'emploi ont le plus progressé, la comparaison avec la moyenne européenne s'en ressent : la part de répondants jugeant la situation de l'emploi national « meilleure » que la moyenne de leurs voisins européens progresse de 11 points en Finlande et de 10 points en Suède, mais aussi de 12 points en Allemagne (à 56%) et de 10 points au Royaume-Uni (à 35%).

QA5a.2. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)



Pour CY (tcc) : La situation de l'emploi dans notre communauté

Dans les pays candidats, une nette majorité des répondants juge la situation de l'emploi « moins bonne » que la moyenne des pays de l'Union européenne : 94% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, 92% en Croatie et 71% en Turquie.

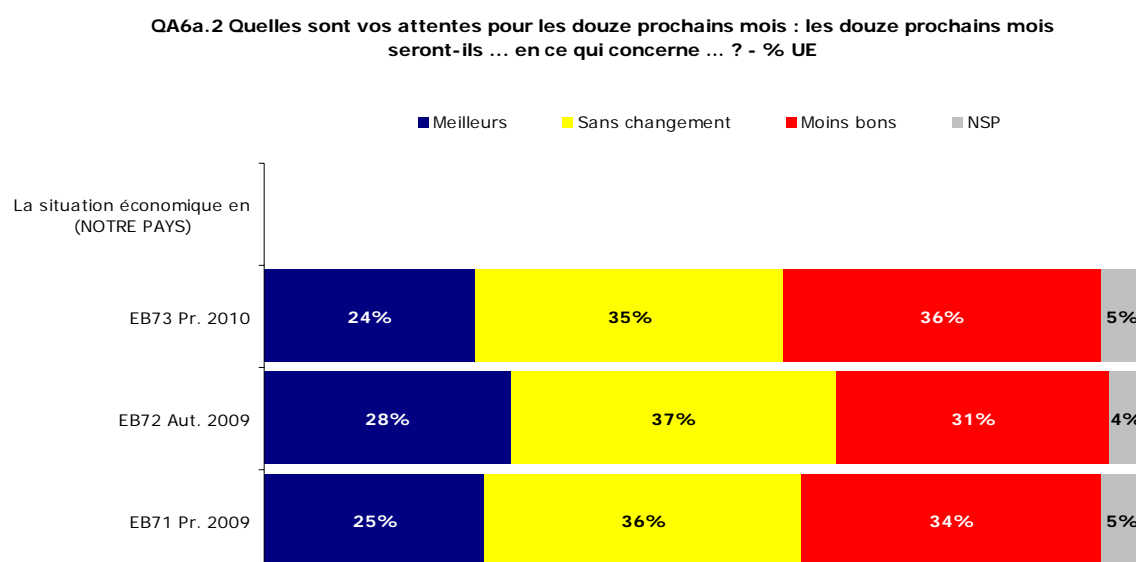
En Islande, alors que le constat sur l'emploi est très négatif, une majorité considère pourtant que la situation est meilleure que dans la moyenne des Etats de l'Union (52/41).

3.2 Les attentes pour l'avenir

- Le pessimisme progresse en ce qui concerne les pronostics sur l'évolution des économies nationale, européenne et mondiale. Celui qui concerne l'emploi est plutôt stable -

3.2.1 La situation de l'économie nationale dans les douze mois à venir

Après s'être tassé à l'automne 2009, le pessimisme en ce qui concerne l'avenir de l'économie au niveau national reprend vigueur et retrouve le niveau atteint au printemps 2009 : 36% des Européens pensent que les douze prochains mois seront « moins bons », soit une hausse de 5 points, même si l'on reste loin du score atteint dans l'EB70 (51% à l'automne 2008). Le sentiment selon lequel il n'y aura pas de changement est partagé par 35% des répondants (-2). Un quart des Européens reste optimiste (24%, -4)²⁷.



L'optimisme l'emporte sur le pessimisme dans sept Etats membres seulement. C'est le cas dans des pays où les jugements sur la situation économique sont majoritairement positifs comme la Suède (52% pensent que les douze prochains mois seront meilleurs), le Danemark (42%), la Finlande (30%). Mais cet optimisme touche aussi l'Estonie (43%), le Royaume-Uni (35%), la Hongrie (32%), Malte (27%).

²⁷ QA6a.2 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation économique en (NOTRE PAYS)

A l'inverse, le pessimisme est nettement majoritaire dans trois Etats membres qui ont été particulièrement frappés par la crise ces derniers mois : il atteint 70% en Grèce, 61% en Roumanie et 55% au Portugal.

































Ces trois pays font en effet partie des Etats membres de l'Union dans lesquels le pessimisme a le plus sensiblement progressé en six mois. Le détail ci-après des indices par pays (mesurant l'écart entre les opinions optimistes et pessimistes) met en lumière ces évolutions.

Cet indice a en effet perdu plus de 20 points en Roumanie (-21) et au Portugal (-26), mais surtout plus de 40 points en Grèce (-48). Ce ne sont pourtant pas les seuls pays européens dans lesquels l'inquiétude pour l'avenir de la situation économique a fortement progressé. C'est également le cas entre autres du Luxembourg (-26), de la France (-23), et du Royaume-Uni (-16).

A l'inverse, l'optimisme remonte sensiblement dans les pays de l'est de l'Europe : les pays baltes (+35 pour la Lettonie, +30 pour la Lituanie et +17 pour l'Estonie), mais aussi la Hongrie (+46), la Bulgarie (+15) et Malte (+14). L'Irlande enregistre elle aussi une remontée de l'optimisme (+24).

On observe donc des visions très différentes dans certains des pays du Sud et dans certains de ceux de l'Est de l'Europe : si tous dressent un constat sombre de leur situation économique, les pays du Sud, sauf Malte, se veulent également pessimistes pour l'avenir, alors que les pays baltes et la Hongrie témoignent un optimisme de plus en plus marqué.

QA6a.2 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne... ?
La situation économique en (NOTRE PAYS)

	EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	EB73 Pr.2010 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Pr.2010- Aut.2009
 UE27	-3	-12	-9
 HU	-39	+7	+46
 LV	-36	-1	+35
 LT	-41	-11	+30
 IE	-38	-14	+24
 EE	+8	+25	+17
 BG	-15	=	+15
 MT	-11	+3	+14
 SK	-21	-15	+6
 CY	-42	-38	+4
 PL	-4	-1	+3
 CZ	-25	-27	-2
 DK	+30	+27	-3
 FI	+11	+7	-4
 BE	-8	-15	-7
 IT	-8	-15	-7
 SI	-13	-20	-7
 ES	-6	-14	-8
 AT	+8	=	-8
 SE	+50	+40	-10
 DE	-3	-15	-12
 NL	+13	-1	-14
 UK	+22	+6	-16
 RO	-29	-50	-21
 FR	+4	-19	-23
 LU	-1	-27	-26
 PT	-14	-40	-26
 EL	-14	-62	-48
CY (tcc)	-31	-17	+14
 HR	-46	-30	+16
 TR	-21	-12	+9
 MK	-3	-13	-10
 IS*	-	+13	-

Pour CY (tcc) : La situation économique dans la communauté chypriote turque

* Non posée en Islande en EB72.

Dans les pays candidats, malgré un recul, le pessimisme l'emporte sur l'optimisme en Croatie (45% pensent que les douze prochains mois seront moins bons, -12) et en Turquie (34%, -8). Majoritaire également, il progresse dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (37%, +6).

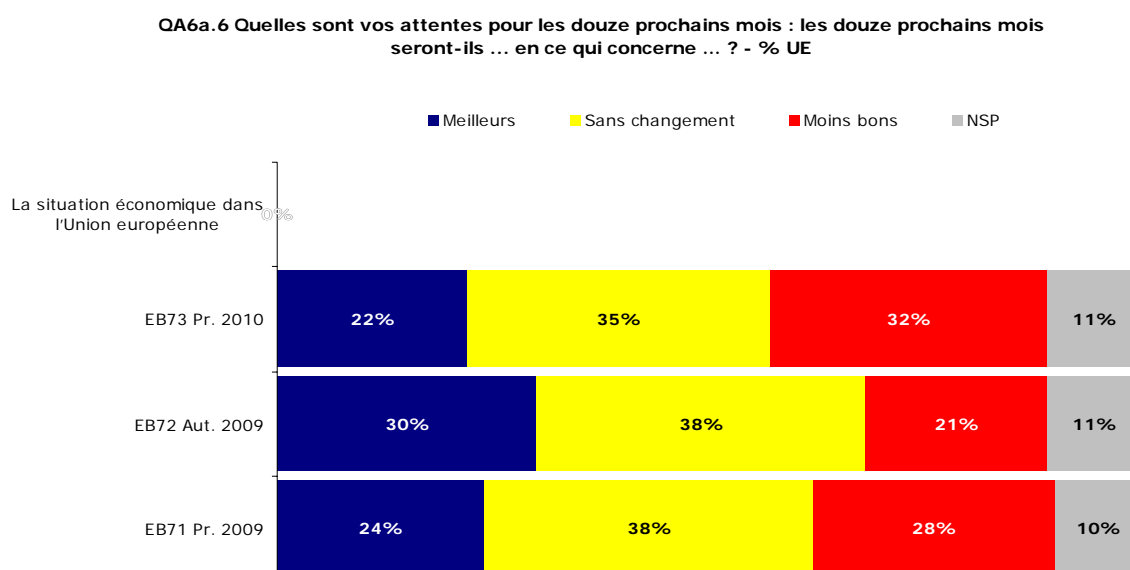
En Islande, le sentiment que le pays va sortir de la crise économique à laquelle il est confronté aujourd'hui semble l'emporter (36% des répondants pensent que l'année à venir sera meilleure, contre 23% qui s'attendent plutôt à une dégradation de la situation).

Les pronostics sur l'évolution de la situation économique du pays dans les mois à venir varient quelque peu en fonction de l'âge : les plus jeunes sont en moyenne plus optimistes que leurs aînés (30% des 15-24 ans pensent que l'économie nationale va s'améliorer, pour 20% des 55 ans et plus) : il convient cependant de noter que cet optimisme pour l'avenir est plus répandu chez les plus jeunes, quel que soit le sujet évoqué. Les écarts sont peu marqués entre cadres, employés et ouvriers. On notera surtout que 40% de ceux qui pensent que la situation économique de leur pays est mauvaise estiment que cela va empirer dans l'année à venir, quand 21% préfèrent se montrer optimistes.

3.2.2 La situation de l'économie européenne dans les douze mois à venir

Les Européens sont plus pessimistes qu'à l'automne 2009 (EB72) quant à l'évolution de la situation économique européenne dans les douze mois à venir : 32% d'entre eux pensent que l'année sera moins bonne, soit une hausse de 11 points. Si l'on est loin des niveaux atteints au début de la crise (41% à l'automne 2008, EB70), le pessimisme est tout de même plus fort qu'il y a un an (28% au printemps 2009, EB71). Une courte majorité continue cependant de penser que la situation ne va pas changer (35%, -3) et moins d'un quart des européens se montrent désormais optimistes (22%, -8)²⁸.

²⁸ QA6a.6 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation économique dans l'Union européenne



































Dans une majorité de pays, c'est le sentiment que la situation économique européenne va rester en l'état qui domine. On notera cependant que les pronostics optimistes l'emportent sur les pessimistes dans neuf Etats membres, au premier rang desquels on trouve les pays baltes (42% en Estonie, 38% en Lituanie et 34% en Lettonie), la Bulgarie (40%), mais aussi l'Espagne (36%), la Hongrie (33%) et le Danemark (33%).

Les plus pessimistes sont les Luxembourgeois (55% pensent que les douze prochains mois seront moins bons pour l'économie européenne), les Néerlandais (54%), les Grecs (47%) et les Allemands (46%).

Ils font d'ailleurs partie des Etats membres dans lesquels les pronostics se sont durcis le plus fortement en six mois, comme l'illustre le tableau de l'évolution des indices ci-après. On retrouve ici les pays dans lesquels les diagnostics sur la situation actuelle de l'économie européenne se sont révélés les plus sévères, mais aussi ceux qui sont les plus inquiets pour l'évolution de leur propre économie. C'est notamment le cas des Pays-Bas (l'indice a chuté de 43 points), de la Suède (-38 points), de la Grèce (-38 points), du Luxembourg (-35), du Royaume-Uni (-31), de l'Allemagne (-28), de la Finlande (-27) et de la France (-25) ou encore du Portugal (-20).

A l'inverse, l'optimisme progresse en Hongrie (hausse de 22 points de l'indice) et en Bulgarie (+9).

QA6a.6 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
-La situation économique dans l'Union européenne

		EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	EB73 Pr.2010 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Pr.2010- Aut.2009
	UE27	+9	-10	-19
	HU	-10	+12	+22
	BG	+23	+32	+9
	IE	-7	-2	+5
	LT	+24	+24	=
	ES	+20	+19	-1
	MT	+13	+9	-4
	SK	0	-5	-5
	EE	+36	+30	-6
	CZ	-4	-12	-8
	LV	+32	+24	-8
	IT	0	-9	-9
	PL	+14	+5	-9
	SI	+4	-6	-10
	DK	+15	+4	-11
	AT	+1	-11	-12
	RO	+13	-2	-15
	BE	-3	-20	-17
	PT	-4	-24	-20
	CY	-6	-27	-21
	FR	+9	-16	-25
	FI	+9	-18	-27
	DE	-5	-33	-28
	UK	+22	-9	-31
	LU	-8	-43	-35
	EL	+4	-34	-38
	SE	+32	-6	-38
	NL	+7	-36	-43
	CY (tcc)	+2	+2	=
	HR	0	+2	+2
	MK	+28	+22	-6
	TR	+7	0	-7
	IS*	-	-12	-

* Non posée en Islande en EB72.

Dans les pays candidats, une majorité anticipe une stabilisation de la situation économique européenne en Croatie (42%) et en Turquie (33%). L'optimisme l'emporte cependant dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (37%).

En Islande, les pronostics pessimistes sont majoritaires (38%).

L'analyse sociodémographique montre que, comme sur l'ensemble des indicateurs, les plus âgés se montrent plus pessimistes : 35% des 55 ans et plus pensent que l'année à venir sera moins bonne pour l'économie européenne, pour 23% des 15-24 ans. On notera surtout que les Européens qui montrent un intérêt particulièrement fort pour la politique²⁹ sont les plus pessimistes pour l'évolution de l'économie européenne : 43% pensent qu'elle va se dégrader (pour 24% de ceux ne témoignant aucun intérêt pour la politique). Par ailleurs, les diagnostics nationaux et européens sont étroitement liés puisque 60% de ceux qui pensent que l'économie de leur pays va se dégrader sont du même avis s'agissant de l'économie européenne (pour 13% de ceux qui anticipent une amélioration de leur économie).

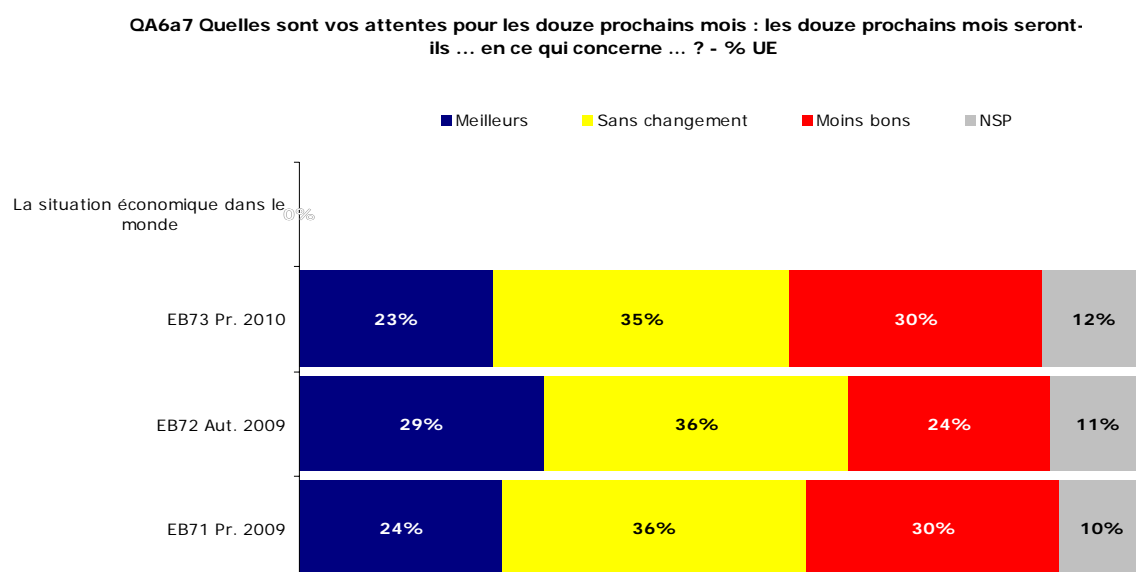
On notera enfin que les Européens qui ont une bonne image de l'UE sont plus confiants dans l'évolution de la situation de l'économie européenne à court terme (31%) que ceux en qui en ont une image négative (12%).

3.2.3 La situation économique mondiale dans les douze mois à venir

Les pronostics sur l'évolution à venir de la situation économique mondiale se dégradent également : 30% des Européens pensent que les douze prochains mois seront « moins bons », soit une hausse de 6 points par rapport à l'automne 2009. Une courte majorité continue de penser que la situation ne va pas changer (35%, -1). Au final, les optimistes représentent un peu moins d'un quart des répondants (23%, -6)³⁰. On retrouve ainsi les niveaux enregistrés au printemps 2009 (EB71).

²⁹ Cf construction du nouvel indice d'intérêt pour la politique au Chapitre 3.4.1

³⁰ QA6a.7 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation économique dans le monde



































Les tendances sur cette question sont très proches de celles mesurées lorsque l'on interroge les Européens sur l'avenir de l'économie européenne. Ainsi, dans 15 des 27 Etats membres, une majorité pense avant tout que les choses ne vont pas changer.

Les plus optimistes sont les Estoniens (44% pensent que les douze prochains mois seront meilleurs), les Litvaniens (40%), les Bulgares (39%), les Lettons (38%), mais aussi les Danois (37%), les Hongrois (33%) et les Espagnols (32%).

L'analyse de l'évolution de l'indice (différence entre les opinions optimistes et pessimistes) révèle cependant une nouvelle fois des changements importants dans de nombreux pays. Il s'agit de ceux qui témoignent une inquiétude grandissante pour leur économie nationale et qui anticipent le plus une dégradation de l'économie européenne : la Grèce et le Portugal, mais aussi le Luxembourg, la Belgique, l'Allemagne, la Suède, la France et les Pays-Bas.

A l'inverse, la Hongrie et la Bulgarie marquent à nouveau leur différence en se montrant beaucoup plus optimistes qu'il y a six mois (avec des indices qui progressent respectivement de +19 et +8 points). C'est également le cas de l'Irlande (+9 points).

QA6a.7 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
La situation économique dans le monde

		EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	EB73 Pr.2010 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Pr.2010- Aut.2009
	UE27	+5	-7	-12
	HU	-6	+13	+19
	IE	-2	+7	+9
	BG	+25	+33	+8
	DK	+16	+17	+1
	EE	+34	+35	+1
	SK	-5	-7	-2
	CZ	-4	-7	-3
	LT	+33	+30	-3
	MT	+9	+5	-4
	CY	-30	-35	-5
	LV	+36	+31	-5
	ES	+16	+10	-6
	SI	+3	-3	-6
	IT	-5	-13	-8
	PL	+11	+1	-10
	AT	+2	-9	-11
	FI	+10	-3	-13
	UK	+16	+2	-14
	RO	+10	-6	-16
	BE	-8	-25	-17
	DE	-4	-21	-17
	NL	+1	-16	-17
	PT	-6	-24	-18
	SE	+28	+9	-19
	FR	+5	-17	-22
	LU	-15	-40	-25
	EL	-9	-42	-33
	CY (tcc)	-13	-4	+9
	HR	-4	+3	+7
	TR	-3	-5	-2
	MK	+23	+16	-7
	IS*	-	=	-

* Non posée en Islande en EB72.

Dans les pays candidats, une courte majorité anticipe aussi une stabilisation de l'économie européenne. On notera cependant que si les prévisions optimistes l'emportent sur les pessimistes dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (33%) et en Croatie (26%), ce n'est pas le cas en Turquie (20%).

En Islande, un tiers de la population pense que la situation économique mondiale ne pas connaître de grands changements dans l'année à venir (34%). Les autres sont partagés entre optimisme et pessimisme (28% pensent que les douze prochains mois seront meilleurs en ce qui concerne la situation économique dans le monde, 28% qu'ils seront moins bons).

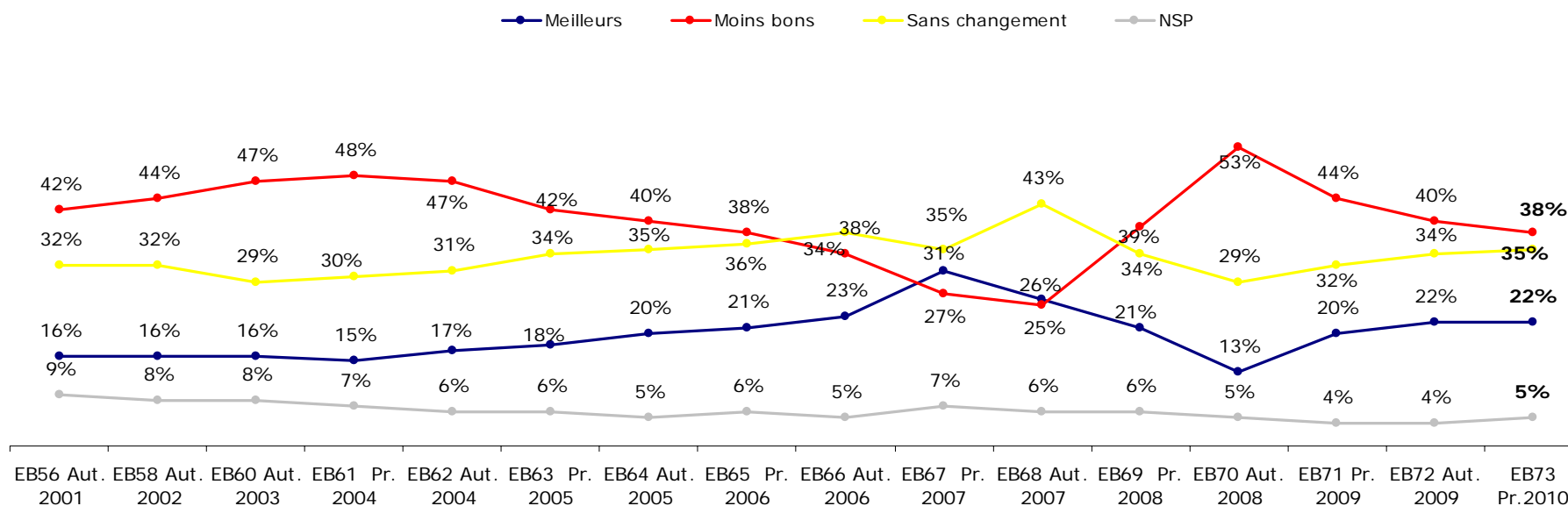
3.2.4 La situation de l'emploi dans les douze mois à venir

Si l'inquiétude pour l'évolution de la situation économique, que ce soit au niveau national, européen ou mondial, progresse, les pronostics sur l'emploi sont un peu plus stables. Le pessimisme reste cependant majoritaire : 38% des Européens pensent que les douze mois à venir seront « moins bons » pour la situation de l'emploi dans leur pays. Mais cette proportion est en recul de 2 points par rapport à l'automne 2009. Le mouvement de baisse des anticipations négatives, enclenché après la période critique de l'automne 2008 où plus d'un Européen sur deux témoignait son inquiétude, se poursuit donc.

Désormais 35% des répondants (+1) estiment que la situation ne va pas changer dans l'année à venir et la part d'optimistes reste stable à 22%³¹.

³¹ QA6a.4 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

QA6.4 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils ... en ce qui concerne ... ?
La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS) - %UE



Le sentiment que la situation de l'emploi ne va pas changer dans les douze mois à venir domine dans dix des vingt-sept Etats membres.



















Cependant, en Suède, 60% des répondants pensent que la situation en matière d'emploi sera « meilleure » dans l'année à venir. Ils sont 47% au Danemark, ou encore 34% en Finlande et 32% aux Pays-Bas, mais également 43% en Estonie ou 31% en Hongrie. On peut signaler que les plus optimistes sont ceux qui ont également émis des pronostics plus favorables que la moyenne en ce qui concerne l'évolution de la situation économique de leur pays dans les douze mois à venir.

L'analyse de l'évolution de l'indice qui mesure l'écart entre l'optimisme et le pessimisme dans chaque pays permet par ailleurs de faire ressortir des changements importants depuis 6 mois. On note ainsi que dans plusieurs Etats membres l'optimisme remonte fortement comparé à l'automne 2009.

C'est le cas des pays baltes (+39 points d'indice en Lettonie, +33 en Estonie et +27 en Lituanie), de la Hongrie (+49) et de la Bulgarie (+23), mais aussi du Danemark (+28), de la Suède (+26) et de l'Irlande (+23).

A l'inverse, les pronostics se dégradent fortement dans les pays qui se sont également montrés plus pessimistes quant à la situation économique de leur pays en général. C'est d'abord le cas de la Grèce (indice en recul de 47 points, une nette majorité de répondants, 74%, anticipant une dégradation de l'emploi), du Portugal (-18 points d'indice et 57% de pessimistes dans le pays) et de la Roumanie (-12 points, et 62%). Le Luxembourg (-16 points) et la France (-11) se démarquent également par une dégradation de leurs pronostics sur l'emploi.

QA6a.4 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

		EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	EB73 Pr.2010 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Pr.2010- Aut.2009
	UE27	-18	-16	+2
	HU	-46	+3	+49
	LV	-38	+1	+39
	EE	-7	+26	+33
	DK	+5	+33	+28
	LT	-52	-25	+27
	SE	+25	+51	+26
	BG	-34	-11	+23
	IE	-47	-24	+23
	NL	-17	+2	+19
	SK	-34	-16	+18
	FI	-9	+9	+18
	MT	-13	+4	+17
	DE	-31	-17	+14
	PL	-15	-5	+10
	CZ	-34	-27	+7
	AT	-10	-3	+7
	CY	-49	-46	+3
	ES	-12	-12	=
	SI	-23	-27	-4
	BE	-19	-24	-5
	UK	+4	-2	-6
	IT	-17	-24	-7
	FR	-11	-22	-11
	RO	-40	-52	-12
	LU	-17	-33	-16
	PT	-25	-43	-18
	EL	-20	-67	-47
	CY (tcc)	-27	-15	+12
	HR	-57	-37	+20
	TR	-29	-17	+12
	MK	-15	-25	-10
	IS*	-	+19	-

Pour CY (tcc) : La situation de l'emploi
dans la communauté chypriote turque

* Non posée en Islande en EB72.

Dans les pays candidats, le pessimisme quant à l'évolution à court terme de l'emploi national l'emporte : 52% des Croates, 37% des Turcs et 44% des habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine pensent que les douze prochains mois seront « moins bons » en la matière.

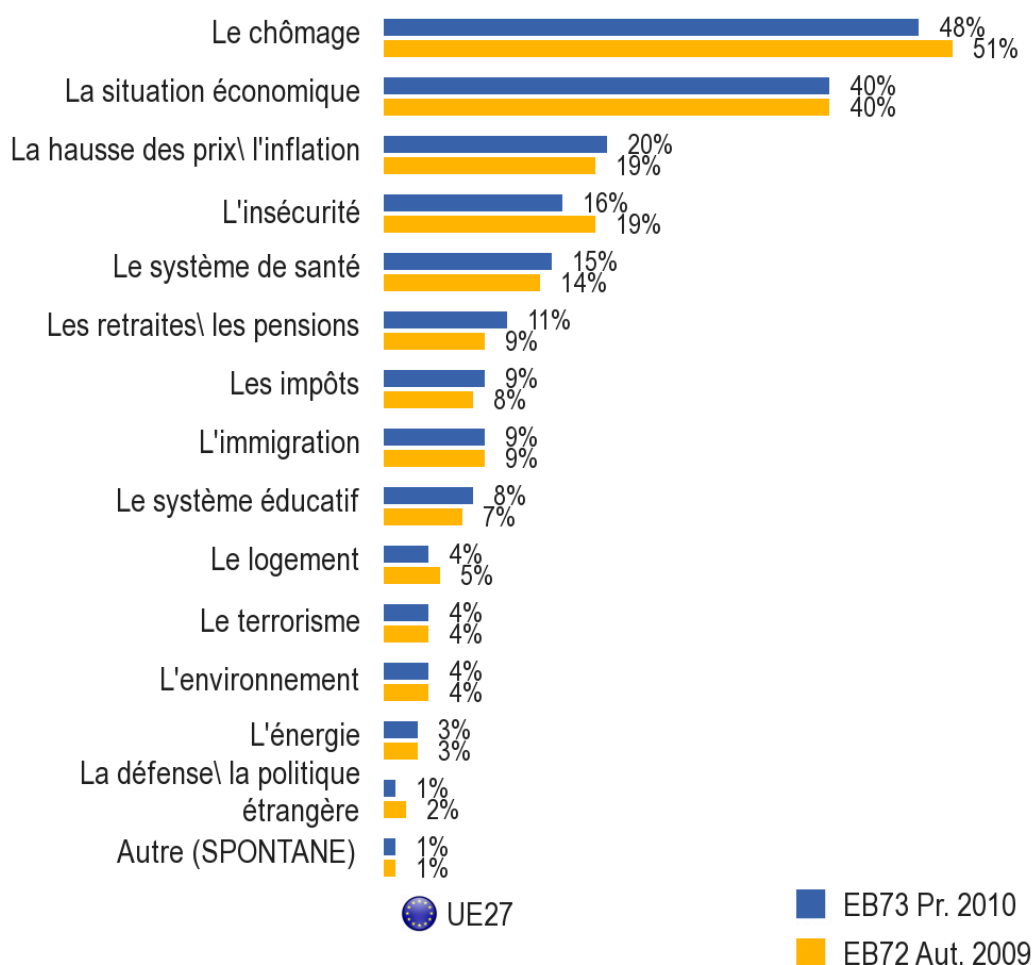
En Islande, à l'inverse, c'est l'optimisme qui domine : 41% pensent que les douze prochains mois seront meilleurs, contre 22% qui pensent qu'ils seront moins bons.

On retrouve à nouveau les mêmes tendances sociologiques que celles mises en évidence précédemment, avec des différences selon l'âge, le niveau de diplôme, ou encore le niveau d'occupation des répondants.

3.3 Les principales préoccupations nationales

**- Le chômage reste en tête des principales préoccupations
des Européens pour leur pays -**

QA7a. A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?



Invités à choisir parmi une liste de sujets les deux problèmes les plus importants auxquels leur pays³² doit faire face actuellement³³, les Européens continuent de placer en tête le chômage à 48%, suivi de la situation économique (40%). On notera que si la situation économique est toujours autant citée qu'à l'automne 2009, le chômage l'est un peu moins (-3 points).

³² Les préoccupations personnelles des Européens sont traitées au chapitre 1.4.

³³ QA7a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?

La hausse des prix arrive en troisième position (20%, +1), passant devant l'insécurité, moins citée qu'il y a 6 mois (16%, -3).

Les thématiques sociales sont également jugées préoccupantes par une part légèrement croissante de répondants : le système de santé est cité par 15% des Européens (+1), juste devant les retraites (11%, +2).

L'immigration (9%, =), les impôts (9%, +1) et le système éducatif (8%, +1) sont cités par près d'un Européen sur dix. Plus en retrait, on trouve le logement (4%, -1), et le terrorisme (4%, =). L'environnement n'est cité que par 4% des Européens (=), et l'énergie 3% (=). Enfin, la défense et la politique étrangère ne sont cités comme un problème pour leur pays que par 1% des Européens (-1).

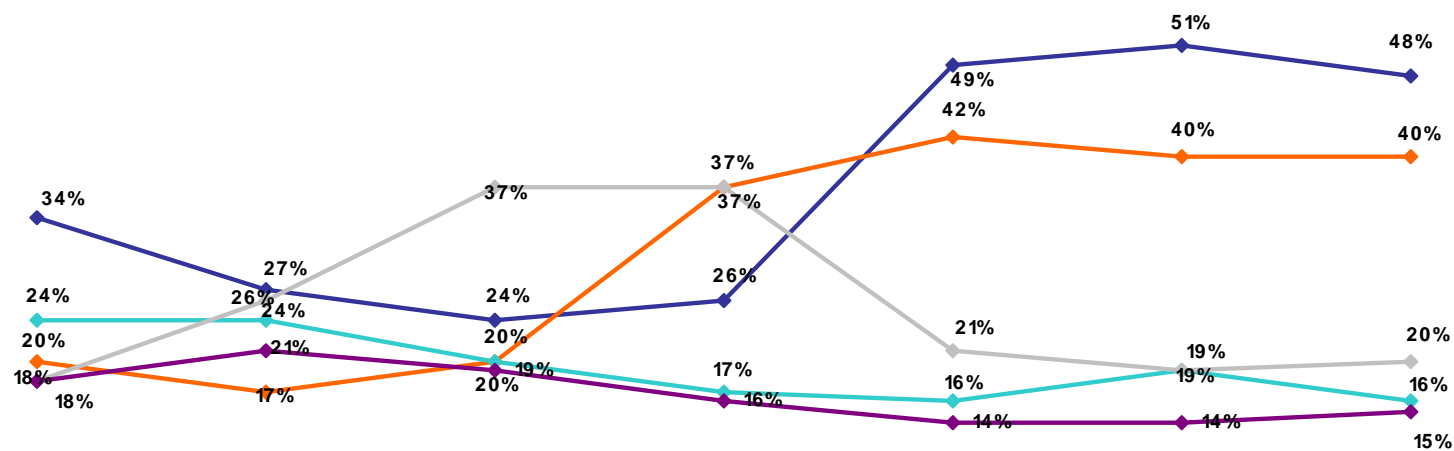
Les préoccupations des Européens pour leur pays ont donc a priori peu évolué depuis l'automne 2009, mais il est intéressant d'étudier ces évolutions sur le plus long terme. La baisse de la proportion de répondants qui citent le chômage, précédemment évoquée, marque peut-être le début d'un mouvement de plus long terme de retour à l'optimisme. Ce mouvement est aujourd'hui très timide, mais peut être analysé en parallèle avec le léger tassement des pronostics pessimistes sur l'évolution de l'emploi dans l'année à venir. Le chômage reste malgré tout la préoccupation n°1 et ce depuis le printemps 2009 et l'EB71, réalisé quelques mois après l'éclatement de la crise financière et économique. L'accroissement du pessimisme quant à l'évolution des économies mondiale, européenne et nationale, constaté précédemment dans ce rapport explique que la situation économique reste une préoccupation nationale fortement citée. En tête des préoccupations entre 2007 et 2008, la hausse des prix reste également un sujet important, mais moins préoccupant aujourd'hui que les deux premiers items cités.

La courbe page suivante montre les évolutions des cinq principaux items depuis l'EB67, réalisé au printemps 2007.

La situation économique et le chômage sont cités dans des proportions assez identiques dans les pays UE15 et les pays NEM12. On note cependant des différences quant à la hausse des prix, davantage citée dans les NEM12 (25% pour 19% dans les pays UE15), de même que le système de santé (25% pour 13%) et dans une moindre mesure les retraites (15%, pour 10%). A l'inverse, les pays UE15 citent davantage l'insécurité (17% pour 13% dans les pays NEM12) et l'immigration (11% pour 2%).

QA7a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ? (MAX. 2 REPONSES) - % UE

◆ Le chômage ◆ La situation économique ◆ L'insécurité ◆ La hausse des prix/ l'inflation ◆ Le système de santé



Pr. 2007	Aut. 2007	Pr. 2008	Aut. 2008	Pr. 2009	Aut. 2009	Pr. 2010
EB67	EB68	EB69	EB 70	EB71	EB72	EB73

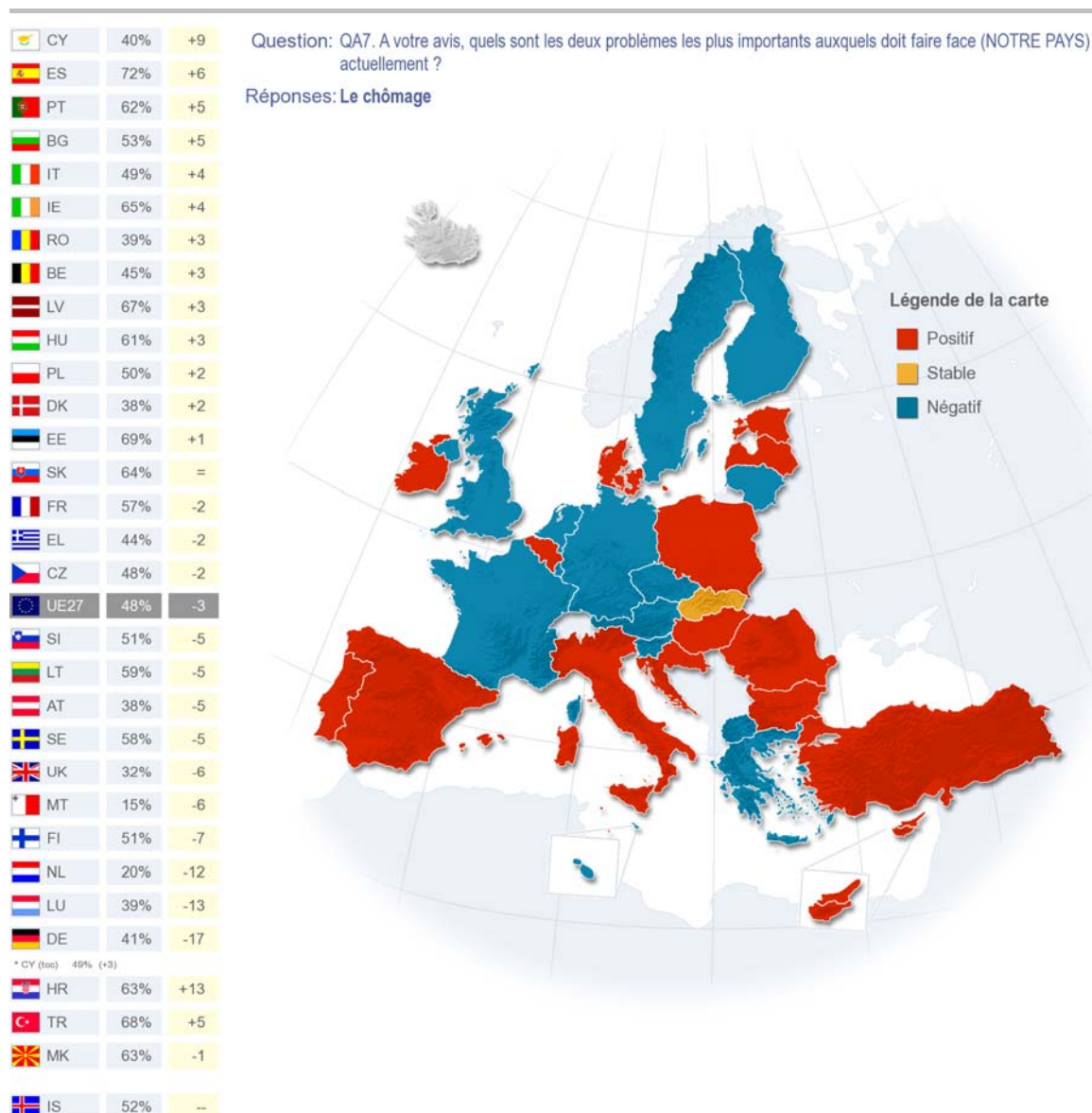
QA7 A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)

		Le chômage	La situation économique	La hausse des prix\ l'inflation	L'insécurité	Le système de santé	Les retraites\ les pensions	Les impôts	L'immigration	Le système éducatif	Le terrorisme	Le logement	L'environnement	L'énergie	La défense\ la politique étrangère
UE27		48%	40%	20%	16%	15%	11%	9%	9%	8%	4%	4%	4%	3%	1%
UE15		48%	41%	19%	17%	13%	10%	9%	11%	9%	4%	4%	4%	3%	1%
NEM12		50%	39%	25%	13%	25%	15%	7%	2%	4%	1%	4%	2%	3%	2%
BE		45%	35%	20%	19%	3%	20%	12%	16%	3%	3%	5%	4%	5%	1%
BG		53%	52%	22%	25%	19%	10%	3%	1%	3%	1%	0%	2%	2%	0%
CZ		48%	51%	20%	10%	16%	20%	6%	3%	3%	2%	4%	2%	3%	0%
DK		38%	53%	3%	19%	31%	4%	4%	10%	16%	3%	1%	9%	2%	3%
DE		41%	41%	27%	10%	23%	9%	11%	5%	18%	2%	0%	2%	5%	2%
EE		69%	48%	21%	13%	11%	7%	8%	1%	7%	0%	1%	1%	4%	1%
IE		65%	44%	11%	27%	24%	3%	6%	4%	5%	0%	3%	2%	1%	0%
EL		44%	72%	25%	19%	5%	7%	11%	3%	4%	2%	0%	1%	0%	0%
ES		72%	51%	10%	13%	2%	6%	7%	8%	4%	11%	6%	2%	1%	0%
FR		57%	31%	17%	20%	10%	25%	5%	6%	8%	2%	9%	6%	2%	0%
IT		49%	41%	26%	16%	6%	5%	14%	12%	5%	5%	2%	4%	2%	2%
CY		40%	48%	24%	33%	5%	2%	4%	12%	3%	1%	2%	2%	1%	1%
LV		67%	49%	9%	12%	16%	8%	18%	5%	6%	0%	1%	0%	1%	0%
LT		59%	41%	28%	14%	9%	9%	19%	6%	2%	0%	1%	0%	6%	-
LU		39%	34%	28%	12%	4%	12%	13%	5%	8%	1%	18%	3%	3%	2%
HU		61%	45%	29%	17%	14%	10%	4%	1%	3%	1%	3%	1%	4%	1%
MT		15%	28%	34%	6%	12%	4%	6%	24%	3%	0%	3%	12%	42%	-
NL		20%	54%	9%	24%	28%	9%	5%	10%	14%	5%	3%	7%	2%	3%
AT		38%	39%	35%	18%	8%	8%	10%	14%	9%	3%	1%	5%	2%	2%
PL		50%	24%	27%	7%	40%	15%	5%	1%	3%	1%	5%	2%	4%	3%
PT		62%	42%	31%	10%	9%	8%	17%	1%	2%	2%	2%	0%	0%	1%
RO		39%	47%	26%	16%	19%	17%	10%	1%	7%	1%	4%	2%	0%	1%
SI		51%	49%	20%	13%	10%	18%	7%	1%	4%	0%	4%	2%	1%	6%
SK		64%	39%	22%	17%	17%	13%	5%	1%	3%	1%	4%	3%	1%	2%
FI		51%	25%	12%	12%	31%	14%	8%	16%	3%	0%	2%	8%	8%	1%
SE		58%	26%	3%	14%	29%	6%	6%	9%	16%	1%	3%	19%	7%	1%
UK		32%	38%	13%	28%	11%	6%	9%	28%	7%	6%	6%	4%	3%	2%
CY(tcc)		49%	38%	18%	19%	10%	4%	8%	3%	10%	3%	1%	4%	1%	-
HR		63%	42%	17%	48%	4%	7%	5%	0%	3%	1%	2%	0%	1%	0%
TR		68%	31%	12%	9%	3%	3%	4%	3%	5%	49%	0%	0%	1%	1%
MK		63%	46%	14%	28%	13%	3%	6%	3%	2%	3%	1%	1%	2%	3%
IS		52%	66%	14%	9%	19%	5%	7%	2%	7%	0%	8%	4%	3%	1%
Pourcentage le plus élevé par pays						Pourcentage le plus bas par pays									
Pourcentage le plus élevé par item						Pourcentage le plus bas par item									

Le chômage reste en tête des préoccupations nationales dans 18 des 27 Etats membres. Les plus inquiets se révèlent être les Espagnols (72%), les Estoniens (69%), les Lettons (67%) et les Irlandais (65%).

Deux pays font exception en Europe en ne plaçant le chômage qu'en 4^{ème} et 5^{ème} position des préoccupations pour leur pays : les Pays-Bas (20%) et Malte (15%).

La proportion de répondants qui citent le chômage a en moyenne perdu 3 points sur l'ensemble de l'Union européenne. Cette baisse de la préoccupation pour le chômage est en réalité particulièrement marquée en Allemagne (41%, -17 points), au Luxembourg (39%, -13) et aux Pays-Bas (20%, -12), pays dans lesquels les jugements sur la situation de l'emploi se sont améliorés par rapport à l'automne 2009. Le chômage est cependant une préoccupation en hausse dans plusieurs pays et notamment à Chypre (40%, +9), en Espagne (72%, +6), au Portugal (62%, +5) et en Bulgarie (53%, +5), alors même que les pronostics des Bulgares pour l'évolution de l'emploi dans le pays dans l'année à venir se voulaient plus optimistes.



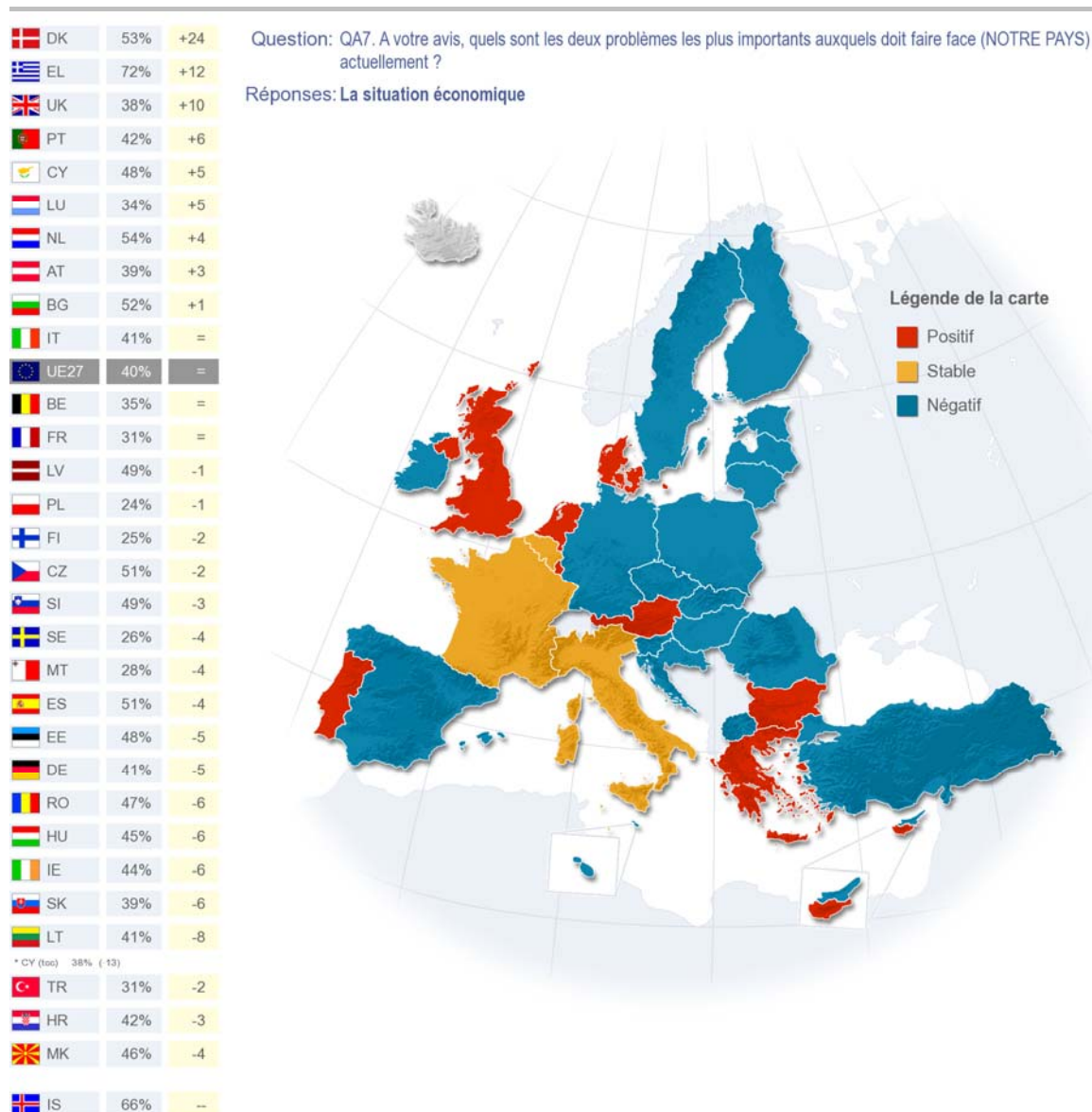
Diff. EB73 Pr. 2010 – EB72 Aut. 2009

La situation économique est au premier rang des préoccupations nationales dans neuf des vingt-sept Etats membres. Il s'agit d'un sujet d'inquiétude fort dans des pays jugeant que leur économie est moins performante que la moyenne des Etats membres, mais également dans des Etats jugeant pour l'heure être « mieux lotis », mais témoignant des inquiétudes pour l'avenir.

Ainsi, la situation économique est perçue comme un problème de premier plan en Grèce (72%), mais aussi aux Pays-Bas (54%) et au Danemark (53%).

La proportion de répondants qui la citent progresse sensiblement dans ces pays (+24 points au Danemark, +12 en Grèce), de même qu'au Royaume-Uni (38%, +10) ou au Portugal (42%, +6).

Tout en restant à des niveaux de citations élevés, et au dessus de la moyenne européenne, la préoccupation pour la situation économique recule sensiblement en Lituanie (41%, -8), en Irlande (44%, -6) en Hongrie (45%, -6) et en Roumanie (47%, -6). Les moins inquiets sont les Suédois (26%), les Finlandais (25%), les Polonais (24%).



Diff. EB73 Pr. 2010 – EB72 Aut. 2009

Probablement du fait d'un recul de la préoccupation pour l'insécurité, **la hausse des prix** reprend seule le troisième rang des préoccupations nationales citées par les Européens. Derrière une apparente stabilité de l'inquiétude (+1 point en moyenne dans l'UE27) se cachent des évolutions fortes dans certains pays.

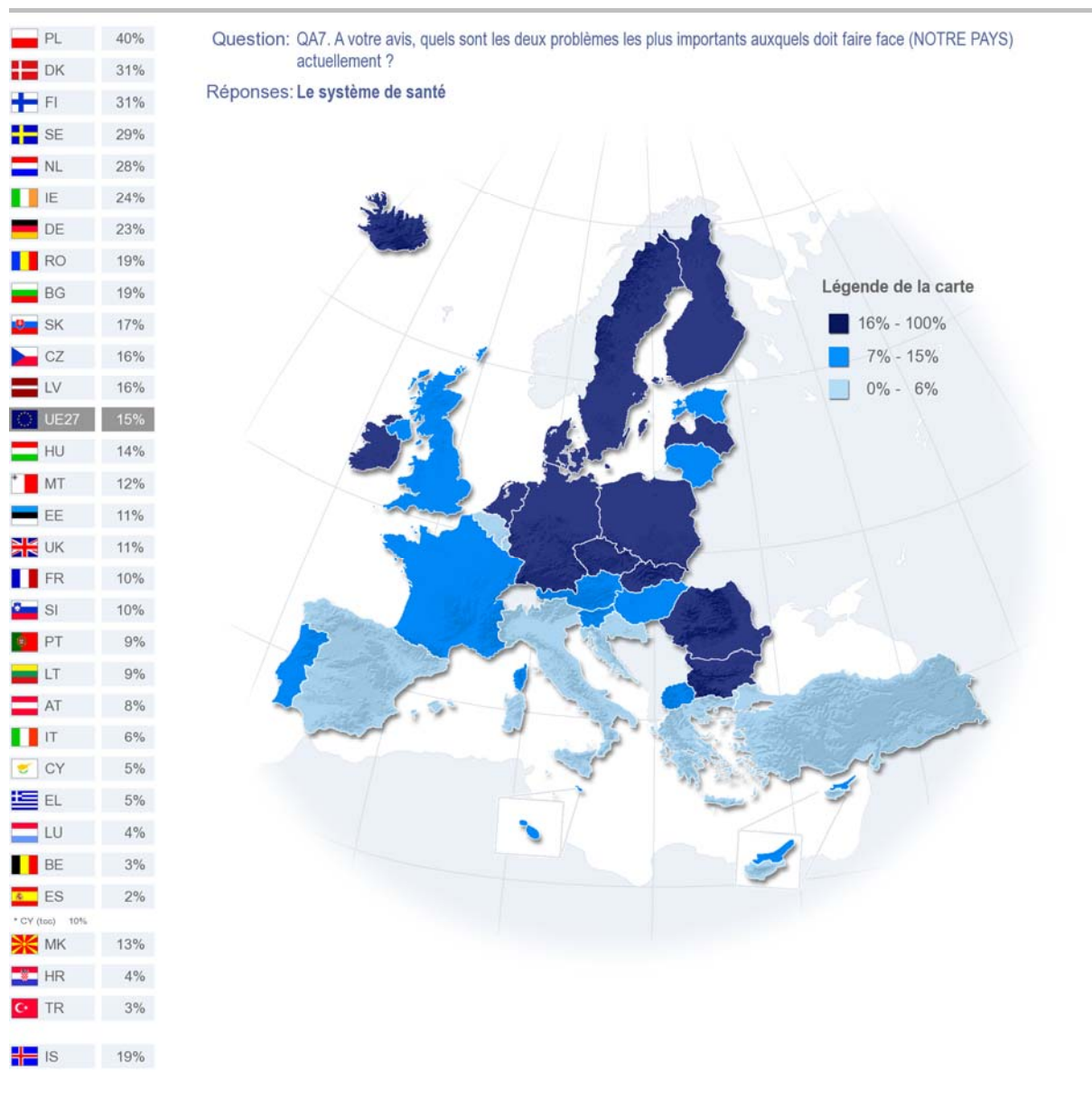
Les pays les plus préoccupés par la hausse des prix sont l'Autriche (35%), Malte (34%), le Portugal (31%), la Hongrie (29%), le Luxembourg et la Lituanie (28% dans les deux cas). Le sujet progresse même chez certains d'entre eux (+7 points en Autriche, +9 en Lituanie). Mais la préoccupation pour l'inflation augmente aussi sensiblement en Allemagne (+11, à 27%) et en Estonie (+11, à 21%).

On notera que les pays dans lesquels l'inflation apparaît le moins comme un sujet de préoccupation sont la Suède et le Danemark (3% chacun), les Pays-Bas et la Lettonie (9% chacun), mais aussi l'Espagne (10%). Tout en restant d'un niveau élevé, la préoccupation pour l'inflation recule elle assez nettement en Roumanie (26%, -13).

L'insécurité est une préoccupation forte à Chypre (33%), au Royaume-Uni (28%), en Irlande (27%), en Bulgarie (25%) et aux Pays-Bas (24%). Elle est à l'inverse citée par moins de 10% des répondants en Pologne (7%) et à Malte (6%).

On note une baisse sensible de la proportion de répondants qui citent ce sujet au Danemark (-20 points), en Bulgarie, au Royaume-Uni et au Portugal (-8 points dans les trois pays).

Le système de santé, désormais au cinquième rang des préoccupations nationales des Européens juste derrière l'insécurité, est particulièrement cité en Pologne (40%). Il est également considéré comme un problème important dans les pays situés au Nord de l'Europe : 31% en Finlande et au Danemark, 29% en Suède, 28% aux Pays-Bas. Il progresse d'ailleurs au Danemark (+7). Le sujet prend également plus d'ampleur en Bulgarie (19%, +5) et en Roumanie (19%, +6). Les pays dans lesquels le système de santé apparaît le moins comme un sujet de préoccupation important sont la Belgique (3%), et l'Espagne (2%).



Les retraites constituent un sujet de préoccupation en hausse, particulièrement dans les pays se disant les plus préoccupés par le sujet : c'est le cas en France (25%, +11), du fait du contexte de lancement d'une nouvelle réforme du système, mais aussi en République Tchèque (20%, +6), en Slovénie (18%, +8) et en Roumanie (17%, +8). Les Belges se disent également plus préoccupés que la moyenne européenne sur ce sujet (20%, +2).

Les pays les plus préoccupés par **les impôts** sont souvent ceux qui s'inquiètent le plus de la hausse des prix : 19%, +3 en Lituanie, 17%, +7 au Portugal, 13%, +9 au Luxembourg. La Lettonie fait également partie des pays qui citent davantage les impôts comme un problème pour le pays (18%, +7).

L'immigration reste un sujet avant tout cité par les Britanniques (28%, -1), ainsi que les Maltais, malgré un net recul en 6 mois (24%, -10). On notera par ailleurs que le sujet progresse en Finlande (16%, +5).

Le système éducatif constitue une préoccupation forte en Allemagne (18%, +4), au Danemark (16%, +2), en Suède (16%, =) et aux Pays-Bas (14%, +3). L'Espagne continue de se démarquer de ses voisins européens par une préoccupation forte pour **le terrorisme** (11%, -1, alors que dans 23 des 27 Etats membres, les citations ne dépassent pas les 3%). **Le logement** est quant à lui particulièrement cité par les Luxembourgeois (18%, -3) et les Français (9%, -1).

L'environnement est davantage cité par la Suède (19%, -1), Malte (12%, +4), le Danemark, malgré un net recul (9%, -7) et la Finlande (8%, +1). Ces pays témoignent également pour la plupart une préoccupation plus forte que la moyenne pour les **questions énergétiques**. Mais c'est surtout le cas à Malte, où l'énergie devient le premier problème cité pour le pays à 42% (+18)³⁴.

S'agissant des pays candidats, les enjeux économiques occupent également le premier plan des préoccupations nationales. On note simplement une hausse sensible de la préoccupation pour le chômage en Croatie (63%, +13) et un recul sensible de la proportion de répondants qui citent l'insécurité (48%, -11), le maintien d'une inquiétude forte face au terrorisme en Turquie (49%, +2) et la progression du nombre de personnes qui citent le système de santé dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (13%, +8).

En Islande, les sujets économiques dominent également, avec des taux de citations très élevés pour la situation économique (66%) et le chômage (52%), mais en dessous de la moyenne s'agissant de la hausse des prix (14%). Le système de santé est d'ailleurs davantage cité (19%), occupant le 3^{ème} rang des préoccupations des Islandais.



L'analyse sociodémographique fait apparaître des écarts au niveau des réponses selon le profil des répondants. Les 55 ans et plus ont ainsi plus tendance que la moyenne à citer parmi les principaux problèmes de leur pays l'insécurité (21% pour 16% en moyenne), le système de santé (18% pour 15% en moyenne) et les retraites (15%, pour 11% en moyenne). Les 15-24 ans citent davantage le chômage (53%, pour 48% en moyenne) et le système éducatif (12% pour 8% en moyenne).

Le chômage est, en toute logique, très fortement cité par les chômeurs (68%, pour 51% chez les ouvriers, 46% chez les employés et 44% chez les cadres). Les répondants disant avoir « la plupart du temps » des difficultés à payer leurs factures témoignent une préoccupation plus forte que la moyenne pour la hausse des prix (27% pour 20% en moyenne), mais aussi pour le chômage (55%).

Les sympathisants de gauche citent davantage le chômage que les sympathisants de droite (50% pour 44% chez les sympathisants de droite), ainsi que le système éducatif (11%, pour 7% à droite). Les proportions sont à l'inverse plus élevées à droite en ce qui concerne l'insécurité (18% pour 14% à gauche) et l'immigration (12% pour 7% à gauche).

³⁴ Sans doute du fait du contexte de la hausse des prix de l'énergie

QA7a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)

	Le chômage	La situation économique	La hausse des prix \ l'inflation	L'insécurité	Le système de santé	Les retraites \ les pensions	Les impôts	L'immigration	Le système éducatif	Le terrorisme	Le logement	L'environnement	L'énergie	La défense \ la politique étrangère
UE27	48%	40%	20%	16%	15%	11%	9%	9%	8%	4%	4%	4%	3%	1%
Age														
 15-24	53%	38%	18%	15%	10%	10%	9%	9%	12%	3%	6%	5%	3%	1%
25-39	50%	44%	22%	13%	14%	8%	10%	8%	9%	3%	5%	4%	3%	1%
40-54	48%	45%	21%	14%	16%	9%	10%	9%	7%	3%	4%	3%	3%	2%
55 +	44%	36%	19%	21%	18%	15%	7%	10%	6%	4%	3%	3%	3%	1%
Echelle d'occupation du répondant														
 Indépendants	43%	50%	22%	11%	16%	6%	13%	8%	6%	4%	3%	4%	4%	2%
Cadres directeurs	44%	47%	17%	10%	19%	9%	9%	9%	14%	2%	4%	5%	3%	2%
Autres employés	46%	47%	21%	13%	16%	9%	10%	9%	7%	3%	4%	3%	3%	1%
Ouvriers	51%	38%	23%	17%	14%	10%	10%	9%	6%	3%	5%	3%	3%	1%
Femmes- hommes au foyer	50%	40%	25%	19%	12%	9%	9%	8%	6%	3%	5%	3%	2%	2%
Chômeurs	68%	40%	20%	16%	9%	6%	7%	8%	4%	5%	5%	3%	2%	1%
Retraités	42%	34%	19%	22%	19%	17%	7%	10%	6%	4%	3%	3%	3%	2%
Etudiants	49%	42%	15%	13%	12%	11%	8%	9%	16%	3%	4%	6%	4%	1%
Echelle Gauche-Droite														
(1-4) Gauche	50%	42%	18%	14%	16%	12%	8%	7%	11%	3%	5%	5%	3%	2%
(5-6) Centre	48%	41%	20%	17%	16%	11%	9%	9%	8%	4%	3%	3%	3%	1%
(7-10) Droite	44%	39%	19%	18%	17%	11%	10%	12%	7%	4%	4%	3%	3%	2%
Difficultés à payer ses factures														
La plupart du temps	55%	40%	27%	15%	10%	11%	9%	7%	4%	4%	6%	1%	1%	1%
De temps en temps	51%	41%	25%	16%	12%	10%	10%	8%	5%	3%	4%	3%	2%	1%
Pratiquement jamais	45%	40%	17%	17%	18%	11%	8%	10%	10%	4%	4%	4%	3%	2%

Comparaison préoccupations nationales / préoccupations personnelles

La comparaison entre les sujets de préoccupation cités pour le pays et pour soi-même illustre :

- la prédominance des sujets économiques, que ce soit au niveau national ou personnel.
- parmi eux, une attention *personnelle* particulière accordée au pouvoir d'achat : la hausse des prix est la première préoccupation personnelle, et les impôts sont également bien plus cités comme inquiétude *personnelle* que comme préoccupation *nationale*
- une forte inquiétude au niveau personnel en matière de santé et de retraites, alors que l'insécurité et l'immigration deviennent des préoccupations secondaires. Santé et retraite, comme la hausse des prix, affectent en effet directement la vie quotidienne, et plus encore, la situation financière des citoyens européens.

COMPARAISON PROBLEMES NATIONAUX / PERSONNELS

	Problèmes nationaux	Problèmes personnels
Le chômage	48%	21%
La situation économique	40%	25%
La hausse des prix\ l'inflation	20%	38%
L'insécurité	16%	8%
Le système de santé	15%	18%
Les retraites\ les pensions	11%	16%
Les impôts	9%	14%
L'immigration	9%	3%
Le système éducatif	8%	10%
Le terrorisme	4%	1%
Le logement	4%	6%
L'environnement	4%	5%
L'énergie	3%	6%
La défense\ la politique étrangère	1%	1%

4. LES ASPECTS POLITIQUES

4.1 L'intérêt pour la politique

Pour la première fois dans l'Eurobaromètre, un indice d'intérêt pour la politique a été créé. Dans cette partie, cet indice est analysé dans le détail ; il servira également, dans le reste du rapport, à apporter un éclairage supplémentaire sur les résultats de cette vague Eurobaromètre. La question suivante « *Quand vous vous retrouvez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais ... ?* » est posée aux personnes interrogées sur trois dimensions :

- les sujets de politique locale
- les sujets de politique nationale
- les sujets de politique européenne

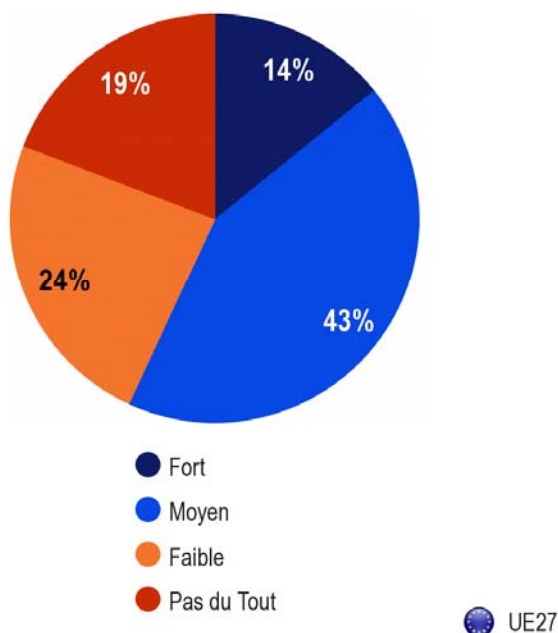
Un indice est alors établi à partir des réponses relatives à chacune de ces trois dimensions et permet de classer les répondants en quatre groupes³⁵ :

- ceux qui s'intéressent **fortement** à la politique
- ceux qui s'y intéressent **moyennement**
- ceux qui s'y intéressent **faiblement**
- ceux qui ne s'intéressent **pas du tout** à la politique

Le graphique ci-dessous présente la répartition de notre échantillon selon cet indice :

³⁵ A chaque réponse est attribuée un score : « Jamais » = 0 ; « Occasionnellement » = 1 ; « Souvent » = 2. Un indice est ensuite construit en faisant la somme de ces trois dimensions (locale, nationale, européenne). Chaque groupe correspond à un niveau d'indice différent : « ne s'intéresse pas du tout à la politique » = 0 ; « faiblement » = 1 à 2 ; « moyennement » = 3 à 4 ; « fortement » = 5 à 6.

C2. Indice d'intérêt pour la politique



Dans l'ensemble de l'Union européenne, le groupe majoritaire est celui qui s'intéresse « moyennement » à la politique (43%). Ceux qui déclarent y être particulièrement attentifs (intérêt « fort ») représentent 14% des répondants. Près d'un quart des Européens disent s'intéresser « faiblement » à la politique (24%) et 19% « pas du tout ». Au final, plus d'un répondant sur deux déclare s'intéresser, fortement ou moyennement, à la politique.

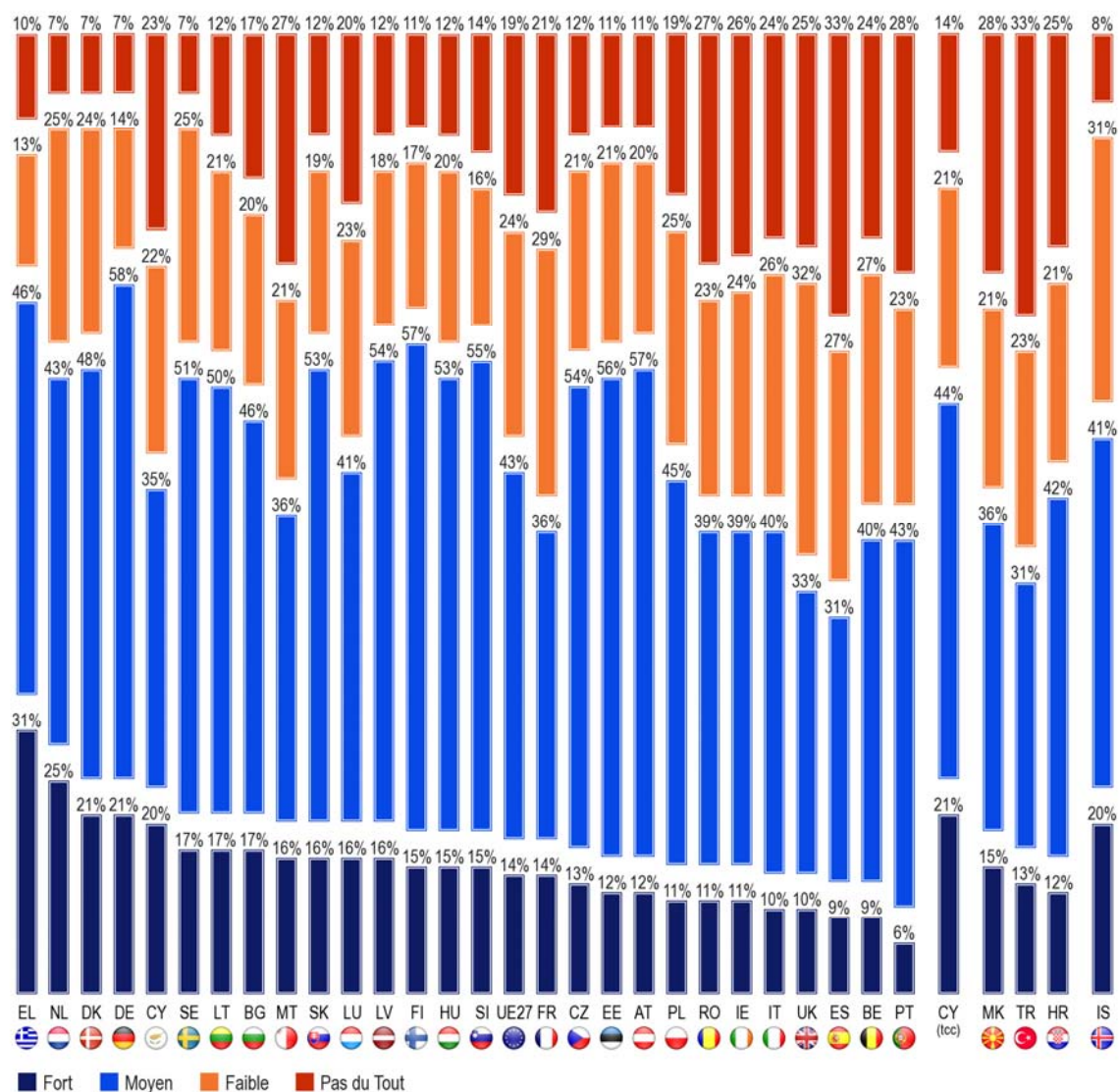
L'analyse des résultats par pays montre des différences assez peu marquées entre les différents Etats membres : la proportion de répondants affichant un fort intérêt pour la politique est plus marquée en Grèce (31%), aux Pays-Bas (25%), au Danemark (21%), en Allemagne (21%) et à Chypre (20%).

A l'inverse, elle oscille autour de 10% dans de nombreux pays européens, et dans certains d'entre eux, l'absence d'intérêt pour la politique touche plus d'un quart des répondants : en Espagne (33% des répondants ne s'intéressent pas du tout à la politique), au Portugal (28%), en Roumanie (27%), en Irlande (26%), au Royaume Uni (25%).

Dans les pays candidats, la part de répondants ne s'intéressant pas du tout à la politique est un peu plus élevée que dans la moyenne des Etats membres : 25% en Croatie, 28% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et 33% en Turquie.

En Islande, les répondants témoignent un intérêt politique plus élevé que dans la moyenne des Etats membres (20% s'intéressent fortement à la politique, 41% moyennement, 31% faiblement, et seulement 8% pas du tout).

C2. Indice d'intérêt pour la politique







Profil sociodémographiques des différents groupes :

De manière transversale, ces groupes ont des profils sociodémographiques qui présentent quelques particularités, et notamment les groupes situés aux deux extrêmes de l'échelle : ceux qui disent s'intéresser fortement à la politique, et ceux qui au contraire ne s'y intéressent pas du tout :

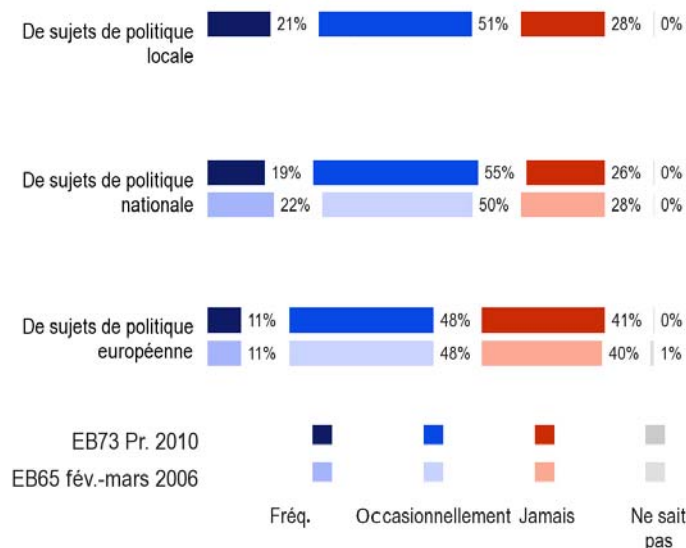
- Le groupe des Européens qui affiche un « **fort intérêt** » pour la politique a pour caractéristique d'être plus masculin que l'ensemble de notre échantillon (57% d'hommes pour 43% de femmes). Il est également plutôt âgé (44% de 55 ans et plus, alors qu'à l'inverse c'est le cas de 8% seulement de 15-24 ans). Près d'un tiers des personnes particulièrement attentives à la politique sont d'ailleurs des retraités (31%) ; les proportions de cadres (15%) et d'ouvriers (16%) sont identiques. Elles sont aussi plus diplômées (38% ont étudié jusqu'à l'âge de 20 ans et au delà, et 15% seulement se sont arrêtées avant l'âge de 16 ans). On notera également que 70% d'entre elles disent n'avoir « pratiquement jamais » de difficultés à payer leurs factures. Assez logiquement, une forte proportion (67%) dit comprendre le fonctionnement de l'Union européenne. Les répondants ont également une image majoritairement positive de l'Union européenne (49%, contre 23% négative) et une vision plutôt optimiste du futur de l'UE (62% contre 36% de pessimistes). Enfin, plus d'un tiers de ces répondants affichant un fort intérêt pour la politique se disent proches de la gauche (35%), pour un quart qui se déclarent proches de la droite (25%) et 29% du centre.
- Parmi les Européens qui ne s'intéressant **pas du tout** à la politique, on trouve une majorité de femmes (60%, contre 40% d'hommes) et de personnes ayant arrêté leurs études avant l'âge de 20 ans (70%). Le profil en termes d'âge est plutôt équilibré : une courte majorité a plus de 40 ans (55%, contre 45% de moins de 40 ans). On y retrouve une proportion plus forte d'ouvriers (22%), de chômeurs (12%) et de personnes au foyer (11%), alors que les cadres ne sont représentés qu'à hauteur de 4%. Près d'un répondant sur deux a par ailleurs la plupart du temps ou de temps en temps des difficultés à payer ses factures (46%). Près des deux tiers disent ne pas comprendre le fonctionnement de l'UE (65%). Enfin, ceux qui ont une image positive de l'UE sont un peu plus nombreux (30%) que ceux qui en ont une image négative (22%), mais une majorité (43%) dit plutôt en avoir une image neutre. En outre, l'optimisme pour l'avenir de l'UE l'emporte d'assez peu sur le pessimisme (47%/41%). Enfin, assez logiquement, plus d'un tiers de ces répondants n'étant pas du tout intéressés par la politique ne déclarent pas de sympathie partisane (35%), mais 31% d'entre eux se disent proches du centre, 18% de la gauche et 16% de la droite.

C2 Indice d'intérêt pour la politique

	Fort	Moyen	Faible	Pas du Tout
UE27	14%	43%	24%	19%
Sexe du répondant				
 Homme	16%	46%	22%	16%
Femme	12%	41%	25%	22%
Age				
 15-24	7%	36%	29%	28%
25-39	11%	45%	26%	18%
40-54	15%	48%	22%	15%
55 +	18%	42%	21%	19%
Age de fin d'études				
 15-	9%	36%	26%	29%
16-19	13%	45%	25%	17%
20+	21%	49%	20%	10%
Toujours étudiant	9%	39%	28%	24%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	21%	47%	21%	11%
Cadres	21%	52%	20%	7%
Autres employés	12%	50%	22%	16%
Ouvriers	10%	43%	27%	20%
Hommes/ femmes au foyer	10%	35%	26%	29%
Chômeurs	9%	39%	26%	26%
Retraités	17%	41%	22%	20%
Etudiants	9%	39%	28%	24%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche	18%	45%	24%	13%
(5-6) Centre	12%	45%	25%	18%
(7-10) Droite	17%	47%	22%	14%
Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	11%	33%	26%	30%
De temps en temps	11%	43%	25%	21%
Pratiquement jamais	16%	45%	23%	16%
Image de l'UE				
Positif	16%	47%	23%	14%
Neutre	10%	42%	26%	22%
Négatif	16%	40%	23%	21%
Futur de l'UE				
Optimiste	15%	45%	24%	16%
Pessimiste	14%	42%	23%	21%
Comprend le fonctionnement de l'UE				
Plutôt d'accord	20%	50%	19%	11%
Plutôt pas d'accord	8%	37%	28%	27%

4.1.1 L'intérêt pour la politique locale

QA2. Quand vous vous retrouvez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais à propos ... ?



UE27

La politique locale est un sujet dont 21% des Européens discutent fréquemment avec leurs amis et leurs proches. Une majorité en parle « occasionnellement » (51%) et près de trois Européens sur dix « jamais » (28%)³⁶.

L'intérêt pour la politique locale est un peu plus marqué en Grèce (36%), en Allemagne (31%), au Danemark (28%), ainsi qu'en Bulgarie (26%), et à Chypre (26%). A l'inverse, plus d'un tiers des répondants dit ne jamais discuter des sujets de politique locale avec ses proches en Espagne (41%), au Royaume-Uni (37%), à Malte (35%), en France (34%), au Portugal et au Luxembourg (34%).





Dans les pays candidats, près d'un quart des habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine montrent un fort intérêt pour la politique locale (23%), pour 21% en Turquie et 18% en Croatie.

Les Islandais se situent de leur côté au dessus de la moyenne (26%). Mais ce sont surtout les membres de la communauté turque chypriote qui témoignent un intérêt particulier pour les sujets politiques locaux (40%).

³⁶ QA2.3 Quand vous vous retrouvez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais à propos ... ? (De sujets de politique locale)

L'analyse sociodémographique révèle certaines différences, notamment selon l'âge des personnes interrogées. Ainsi, les jeunes sont les moins nombreux à déclarer discuter fréquemment de sujets de politique locale interviewés (11%, pour 18% des 25-39 ans, 24% des 40-54 ans et 25% des 55 ans et plus). Les plus diplômés (26% de ceux ayant arrêté leurs études à 20 ans ou au-delà) et les catégories d'occupation supérieures (28% des indépendants et 25% des cadres) abordent également plus fréquemment ce sujet lors de leurs conversations que ceux qui ont quitté l'école avant 16 ans (18%), les personnes au foyer (16%), les chômeurs (17%) et les ouvriers (18%). Le fait d'avoir des difficultés à payer ses factures est lui aussi discriminant : 38% de ceux qui sont la plupart du temps dans cette situation ne discutent ainsi jamais de sujets de politique locale, pour 25% de ceux qui ne sont pratiquement jamais confrontés à ce type de difficulté.

QA2.3 Quand vous vous retrouvez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais à propos ... ?
De sujets de politique locale

	Fréquemment	Occasionnellement	Jamais	Ne sait pas
UE27	21%	51%	28%	0%
Sexe du répondant				
 Homme	23%	51%	26%	0%
Femme	18%	52%	30%	0%
Age				
 15-24	11%	48%	41%	0%
25-39	18%	53%	29%	0%
40-54	24%	53%	23%	0%
55 +	25%	50%	25%	0%
Age de fin d'études				
 15-	18%	47%	35%	0%
16-19	21%	53%	26%	0%
20+	26%	54%	20%	0%
Toujours étudiant	13%	49%	37%	1%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	28%	53%	19%	0%
Cadres	25%	57%	18%	0%
Autres employés	19%	56%	25%	0%
Ouvriers	18%	51%	30%	1%
Hommes/ femmes au foyer	16%	50%	34%	0%
Chômeurs	17%	46%	37%	0%
Retraités	25%	50%	25%	0%
Etudiants	13%	49%	37%	1%
Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	18%	44%	38%	0%
De temps en temps	18%	53%	29%	0%
Pratiquement jamais	23%	52%	25%	0%

4.1.2 L'intérêt pour la politique nationale

Les Européens parlent un peu moins fréquemment de politique nationale que de politique locale avec leurs proches (19%). Une majorité en parle « occasionnellement » (55%) et un peu plus d'un quart « jamais » (26%)³⁷. A titre de rappel, dans l'Eurobaromètre 65.1 réalisé en février-mars 2006 auprès des 25 Etats membres de l'époque³⁸, la proportion de répondants disant parler « fréquemment » de politique nationale était légèrement plus élevée (22%, pour 50% « occasionnellement » et 28% « jamais »).

Les plus attentifs aux questions de politique nationale sont les Néerlandais (39% en parlent « fréquemment » avec leurs proches), les Grecs (35%), les Danois (29%), les Allemands (27%) et les Lituanais (26%).

Les pays dans lesquels le désintérêt est le plus marqué sont l'Espagne (43% n'en parlent « jamais »), le Portugal (37%), la Belgique (33%), l'Italie (33%), le Luxembourg (33%) et Malte (33%).

Quelques évolutions marquantes par rapport à la mesure de l'EB65.1 en 2006 sont à souligner. La part de répondants disant discuter « fréquemment » ou « occasionnellement » de sujets de politique nationale avec leurs proches a progressé de 11 points au Portugal et de 10 points en Lettonie. On notera également une hausse de 7 points en Lituanie et de 5 points au Royaume-Uni. A l'inverse, l'intérêt pour la politique nationale a reculé en Slovaquie (-5 points).

Dans les pays candidats, la politique nationale est un sujet de discussion fréquent pour 19% des Turcs, 16% des habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et 14% des Croates.

En Islande, c'est le cas pour 38% des répondants : seuls les Pays-Bas ont un score plus élevé, avec 39% de personnes interrogées qui déclarent discuter fréquemment de sujets de politique nationale.

On peut noter que la part de ceux qui discutent fréquemment de politique nationale excède celle des répondants qui discutent fréquemment de politique locale dans huit pays : le Danemark, la France, la Slovénie, Malte, la Lituanie, la Suède, le Royaume-Uni, et les Pays-Bas.





On peut enfin ajouter l'Islande, où c'est également le cas.

On retrouve sur cette question les clivages sociodémographiques traditionnels en matière d'intérêt pour la politique. Les plus âgés (23% des 55 ans et plus) et les plus diplômés (29% de ceux ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au delà) parlent plus fréquemment de politique nationale. C'est également un sujet plus prisé des cadres (30% en parlent fréquemment) que des employés (16%) et ouvriers (15%). Même si les écarts sont faibles, on notera que les sympathisants de gauche disent parler plus fréquemment de politique nationale (26%) que ceux de droite (23%) ou du centre (17%).

³⁷ QA2.1 Quand vous vous retrouvez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais à propos ... ? (De sujets de politique nationale)

³⁸ Eurobaromètre spécial n° 251 : *Futur de l'Europe*

QA2.1 Quand vous vous retrouvez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais à propos ... ?
De sujets de politique nationale

	Fréquemment	Occasionnel- lement	Jamais	Ne sait pas
UE27	19%	55%	26%	0%
Sexe du répondant				
 Homme	23%	55%	22%	0%
Femme	16%	53%	31%	0%
Age				
 15-24	12%	51%	36%	1%
25-39	16%	59%	25%	0%
40-54	21%	57%	22%	0%
55 +	23%	50%	27%	0%
Age de fin d'études				
 15-	14%	47%	39%	0%
16-19	18%	58%	24%	0%
20+	29%	56%	15%	0%
Toujours étudiant	14%	54%	32%	0%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	28%	54%	18%	0%
Cadres	30%	60%	10%	0%
Autres employés	16%	63%	21%	0%
Ouvriers	15%	57%	28%	0%
Hommes/ femmes au foyer	13%	49%	38%	0%
Chômeurs	16%	51%	33%	0%
Retraités	22%	50%	28%	0%
Etudiants	14%	54%	32%	0%
Autopositionnement sur l'échelle sociale				
Bas (1-4)	16%	50%	34%	0%
Moyen (5-6)	19%	56%	25%	0%
Haut (7-10)	25%	55%	20%	0%

4.1.3 L'intérêt pour la politique européenne

La politique européenne apparaît à son tour comme un sujet dont les Européens parlent plutôt occasionnellement (48%). Il s'agit d'un sujet de discussion fréquent pour 11% d'entre eux, mais plus de quatre Européens sur dix n'en parlent « jamais » avec leurs proches (41%)³⁹. La politique européenne souffre un peu de la comparaison avec les sujets de politique locale ou nationale.

Il convient de noter que les proportions étaient identiques dans l'Eurobaromètre 65.1 réalisé en 2006 qui avait interrogé les 25 Etats membres de l'époque sur leur intérêt pour les questions européennes.

On notera que dans les pays UE15, la proportion de répondants disant parler « fréquemment » de politique européenne est un peu plus élevée que dans les pays NEM12 (11%, pour 9%), mais la part de ceux n'en parlant « jamais », l'est aussi, plus nettement d'ailleurs (42%, pour 37%). Au final, 53% dans les NEM12 parlent « occasionnellement » de politique européenne avec leurs proches, pour 47% dans l'UE15.

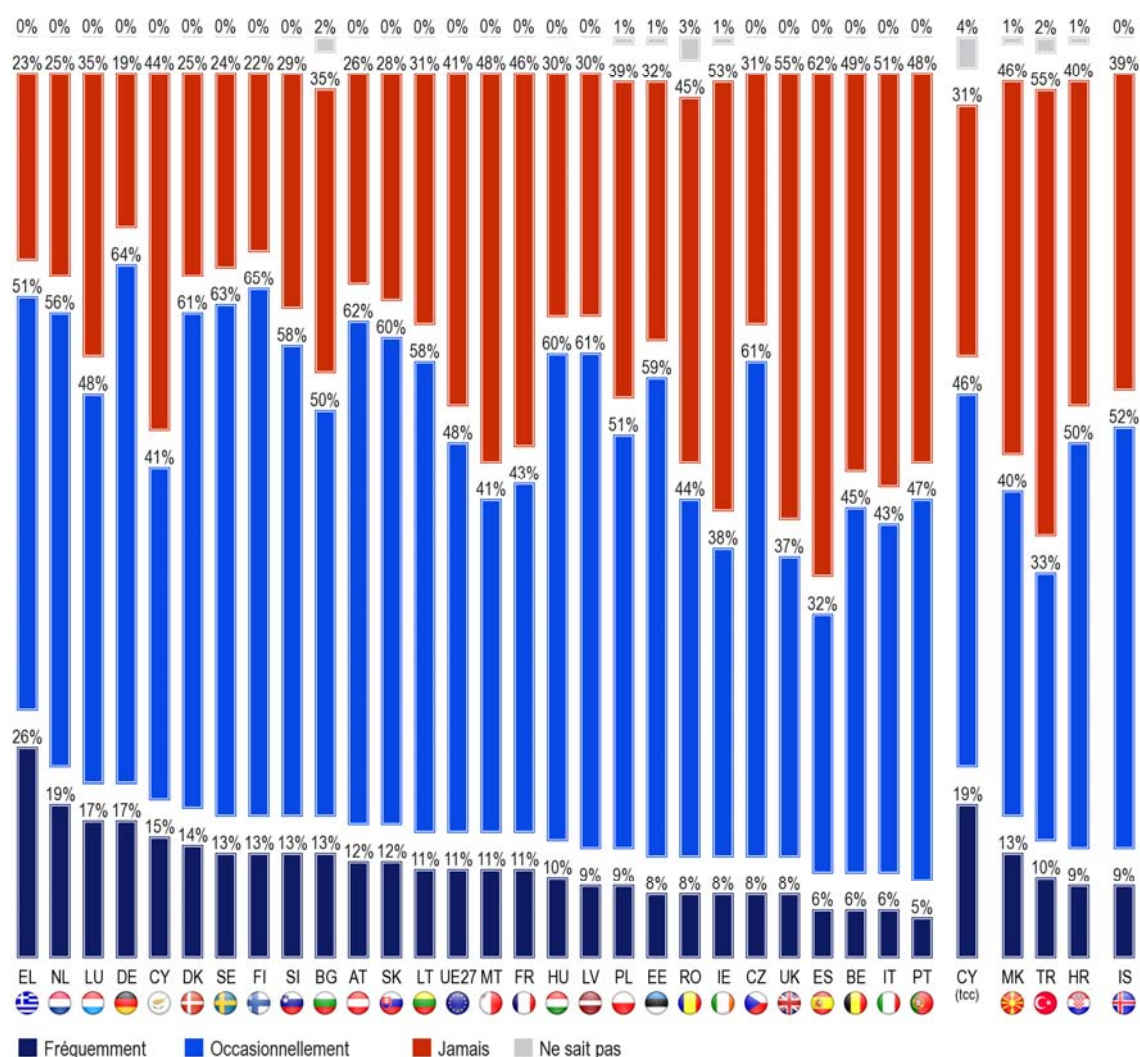
³⁹ QA2.2 Quand vous vous retrouvez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais à propos ... ? (De sujets de politique européenne)

Les citoyens européens parlant le plus fréquemment entre eux des questions européennes sont les Grecs (26%), les Néerlandais (19%), les Luxembourgeois (17%) et les Allemands (17%).

Mais la part de répondants disant ne « jamais » discuter de politique européenne est majoritaire dans plusieurs pays : l'Espagne (62%), le Royaume-Uni (55%), l'Irlande (53%) et l'Italie (51%). Elle est également forte en Belgique (49%), au Portugal (48%), en France (46%), en Roumanie (45%) et à Chypre (44%).

QA2.2. Quand vous vous retrouvez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais à propos ... ?

De sujets de politique européenne






L'intérêt pour les questions de politique européenne a sensiblement progressé en Grèce (+12 points en ce qui concerne les répondants qui disent en parler fréquemment ou occasionnellement, par rapport à l'EB65.1 de février-mars 2006), au Portugal (+11), en Finlande (+11) et en Lituanie (+10). Il a à l'inverse perdu quelques points au Luxembourg (-7 points), au Royaume-Uni (-6) et en Belgique (-5). Il faut noter que la part de ceux qui disent discuter fréquemment de politique européenne est systématiquement inférieure à celle de ceux qui discutent fréquemment de politique locale, ou nationale. L'Autriche fait cependant figure d'exception : 12% des répondants déclarent discuter fréquemment de sujets de politique européenne, soit la même proportion que ceux qui discutent fréquemment de politique nationale.

Dans les pays candidats, les répondants disant parler « fréquemment ou occasionnellement » de politique européenne sont majoritaires en Croatie (59%) et dans l'ancienne république yougoslave de Macédoine (53%). Ils sont minoritaires en Turquie (43%)

L'intérêt pour les questions politiques européennes est également marqué en Islande (61%) et dans la communauté turque chypriote (65%).

Les clivages sociodémographiques restent les mêmes que pour les niveaux locaux et nationaux. Les plus âgés (14% des 55 ans et plus) et les plus diplômés (17% de ceux ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au delà) parlent plus fréquemment de politique européenne. C'est également un sujet qui intéresse davantage les cadres et les indépendants (15% en parlent fréquemment) que les employés (9%) et ouvriers (8%) ou les étudiants (8%). Enfin, on notera que parmi les Européens qui ont une image négative de l'Union européenne, 13% parlent fréquemment de politique européenne avec leurs proches (soit une proportion identique à celle des répondants qui ont une image positive de l'UE), mais 43% n'en parlent « jamais » (contre 34% de ceux en ayant une image positive).

QA2.2 Quand vous vous retrouvez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais à propos ... ?
De sujets de politique européenne

	Fréquemment	Occasionnellement	Jamais	Ne sait pas
UE27	11%	48%	41%	0%
Age				
 15-24	7%	41%	51%	1%
25-39	8%	51%	41%	0%
40-54	11%	53%	35%	1%
55 +	14%	46%	40%	0%
Age de fin d'études				
 15-	7%	38%	55%	0%
16-19	10%	50%	40%	0%
20+	17%	56%	27%	0%
Toujours étudiant	8%	46%	46%	0%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	15%	54%	31%	0%
Cadres	15%	63%	22%	0%
Autres employés	9%	54%	37%	0%
Ouvriers	8%	48%	44%	0%
Hommes/ femmes au foyer	8%	36%	55%	1%
Chômeurs	7%	43%	50%	0%
Retraités	13%	46%	41%	0%
Etudiants	8%	46%	46%	0%
Image de l'UE				
Positive	13%	53%	34%	0%
Neutre	7%	47%	46%	0%
Négative	13%	44%	43%	0%
Indice de leadership d'opinion				
++	50%	46%	4%	0%
+	6%	56%	38%	0%
-	5%	54%	41%	0%
--	1%	32%	66%	1%

4.2 Construction d'un indice de "leadership d'opinion"

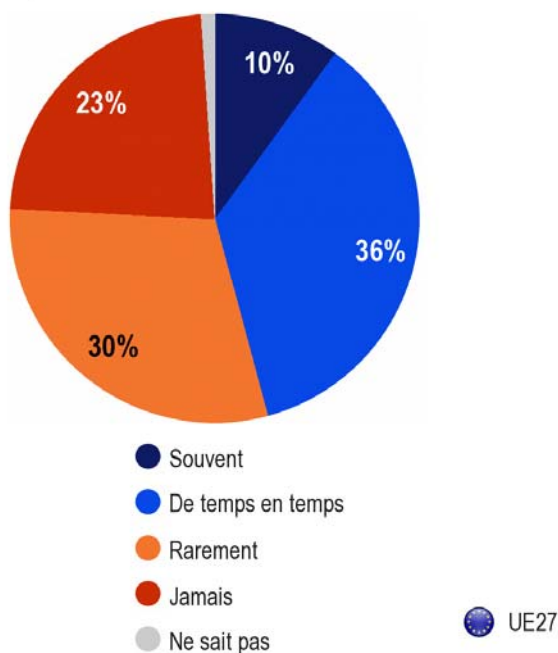
A partir du nouvel indice d'intérêt pour la politique - créé à partir de l'intérêt pour la politique locale, nationale et européenne -, nous avons ensuite établi un indice de leadership d'opinion. Pour cela, l'indice d'intérêt pour la politique a été croisé avec une question sur la faculté des personnes interrogées à convaincre leur entourage d'adopter une opinion à laquelle ils tiennent beaucoup⁴⁰.

4.2.1 La faculté à convaincre les autres sur des sujets d'opinion

Plus d'un Européen sur deux ne convainquent « jamais » (23%), ou seulement « rarement » (30%) leur entourage (amis, collègues, relations) d'adopter une opinion à laquelle ils tiennent beaucoup. En revanche, 36% des Européens le font « de temps en temps' – c'est la réponse qui arrive la plus citée -, et 10% « souvent ».

⁴⁰ QA3 Quand vous avez une opinion à laquelle vous tenez beaucoup, vous arrive-t-il souvent, de temps en temps, rarement, jamais de convaincre vos amis, vos collègues, vos relations d'adopter cette opinion ?

QA3. Quand vous avez une opinion à laquelle vous tenez beaucoup, vous arrive-t-il de convaincre vos amis, vos collègues, vos relations d'adopter cette opinion ? Cela vous arrive-t-il ... ?



On note des différences par pays assez nettes sur cette question sur la capacité de conviction sur les sujets d'opinion : à Chypre, à Malte (22% dans les deux cas), dans deux pays candidats, la Turquie (24%) et la Croatie (22%), et en Islande (22%), les personnes interrogées sont un peu plus nombreuses à déclarer convaincre « souvent » leur entourage que la moyenne européenne (10%).

A l'inverse, en Slovénie (35%), en Espagne et en République tchèque (33% dans les deux pays), les personnes interrogées sont plus nombreuses à déclarer ne « jamais » convaincre leur entourage d'adopter une opinion à laquelle ils tiennent beaucoup, pour 23% de l'ensemble des Européens.

4.2.2 La construction de l'indice de leadership

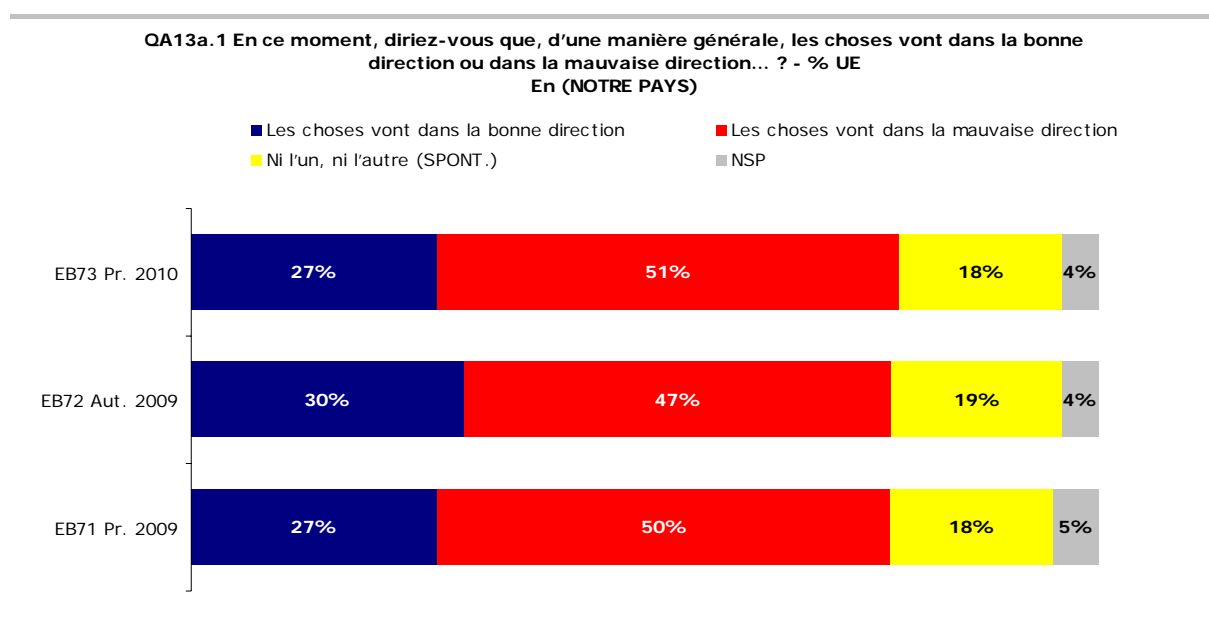
La combinaison de ces deux dimensions, l'intérêt pour la politique d'une part, et la faculté à convaincre de l'autre, permet de construire un indice de leadership d'opinion, divisé en 4 groupes (1. ++ ; 2. + ; 3. - ; 4. --). Si un répondant essaye souvent ou de temps en temps de convaincre son interlocuteur ou discute régulièrement de politique, il sera considéré comme un leader d'opinion relevant de la catégorie 1 (++) . A l'inverse, si un répondant tente rarement ou jamais de convaincre son interlocuteur et ne discute jamais politique, il sera considéré comme n'étant pas un leader d'opinion et relevant de la catégorie 4 (--).

4.3 La direction dans laquelle vont les choses

- Les Européens posent un regard plus sévère sur la direction prise par leur pays, mais aussi par l'Union européenne -

4.3.1 La direction suivie au niveau national

Plus d'un Européen sur deux estime désormais que les choses vont dans la mauvaise direction dans leur pays : 51%, soit une hausse de 4 points par rapport à l'EB72 de l'automne 2009. Cet indicateur se dégrade donc à nouveau après s'être amélioré (-3 points entre l'EB72 et l'EB71). Un peu plus d'un quart des répondants estiment que les choses vont dans la bonne direction (27%, soit une baisse de 3 points) et 18% « ni l'un ni l'autre »⁴¹.



Les opinions positives l'emportent sur les opinions négatives dans 7 des 27 Etats membres (contre 9 dans l'EB72 de l'automne 2009).

































Les plus satisfaits sont les Suédois (61% pensent que les choses vont dans la bonne direction dans leur pays), les Estoniens (47%), les Luxembourgeois (45%), les Polonais (44%) et les Finlandais (43%).

A l'inverse, les plus critiques sur la direction prise par leur pays sont les Roumains (79% pensent que les choses vont dans la mauvaise direction), les Espagnols (72%), les Français (67%), les Belges (64%), les Lettons et les Lituaniens (63% chacun), mais aussi les Tchèques (59%) et les Grecs (59%).

⁴¹ QA13a.1 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ? En (NOTRE PAYS)

Dans certains pays, les jugements se sont sensiblement dégradés entre le printemps et l'automne 2009. C'est le cas en Belgique (la part de répondants jugeant que les choses vont dans la bonne direction a baissé de 15 points), en Allemagne (-15), au Portugal (-15), en Grèce (-14), au Luxembourg (-12) et en Slovénie (-10). A l'inverse, la satisfaction a progressé en Hongrie - qui a renouvelé son Parlement et son Gouvernement en avril 2010 - et dans les Etats baltes : 31% des Hongrois pensent que les choses vont dans la bonne direction dans le pays (+20 points), 47% des Estoniens (+5), 15% des Lettons (+8) et 16% des Lituaniens (+6).

QA13.1 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction... ?
En (NOTRE PAYS)*

		Les choses vont dans la bonne direction	Diff. Pr. 2010 - Aut. 2009	Les choses vont dans la mauvaise direction	Diff. Pr. 2010 - Aut. 2009
	UE27	27%	-3	51%	+4
	SE	61%	+8	27%	-8
	EE	47%	+5	26%	-4
	LU	45%	-12	39%	+21
	PL	44%	+8	32%	-10
	FI	43%	-3	37%	-2
	DK	40%	-2	48%	+6
	AT	40%	-2	32%	-1
	UK	39%	+5	44%	-12
	SK	38%	+9	44%	+5
	BG	37%	+1	31%	-1
	NL	31%	-4	32%	+2
	HU	31%	+20	38%	-37
	MT	29%	+4	37%	-6
	DE	25%	-15	51%	+20
	EL	23%	-14	59%	+19
	CZ	23%	-7	59%	+14
	IE	21%	+3	49%	-7
	SI	21%	-10	52%	+13
	IT	20%	-2	46%	+1
	FR	19%	-6	67%	+5
	PT	18%	-15	53%	+22
	CY	17%	-9	52%	+8
	LT	16%	+6	63%	-14
	BE	15%	-15	64%	+24
	LV	15%	+8	63%	-16
	ES	13%	-6	72%	+13
	RO	9%	-7	79%	+16
	CY (tcc)	18%	+1	50%	-9
	TR	28%	=	61%	+4
	MK	26%	-9	50%	+16
	HR	15%	+3	67%	-4
	IS**	60%	-	27%	-

* Pour CY (tcc): Dans notre communauté

** Non posée en Islande en EB72.

Parmi les pays candidats, le sentiment que les choses vont dans le bon sens dans le pays progresse légèrement en Croatie (15%, +3), et se stabilise en Turquie (28%). Il recule cependant dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (26%, -9).




En Islande, ce sentiment est nettement majoritaire (60%).

En termes sociodémographiques, on constate que les plus jeunes se disent plus satisfaits que leurs aînés (33% des 15-24 ans pensent que les choses vont dans la bonne direction dans leur pays, contre 26% des 55 ans et plus). Les différences selon le niveau d'éducation sont nettement plus prononcées : les plus diplômés sont nettement plus satisfaits (31% chez ceux ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au delà), que ceux qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans (19%). C'est également le cas des cadres (34%) et des employés (31%), plus que les ouvriers (24%) et les chômeurs (18%). Les Européens se situant eux-mêmes dans le haut de l'échelle sociale ont également plus tendance à juger que les choses vont dans le bon sens dans leur pays (36%, pour 16% de ceux disant se situer au bas de l'échelle sociale).

On notera également que les sympathisants de droite ont tendance à se dire largement plus satisfaits de la direction dans laquelle vont les choses dans leur pays que les Européens se disant plus proches de la gauche (35% pour 23% et 28% au centre). L'indice de leadership d'opinion nous permet également d'analyser les écarts au niveau des réponses des Européens en fonction de leur intérêt pour la politique et de l'influence qu'ils peuvent exercer sur leur entourage. On note alors que les répondants qui affichent le plus fort indice de leadership d'opinion (++) ont plus tendance à dire que les choses vont dans la bonne direction dans leur pays (30%), que les Européens qui ne sont pas considérés comme des leaders d'opinion (et appartenant à la catégorie --, 23%).

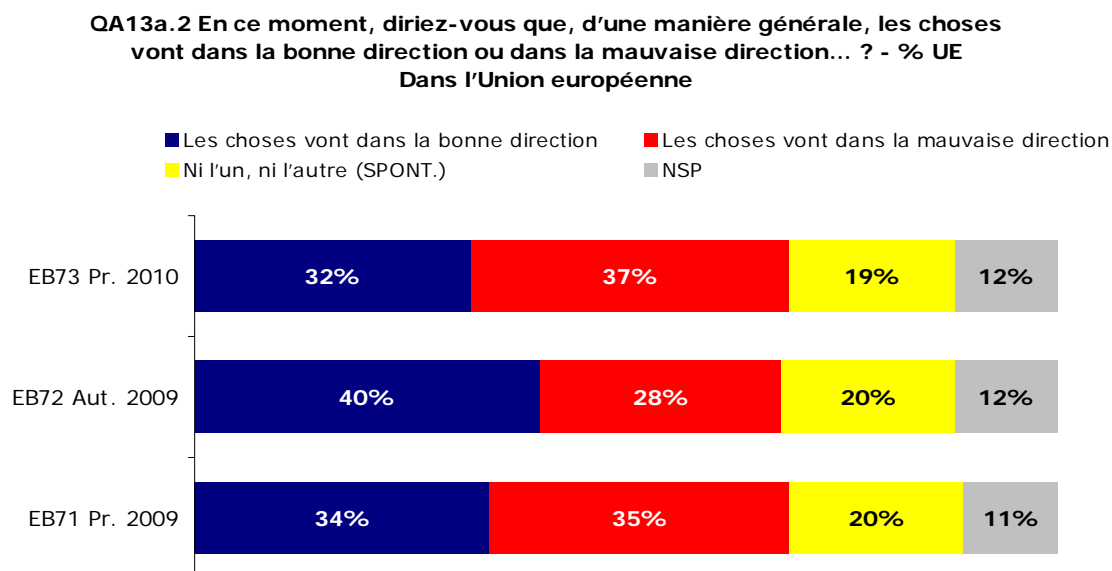
QA13a.1 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?

En (NOTRE PAYS)

	Les choses vont dans la bonne direction	Les choses vont dans la mauvaise direction	Ni l'un, ni l'autre (SPONTANE)	NSP
UE27	27%	51%	18%	4%
Age				
 15-24	33%	47%	15%	5%
25-39	26%	53%	17%	4%
40-54	24%	53%	20%	3%
55 +	26%	51%	19%	4%
Age de fin d'études				
 15-	19%	57%	19%	5%
16-19	25%	53%	18%	4%
20+	31%	47%	18%	4%
Tjs étudiant	35%	44%	16%	5%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	27%	51%	19%	3%
Cadres directeurs	34%	45%	18%	3%
Autres employés	31%	46%	20%	3%
Ouvriers	24%	54%	18%	4%
Femmes- hommes au foyer	16%	60%	19%	5%
Chômeurs	18%	63%	15%	4%
Retraités	26%	51%	19%	4%
Etudiants	35%	44%	16%	5%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche	23%	56%	18%	3%
(5-6) Centre	28%	50%	18%	4%
(7-10) Droite	35%	45%	17%	3%
Auto-positionnement sur l'échelle sociale				
Bas (1-4)	16%	63%	17%	4%
Moyen (5-6)	27%	51%	18%	4%
Haut (7-10)	36%	42%	19%	3%
Indice de leadership d'opinion				
++	30%	52%	16%	2%
+	28%	51%	18%	3%
-	25%	51%	20%	4%
--	23%	53%	18%	6%

4.2.2 La direction suivie par l'Union européenne

Si les Européens restent un peu plus satisfaits par la direction prise par l'Union européenne que par celle adoptée par leur pays, on constate cependant un recul important sur cet indicateur : 32% des Européens estiment que les choses vont dans la bonne direction dans l'Union européenne, soit une baisse de 8 points par rapport à l'EB72 (automne 2009). Or ce recul se fait au profit des opinions négatives : une part croissante d'Européens considère en effet que les choses vont dans la mauvaise direction (37%, +9). La part d'Européens préférant répondre « ni l'un ni l'autre » reste plutôt stable (19%, -1)⁴². On assiste alors à une inversion de l'opinion majoritaire par rapport à l'EB72 (automne 2009) : la critique prend le dessus sur les opinions positives.



Dans onze pays, une majorité de répondants estiment que les choses vont dans la bonne direction dans l'Union européenne : la Bulgarie (58%), la Slovaquie (54%), la Pologne (52%), l'Estonie (52%), la Lituanie (46%), la Roumanie (41%), la Lettonie (41%), la République Tchèque (40%), la Hongrie (39%), la Slovénie (34%) et Malte (31%).

































A l'inverse, les plus sévères sont les Français (55% pensent que les choses vont dans la mauvaise direction dans l'Union européenne), les Luxembourgeois (51%), les Finlandais (49%), les Autrichiens (45%), les Belges (45%), les Allemands (44%) et les Néerlandais (44%). Il convient de noter une forte proportion d'opinions critiques également au Danemark (43%), en Grèce (43%) et au Royaume Uni (42%).

⁴² QA13a.2 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ? Dans l'Union européenne

On enregistre une chute de plus de 10 points des opinions positives par rapport à l'EB72 (automne 2009) aux Pays-Bas (-18), au Luxembourg (-14), en Allemagne (-13 points), à Chypre (-12), au Portugal (-12), en Finlande (-12), en Suède (-11) et en Roumanie (-11). On notera par ailleurs que les opinions négatives progressent de plus de 20 points dans les trois premiers pays cités (+25 aux Pays-Bas, +27 au Luxembourg et +21 en Allemagne).

La proportion de personnes interrogées qui jugent que les choses vont dans la bonne direction dans l'Union européenne progresse cependant en Slovaquie (+8), en Lettonie (+4), en Hongrie (+3) et à Malte (+2). Elle se maintient par ailleurs à un niveau élevé en Pologne (52%).

QA13.2 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction... ?
Dans l'Union européenne

		Les choses vont dans la bonne direction	Diff. Pr. 2010 - Aut. 2009	Les choses vont dans la mauvaise direction	Diff. Pr. 2010 - Aut. 2009
	UE27	32%	-8	37%	+9
	BG	58%	-7	7%	+2
	SK	54%	+8	27%	+9
	EE	52%	-5	12%	+1
	PL	52%	=	18%	+1
	LT	46%	-2	22%	+2
	LV	41%	+4	23%	-2
	RO	41%	-11	17%	+1
	CZ	40%	-7	37%	+9
	DK	39%	-2	43%	+9
	SE	39%	-11	41%	+13
	HU	39%	+3	20%	-7
	EL	34%	-10	43%	+12
	ES	34%	-9	36%	+6
	FI	34%	-12	49%	+13
	SI	34%	-10	33%	+12
	LU	32%	-14	51%	+27
	BE	31%	-7	45%	+14
	MT	31%	+2	25%	-1
	IE	30%	-8	32%	+10
	AT	29%	-6	45%	+4
	DE	28%	-13	44%	+21
	UK	28%	-6	42%	+5
	NL	27%	-18	44%	+25
	PT	27%	-12	29%	+13
	IT	26%	-5	34%	+5
	FR	23%	-8	55%	+11
	CY	22%	-12	36%	+11
	CY (tcc)	36%	=	27%	-5
	MK	49%	-9	21%	+7
	HR	33%	=	32%	+2
	TR	30%	-6	38%	+9
	IS*	26%	-	37%	-

* Non posée en Islande en EB72.

Dans les pays candidats, les habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine sont une majorité à penser que les choses vont dans le bon sens dans l'Union européenne (49%), une proportion néanmoins en recul de 9 points. Ce sentiment est également en baisse en Turquie (30%, -6) et devient minoritaire par rapport aux opinions négatives (38%, +9). On notera également que le taux de sans réponses reste élevé (28%, -2). Les résultats sont plus stables en Croatie (33% d'opinions positives). En Islande, les opinions négatives sont majoritaires (37% contre 26% d'opinions positives), mais on notera surtout un taux de sans réponse élevé (30%).

L'analyse sociodémographique révèle des différences importantes selon les catégories de répondants.

Les jeunes ont plus tendance à dire que les choses vont dans la bonne direction dans l'Union européenne (40% des 15-24 ans, pour 28% des 55 ans et plus), de même que les plus diplômés (37% de ceux ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au delà, pour 24% de ceux les ayant arrêtées avant l'âge de 16 ans). Les personnes disant se situer dans le haut de l'échelle sociale sont également plus positives quant à la direction prise par l'Union européenne (39%, pour 25% de ceux qui disent se situer en bas de l'échelle sociale).

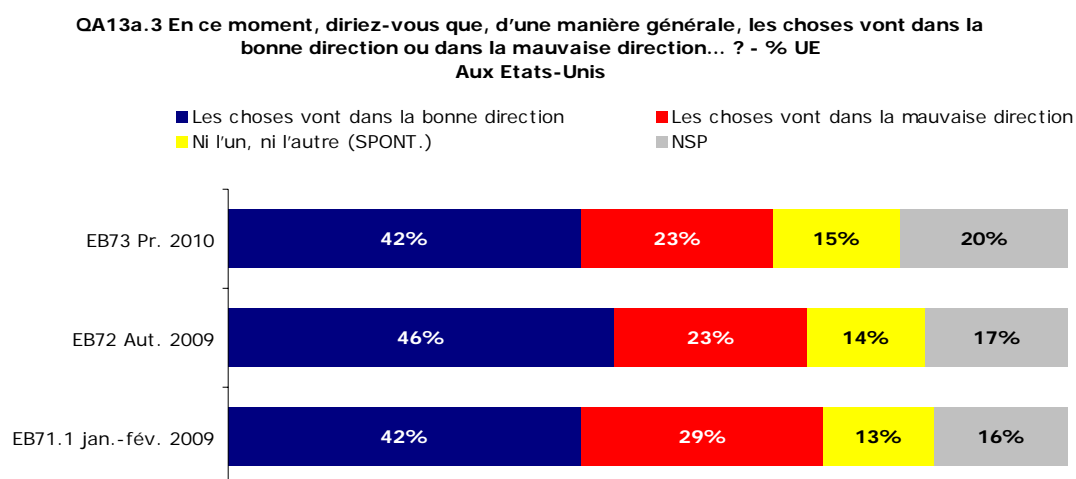
On note par ailleurs que les sympathisants de droite se disent plus satisfaits de la direction prise par l'Union européenne (38%) que les sympathisants de gauche (31%). L'indice de leadership d'opinion nous permet également de constater que les Européens pouvant être considérés comme des leaders d'opinion (appartenant au groupe ++) sont plus positifs sur la direction prise par l'Union européenne (37%) que ceux classés dans le groupe -- (28%).

Le rapport à l'Union européenne est déterminant sur cette question. Ainsi, si une majorité d'Européens disant comprendre le fonctionnement de l'UE juge que les choses vont dans le bon sens (43%), ils sont moins d'un quart chez ceux qui déclarent ne pas comprendre son fonctionnement (23%). De même, si 50% des Européens qui considèrent que l'appartenance de leur pays à l'UE est une bonne chose portent un jugement positif sur la direction prise, ils ne sont que 10% parmi ceux qui jugent négativement leur appartenance à l'UE.

4.2.3 La direction suivie par les Etats-Unis

La part d'Européens jugeant que les choses vont dans la bonne direction aux Etats-Unis reste élevée (42%), mais est en recul de 4 points par rapport à l'EB72 (automne 2009). La part d'opinions négatives reste cependant stable (23%) et la part d'avis neutres évolue peu (15%, +1). La baisse des opinions positives se fait donc plutôt au profit des « sans réponse » (20%, +3)⁴³.

Après avoir progressé dans l'EB72 (automne 2009), les opinions positives reviennent donc au niveau de l'EB71.1⁴⁴.



Les opinions positives sont supérieures aux opinions négatives dans 25 des 27 Etats membres.

Elles atteignent 65% au Danemark et en Suède. Les Finlandais (52%), les Lituaniens (51%), les Britanniques (48%), les Luxembourgeois (47%) et les Belges (47%) sont également plus nombreux que la moyenne à penser que les choses vont dans la bonne direction aux Etats-Unis.

Les opinions positives sont minoritaires en Grèce et à Chypre où respectivement 35% et 38% des répondants considèrent que les choses vont dans la mauvaise direction.

Dans les pays candidats, le sentiment que les choses vont dans la bonne direction aux Etats-Unis est partagé par 42% des habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et 38% des Croates. La proportion est moindre en Turquie (25%), mais on notera également un taux de sans réponse élevé (32%).

En Islande, les opinions positives l'emportent (55%).

⁴³ QA13a.3 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction... Aux Etats-Unis

⁴⁴ Cet item a été posé pour la première fois dans la partie Eurobaromètre spécial 308 : Les Européens en 2009 de l'EB71.1 (terrain janvier-février 2009)

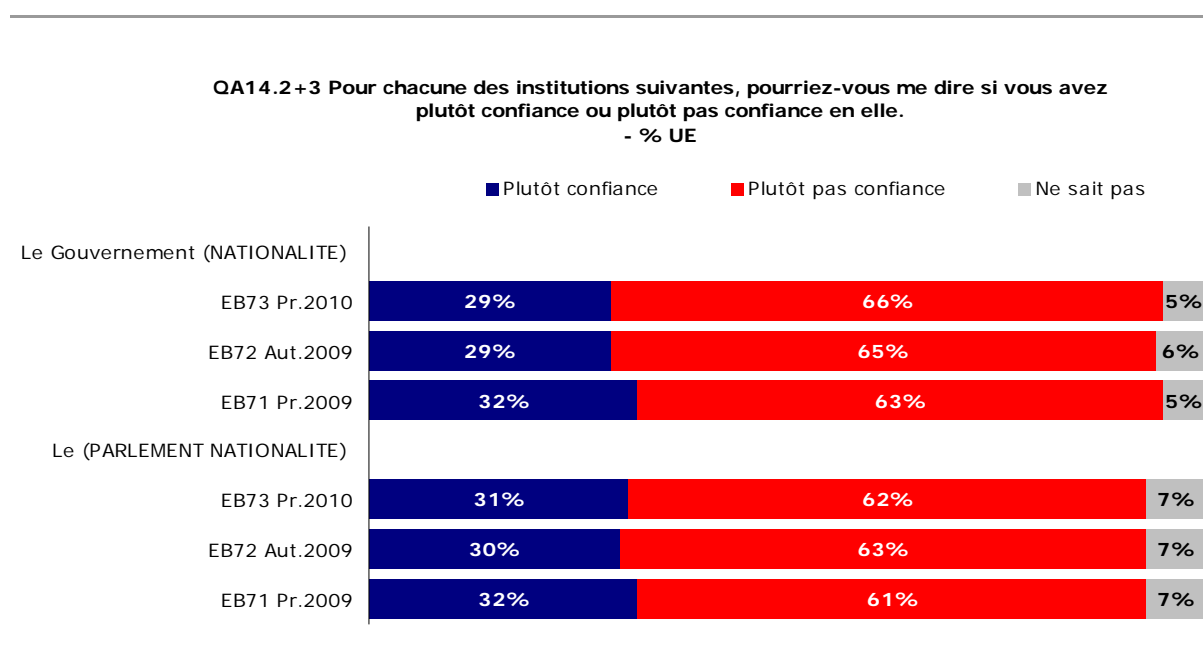
4.3 La confiance dans les institutions nationales

**- Une défiance toujours majoritaire à l'égard
des gouvernements, parlements et partis politiques.**

La confiance dans les institutions régionales et locales reste tout juste positive -

Le gouvernement et le parlement national

Moins d'un tiers des Européens continuent à se dire confiants dans leurs institutions nationales, dans des proportions plutôt stables par rapport à l'EB72 (automne 2009) : 29% font confiance à leur gouvernement (stable, contre 66%, +1) et 31% à leur parlement (+1, contre 62%, -1)⁴⁵.



La confiance dans les institutions nationales est majoritaire dans cinq des vingt-sept Etats membres : au Luxembourg (66% pour le gouvernement et 52% pour le parlement), en Suède (57% et 66%), en Autriche (54% et 52%), au Danemark (50% et 72%), et en Finlande (49% et 55%).

En Estonie, la confiance dans le gouvernement est majoritaire (53%), mais ça n'est pas le cas en ce qui concerne le parlement (39%). C'est l'inverse qui prévaut aux Pays-Bas (47% et 54%).

⁴⁵ QA14. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. 2 Le gouvernement (NATIONALITE), 3 Le (PARLEMENT NATIONALITE), 6 Les autorités publiques régionales ou locales, 1 Les partis politiques.

La confiance dans les institutions nationales est particulièrement faible en Lettonie (13% et 6%), en Lituanie (13% et 7%) et en Roumanie (12% et 10%). Elle reste également comprise entre 20% et 30% en Irlande (21% et 22%), en Espagne (20% et 21%), au Portugal (20% et 28%) et en Belgique (22% et 28%). En République tchèque, si la confiance dans le gouvernement atteint 32%, celle accordée au parlement est de 12%.

L'analyse des évolutions met en évidence des mouvements dans certains Etats membres : les opinions positives progressent très fortement en Hongrie⁴⁶ : +26 points de confiance à la fois à l'égard du gouvernement et du parlement. Dans une moindre mesure, la confiance regagne également plusieurs points en Pologne (+12 et +13) et au Royaume-Uni (+7 et +5). En France, si la confiance dans le gouvernement reste plutôt stable (+3), celle accordée au parlement augmente (+8). En Irlande et en Estonie, c'est la confiance dans le gouvernement qui connaît une hausse de 6 points.

































Les personnes interrogées dans certains Etats membres se montrent à l'inverse beaucoup plus sévères à l'égard de leurs institutions nationales qu'à l'automne 2009. C'est le cas de la Grèce (-19 et -24), de la Belgique (-14 et -10), de Chypre (-10 et -13) et du Portugal (-12 et -13).

Dans les pays candidats, près de la moitié des Turcs témoignent leur confiance dans les institutions nationales, mais avec un recul des opinions positives (43%, -8 et 46%, -5). Les opinions positives restent sous la barre des 15% en Croatie et autour de 25% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

⁴⁶ Qui a renouvelé son parlement et son gouvernement en avril 2010

QA14 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Réponse: Plutôt confiance

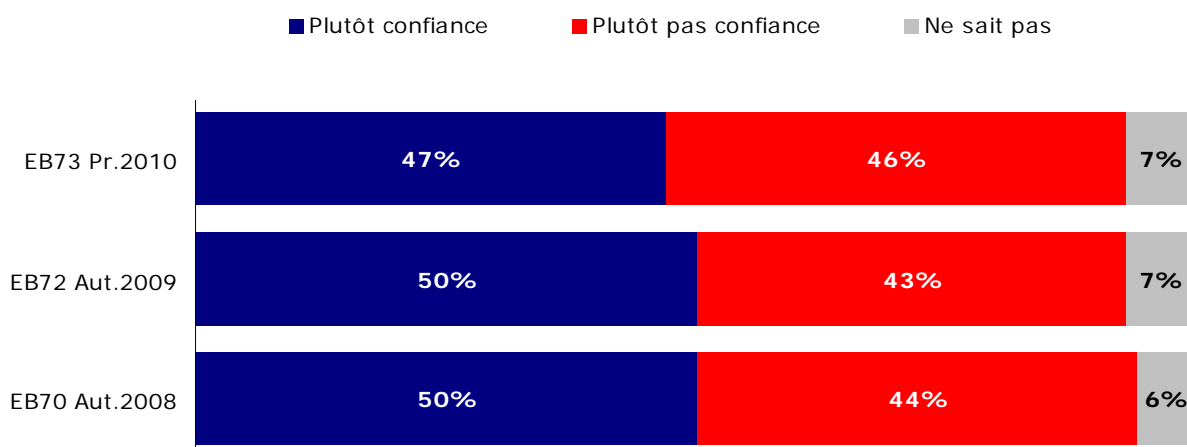
	Le Gouvernement (NATIONALITE)		Le (PARLEMENT NATIONALITE)	
	EB73	Diff. Pr. 2010 - Aut. 2009	EB73	Diff. Pr. 2010 - Aut. 2009
 UE27	29%	=	31%	+1
 LU	66%	-2	52%	-7
 SE	57%	+2	66%	+3
 AT	54%	=	52%	-3
 EE	53%	+6	39%	+1
 DK	50%	-7	72%	-2
 FI	49%	+1	55%	+2
 NL	47%	-2	54%	+2
 BG	43%	-1	25%	-2
 CY	43%	-10	40%	-13
 HU	40%	+26	41%	+26
 SK	38%	+2	38%	+3
 MT	33%	-3	33%	-8
 CZ	32%	-5	12%	-3
 DE	32%	-8	39%	-6
 PL	28%	+12	24%	+13
 SI	27%	-2	23%	+4
 UK	26%	+7	24%	+5
 EL	25%	-19	23%	-24
 FR	25%	+3	36%	+8
 IT	25%	-1	26%	-1
 BE	22%	-14	28%	-10
 IE	21%	+6	22%	+3
 ES	20%	-9	21%	-8
 PT	20%	-12	28%	-13
 LT	13%	-2	7%	=
 LV	13%	+4	6%	=
 RO	12%	-5	10%	-7
 TR	43%	-8	46%	-5
 MK	25%	-6	21%	-4
 HR	13%	+1	12%	=
 IS*	34%	-	34%	-

* Non posée en Islande en EB72.

Les autorités publiques régionales ou locales

Près d'un Européen sur deux dit avoir confiance dans les autorités publiques régionales ou locales dans son pays (47%). On notera cependant une baisse de 3 points sur cet indicateur qui était resté stable entre l'EB70 (automne 2008) et l'EB72 (automne 2009). La défiance progresse à 46% (+3), restant tout juste minoritaire.

QA14.6 Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
Les autorités publiques régionales ou locales - % UE

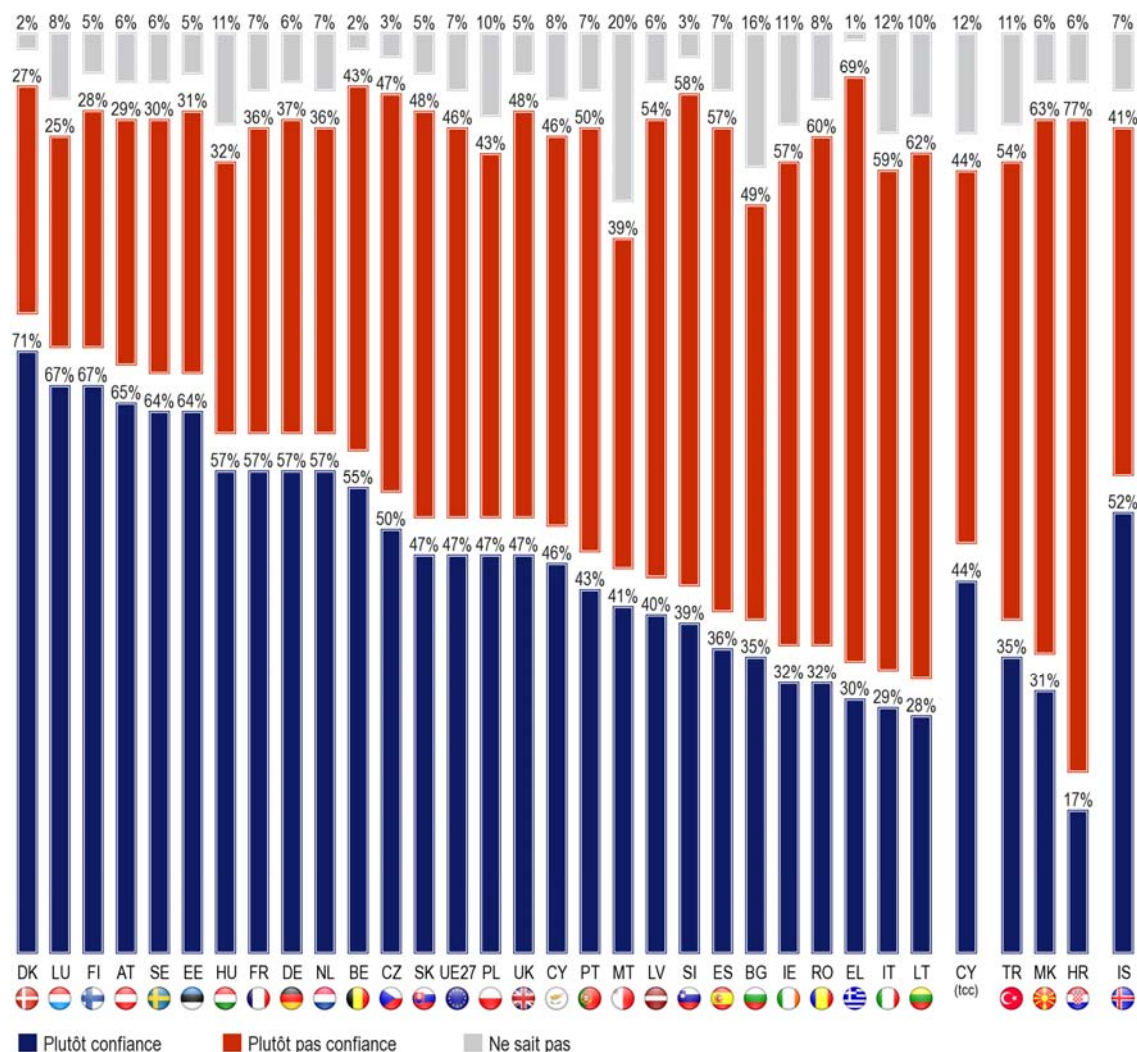


La confiance accordée aux autorités publiques régionales et locales est majoritaire dans 14 des 27 Etats membres. Elle atteint 71% au Danemark, 67% au Luxembourg et en Finlande, 65% en Autriche et 64% en Suède et en Estonie. Les opinions positives sont également 10 points au dessus de la moyenne européenne (à 57%) en Allemagne, en France, en Hongrie et aux Pays-Bas.

A l'inverse, la défiance atteint ou dépasse la barre des 60% en Roumanie (60%), en Lituanie (62%) et en Grèce (69%). D'autres pays l'atteignent presque : l'Italie (59%), la Slovénie (58%), l'Espagne (57%), et l'Irlande (57%).

QA14.6. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Les autorités publiques régionales ou locales



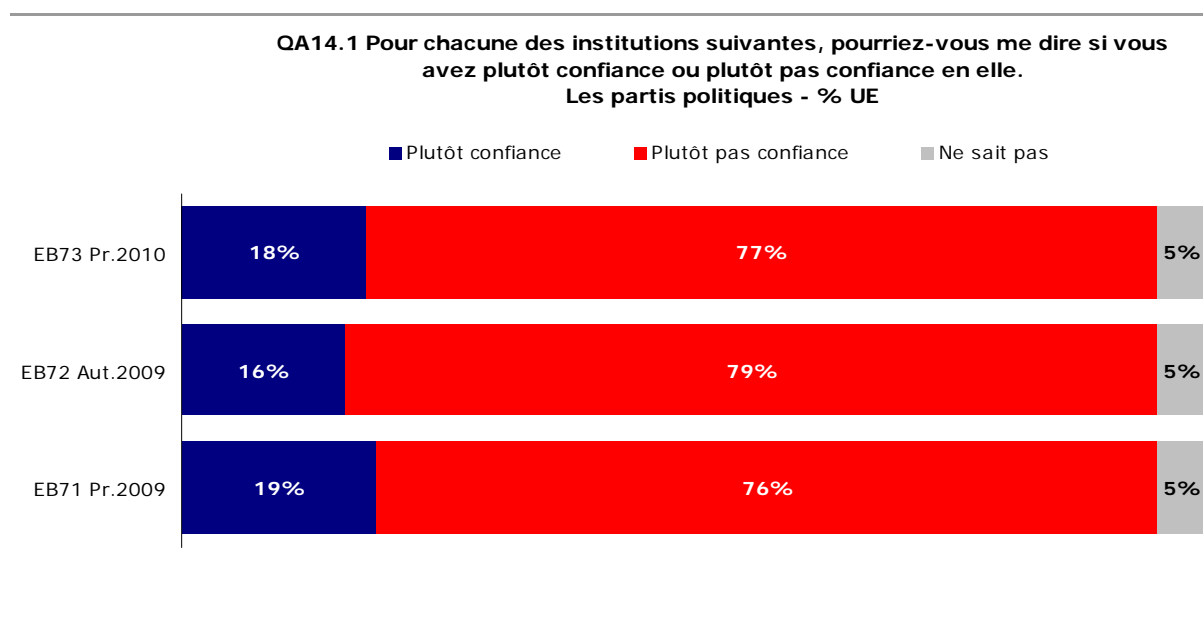
On notera qu'en Grèce, la perte de confiance touche tous les échelons institutionnels : après les institutions nationales, on mesure en effet une baisse sensible de la confiance accordée aux institutions locales (-17 points). C'est également le cas au Portugal (-16) et à Chypre (-12).

Dans les pays candidats, les répondants font part d'une défiance majoritaire à l'égard de leurs institutions locales (77% en Croatie, 63% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et 54% en Turquie).

En Islande, la confiance est majoritaire (52%).

Les partis politiques

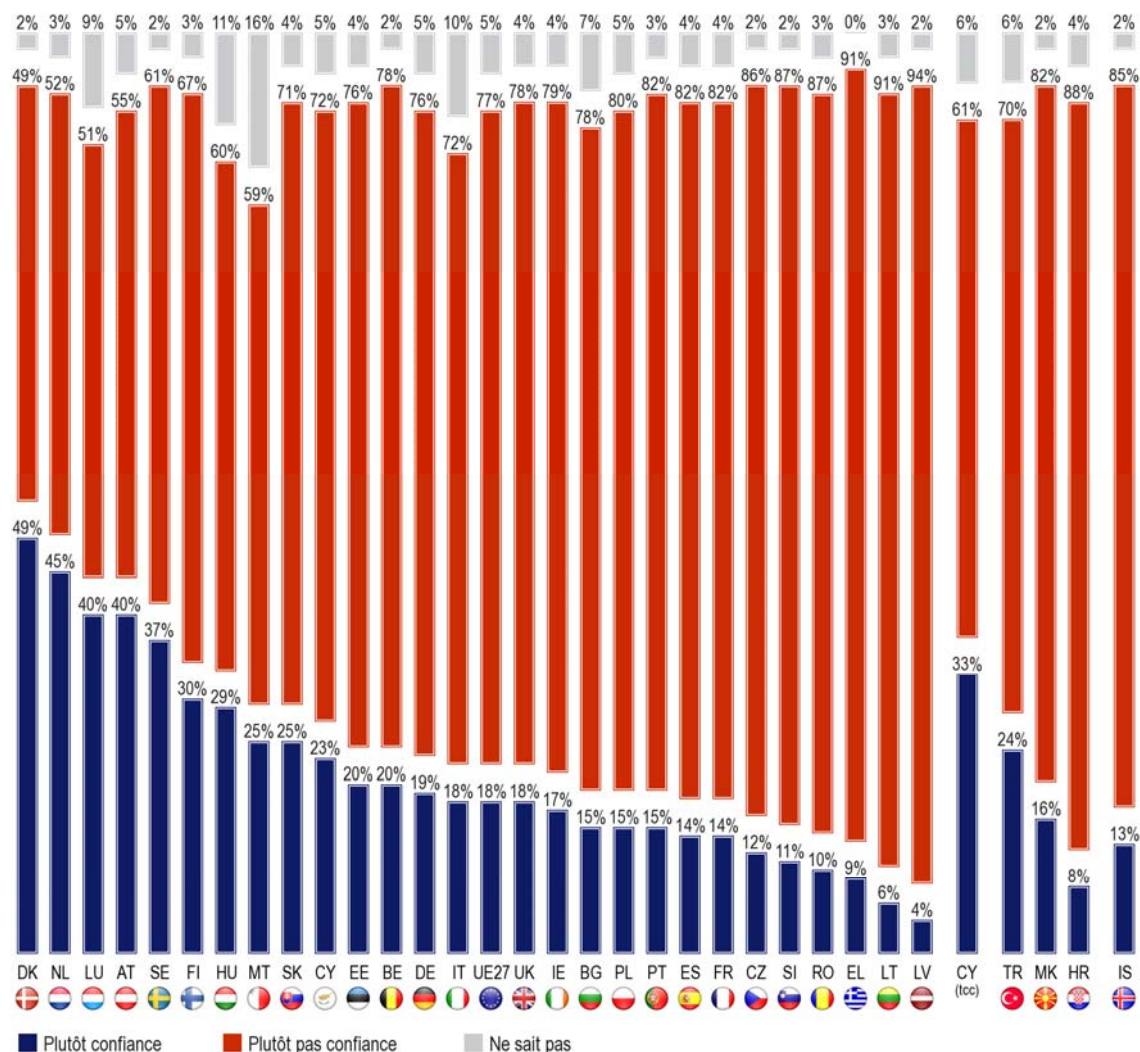
La confiance des Européens dans les partis politiques reste faible, malgré une légère amélioration par rapport à l'EB72 (automne 2009) : 18%, +2. La défiance l'emporte donc encore chez plus des trois quarts des Européens (77%, -2).



La défiance est majoritaire dans tous les pays européens, à l'exception du Danemark, où les avis sont partagés (49/49). La confiance est également importante, sans être majoritaire toutefois, aux Pays-Bas (45%), au Luxembourg (40%) et en Autriche (40%).

QA14.1. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Les partis politiques



Les avis négatifs dépassent la barre des 80% en France (82%), en Espagne (82%), au Portugal (82%), en République Tchèque (86%), en Roumanie (87%), en Slovaquie (87%), et la barre des 90% en Grèce (91%), en Lituanie (91%) et en Lettonie (94%).



Comme sur les précédents indicateurs, on enregistre une baisse sensible de la confiance en Grèce (-10) et au Portugal (-6), mais une progression particulièrement nette en Hongrie (+20), mais aussi en Pologne (+8). Sur cet indicateur, la confiance s'améliore aussi au Royaume-Uni (+9) et aux Pays-Bas (+8).

Dans les pays candidats, la défiance l'emporte nettement : 88% en Croatie, 82% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et 70% en Turquie.

En Islande, la défiance l'emporte aussi à 85%.

Si la confiance dans les institutions nationales varie peu selon le sexe et l'âge des répondants, d'autres critères s'avèrent déterminants. Si l'on prend l'exemple du **gouvernement**, les plus diplômés se montrent plus confiants que ceux qui ont arrêté leurs études jeunes (34% chez ceux ayant étudié jusqu'à l'âge de 20 ans et au delà, pour 24% de ceux qui les ont arrêtées avant l'âge de 16 ans). Les cadres accordent davantage leur confiance au gouvernement (35%) que les ouvriers (24%) ou les chômeurs (20%). C'est également le cas de ceux qui disent n'avoir pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures : 33% font confiance au gouvernement, pour 16% seulement de ceux qui disent avoir la plupart du temps des difficultés à payer. L'intérêt pour la politique apparaît également déterminant : 31% des répondants ayant un fort intérêt pour la politique accordent leur confiance au gouvernement, pour 21% de ceux qui ne s'y intéressent pas du tout. On notera par ailleurs que les sympathisants de droite ont plus tendance à se dire confiants (38%) que ceux du centre (30%) et de gauche (25%). Ces écarts se retrouvent sur l'ensemble des institutions testées (au delà du gouvernement : le Parlement, les autorités publiques régionales et locales et les partis politiques).

QA14.1-2-3 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. - % Plutôt confiance

	Le (PARLEMENT NATIONALITE)	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Les partis politiques
UE27	31%	29%	18%
Age de fin d'études			
 15-	25%	24%	17%
16-19	27%	26%	16%
20+	40%	34%	22%
Tjs étudiant	36%	32%	20%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	30%	30%	21%
Cadres directeurs	43%	35%	22%
Autres employés	31%	29%	20%
Ouvriers	25%	24%	15%
Femmes- hommes au foyer	26%	24%	17%
Chômeurs	22%	20%	14%
Retraités	33%	31%	20%
Etudiants	36%	32%	20%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	33%	25%	20%
(5-6) Centre	31%	30%	18%
(7-10) Droite	37%	38%	25%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	15%	16%	10%
De temps en temps	24%	23%	14%
Pratiquement jamais	36%	33%	22%

II L'UNION EUROPEENNE ET SES CITOYENS

1. L'ATTACHEMENT A L'UNION EUROPEENNE

1.1 Que signifie l'Union européenne ?

- L'Union demeure l'incarnation de la liberté mais ses attributs d'image positifs sont en recul par rapport à l'automne 2009 -

Sur l'essentiel, les représentations des Européens sur l'Union européenne restent globalement inchangées par rapport aux vagues de l'automne 2008 (EB70), du printemps (EB71) et de l'automne (EB 72) 2009. L'Union demeure avant tout un espace de liberté et est symbolisé par l'euro⁴⁷. Ainsi, appelés à dire ce que l'UE représente pour eux personnellement, les Européens citent en premier la liberté de voyager, de travailler et d'étudier partout dans l'Union (45%, -1 point par rapport à la vague de l'automne 2009) et en second l'euro (40%, + 3 points). La progression du nombre de répondants qui citent l'euro s'explique sans doute par la forte médiatisation de la monnaie unique européenne dans le contexte de la crise financière et économique.

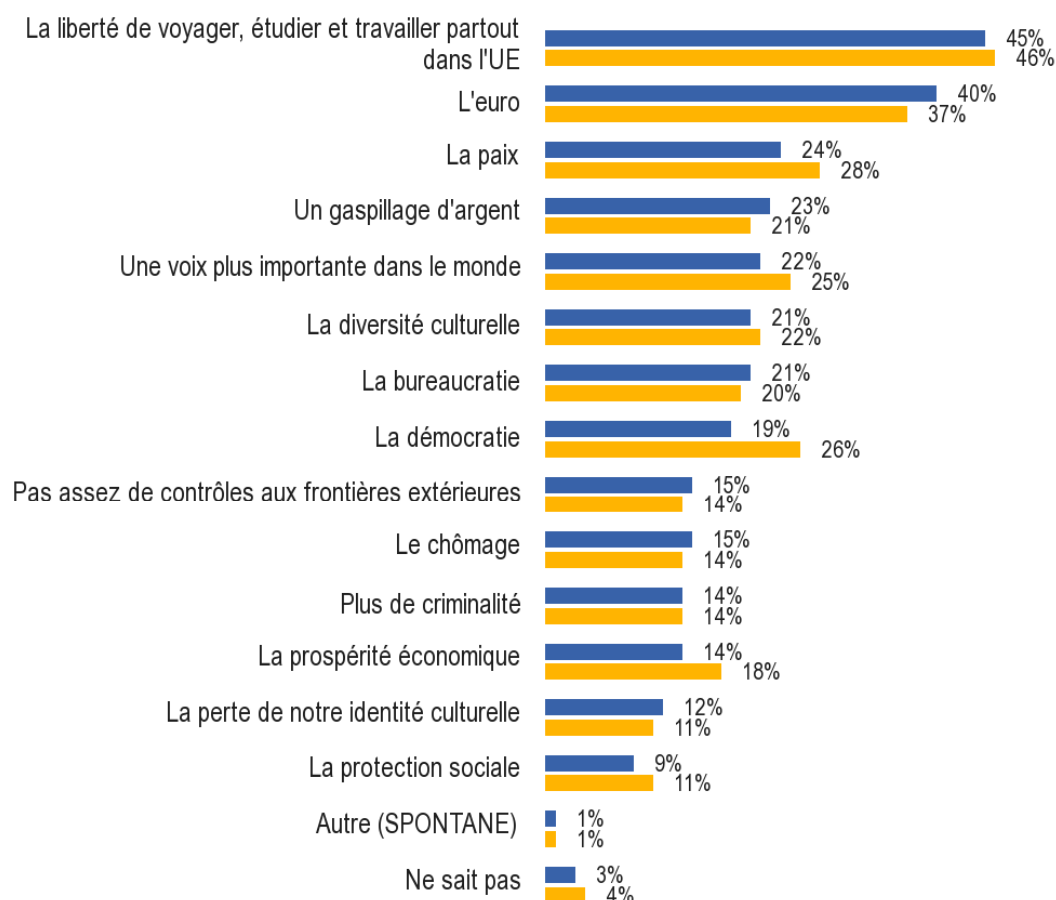
Cette crise semble d'ailleurs avoir eu un effet perceptible sur la vision de l'Union, en entraînant à la baisse les représentations positives. Ainsi, le nombre de répondants pour qui l'Union incarne la démocratie (19%) recule de 7 points par rapport à la vague de l'automne 2009, ceux pour qui l'Union incarne la paix (24%) sont en recul de 4 points et ceux pour qui c'est un espace de prospérité économique (14%) sont en recul de 4 points également. L'idée que l'Union incarne une voix plus importante dans le monde régresse de 3 points (22%) et celle qu'elle est un espace de protection sociale (9%) de 2 points.

Pour autant, ce recul des citations positives ne s'accompagne pas d'un mouvement d'égale intensité de hausse des représentations négatives. Avec 23% de citations, le gaspillage d'argent arrive en tête des évocations négatives, en hausse de 2 points par rapport à l'automne 2009. Viennent ensuite la bureaucratie (21%, +1 point), le chômage (15%, +1 point), le manque de contrôle aux frontières extérieures (15%, +1 point), la hausse de la criminalité (14%, sans changement) et la perte d'identité culturelle (12%, +1 point).

Au final, ces évolutions font toutefois que le gaspillage d'argent arrive désormais en quatrième position dans les évocations des Européens sur l'Union alors qu'il n'occupait que le septième rang à l'automne 2009.

⁴⁷ QA16. Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?

QA16. Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?



UE27

■ EB73 Pr. 2010

■ EB72 Aut. 2009

La liberté de voyager, d'étudier et de travailler arrive en tête dans 17 Etats membres de l'Union et est particulièrement appréciée des opinions publiques des pays d'Europe centrale et orientale (71% en Estonie, 66% en Lituanie, 61% en Lettonie, 59% en Bulgarie, 57% en Pologne et en Slovaquie par exemple), des pays nordiques (68% en Suède, 64% en Finlande et 61% au Danemark) et de Chypre (62%).

L'euro est la première réponse donnée dans les 10 autres Etats de l'Union, tous membres de la zone euro, avec les taux de citation les plus élevés en Slovaquie (66%) – le pays ayant le plus récemment accédé à la monnaie unique, le 1^{er} janvier 2009 –, en Autriche (62%), en Belgique (62%), aux Pays-Bas (57%) et en Slovénie (56%). C'est d'ailleurs la première réponse donnée dans les pays de la zone euro, avec 49% de citations (pour seulement 23% pour les pays hors de la zone euro).

Comme lors de la vague de l'automne 2009 (EB72), on constate une sensibilité particulière des opinions autrichiennes et allemandes à l'idée que l'Union symbolise **le gaspillage d'argent**. Cette représentation négative se renforce même fortement en six mois. En Autriche, cet item est choisi par 52% des répondants (+9 points) et se situe désormais au deuxième rang des représentations de l'Union, derrière l'euro, et juste devant la criminalité (50%), thème sur lequel l'Autriche se démarque également considérablement de la moyenne européenne (qui s'établit à 14%). En Allemagne, le nombre de répondants qui citent le gaspillage progresse de 11 points, à 45%, et arrive en troisième position, derrière l'euro et la liberté de voyager, dans la hiérarchie des représentations de l'Union.

Au sein des pays candidats, **la liberté de voyager, d'étudier et de travailler** arrive en tête des citations dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (59%), et en Croatie (42%). Elle n'arrive qu'en second en Turquie (22%), où l'Union est d'abord vue comme un espace de prospérité (37%).

Pour les répondants en Islande, l'Union représente avant tout **la liberté de voyager, d'étudier et de travailler** (au premier rang avec 49%), juste devant **l'euro** (46%). On notera qu'avec 37% de citations, **la bureaucratie** comme symbole de l'Union est une représentation importante au sein de l'opinion islandaise (au troisième rang), dans une tendance comparable à celle des autres pays nordiques voisins, puisque cet item est également beaucoup plus cité en Suède (43%), en Finlande (37%) et au Danemark (32%) qu'en moyenne au sein de l'Union.

QA16 Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?

	La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE	L'euro	La paix	Un gaspillage d'argent	Une voix plus importante dans le monde	La diversité culturelle	La bureaucratie	La démocratie	Le chômage	Pas assez de contrôles aux frontières extérieures	La prospérité économique	Plus de criminalité	La perte de notre identité culturelle	La protection sociale
UE27	45%	40%	24%	23%	22%	21%	21%	19%	15%	15%	14%	14%	12%	9%
Zone euro	43%	49%	26%	26%	24%	23%	20%	19%	17%	15%	13%	15%	11%	10%
Hors zone euro	47%	23%	21%	19%	19%	18%	21%	19%	13%	14%	15%	11%	12%	9%
BE	45%	62%	32%	29%	26%	25%	17%	23%	18%	20%	21%	23%	9%	13%
BG	59%	22%	22%	9%	15%	24%	8%	32%	12%	6%	26%	7%	8%	23%
CZ	54%	31%	23%	30%	24%	16%	28%	17%	20%	23%	14%	25%	15%	7%
DK	61%	26%	44%	14%	27%	25%	32%	27%	8%	40%	18%	33%	11%	9%
DE	52%	53%	41%	45%	22%	27%	39%	25%	20%	20%	12%	26%	12%	9%
EE	71%	30%	22%	14%	16%	24%	20%	14%	10%	8%	11%	8%	11%	11%
IE	52%	49%	17%	11%	23%	18%	13%	16%	13%	7%	27%	8%	15%	12%
EL	41%	52%	31%	19%	29%	17%	10%	16%	27%	15%	13%	15%	20%	18%
ES	32%	48%	9%	12%	16%	16%	11%	14%	12%	9%	16%	5%	4%	8%
FR	47%	44%	30%	30%	25%	32%	16%	14%	18%	16%	7%	6%	14%	6%
IT	33%	42%	15%	10%	28%	16%	5%	20%	12%	11%	13%	11%	9%	14%
CY	62%	46%	36%	20%	21%	29%	11%	30%	46%	23%	12%	45%	24%	24%
LV	61%	13%	16%	17%	10%	13%	18%	10%	21%	5%	8%	8%	6%	8%
LT	66%	14%	14%	14%	11%	17%	12%	16%	8%	4%	19%	7%	9%	9%
LU	59%	46%	41%	20%	32%	28%	14%	22%	9%	19%	18%	16%	8%	12%
HU	48%	25%	20%	11%	19%	20%	14%	25%	25%	12%	14%	16%	4%	8%
MT	48%	31%	20%	14%	31%	15%	8%	20%	12%	7%	22%	3%	10%	16%
NL	53%	57%	30%	16%	35%	20%	27%	14%	5%	16%	22%	13%	12%	7%
AT	46%	62%	29%	52%	23%	22%	40%	22%	37%	37%	15%	50%	21%	17%
PL	57%	24%	20%	8%	24%	15%	19%	18%	8%	5%	15%	5%	6%	7%
PT	31%	42%	9%	13%	18%	21%	6%	14%	28%	11%	10%	18%	11%	9%
RO	53%	36%	25%	12%	13%	15%	8%	33%	17%	8%	26%	11%	8%	17%
SI	53%	56%	25%	28%	19%	21%	23%	14%	22%	11%	15%	25%	15%	12%
SK	57%	66%	15%	17%	25%	18%	14%	20%	17%	9%	21%	22%	11%	10%
FI	64%	57%	23%	30%	14%	25%	37%	10%	7%	15%	12%	19%	7%	7%
SE	68%	21%	42%	36%	37%	28%	43%	25%	7%	21%	12%	18%	9%	5%
UK	30%	15%	16%	28%	15%	18%	26%	10%	12%	20%	11%	9%	20%	6%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

Pourcentage le plus élevé par item




Pourcentage le plus bas par item

Sur le plan sociologique, il est intéressant d'abord de constater que les personnes pour qui **l'euro** est une incarnation de l'Union sont réparties de manière très homogène au sein de l'ensemble de la population européenne, sans la moindre différence significative entre les groupes sociaux.

La liberté de voyager, d'étudier et de travailler, quant à elle, est d'autant plus valorisée qu'on est jeune, aisé et bien inséré socialement. Ainsi, elle est par exemple citée par 61% des étudiants, 54% des 15-24 ans et 58% des cadres directeurs pour 35% des personnes au foyer, 36% des retraités et 39% des chômeurs.

Enfin, en ce qui concerne les représentations négatives, on remarquera que la vision d'une Europe **bureaucratique** et celle d'une Europe **gaspillant de l'argent** n'obéissent pas, comme on aurait pu le croire spontanément, aux mêmes déterminants sociaux. L'idée d'une Europe gaspillant de l'argent est sensiblement plus ancrée chez les personnes à bas niveau d'études (29%) que chez celles à haut niveau d'études (20%), chez les personnes se classant au bas de l'échelle sociale (29%) que chez celles se classant en haut (19%), chez les ouvriers (26%) que chez les cadres directeurs (19%). La vision de la bureaucratie obéit à une logique inverse : elle est par exemple plus affirmée chez les personnes à haut niveau d'éducation (26%) que chez les personnes à faible niveau d'éducation (17%) et chez les cadres directeurs (29%) que chez les ouvriers (20%).

**QA16 Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?
(ROTATION DE HAUT EN BAS\ DE BAS EN HAUT - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)**

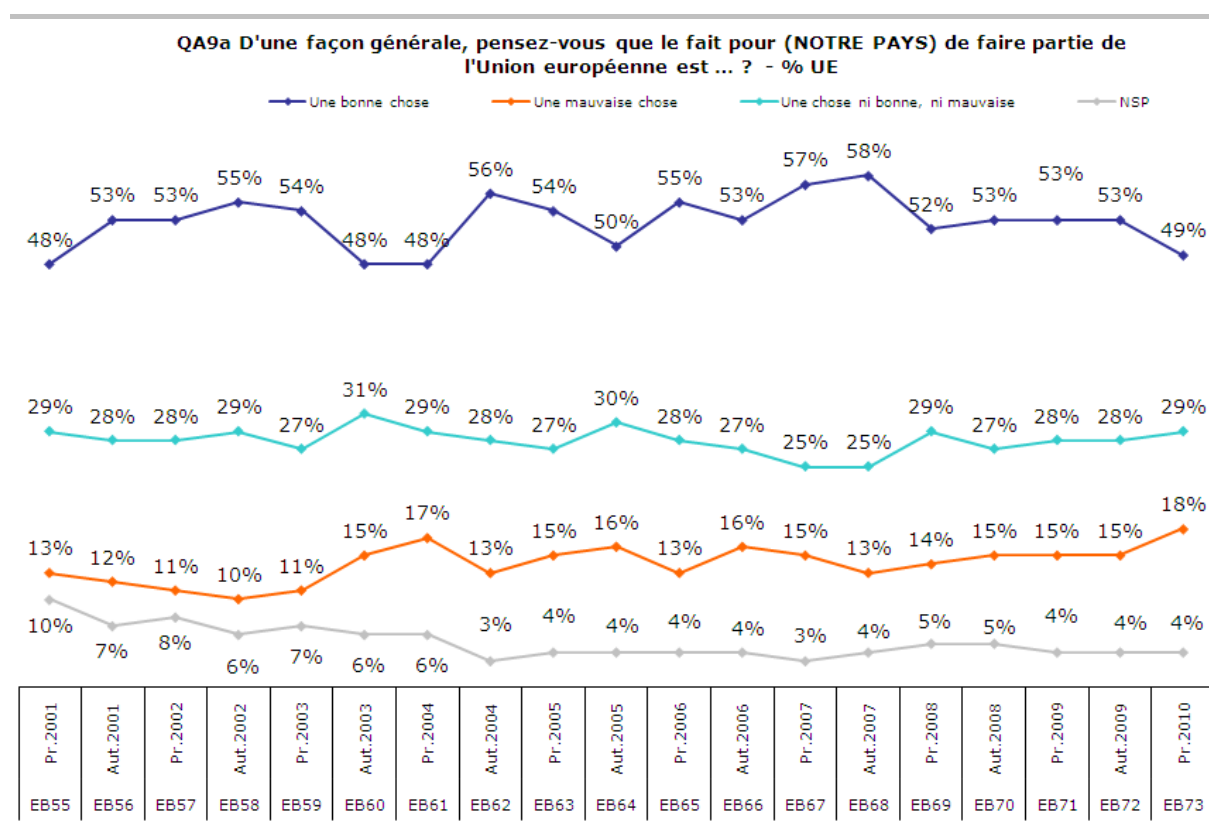
	La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE	L'euro	La paix	Un gaspillage d'argent	Une voix plus importante dans le monde	La diversité culturelle	La bureaucratie
UE27	45%	40%	24%	23%	22%	21%	21%
Age							
 15-24	54%	40%	21%	14%	23%	25%	13%
25-39	49%	43%	21%	19%	23%	24%	19%
40-54	45%	41%	24%	26%	23%	21%	23%
55 +	37%	37%	28%	28%	21%	17%	23%
Age de fin d'études							
 15-	29%	39%	22%	29%	15%	12%	17%
16-19	43%	39%	23%	26%	22%	19%	21%
20+	56%	42%	29%	20%	29%	31%	26%
Tjs étudiant	61%	42%	26%	12%	26%	29%	13%
Echelle d'occupation du répondant							
 Indépendants	47%	42%	21%	21%	27%	21%	22%
Cadres directeurs	58%	43%	30%	19%	27%	32%	29%
Autres employés	48%	44%	22%	21%	25%	22%	21%
Ouvriers	44%	40%	21%	26%	20%	20%	20%
Femmes- hommes au foyer	35%	43%	17%	21%	18%	16%	14%
Chômeurs	39%	37%	18%	24%	17%	17%	20%
Retraités	36%	36%	30%	29%	20%	17%	22%
Etudiants	61%	42%	26%	12%	26%	29%	13%
Auto-positionnement sur l'échelle sociale							
Bas(1-4)	38%	38%	20%	29%	16%	18%	19%
Moyen(5-6)	46%	40%	25%	23%	22%	21%	21%
Haut(7-10)	50%	42%	27%	19%	30%	24%	21%

1.2 L'appartenance à l'Union européenne

- Le soutien à l'appartenance de son pays à l'Union européenne est en baisse par rapport aux précédentes enquêtes Eurobaromètre -

49% des Européens estiment que l'appartenance de leur pays à l'Union est une bonne chose, alors que 18% considèrent à l'opposé que c'est une mauvaise chose, 29% jugeant que c'est « une chose ni bonne ni mauvaise » et 4% n'exprimant pas d'opinion⁴⁸.

Le pourcentage d'Européens regardant favorablement l'appartenance de leur pays à l'Union est en recul de 4 points par rapport à l'automne 2009 et se situe aujourd'hui au niveau le plus bas depuis le printemps 2004. A l'opposé, la proportion d'Européens considérant négativement l'appartenance de leur pays à l'Union est en hausse de 3 points. La réponse « une chose ni bonne ni mauvaise » progresse d'un point alors que la proportion de sans opinion reste stable.



C'est au Luxembourg (70%), aux Pays-Bas (69%), en Irlande (66%), au Danemark (66%) et en Belgique (64%) que les opinions publiques sont le plus convaincues du bien-fondé de l'appartenance européenne. De manière générale, le sentiment que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose l'emporte dans 20 pays de l'Union, alors qu'il dominait dans 23 lors de la précédente vague. Dans cette enquête, la Slovénie (43%), l'Autriche (40%) et Chypre (37%) rejoignent, aux côtés de la Lettonie (52%), de la République tchèque (51%) et de la Hongrie (45%), le groupe des pays où c'est l'opinion plus modérée selon laquelle l'appartenance est une chose ni bonne, ni mauvaise qui domine.

⁴⁸ QA9 : D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'Union est... ? Une bonne chose, une mauvaise chose, ou une chose ni bonne, ni mauvaise.

































Le Royaume-Uni, seul pays où les opinions négatives (33%, +3 points) prévalent désormais sur les positives (29%, -1 point) et les neutres (31%, -3 points), quitte d'ailleurs ce groupe.

La tendance à la baisse du soutien à l'appartenance de son pays à l'Union est particulièrement marquée dans une dizaine de pays. Elle concerne d'abord les opinions grecques (-17 points par rapport à la vague de l'automne 2009) et chypriotes (-13 points) et l'on trouvera là une conséquence indéniable de la grave crise économique et politique traversée par la Grèce. Mais elle est également manifeste en Slovénie (-11 points), en Allemagne (-10 points), en Estonie (-10 points), en Slovaquie (-9 points), au Portugal (-9 points), en Roumanie (-9 points) et en République tchèque (-9 points). Seuls six pays de l'Union échappent à cette tendance : le soutien à l'appartenance est stable en Belgique et progresse légèrement au Danemark (+1 point), en Pologne (+1 point), à Malte (+2 points), en Lettonie (+3 points) et en Hongrie (+4 points).

Du côté des pays candidats, même s'il est en baisse de 6 points par rapport à la vague de l'automne 2009, le soutien à l'adhésion à l'Union européenne reste très largement majoritaire (60%) dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Le soutien à l'adhésion progresse de 2 points en Turquie, à 47%. Il progresse également de 2 points en Croatie mais à un niveau qui reste très largement minoritaire (26%).

Enfin, seuls 19% des Islandais estiment que ce serait une bonne chose si leur pays faisait partie de l'Union alors que 45% considèrent à l'inverse que ce serait une mauvaise chose pour leur pays, 32% estimant que ce ne serait ni une bonne, ni une mauvaise chose.

QA9a D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est / serait ...?





	% Une bonne chose	EB72 Aut.2009	EB73 Pr.2010	Diff. Pr.2010- Aut.2009
 UE27		53%	49%	-4
 HU		34%	38%	+4
 LV		23%	26%	+3
 MT		45%	47%	+2
 DK		65%	66%	+1
 PL		61%	62%	+1
 BE		64%	64%	=
 IT		49%	48%	-1
 UK		30%	29%	-1
 LT		51%	48%	-3
 SE		57%	54%	-3
 LU		74%	70%	-4
 ES		64%	59%	-5
 FR		49%	44%	-5
 NL		74%	69%	-5
 IE		72%	66%	-6
 AT		42%	36%	-6
 FI		51%	45%	-6
 BG		54%	47%	-7
 CZ		40%	31%	-9
 PT		52%	43%	-9
 RO		64%	55%	-9
 SK		68%	59%	-9
 DE		60%	50%	-10
 EE		62%	52%	-10
 SI		50%	39%	-11
 CY		46%	33%	-13
 EL		61%	44%	-17
CY (tcc)		56%	61%	+5
 HR		24%	26%	+2
 TR		45%	47%	+2
 MK		66%	60%	-6
 IS*		-	19%	-

Pour CY(tcc) : D'une façon générale, pensez-vous que pour la communauté chypriote turque, l'application complète de la législation de l'Union européenne serait ... ?

* Non posée en Islande en EB72.

L'analyse sociodémographique révèle les mêmes clivages que ceux décrits dans les enquêtes précédentes et qui reproduisent les divisions structurelles au sein de l'opinion publique quant à l'intégration européenne.

Le soutien à l'appartenance européenne est d'autant plus affirmé que l'on monte dans la stratification sociale. Il est ainsi nettement plus marqué chez les personnes à haut niveau d'étude que chez les personnes ayant arrêté leurs études plus tôt (62% pour 35%), chez les cadres directeurs que chez les ouvriers (64% pour 43%) ou encore chez les personnes se classant en haut de l'échelle sociale que chez celles se positionnant en bas (61% pour 37%). C'est également plus le cas chez les hommes (52%) et les jeunes générations (58% chez les 15-24 ans) que chez les femmes (45%) et les répondants plus âgés (45% chez les 55 ans et plus). On relèvera en revanche que le soutien n'est quasiment pas déterminé par les positions politiques des répondants puisqu'il est presque le même chez les sympathisants de droite (53%) et chez ceux de gauche (51%). On notera aussi des différences importantes selon l'indice de leadership d'opinion, le soutien à l'appartenance croissant graduellement avec cet indice : (--), 39% ; (-), 46% ; (+), 52% ; (++), 59%⁴⁹.

QA9a D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?				
	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Une chose ni bonne, ni mauvaise	Ne sait pas
UE27	49%	18%	29%	4%
Sexe du répondant				
 Homme	52%	18%	27%	3%
Femme	45%	19%	31%	5%
Age				
 15-24	58%	11%	26%	5%
25-39	50%	16%	31%	3%
40-54	47%	20%	30%	3%
55 +	45%	22%	29%	4%
Age de fin d'études				
 15-	35%	26%	33%	6%
16-19	44%	20%	32%	4%
20+	62%	13%	23%	2%
Toujours étudiant	66%	9%	23%	2%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	53%	18%	26%	3%
Cadres	64%	11%	23%	2%
Autres employés	51%	15%	31%	3%
Ouvriers	43%	20%	34%	3%
Hommes/ femmes au foyer	41%	22%	29%	8%
Chômeurs	42%	19%	33%	6%
Retraités	43%	23%	30%	4%
Etudiants	66%	9%	23%	2%
Echelle gauche-droite				
(1-4) Gauche	51%	18%	28%	3%
(5-6) Centre	47%	18%	32%	3%
(7-10) Droite	53%	20%	25%	2%
Autopositionnement sur l'échelle sociale				
Bas (1-4)	37%	24%	34%	5%
Moyen (5-6)	48%	18%	30%	4%
Haut (7-10)	61%	14%	23%	2%
Indice de leadership d'opinion				
++	59%	18%	21%	2%
+	52%	17%	28%	3%
-	46%	18%	32%	4%
--	39%	21%	33%	7%

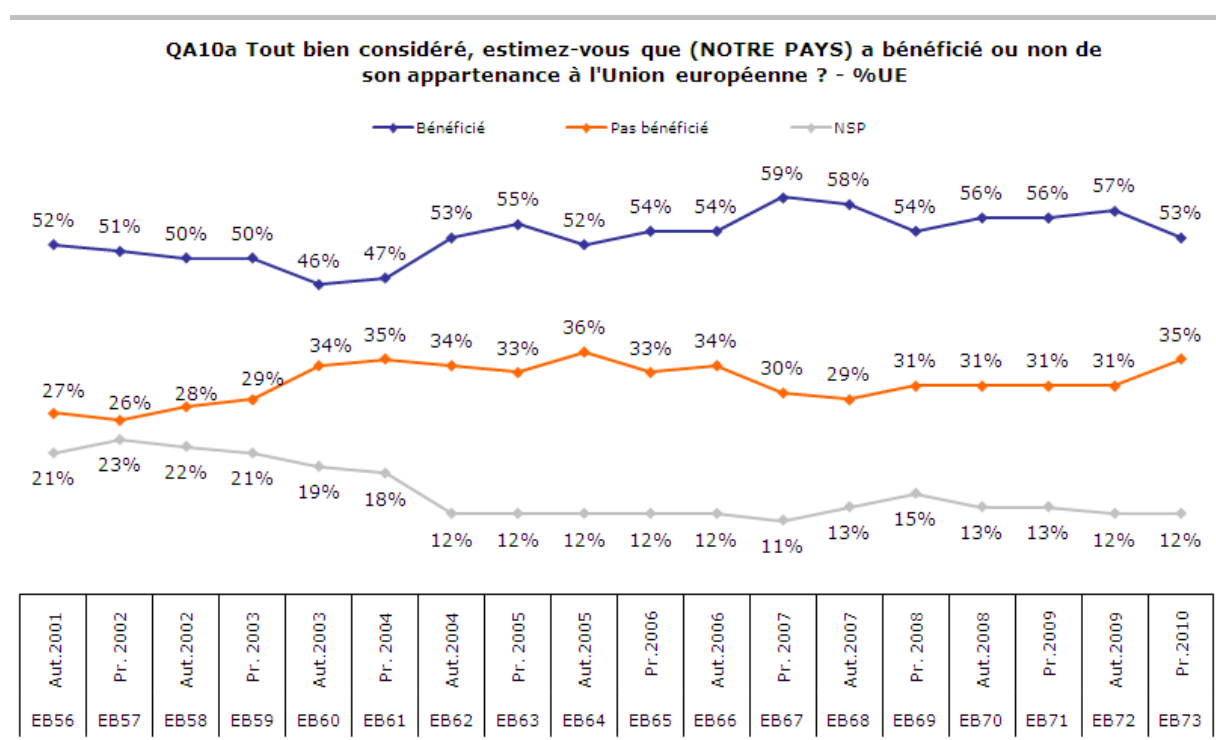
⁴⁹ Voir la définition de l'indice de leadership d'opinion dans la partie I, La vie dans l'Union européenne, chapitre 4, les aspects politiques.

1.3 La perception des bénéfices de l'appartenance européenne

- La tendance à la baisse prévaut également pour les bénéfices perçus de l'appartenance européenne. -

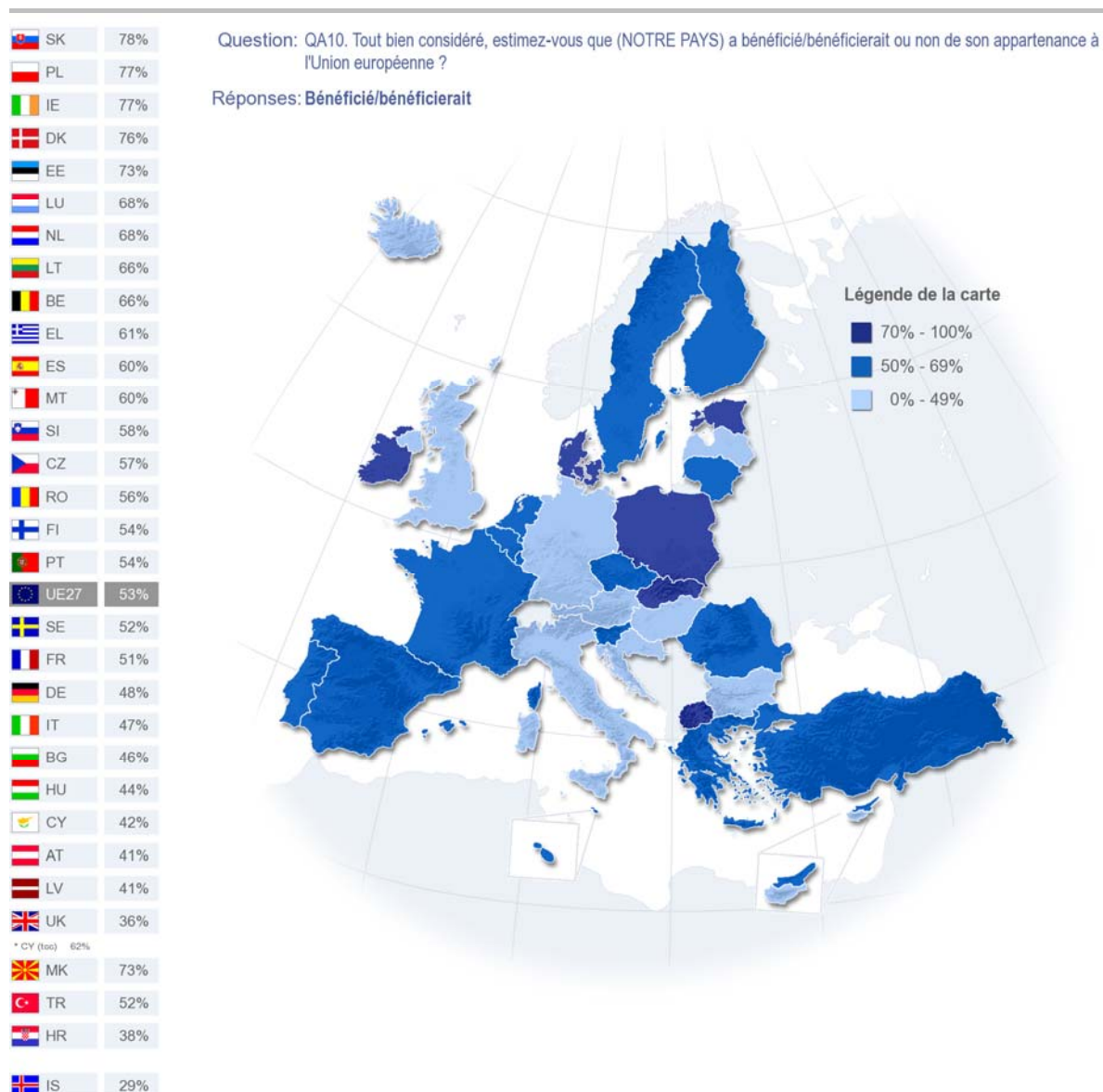
De manière cohérente avec la question précédente, on observe également dans cette vague une dégradation des opinions sur la perception des bénéfices de l'appartenance européenne.

Ainsi, 53% des Européens considèrent aujourd'hui que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, soit une baisse de 4 points par rapport à la vague de l'automne 2009. 35% (+4 points) jugent à l'inverse que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union. 12%, sans changement, n'expriment pas d'opinion⁵⁰.



La perception d'un bénéfice de l'appartenance européenne l'emporte dans 22 Etats membres, et culmine en Slovaquie (78%), en Irlande (77%), en Pologne (77%), au Danemark (76%) et en Estonie (73%). Elle est en revanche minoritaire dans cinq pays de l'Union mais avec des évolutions contrastées. En Hongrie, le sentiment d'un bénéfice progresse de 6 points, contribuant à un rapport désormais beaucoup plus partagé (44% contre 46%). Le rapport se resserre également en Lettonie (41% contre 50%), avec une progression de 4 points du sentiment de bénéfice. A l'inverse, cette perception se dégrade de 8 points à Chypre (42% contre 52%) et de 5 en Autriche (41% contre 48%), faisant ainsi basculer le rapport entre les opinions positives et négatives dans ces deux pays. Enfin, l'opinion britannique n'évolue pas beaucoup et reste majoritairement convaincue (50%, +1 point) que son pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union.

⁵⁰ QA10a Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?







Quelques autres évolutions notables méritent d'être soulignées : si elle reste nettement majoritaire, la perception des bénéfices est toutefois en net recul en Grèce (61%, -10 points), en Roumanie (56%, -10 points) et au Portugal (54%, -10 points). Enfin, le cas de l'Allemagne mérite une attention particulière. La perception d'un bénéfice issu de l'appartenance européenne y est en recul de 9 points alors que dans le même temps le sentiment d'une absence de bénéfices croît lui de 11 points. Ainsi, alors que le rapport était de 57%-32% à l'automne 2009, il est de 48%-43% au printemps 2010.

En ce qui concerne les pays candidats, 73% (-3 points) des répondants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et 52% (+2 points) de ceux de Turquie jugent que leur pays bénéficierait d'une adhésion européenne. L'anticipation des bénéfices d'une adhésion européenne reste minoritaire en Croatie même si elle progresse légèrement (38%, +2 points).

Enfin, 29% des répondants en Islande considèrent que leur pays bénéficierait d'une adhésion à l'UE, contre 58% qui pensent le contraire.

Sur cette question, les déterminants sociaux sont strictement identiques à ceux décrits à la question précédente. On perçoit d'autant mieux les bénéfices de l'adhésion européenne de son pays que l'on est jeune, diplômé, aisé et bien placé dans la hiérarchie sociale.

QA10a Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

	Bénéficié	Pas bénéficié	Ne sait pas
UE27	53%	35%	12%
Sexe du répondant			
 Homme	57%	33%	10%
Femme	49%	36%	15%
Age			
 15-24	63%	24%	13%
25-39	57%	32%	11%
40-54	53%	36%	11%
55 +	46%	40%	14%
Age de fin d'études			
 15-	38%	45%	17%
16-19	50%	38%	12%
20+	67%	25%	8%
Toujours étudiant	70%	18%	12%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	60%	31%	9%
Cadres	68%	26%	6%
Autres employés	57%	32%	11%
Ouvriers	50%	39%	11%
Hommes/ femmes au foyer	43%	38%	19%
Chômeurs	47%	38%	15%
Retraités	45%	41%	14%
Etudiants	70%	18%	12%
Autopositionnement sur l'échelle sociale			
Bas (1-4)	41%	43%	16%
Moyen (5-6)	54%	34%	12%
Haut (7-10)	65%	28%	7%
Indice d'intérêt pour la politique			
Fort	61%	34%	5%
Moyen	58%	33%	9%
Faible	51%	35%	14%
Pas du tout	40%	38%	22%
Indice de leadership d'opinion			
++	62%	32%	6%
+	57%	33%	10%
-	52%	35%	13%
--	44%	38%	18%

1.4 Les raisons permettant d'expliquer le bénéfice perçu de l'appartenance

Il a paru intéressant de mieux comprendre les ressorts qui fondaient, au sein de l'opinion européenne, la perception que son pays bénéficiait, ou pas, de son adhésion à l'Union. Pour cela, il a été proposé aux répondants qui percevaient un bénéfice comme à ceux qui n'en percevaient pas une liste d'arguments pour motiver et justifier leur choix. Les répondants pouvaient au maximum choisir trois arguments dans cette liste. Commençons par étudier les raisons avancées pour expliquer le sentiment que son pays a bénéficié / pourrait bénéficier de l'appartenance à l'Union.

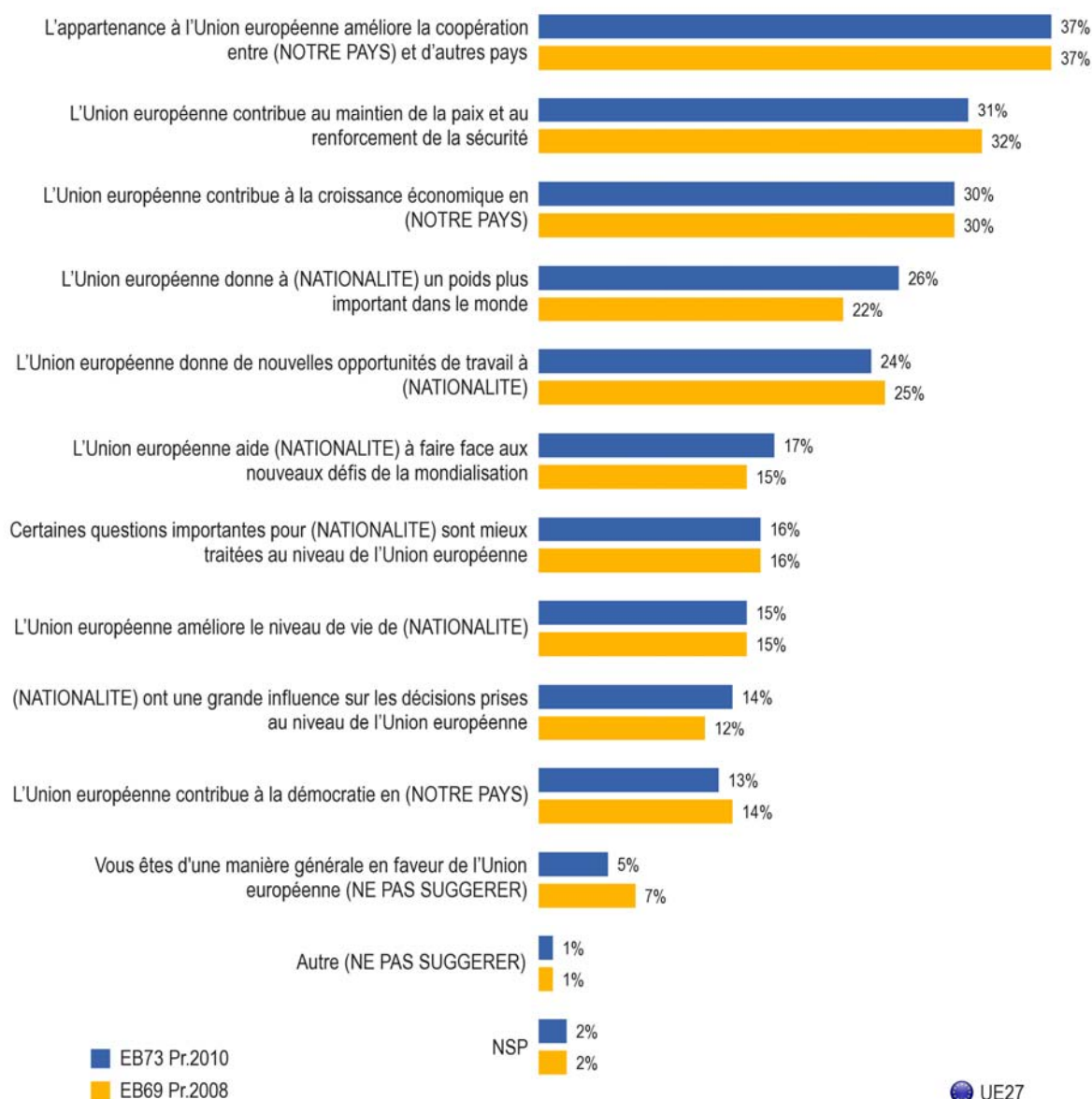
Le développement de liens de coopération pacifique avec les autres pays est le premier fondement d'une perception positive de l'appartenance européenne⁵¹.

Ainsi, avec 37% de citations, le fait que l'appartenance à l'Union améliore la coopération entre son pays et les autres arrive en tête des raisons citées, devant le fait qu'elle contribue au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité (31%) et qu'elle favorise une meilleure croissance économique dans son pays (30%). Un quart des personnes interrogées citent également le fait que l'Union donne à leur pays un poids plus important dans le monde (26%) et qu'elle offre de nouvelles opportunités de travail (24%). Les autres arguments, à savoir que l'Union aide à faire face aux défis de la mondialisation (17%), que certaines questions sont mieux traitées au niveau de l'Union qu'au niveau de chaque pays (16%), que l'Union améliore le niveau de vie dans chaque pays (15%) ou qu'elle renforce la démocratie dans chaque pays (13%) sont sensiblement moins cités.

On constate une très forte stabilité de la hiérarchie de ces arguments par rapport à la dernière mesure effectuée au printemps 2008 (EB69), la seule évolution notable étant la progression de 4 points de l'argument selon lequel l'UE donne à son pays une voix plus importante dans le monde.

⁵¹ QA11a Parmi les raisons suivantes, quelles sont les principales raisons qui vous font penser que (NOTRE PAYS) a bénéficié\ bénéficierait d'être membre de l'Union européenne ?

QA11. Parmi celles que je vais vous citer, quelles sont les principales raisons qui vous font penser que (NOTRE PAYS) a bénéficié de son appartenance à l'Union Européenne ?



La question (QA11) est posée à ceux qui jugent que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union (53% de l'échantillon)




L'argument de la coopération est le plus cité en Suède (69%), au Danemark (65%) et aux Pays-Bas (63%). Celui de la paix et de la sécurité touche le plus les opinions chypriotes (63%), suédoises (48%), néerlandaises (47%) et allemandes (44%). Enfin, l'argument selon lequel l'appartenance à l'Union est un levier pour la croissance économique nationale est le plus cité en Hongrie (52%), en Estonie (48%) et en Irlande (48%).

En ce qui concerne les pays candidats, le fait que l'appartenance à l'Union contribuerait à la croissance économique arrive en tête des citations, avec 46% en Croatie, 47% en Turquie et 50% dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine. On relève également en Turquie, et à un degré moindre en Croatie, la prégnance de l'argument démocratique, bien supérieure à ce qu'elle est en moyenne au sein des pays membres de l'UE, puisque 42% des Turcs et 31% des Croates considèrent qu'une appartenance à l'Union bénéficierait à la démocratie de leur pays. Cet argument arrive en deuxième position en Turquie et en troisième en Croatie, les Croates étant également très sensibles au fait que l'appartenance à l'Union leur offrirait de nouvelles opportunités de travail (41%).

Enfin, en Islande, l'argument selon lequel l'Union améliorerait le niveau de vie de la population arrive en tête (51%), devant celui d'une amélioration de la coopération entre les pays (46%) et d'un renforcement de la croissance économique (40%).

Les arguments positifs sur le fait que son pays ait bénéficié de son appartenance européenne sont d'autant plus partagés que le niveau de diplôme des individus est élevé. Ainsi, respectivement 42% et 35% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans et au-delà estiment que l'appartenance à l'Union améliore les coopérations entre pays et contribue à la croissance économique de leur pays, pour 29% et 26% de ceux les ayant arrêtées avant 16 ans.

QA11a Parmi les raisons suivantes, quelles sont les principales raisons qui vous font penser que (NOTRE PAYS) a bénéficié\ bénéficierait d'être membre de l'Union européenne ?

	L'appartenance à l'UE améliorerait la coopération entre (NOTRE PAYS) et d'autres pays	L'UE contribue\ contribuerait au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité	L'UE contribue\ contribuerait à la croissance économique en (NOTRE PAYS)	L'UE donne\ donnerait aux (NATIONALITE) un poids plus important dans le monde	L'UE donne\ donnerait aux (NATIONALITE) de nouvelles opportunités de travail	L'UE aide\ aiderait les (NATIONALITE) à faire face aux nouveaux défis de la mondialisation	Certaines questions importantes pour les (NATIONALITE) sont\ seraient mieux traitées au niveau de l'UE	L'UE améliore\ améliorerait le niveau de vie des (NATIONALITE)	Les (NATIONALITE) ont\ auraient une grande influence sur les décisions prises au niveau de l'UE	L'UE contribue\ contribuerait à la démocratie en (NOTRE PAYS)	Vous êtes d'une manière générale en faveur de l'UE (SPONT.)
UE27	37%	31%	30%	26%	24%	17%	16%	15%	14%	13%	5%
Age											
 15-24	41%	28%	25%	27%	26%	17%	16%	17%	12%	12%	4%
25-39	40%	28%	30%	25%	26%	18%	15%	17%	14%	11%	5%
40-54	37%	32%	32%	26%	23%	17%	17%	14%	14%	13%	4%
55 +	33%	35%	30%	26%	22%	15%	15%	15%	14%	13%	6%
Age de fin d'études											
 15-	29%	29%	26%	28%	19%	11%	14%	16%	16%	13%	6%
16-19	36%	32%	29%	26%	24%	15%	15%	15%	14%	13%	5%
20+	42%	33%	35%	25%	25%	21%	17%	15%	13%	12%	4%
Toujours étudiant	44%	28%	23%	28%	28%	19%	16%	17%	12%	11%	5%
Echelle d'occupation du répondant											
 Indépendants	40%	29%	30%	30%	25%	16%	16%	12%	12%	13%	7%
Cadres	42%	32%	37%	24%	23%	23%	17%	15%	14%	12%	4%
Autres employés	40%	31%	30%	27%	25%	17%	16%	15%	13%	12%	7%
Ouvriers	36%	32%	29%	25%	24%	15%	16%	17%	17%	13%	3%
Hommes/ femmes au foyer	33%	28%	27%	27%	21%	15%	16%	17%	10%	15%	4%
Chômeurs	35%	29%	30%	24%	22%	14%	15%	15%	11%	11%	3%
Retraités	32%	35%	30%	26%	24%	14%	14%	15%	14%	13%	5%
Etudiants	44%	28%	23%	28%	28%	19%	16%	17%	12%	11%	5%
Echelle Gauche-Droite											
(1-4) Gauche	42%	34%	30%	27%	21%	20%	17%	14%	13%	12%	4%
(5-6) Centre	36%	31%	31%	27%	25%	17%	15%	16%	16%	13%	4%
(7-10) Droite	37%	31%	31%	28%	25%	16%	16%	17%	14%	12%	5%
Difficultés à payer ses factures											
La plupart du temps	28%	30%	28%	19%	23%	14%	20%	16%	8%	14%	5%
De temps en temps	33%	31%	27%	28%	24%	14%	17%	15%	11%	14%	6%
Pratiquement jamais	40%	32%	31%	27%	24%	18%	14%	15%	15%	12%	4%
Indice d'intérêt pour la politique											
Fort	39%	35%	33%	26%	23%	22%	19%	16%	13%	13%	5%
Moyen	41%	32%	31%	27%	24%	17%	15%	14%	14%	13%	4%
Faible	34%	29%	28%	25%	26%	15%	14%	16%	14%	12%	5%
Pas du tout	28%	26%	23%	23%	23%	11%	14%	18%	12%	13%	6%
Indice de leadership d'opinion											
++	41%	35%	33%	26%	23%	22%	18%	15%	14%	13%	6%
+	39%	31%	30%	27%	24%	17%	16%	16%	13%	13%	5%
-	36%	30%	29%	26%	26%	17%	16%	14%	14%	12%	4%
--	32%	30%	25%	25%	23%	11%	13%	15%	13%	12%	3%

1.5 Les raisons pour lesquelles les Européens ont le sentiment que leur pays n'a pas bénéficié / ne bénéficierait pas de l'appartenance

De l'autre côté, la perception négative de l'appartenance à l'Union se fonde, elle, essentiellement sur des raisons d'influence et des facteurs socio-économiques⁵². On trouve ainsi en tête de la hiérarchie des arguments justifiant que l'on n'attribue aucun bénéfice à l'appartenance européenne, avec 33% de citations, le fait que son pays n'ait pas assez d'influence sur les décisions de l'Union. A égalité, à 29% de citations, sont ensuite cités le fait que l'Union diminue le niveau de vie dans son pays et qu'elle mette en danger les emplois nationaux. En quatrième position, on trouve l'argument selon lequel l'appartenance européenne a un effet négatif sur la croissance économique, avec 27% de citations. Trois des quatre premiers arguments concernent donc le champ social et économique. Près d'un quart des répondants (24%) estiment ensuite que les questions importantes seraient mieux traitées au niveau national. Le sixième argument cité est que l'appartenance à l'Union rend son pays plus vulnérable aux effets négatifs de la mondialisation (17%), tous les autres arguments recueillant ensuite moins de 12% de citations.

Cette hiérarchie d'arguments est là encore globalement stable par rapport à 2008. Parmi les principales évolutions enregistrées, le fait que les citoyens de son pays n'aient pas assez d'influence sur les décisions de l'Union perd 3 points mais reste en tête, et l'argument selon lequel les questions importantes sont/seraient mieux traitées au niveau national perd 2 points.

L'argument selon lequel son pays ne pèse pas assez sur les décisions de l'Union est particulièrement partagé dans les pays nordiques (63% en Suède, 61% au Danemark, 50% en Finlande) et dans certains pays parmi les membres les plus récents de l'Union : République tchèque (46%), Hongrie (45%), Bulgarie (42%).

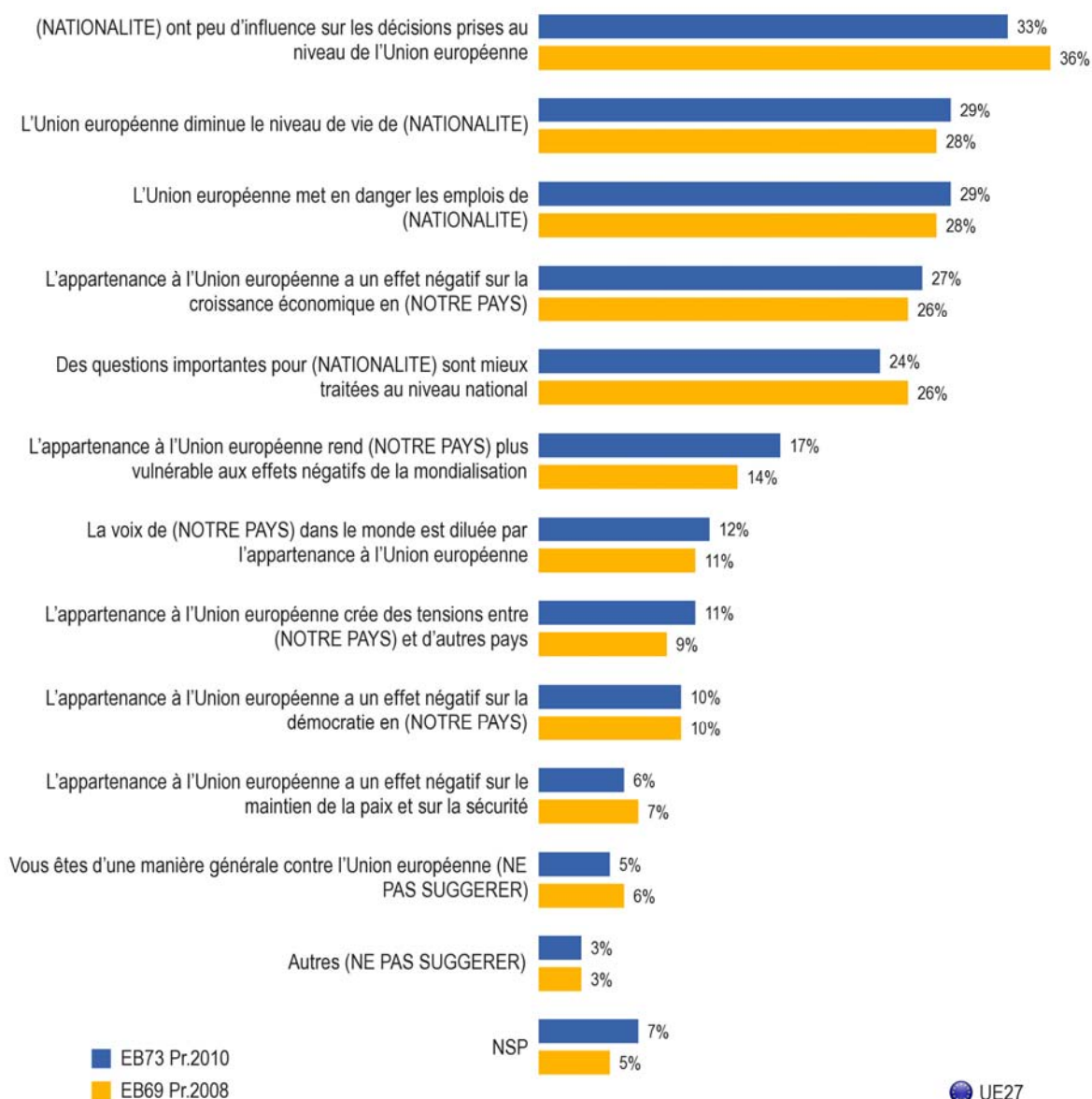
L'argument de l'effet négatif de l'appartenance européenne sur le niveau de vie suscite une adhésion particulière en Slovaquie (58%) et en France (47%).

Enfin, l'évocation des conséquences négatives de l'appartenance européenne sur la situation de l'emploi national est la plus forte à Chypre (74%), en Irlande (43%) et en France (42%).

En Croatie (51%) et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (35%), l'argument négatif selon lequel l'appartenance européenne diminuerait le niveau de vie des populations locales arrive en tête des citations. En Turquie, les réponses sont plus dispersées et la hiérarchie moins nette : le fait que l'appartenance européenne aurait un impact négatif sur la croissance économique turque arrive en tête, avec 27% de citations, juste devant une position de principe, celle qui consiste à être contre l'Union (25%). En Islande, c'est l'argument d'une faible influence qui prédomine : 63% des Islandais estiment ainsi que si leur pays appartenait à l'Union, ils auraient peu d'influence sur les décisions de l'Union Européenne.

⁵² QA12a Parmi les raisons suivantes, quelles sont les principales raisons qui vous font penser que (NOTRE PAYS) n'a pas bénéficié\ ne bénéficierait pas d'être membre de l'Union européenne ?

QA12. Parmi celles que je vais vous citer, quelles sont les principales raisons qui vous font penser que (NOTRE PAYS) n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union Européenne ?



La question (QA12) est posée à ceux qui jugent que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union (35% de l'échantillon)

L'analyse des résultats selon le profil sociodémographique des répondants ne révèle pas de différences majeures.

QA12a Parmi les raisons suivantes, quelles sont les principales raisons qui vous font penser que (NOTRE PAYS) n'a pas bénéficié\ ne bénéficierait pas d'être membre de l'Union européenne ?

	Les (NATIONALITE) ont\ auraient peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE	L'UE diminue\ diminuerait le niveau de vie des (NATIONALITE)	L'UE met\ mettrait en danger les emplois des (NATIONALITE)	L'appartenance à l'UE a\ aurait un effet négatif sur la croissance économique en (NOTRE PAYS)	Des questions importantes pour les (NATIONALITE) sont\ seraient mieux traitées au niveau national	L'appartenance à l'UE rend\ rendrait (NOTRE PAYS) plus vulnérable aux effets négatifs de la mondialisation	La voix de (NOTRE PAYS) dans le monde est\ serait diluée par l'appartenance à l'UE	L'appartenance à l'UE crée\ créerait des tensions entre (NOTRE PAYS) et d'autres pays	L'appartenance à l'UE a\ aurait un effet négatif sur la démocratie en (NOTRE PAYS)	L'appartenance à l'UE a\ aurait un effet négatif sur le maintien de la paix et sur la sécurité	Vous êtes d'une manière générale contre l'UE (SPONT.)
UE27	33%	29%	29%	27%	24%	17%	12%	11%	10%	6%	5%
Age											
15-24	32%	25%	27%	31%	22%	17%	12%	13%	10%	8%	3%
25-39	31%	29%	30%	26%	25%	19%	12%	9%	12%	5%	4%
40-54	38%	31%	29%	30%	25%	18%	13%	11%	9%	7%	4%
55 +	32%	29%	29%	24%	25%	14%	12%	11%	10%	6%	6%
Age de fin d'études											
15-	29%	31%	30%	24%	22%	13%	12%	11%	9%	7%	8%
16-19	35%	31%	31%	27%	24%	18%	13%	12%	10%	6%	4%
20+	37%	26%	26%	31%	30%	20%	13%	9%	12%	5%	4%
Toujours étudiant	34%	21%	26%	34%	26%	19%	13%	11%	15%	8%	3%
Echelle d'occupation du répondant											
Indépendants	36%	24%	22%	31%	26%	23%	12%	14%	10%	5%	7%
Cadres	42%	25%	27%	28%	30%	21%	15%	11%	12%	7%	3%
Autres employés	34%	27%	27%	30%	29%	22%	12%	11%	14%	8%	4%
Ouvriers	32%	32%	32%	29%	24%	17%	12%	10%	9%	6%	4%
Hommes/ femmes au foyer	29%	35%	29%	24%	21%	12%	10%	12%	7%	8%	6%
Chômeurs	33%	26%	37%	24%	20%	12%	12%	8%	10%	4%	4%
Retraités	32%	31%	28%	24%	23%	15%	13%	11%	10%	6%	6%
Etudiants	34%	21%	26%	34%	26%	19%	13%	11%	15%	8%	3%
Autopositionnement sur l'échelle sociale											
Bas (1-4)	29%	35%	32%	28%	21%	17%	11%	10%	9%	6%	4%
Moyen (5-6)	34%	29%	29%	27%	25%	16%	13%	11%	10%	7%	6%
Haut (7-10)	39%	24%	27%	25%	30%	19%	13%	11%	11%	4%	4%
Indice d'intérêt pour la politique											
Fort	38%	30%	29%	32%	27%	22%	14%	12%	13%	6%	4%
Moyen	36%	31%	30%	27%	27%	20%	13%	11%	11%	7%	5%
Faible	30%	29%	31%	29%	25%	15%	13%	12%	10%	6%	5%
Pas du tout	29%	27%	26%	22%	16%	9%	8%	9%	8%	6%	6%
Indice de leadership d'opinion											
++	39%	28%	30%	31%	28%	25%	14%	11%	14%	4%	3%
+	33%	30%	31%	29%	26%	16%	13%	12%	11%	7%	4%
-	32%	29%	27%	26%	26%	18%	12%	10%	10%	8%	6%
--	32%	29%	29%	23%	18%	13%	11%	10%	8%	4%	7%

2. LA DEMOCRATIE DANS L'UNION EUROPEENNE

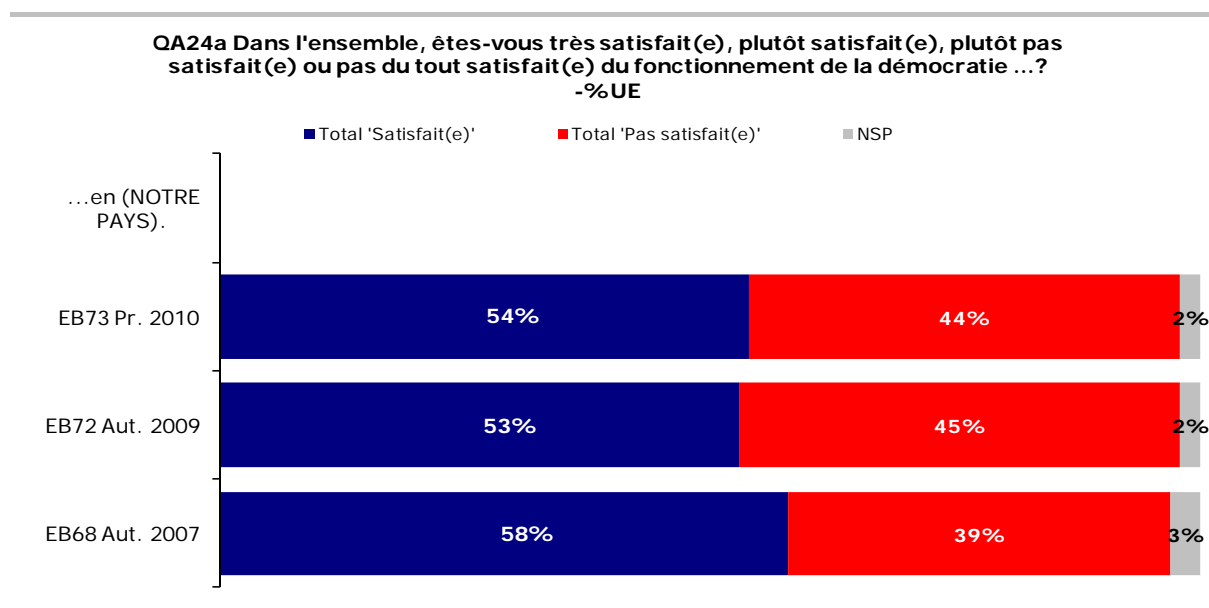
2.1 La perception du fonctionnement des démocraties nationales et de la démocratie européenne

- Stabilité des jugements sur le fonctionnement des démocraties nationales mais légère dégradation de ceux qui concernent l'Union européenne -

L'enquête Eurobaromètre de l'automne 2009 (EB72) avait mesuré au sein de l'opinion européenne une dégradation des jugements sur le fonctionnement des démocraties nationales par rapport aux enquêtes précédentes de 2007. Cette vague enregistre, elle, plutôt une tendance à la stabilité, les opinions sur le fonctionnement de la démocratie dans chaque pays membre restant globalement similaires à celles mesurées à l'automne 2009. En revanche, on constate une légère dégradation des opinions sur le fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union.

La manière dont fonctionne la démocratie dans le pays

54% des Européens se déclarent aujourd'hui satisfaits de la manière dont fonctionne la démocratie dans leur pays, alors que 44% expriment leur mécontentement, seuls 2% étant sans opinion⁵³. La satisfaction par rapport au fonctionnement national de la démocratie est en hausse d'un point par rapport à l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2009 alors que l'insatisfaction diminue d'un point. On reste donc très proche du rapport mesuré à l'automne 2009 et encore assez éloigné du niveau de satisfaction mesuré à l'automne 2007.

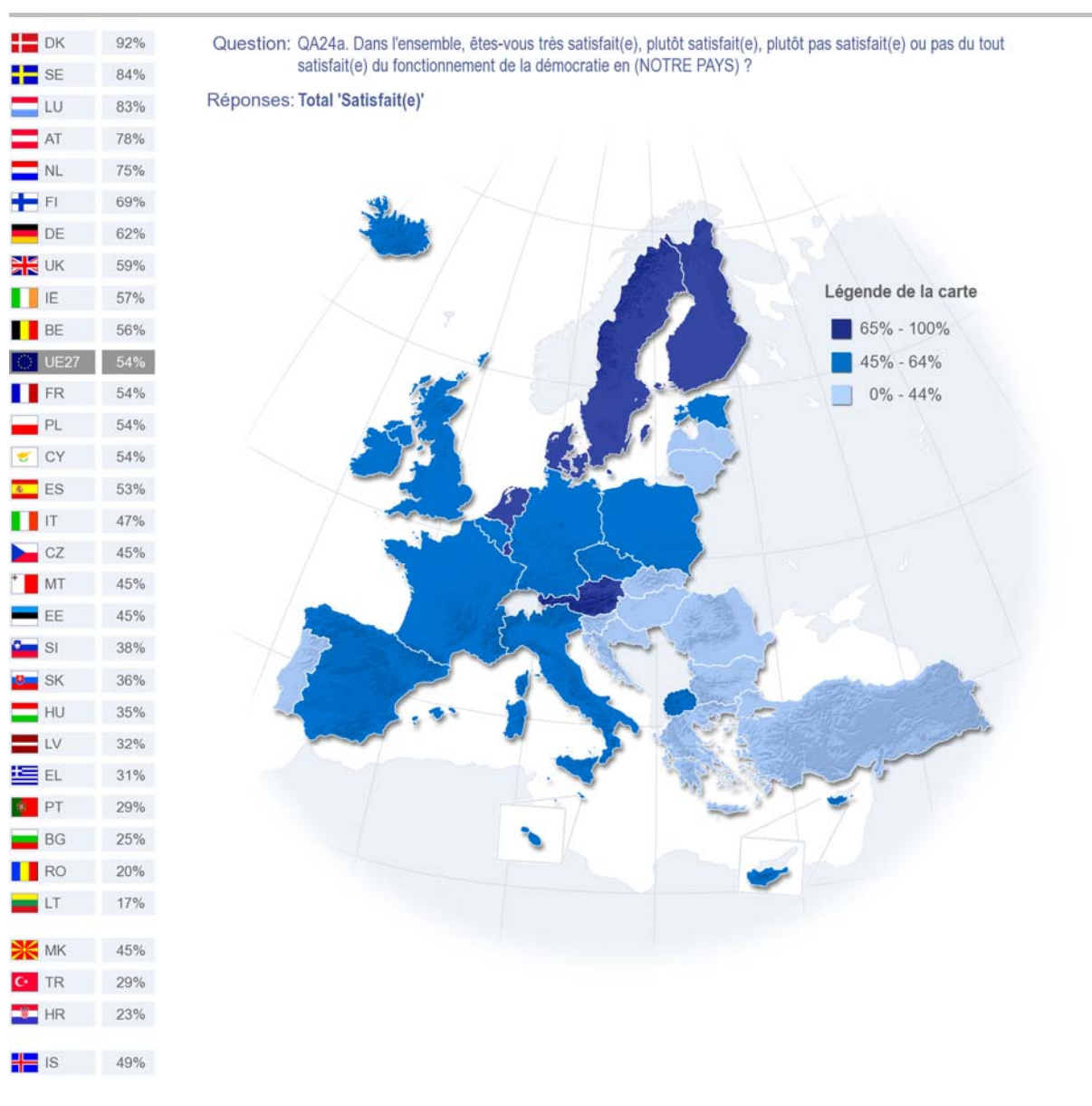


⁵³ QA24a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas satisfait du tout du fonctionnement de la démocratie en (notre pays) ?

De manière assez générale, l'Europe est coupée en deux sur cette question : l'appréciation du fonctionnement de la démocratie nationale est largement positive au sein des pays UE15 (57/41) alors qu'elle est nettement négative dans le groupe de pays NEM12 (39/57).

Dans le détail, on s'aperçoit que la satisfaction à l'égard du fonctionnement démocratique de son pays l'emporte dans 14 Etats membres, avec les niveaux les plus hauts au Danemark (92%), en Suède (84%), au Luxembourg (83%), en Autriche (78%) et aux Pays-Bas (75%).

L'insatisfaction par rapport au fonctionnement de la démocratie est majoritaire dans 13 pays de l'Union, avec ses plus hauts niveaux en Lituanie (79%), en Roumanie (78%), en Bulgarie (73%), en Grèce (69%) et au Portugal (69%). Les opinions sont enfin extrêmement partagées à Malte (45% de satisfaction contre 46%).




Les évolutions par pays par rapport à l'enquête de l'automne 2009 sont très contrastées. L'insatisfaction croît très fortement dans les pays les plus touchés par la crise de leurs finances publiques : elle progresse ainsi de 18 points en Grèce et de 12 points au Portugal. A l'opposé, et même si elle reste encore minoritaire, la satisfaction progresse de manière notable en Hongrie (+12 points) et en Lettonie (+11 points). Il est intéressant de signaler que la Hongrie et la Lettonie sont les deux pays dans lesquels le sentiment que la crise a déjà atteint son apogée a le plus progressé depuis l'automne 2009, tandis que la Grèce ou le Portugal sont les deux Etats membres où cette opinion a le plus fortement chuté⁵⁴. On peut alors se demander dans quelle mesure la perception de la situation économique influence l'opinion sur la manière dont la démocratie fonctionne dans le pays. Enfin, le rapport s'inverse en Pologne, sous l'effet d'une hausse de 10 points de la satisfaction. Alors que ce pays faisait partie à l'automne 2009 du groupe des pays où l'insatisfaction était majoritaire (50% de pas satisfaits contre 44%), il rejoint désormais celui des pays où la satisfaction l'emporte (54% de satisfaits contre 39%).

En ce qui concerne les pays candidats, l'insatisfaction, même si elle est en recul, reste forte en Croatie (75%, -9 points). Elle progresse et continue de se renforcer en Turquie (66%, +8 points). Cette insatisfaction explique sans doute en partie pourquoi, dans ces deux pays, beaucoup estiment qu'une adhésion à l'UE serait bénéfique pour la démocratie. Elle devient majoritaire, alors qu'elle ne l'était pas à l'automne 2009, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (54%, +9 points). Enfin, l'opinion islandaise est totalement partagée dans son appréciation du fonctionnement de la démocratie dans le pays (49% contre 49%).

Les clivages sociaux structurent fortement la grille de lecture des répondants sur cette question. La critique du fonctionnement de la démocratie est ainsi d'autant plus marquée que l'on se situe au bas de l'échelle sociale. Soixante pour cent des personnes se classant au bas de l'échelle sociale jugent que la démocratie fonctionne mal dans leur pays alors que ce n'est le cas que de 36% de ceux se situant en haut. 64% de ceux qui avouent des difficultés à payer leurs factures portent un regard insatisfait sur leur démocratie pour « seulement » 38% de ceux qui ne déclarent pas de difficultés financières. On trouvera une dernière illustration de ce clivage social dans le fait que 54% des chômeurs sont insatisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays pour 34% des cadres. On observe une légère différence dans l'appréciation du système démocratique de son pays selon l'appartenance politique : 53% des sympathisants de gauche, 57% de ceux du centre et 59% de ceux de droite se déclarent satisfaits du fonctionnement de la démocratie de leur pays. L'insatisfaction à l'égard du système démocratique est donc bien plus sociale que politique et fondée essentiellement sur la fragilisation et la précarisation des situations personnelles.

⁵⁴ Voir Volume II, L'état de l'opinion sur d'autres thèmes, partie 2, les Européens L'Union européenne et la crise, chapitre 1, La crise a-t-elle atteint son pic ?

QA24a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie en (NOTRE PAYS) ?

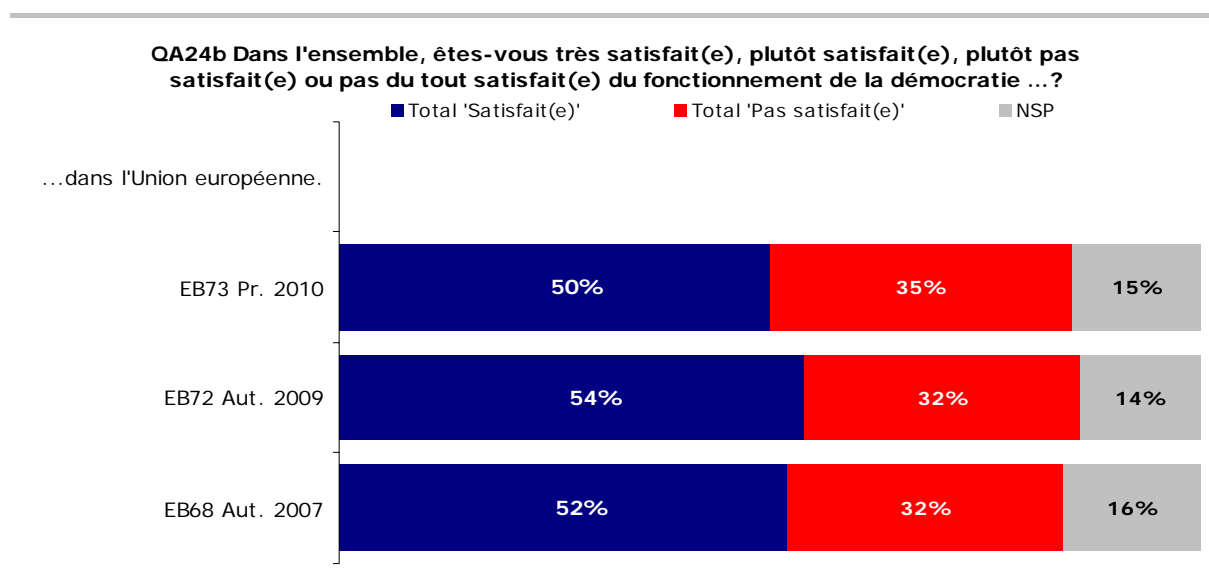
	Total 'Satisfait(e)'	Total 'Pas satisfait(e)'	Ne sait pas
UE27	54%	44%	2%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	53%	46%	1%
Cadres	65%	34%	1%
Autres employés	56%	42%	2%
Ouvriers	50%	48%	2%
Hommes/ femmes au foyer	48%	49%	3%
Chômeurs	44%	54%	2%
Retraités	52%	45%	3%
Etudiants	62%	36%	2%
Echelle gauche-droite			
(1-4) Gauche	53%	46%	1%
(5-6) Centre	57%	41%	2%
(7-10) Droite	59%	40%	1%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	33%	64%	3%
De temps en temps	45%	52%	3%
Presque jamais	60%	38%	2%
Autopositionnement sur l'échelle sociale			
Bas (1-4)	37%	60%	3%
Moyen (5-6)	56%	42%	2%
Haut (7-10)	63%	36%	1%

La manière dont fonctionne la démocratie dans l'Union européenne

50% des Européens se disent aujourd'hui satisfaits du fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union européenne, 35% étant à l'inverse insatisfaits et 15% n'exprimant pas d'opinion⁵⁵. Par rapport à l'automne 2009, les opinions favorables sont en recul de 4 points alors que les jugements défavorables progressent de 3 points. Le taux de sans opinion gagne 1 point.

Ce rapport de 50/35 est également moins positif que celui mesuré à l'automne 2007 (52/32).

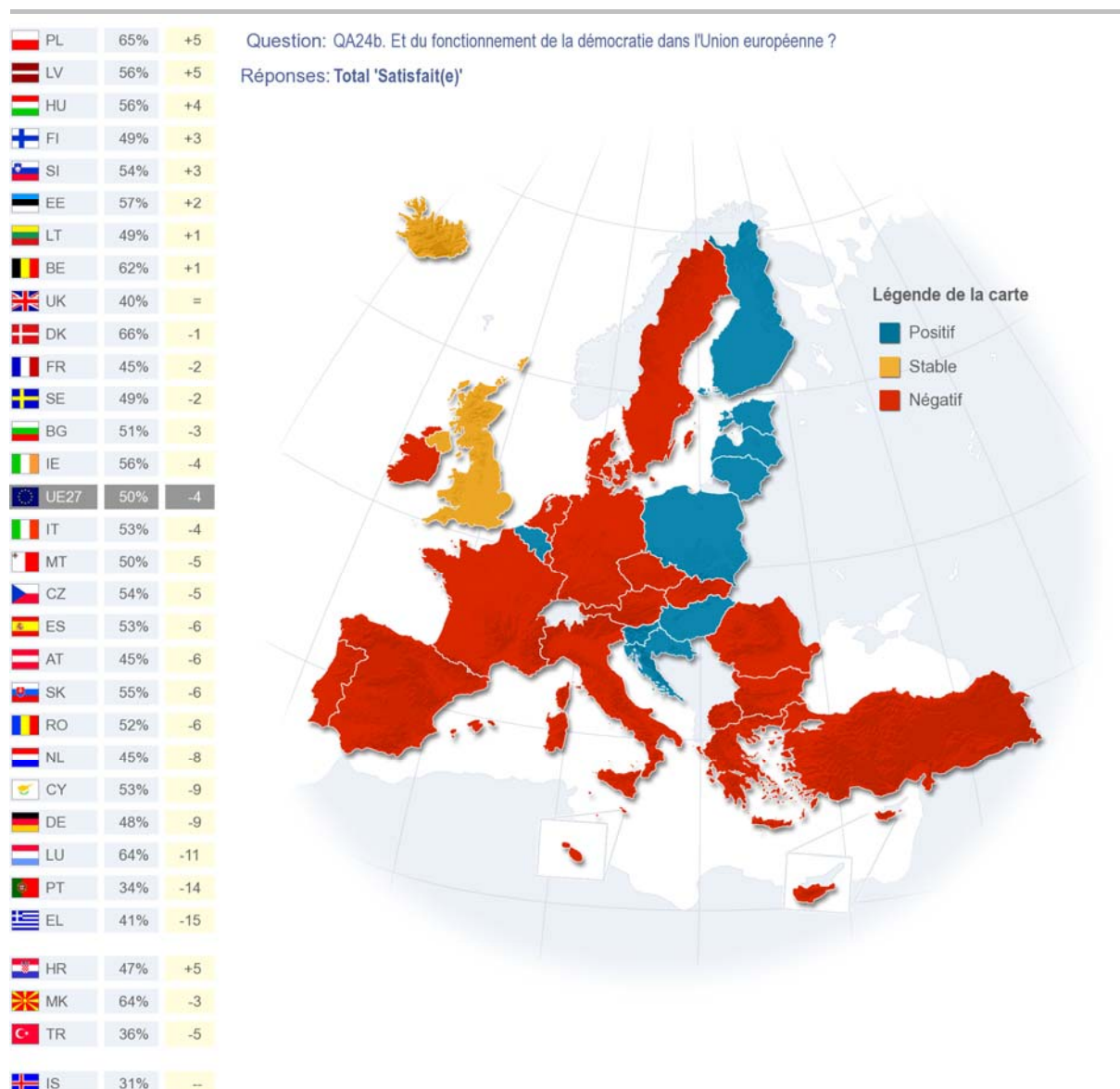
⁵⁵ QA24b Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?



La crise des finances publiques a probablement affecté profondément les opinions dans certains pays, soit qu'ils soient directement concernés par cette crise, soit qu'ils aient été le théâtre de débats sur la question de l'aide à apporter aux pays en situation difficile. Ainsi, la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'Union s'effondre de 15 points en Grèce et de 14 points au Portugal. Dans ces deux pays, l'insatisfaction est désormais majoritaire, s'établissant à 53% en Grèce et 51% au Portugal. Elle recule également de 9 points à Chypre mais reste majoritaire (53%).

Ce taux de satisfaction est également en fort recul au Luxembourg (-11 points), en Allemagne (-9 points), aux Pays-Bas (-8 points) et en Autriche (-6 points). Du coup, si la satisfaction reste largement majoritaire au Luxembourg (64%), le rapport devient beaucoup plus serré en Allemagne (48% contre 44%) et aux Pays-Bas (45% contre 44%). Il s'inverse même en Autriche (45% contre 49%).



Au final, et pour la première fois, on se retrouve sur cet indicateur dans une situation où l'insatisfaction l'emporte donc dans trois pays de l'Union (Grèce, Portugal, Autriche).



Diff. EB73 Pr. 2010 – EB72 Aut. 2009

La satisfaction à l'égard de la démocratie dans l'Union européenne croît au fur et à mesure que l'on s'élève dans la stratification sociale. Le clivage entre couches aisées et intégrées et couches modestes et en difficulté structure les opinions à l'égard de la démocratie européenne. A titre d'illustration, 57% des personnes à haut niveau d'études et 59% de celles se classant en haut de l'échelle sociale sont satisfaites du fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union pour 40% de celles dont le niveau de formation est faible et 37% de celles qui s'auto-positionnent en bas de l'échelle sociale. L'âge est également un facteur clivant, la satisfaction étant beaucoup plus marquée au sein des jeunes générations (59% chez les 15-24 ans) qu'au sein des plus âgées (44% chez les 55 ans et plus). Enfin, la satisfaction est sensiblement supérieure chez les sympathisants de droite (57%) que chez ceux de gauche (47%).

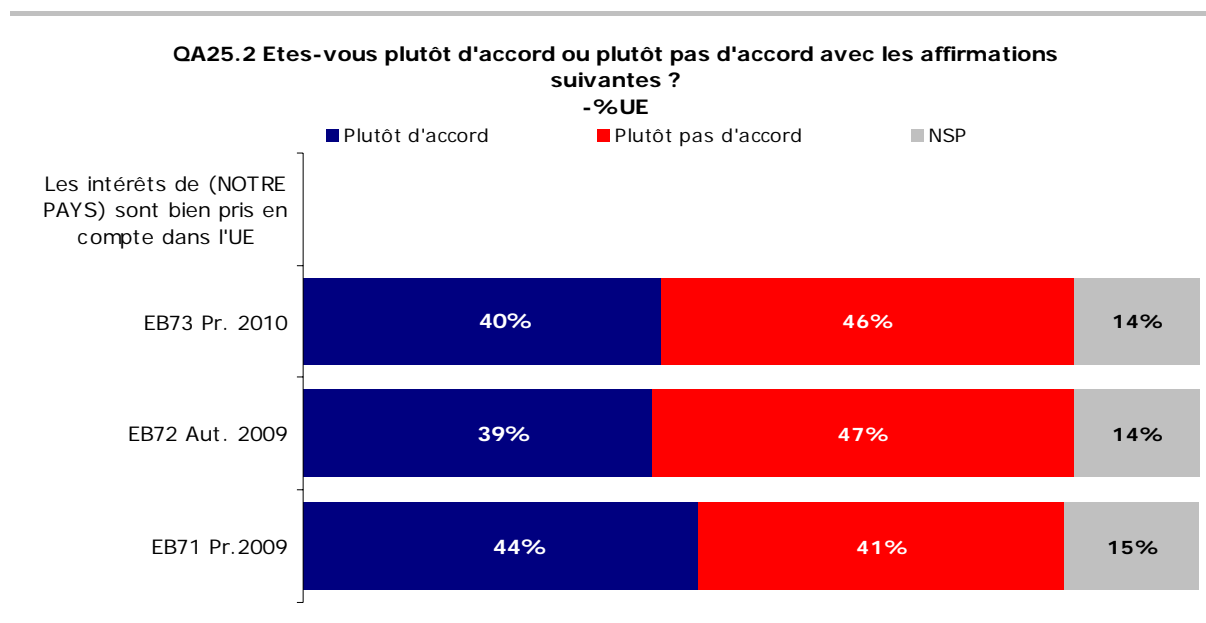
QA24b Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?

	Total 'Satisfait(e)'	Total 'Pas satisfait(e)'	Ne sait pas
UE27	50%	35%	15%
Age			
 15-24	59%	27%	14%
25-39	53%	35%	12%
40-54	49%	37%	14%
55 +	44%	39%	17%
Age de fin d'études			
 15-	40%	39%	21%
16-19	48%	38%	14%
20+	57%	33%	10%
Toujours étudiant	64%	25%	11%
Echelle gauche-droite			
(1-4) Gauche	47%	39%	14%
(5-6) Centre	52%	35%	13%
(7-10) Droite	57%	34%	9%
Autopositionnement sur l'échelle sociale			
Bas (1-4)	37%	42%	21%
Moyen (5-6)	52%	34%	14%
Haut (7-10)	59%	33%	8%

2.2 Les intérêts nationaux sont-ils bien pris en compte par l'UE ?

- Le sentiment d'une mauvaise prise en compte des intérêts de son pays par l'Union reste dominant -

La stabilité prévaut sur cet indicateur par rapport à l'enquête de l'automne 2009, puisque les évolutions constatées sont marginales⁵⁶. Ainsi, 46% des Européens (-1 point) considèrent que l'Union ne prend pas bien en compte les intérêts de leur pays alors que 40% (+1 point) émettent un jugement inverse, 14% (sans changement) n'exprimant pas d'opinion. L'idée d'une mauvaise prise en charge des intérêts nationaux par l'UE reste donc dominante au sein de l'opinion européenne.



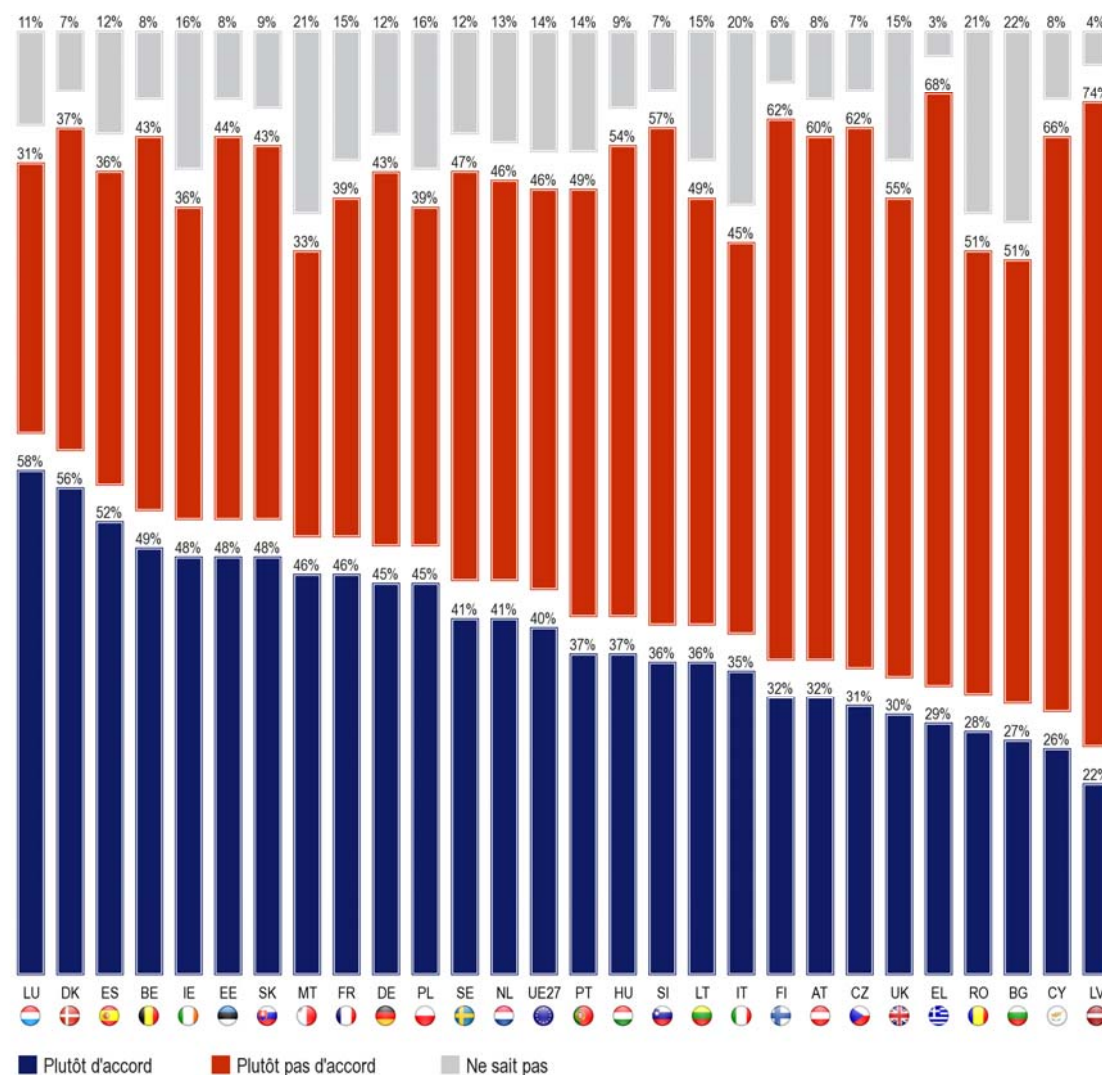
On observe sur cet indicateur une différence remarquable entre les pays de la zone euro et les autres : le rapport entre le sentiment d'une bonne prise en compte de l'intérêt national par l'Union et celui d'une mauvaise s'établit ainsi à 43-44 au sein des pays de la zone euro et à 35-50 chez ceux qui n'appartiennent pas à cette zone.

L'idée d'une mauvaise prise en compte des intérêts nationaux par l'Union domine dans 16 pays de l'Union et est particulièrement marquée en Lettonie (74%), en Grèce (68%), à Chypre (66%), en République tchèque (62%), en Finlande (62%) et en Autriche (60%). Le sentiment d'une bonne prise en compte de l'intérêt national l'emporte lui dans 11 Etats membres et est le plus fort au Luxembourg (58%) et au Danemark (56%). Il convient de noter cependant que l'opinion est très partagée en Allemagne (45% contre 43%).

⁵⁶ QA25a2 : Etes vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec l'affirmation suivante : les intérêts de (notre pays) sont bien pris en compte dans l'Union européenne ?

QA25.2. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

Les intérêts de (NOTRE PAYS) sont bien pris en compte dans l'UE



Le sentiment d'une bonne prise en compte de l'intérêt national par l'Union est en recul de 4 points en Grèce et en Allemagne. Il progresse en revanche fortement en Espagne (+15 points).

Même si le facteur national est l'élément déterminant pour cette question, il est intéressant de constater que les opinions sont aussi fortement structurées et par l'appartenance sociale des individus et par leur connaissance de l'Union. Les couches sociales aisées et diplômées ont ainsi bien plus que les couches modestes et populaires le sentiment que l'intérêt de leur pays est bien pris en compte par l'Union. C'est le cas ainsi de 51% des personnes à haut niveau d'études, de 54% des cadres directeurs, et de 49% des personnes se situant en haut de l'échelle sociale pour 32% des personnes à bas niveau de formation, 37% des chômeurs et 31% des personnes se positionnant en bas de l'échelle sociale.

Le deuxième facteur structurant de ces opinions est la connaissance de l'Union et l'intérêt pour la politique. Plus on connaît l'Union, plus on est intéressé par la politique, plus on a le sentiment d'une bonne prise en compte des intérêts de son pays. C'est par exemple le cas de 50% de ceux qui ont une bonne connaissance objective de l'Union⁵⁷ pour seulement 17% de ceux qui en ont une mauvaise, ou encore de 48% de ceux qui ont un intérêt fort pour la politique, pour 29% de ceux qui n'en ont pas.

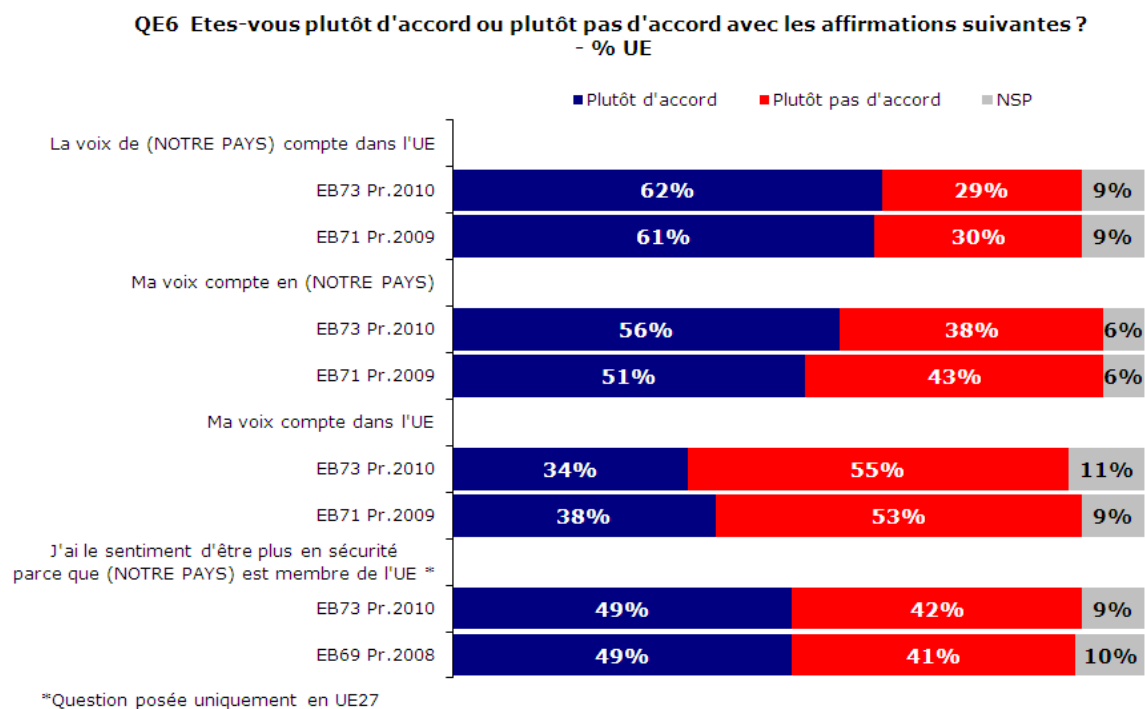
- Les Européens partagent le sentiment que la voix de leur pays compte au sein de l'Union mais pas la leur -

Alors qu'ils estiment majoritairement que la voix de leur pays compte dans l'Union, et que leur propre voix de citoyen compte dans leur pays, les Européens ont à l'inverse le sentiment que leur voix ne compte pas au sein de l'Union. Par rapport à la dernière mesure du printemps 2009, le sentiment individuel que sa voix compte dans son pays est en hausse de 5 points alors que l'idée que sa voix compte au sein de l'Union est en recul de 4 points. Les citoyens européens ont donc le sentiment de peser sur les décisions de leur pays mais pas sur celles de l'Union. On trouve sans doute ici la traduction du sentiment d'éloignement de l'opinion européenne à l'égard de l'Union et des décisions qui s'y prennent.

Enfin, et dans des proportions identiques à celles mesurées au printemps 2008, une majorité d'Européens s'accorde à dire qu'ils se sentent plus en sécurité parce que leur pays est membre de l'Union⁵⁸.

⁵⁷ La connaissance objective de l'Union européenne est calculée à partir d'une question « quiz » : 4 propositions sont données aux répondants qui doivent déterminer si elles sont vraies, ou fausses. Les interviewés qui n'ont donné aucune réponse correcte aux 4 propositions sont classés dans la catégorie « mauvaise connaissance objective de l'UE ». La catégorie « moyenne connaissance objective de l'UE » regroupe ceux qui ont donné une ou deux réponses correctes. Enfin, les personnes qui ont répondu de manière correcte à trois voire aux quatre propositions sont classées dans la catégorie « bonne connaissance objective de l'UE ».

⁵⁸ QE6a.1 Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?



«La voix de mon pays compte dans l'UE »

62% des Européens considèrent que la voix de leur pays compte au sein de l'Union, 29% étant d'un avis opposé et 9% n'exprimant pas d'opinion. Ce rapport est globalement similaire à celui mesuré lors de l'EB71 au printemps 2009.

Il existe toutefois de fortes différences nationales sur cette question. Ainsi, dans six Etats membres, l'opinion selon la laquelle la voix de son pays ne compte pas au sein de l'Union est dominante. C'est le cas en Grèce (65%), en Lettonie (60%), en République tchèque (55%), en Roumanie (53%) et en Autriche (51%) et à Chypre (49%). On constatera que ces pays figurent aussi parmi ceux où dominait le sentiment d'une mauvaise prise en compte de l'intérêt national par l'Union. Sur cet indicateur également, la différence entre pays de la zone euro et pays non membres de la zone euro est notable : le rapport entre ceux qui pensent que la voix de leur pays compte dans l'Union et ceux qui ne le pensent pas est de 67-25 au sein de la zone euro et de 53-37 au sein des pays n'appartenant pas à cette zone.

Comme pour la question sur la prise en compte des intérêts nationaux par l'UE, les personnes socialement favorisées, intéressées par la politique et connaissant bien l'Union sont sensiblement plus nombreuses que les personnes en situation personnelle plus difficile, peu intéressées par la politique et connaissant mal l'Union à juger que la voix de leur pays compte au sein de l'Union.

«Ma voix compte dans mon pays »/ « ma voix compte dans l'UE ».

56% des Européens ont le sentiment que leur voix compte dans leur pays, 38% émettant une opinion opposée et 6% n'exprimant pas d'avis. Le sentiment que sa voix compte est en progression notable, de 5 points, par rapport à la vague du printemps 2009 (EB71), l'inverse étant en recul de 5 points dans le même temps.

Le rapport entre les opinions positives et négatives est totalement inversé en ce qui concerne l'Union européenne. 55% des Européens estiment ainsi que leur voix ne compte pas dans l'Union, 34% jugeant à l'inverse qu'elle compte et 11% ne se prononçant pas. En outre la tendance est également inverse à celle constatée sur l'influence nationale : la proportion d'Européens considérant que leur voix ne compte pas dans l'Union est en hausse de 2 points par rapport à la vague du printemps 2009 alors que le nombre de ceux qui estiment que leur voix compte régresse de 4 points, les sans opinion progressant de 2 points. Par rapport à la vague du printemps 2009, le décalage entre la perception de son influence de citoyen dans son pays et celle de son influence au niveau de l'Union s'accroît donc sensiblement.

Il n'y a que six pays au sein de l'Union où l'opinion majoritaire ne prévaut pas et où le sentiment que sa voix compte au sein de l'Union l'emporte, parfois d'une courte tête. Il s'agit du Danemark (57% contre 40%), de la Suède (50% contre 45%), des Pays-Bas (49% contre 44%), de la Hongrie (49% contre 46%), de Malte (48% contre 38%) et de la Pologne (45% contre 42%).


































Enfin, et comme pour les autres indicateurs, le sentiment que sa voix compte dans l'Union est socialement très déterminé. Plus on occupe une position basse dans la stratification sociale et plus on a le sentiment que sa voix ne compte pas dans l'Union. 60% des chômeurs, 60% des personnes à faible niveau d'études, 69% de celles qui avouent des difficultés à payer leurs factures et 64% de celles qui se positionnent en bas de l'échelle sociale considèrent ainsi que leur voix ne compte pas dans l'Union. L'opinion européenne se sent éloignée des décisions de l'Union ; en son sein, les couches populaires et fragilisées le sont plus encore.

«J'ai le sentiment d'être plus en sécurité parce que mon pays est membre de l'Union ».

49% des Européens déclarent se sentir plus en sécurité parce que leur pays est membre de l'Union, 42% ne partageant pas ce sentiment et 9% n'exprimant pas d'opinion. Ce rapport d'opinions est identique à celui mesuré au printemps 2008, lors de l'EB69.

Ce sentiment de sécurité domine dans 21 des 27 pays de l'Union. Seuls la France (64% des répondants déclarent ne pas se sentir plus en sécurité parce que leur pays est membre de l'Union) le Royaume-Uni (55%), la Suède (54%), l'Autriche (49%) et les Pays-Bas (48%) se démarquent de l'opinion majoritaire. L'opinion est parfaitement partagée en Belgique (47% contre 47%).

QE6 Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

	La voix de (NOTRE PAYS) compte dans l'UE			Ma voix compte en (NOTRE PAYS)			Ma voix compte dans l'UE			J'ai le sentiment d'être plus en sécurité parce que (NOTRE PAYS) est membre de l'UE**		
	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
 UE27	62%	29%	9%	56%	38%	6%	34%	55%	11%	49%	42%	9%
 BE	70%	26%	4%	59%	38%	3%	46%	49%	5%	47%	47%	6%
 BG	43%	37%	20%	40%	50%	10%	25%	56%	19%	55%	34%	11%
 CZ	40%	55%	5%	38%	60%	2%	18%	77%	5%	49%	45%	6%
 DK	86%	11%	3%	94%	5%	1%	57%	40%	3%	63%	33%	4%
 DE	81%	13%	6%	70%	26%	4%	41%	46%	13%	50%	40%	10%
 EE	64%	32%	4%	61%	37%	2%	29%	66%	5%	73%	24%	3%
 IE	56%	31%	13%	54%	37%	9%	37%	49%	14%	61%	31%	8%
 EL	33%	65%	2%	27%	71%	2%	25%	72%	3%	63%	34%	3%
 ES	61%	29%	10%	54%	40%	6%	36%	53%	11%	58%	32%	10%
 FR	79%	14%	7%	73%	24%	3%	37%	55%	8%	32%	64%	4%
 IT	50%	37%	13%	29%	57%	14%	29%	54%	17%	53%	31%	16%
 CY	43%	49%	8%	44%	49%	7%	30%	60%	10%	67%	28%	5%
 LV	33%	60%	7%	19%	76%	5%	12%	80%	8%	51%	43%	6%
 LT	42%	42%	16%	21%	70%	9%	24%	59%	17%	60%	29%	11%
 LU	78%	18%	4%	65%	32%	3%	46%	47%	7%	55%	40%	5%
 HU	59%	35%	6%	56%	41%	3%	49%	46%	5%	57%	37%	6%
 MT	61%	27%	12%	51%	38%	11%	48%	38%	14%	57%	32%	11%
 NL	77%	19%	4%	82%	16%	2%	49%	44%	7%	40%	48%	12%
 AT	42%	51%	7%	70%	27%	3%	31%	63%	6%	45%	49%	6%
 PL	67%	24%	9%	66%	27%	7%	45%	42%	13%	68%	24%	8%
 PT	53%	37%	10%	48%	45%	7%	36%	57%	7%	48%	44%	8%
 RO	30%	53%	17%	22%	66%	12%	17%	65%	18%	49%	40%	11%
 SI	65%	29%	6%	76%	22%	2%	43%	51%	6%	64%	32%	4%
 SK	62%	32%	6%	60%	35%	5%	42%	51%	7%	70%	25%	5%
 FI	72%	25%	3%	78%	19%	3%	42%	55%	3%	61%	36%	3%
 SE	84%	13%	3%	94%	5%	1%	50%	45%	5%	40%	54%	6%
 UK	47%	42%	11%	53%	43%	4%	21%	71%	8%	37%	55%	8%
 CY (tcc)*	29%	58%	13%	31%	54%	15%	27%	56%	17%	-	-	-
 HR	36%	52%	12%	31%	54%	15%	27%	56%	17%	-	-	-
 TR	26%	57%	17%	29%	59%	12%	30%	56%	14%	-	-	-
 MK	24%	68%	8%	54%	42%	4%	18%	74%	8%	-	-	-
 IS	50%	45%	5%	76%	23%	1%	33%	63%	4%	-	-	-

*Pour CY(tcc): (NOTRE PAYS) remplacé par (NOTRE COMMUNAUTE)

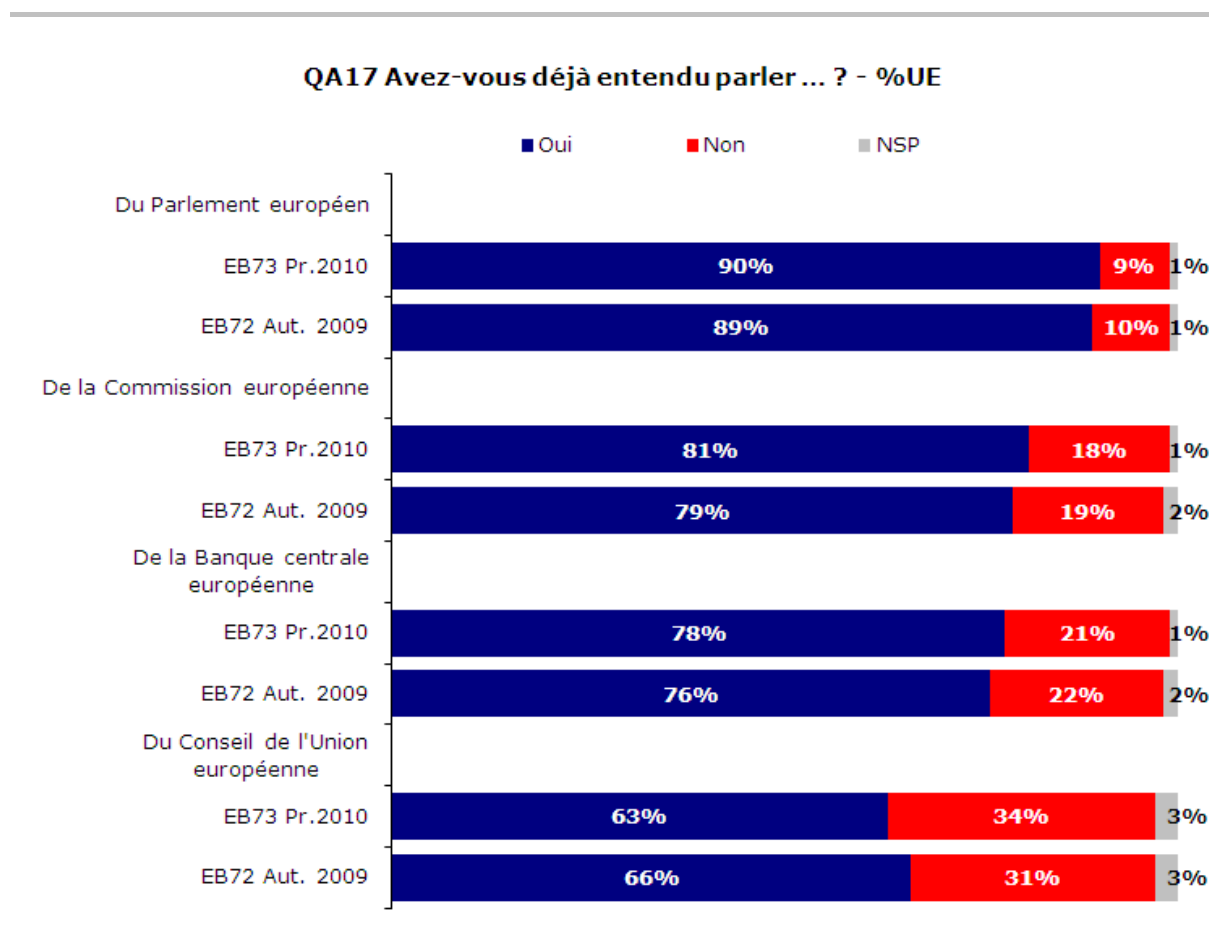
**Question posée uniquement en UE27

3. LES INSTITUTIONS EUROPEENNES

3.1 La notoriété des institutions européennes

La notoriété des principales institutions européennes est forte et progresse même pour la Commission européenne et la Banque centrale, sans doute sous l'effet de leur forte exposition médiatique dans la gestion de la crise des finances publiques et de l'euro au cours des derniers mois.

Comme lors des enquêtes précédentes, le Parlement européen reste l'institution la plus connue de l'opinion. Le Médiateur européen, le Comité des Régions de l'Union européenne et le Comité économique et social européen restent en revanche méconnus d'une majorité d'Européens⁵⁹.



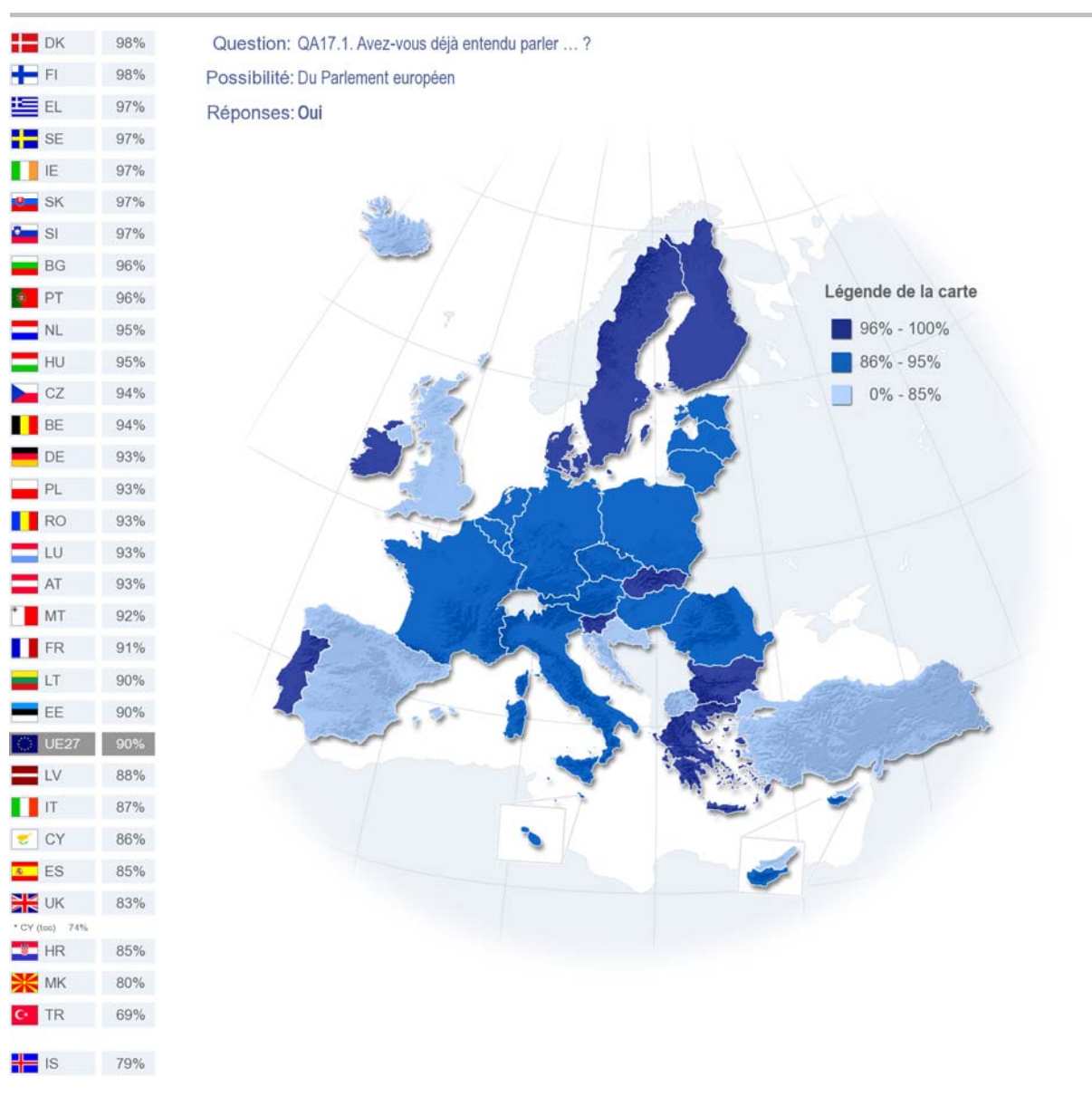
⁵⁹ QA17. Avez-vous déjà entendu parler ... ?

Le Parlement européen

A 90%, la notoriété du Parlement européen gagne un point par rapport à la dernière vague de l'Eurobaromètre (EB72, automne 2009). Cette notoriété est égale ou supérieure à 90% dans 22 pays de l'Union. C'est au Royaume-Uni (83%) et en Espagne (85%) qu'elle se situe le plus en dessous de la moyenne européenne. De manière générale, la notoriété du Parlement européen étant très forte et installée, on n'observe pas d'évolutions marquantes sur ces six derniers mois.

Au sein des pays candidats, on notera que la notoriété du Parlement européen progresse nettement en Turquie (69%, + 7 points) et qu'elle reste solidement établie dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (80%) et en Croatie (85%).

Enfin, 79% des répondants en Islande ont déjà entendu parler du Parlement européen.



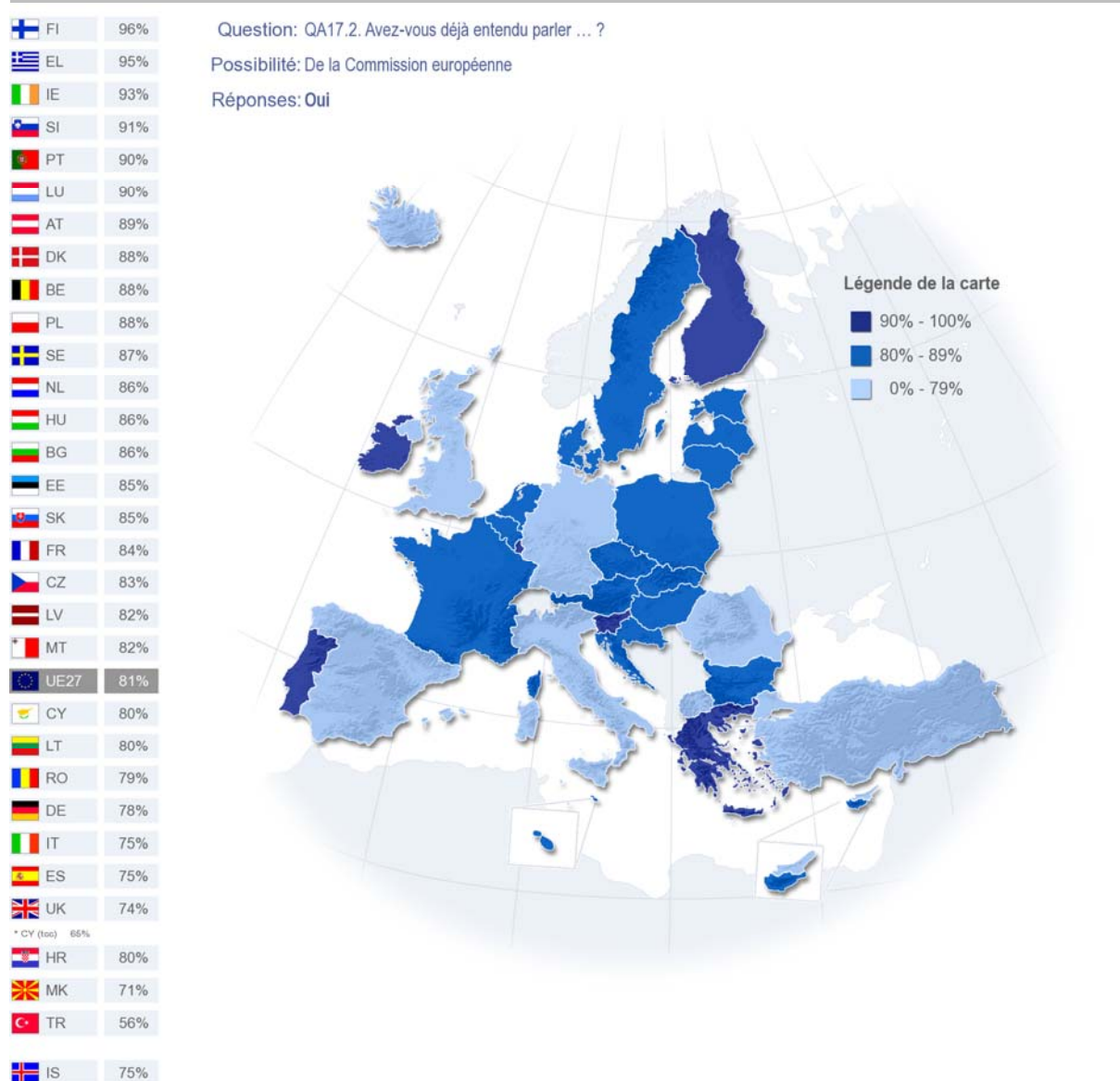
La Commission européenne

La notoriété de la Commission européenne s'établit à 81%, en hausse de 2 points par rapport à la vague de l'Eurobaromètre de l'automne 2009. Elle est égale ou supérieure à 80% dans 22 pays de l'Union et culmine en Finlande (96%) et Grèce (95%). Elle est légèrement en dessous de la moyenne au Royaume-Uni (74%), en Espagne (75%), en Italie (75%), et en Allemagne (78%).

Les plus forts gains de notoriété sont constatés en Grèce (+6 points), en Hongrie (+5 points), en Irlande (+4 points) et en Pologne (+4 points).

Au sein des pays candidats, la notoriété de la Commission européenne s'établit à 80% en Croatie (-4 points), à 71% (-2 points) au sein de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et à 56% (sans changement) en Turquie.

En Islande, 75% des répondants ont déjà entendu parler de la Commission européenne.

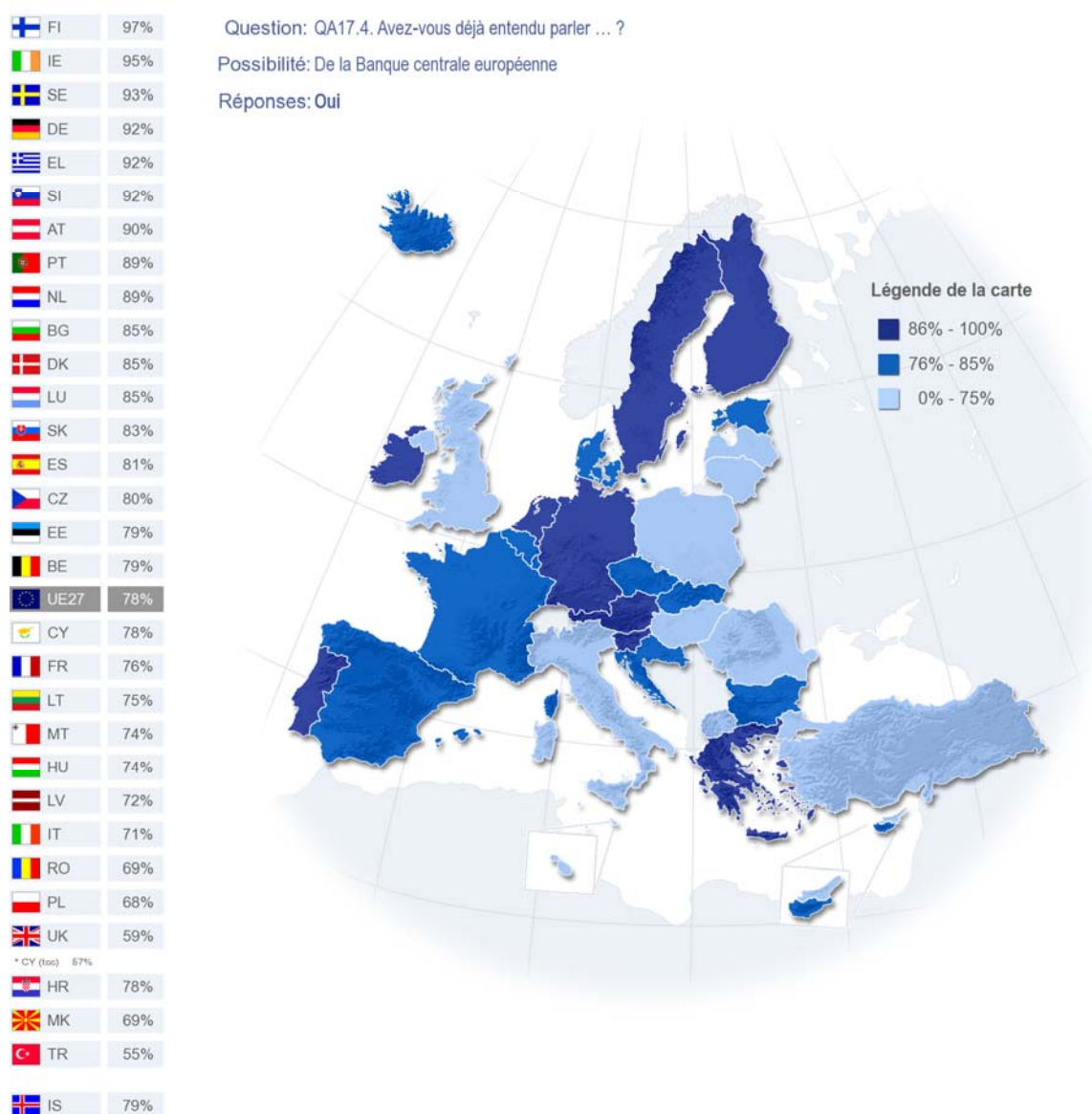


La Banque centrale européenne

Comme celle de la Commission européenne, la notoriété de la **Banque centrale européenne** progresse de deux points par rapport à la vague de l'automne 2009 de l'Eurobaromètre pour s'établir à 78%. Elle atteint ses plus hauts niveaux en Finlande (97%), en Irlande (95%), en Suède (93%), en Slovénie (92%), en Allemagne (92%) et en Grèce (92%) et atteint son plus bas niveau au Royaume Uni (59%) et en Pologne (68%). Sous l'effet de la médiatisation de la crise des finances publiques, la notoriété de la banque centrale progresse de 7 points en Grèce et de 5 points en Allemagne.

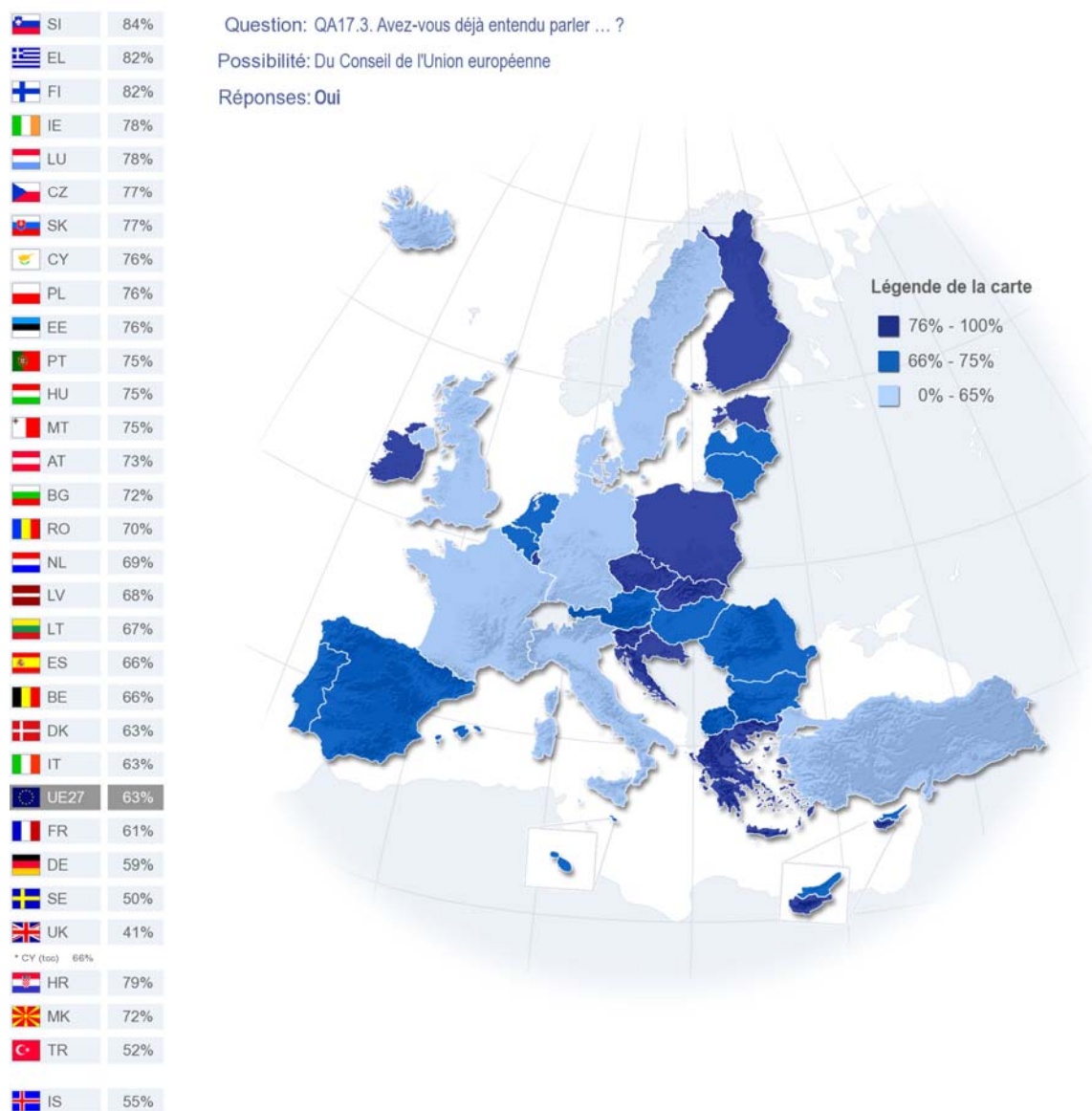
Au sein de pays candidats, c'est en Turquie (55%, -2 points) que la notoriété de la Banque centrale européenne est la moins solidement établie.

En Islande, la proportion de répondants ayant déjà entendu parler de la Banque centrale européenne est proche de la moyenne européenne (79%, pour 78% dans l'ensemble de l'Union européenne).

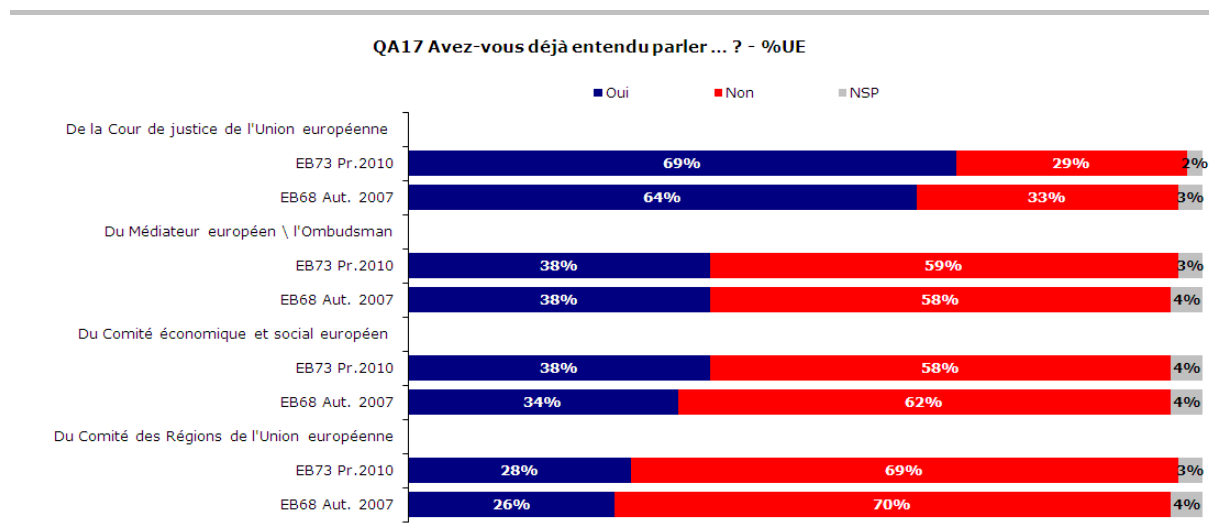


Le Conseil de l'Union européenne

La notoriété du **Conseil de l'Union européenne** régresse, elle, de 3 points par rapport à la vague de l'automne 2009, et s'établit à 63%. Elle est la plus faible au Royaume-Uni et en Suède où respectivement 58% et 48% des répondants disent n'avoir jamais entendu parler de cette institution.



Les Européens étaient également interrogés dans cette vague sur la notoriété de quatre autres institutions européennes, pour lesquelles la dernière mesure datait de l'automne 2007 (EB68) : **la Cour de justice européenne, le Médiateur européen / l'Ombudsman, le Comité des Régions de l'Union européenne et le Comité économique et social européen**. Enfin, pour la première fois, la notoriété du **Conseil européen** était testée.



En trois ans, la notoriété **de la Cour de justice de l'Union européenne** s'est consolidée, puisqu'elle progresse de 5 points, à 69%, par rapport à la dernière mesure de la vague de l'automne 2007 (EB68). Les disparités nationales en termes de notoriété sont assez fortes en ce qui concerne cette institution. La Cour de justice est particulièrement connue des Suédois (96%), des Danois (94%), des Luxembourgeois (89%) et des Finlandais (88%). Sa notoriété est à l'opposé sensiblement au-dessous de la moyenne européenne en Bulgarie (52%), en Lituanie (52%) et en Italie (54%).

Au sein des pays candidats, l'institution est mieux connue en Croatie (66%), et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (65%) qu'en Turquie (39%).

Enfin, une très large majorité des personnes interrogées en Islande connaissent la Cour de justice européenne (82%).

Enfin, trois institutions européennes restent méconnues d'une large majorité d'Européens : le Médiateur européen, le Comité des Régions de l'Union Européenne et le Comité économique et social européen.

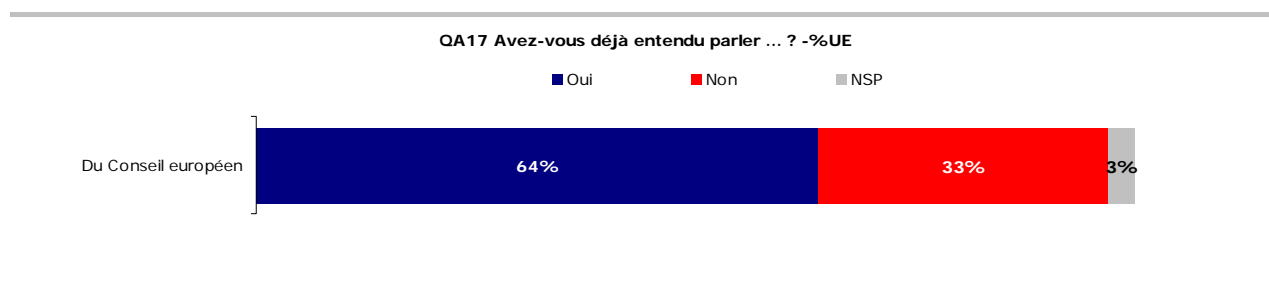
Plus de deux tiers des Européens (69%, -1 point par rapport à la vague du printemps 2007) n'ont ainsi jamais entendu parler du **Comité des Régions de l'Union Européenne**, 28% (+2 points) déclarant à l'inverse connaître cette institution. C'est en Finlande (50%), en Slovénie (49%), en Hongrie (48%), en Slovaquie (48%) et en Grèce (47%) que l'institution est la plus connue.

La notoriété du Médiateur européen se situe à 38%, contre 59%. Ce rapport n'a pas évolué depuis la vague de l'automne 2007. Là encore, les écarts par pays sont très importants puisque une majorité absolue de répondants déclare connaître le médiateur européen dans onze des vingt-sept pays de l'Union.

C'est le cas en Finlande (82%), en Slovénie (76%), en Irlande (72%), en Pologne (67%), en Grèce (65%), en Slovaquie (65%), à Malte (61%), en Hongrie (59%), au Portugal (52%), à Chypre (50%) et en République tchèque (50%).

Si elle reste minoritaire, la notoriété du Comité économique et social européen progresse de 4 points par rapport à l'automne 2007 pour se situer désormais à 38%. Elle est supérieure ou égale à 50% au sein de dix Etats membres, en Grèce (60%), en Finlande (59%), à Chypre (57%), en Irlande (57%), à Malte (53%), en Estonie (52%), en Hongrie (51%), au Luxembourg (51%), en Lituanie (50%) et en Slovaquie (50%).

Le Conseil européen

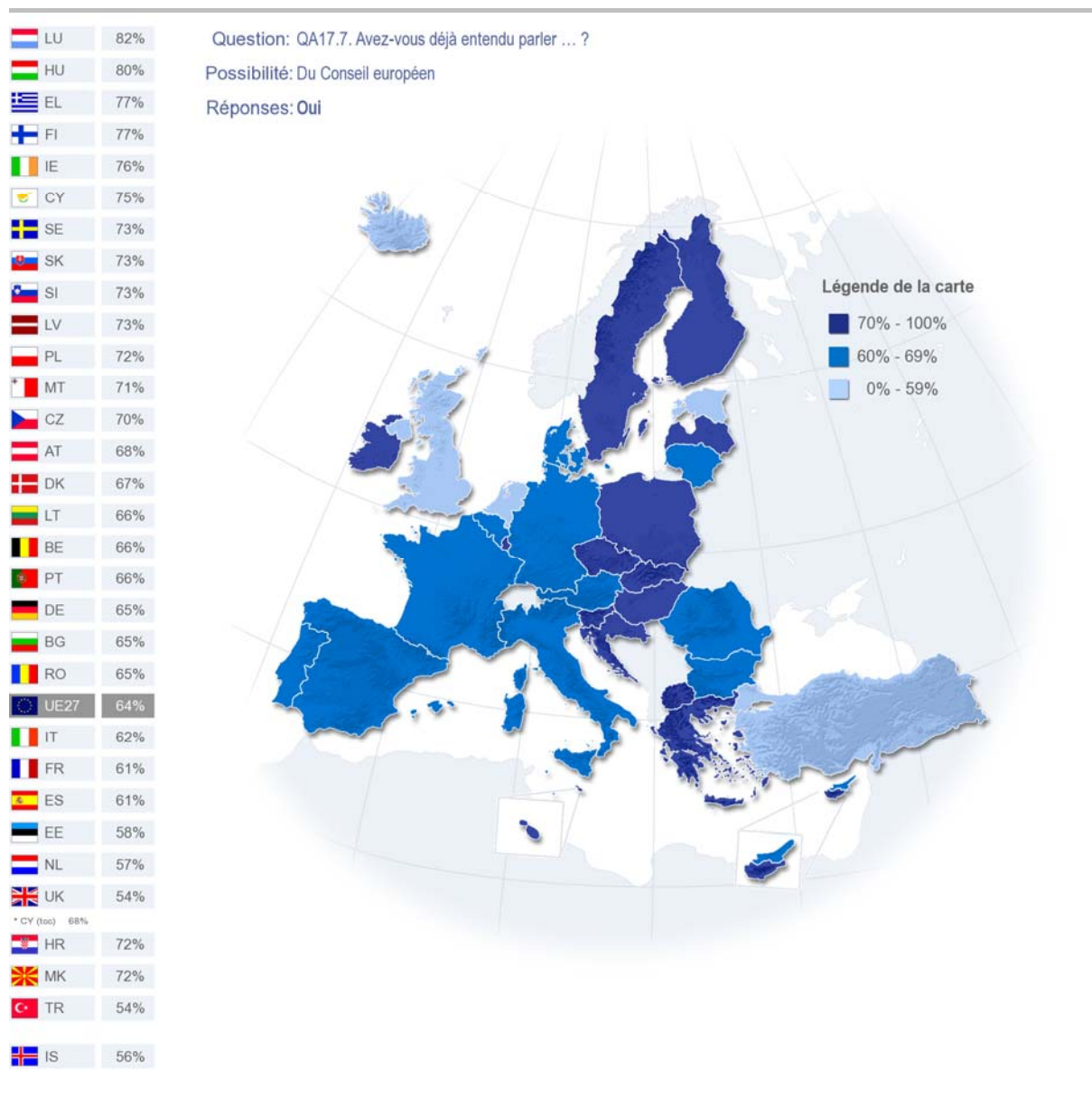


La notoriété du Conseil européen, qui regroupe les chefs d'Etats ou de gouvernement des Etats membres et le Président de la Commission européenne, à la différence du Conseil de l'Union européenne, qui réunit les représentants de niveau ministériel de chaque pays membre, était mesurée pour la première fois dans cette vague. Elle s'établit à 64% contre 33% (3% des répondants n'exprimant pas d'opinion) et est donc quasi-similaire à celle mesurée pour le Conseil de l'Union européenne (63% contre 34%). On ne peut exclure qu'il y ait eu chez les répondants une forme de confusion entre ces deux institutions, aux dénominations proches.

Le Conseil européen est connu par une majorité absolue de répondants dans tous les pays de l'Union, sa notoriété variant de 54% au Royaume-Uni à 82% au Luxembourg.

Au sein des pays candidats, sa notoriété s'élève à 72% en Croatie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et à 54% en Turquie.

Enfin, 56% des Islandais disent avoir entendu parler du Conseil européen.






L'analyse de la notoriété des institutions européennes selon le profil sociodémographique du répondant révèle quelques différences. D'une manière générale, les grandes institutions européennes sont connues par une majorité d'individus dans toutes les couches sociales de la population européenne. Toutefois elles sont sensiblement plus connues au sein des couches âgées, aisées, bien insérées et intéressées par l'actualité politique. La notoriété de la Banque Centrale européenne fournit une bonne illustration de ces différences.

Cette notoriété est ainsi de 82% chez les 40-54 ans pour 68% chez les 15-24 ans. Elle s'élève à 83% chez les personnes qui ne déclarent pas de difficulté financière et à 66% chez ceux qui en avouent. 93% des personnes qui ont un intérêt fort pour la politique la connaissent alors que ce n'est le cas que de 57% des personnes qui ne déclarent aucun intérêt pour la politique.

Le Comité des Régions de l'Union européenne est un peu particulier à cet égard. C'est en effet la seule institution européenne qui n'est connue que par moins d'un répondant sur deux s'intéressant fortement à la politique (39%).

QA17 Avez-vous déjà entendu parler ... ?

Réponse : Oui

	Du Parlement européen	De la Commission européenne	De la Banque centrale européenne	De la Cour de justice de l'Union européenne	Du Conseil européen	Du Conseil de l'Union européenne	Du Médiateur européen \ l'Ombudsman	Du Comité économique et social européen	Du Comité des Régions de l'Union européenne
UE27	90%	81%	78%	69%	64%	63%	38%	38%	28%
Age									
 15-24	86%	72%	68%	63%	63%	61%	33%	36%	28%
25-39	91%	83%	79%	70%	66%	65%	39%	40%	29%
40-54	93%	85%	82%	74%	66%	65%	41%	40%	29%
55 +	90%	80%	78%	68%	61%	62%	36%	37%	26%
Age de fin d'études									
 15-	85%	71%	69%	57%	50%	51%	28%	30%	20%
16-19	91%	81%	78%	69%	64%	63%	39%	38%	27%
20+	96%	92%	88%	83%	75%	74%	44%	46%	33%
Toujours étudiant	91%	79%	74%	71%	70%	69%	37%	41%	33%
Echelle d'occupation du répondant									
 Indépendants	94%	87%	83%	75%	70%	72%	47%	47%	34%
Cadres	98%	94%	92%	86%	76%	73%	46%	46%	34%
Autres employés	93%	86%	83%	71%	68%	68%	42%	42%	30%
Ouvriers	90%	81%	78%	69%	64%	62%	36%	37%	28%
Hommes/ femmes au foyer	83%	69%	67%	55%	52%	52%	30%	31%	23%
Chômeurs	84%	72%	69%	61%	54%	56%	33%	32%	23%
Retraités	90%	79%	77%	67%	60%	60%	35%	35%	23%
Etudiants	91%	79%	74%	71%	70%	69%	37%	41%	33%
Difficultés à payer ses factures									
La plupart du temps	83%	70%	66%	55%	52%	54%	32%	30%	22%
De temps en temps	89%	78%	73%	62%	60%	62%	37%	38%	28%
Pratiquement jamais	93%	85%	83%	75%	68%	66%	39%	40%	29%
Indice d'intérêt pour la politique									
Fort	98%	93%	93%	88%	80%	80%	50%	54%	39%
Moyen	95%	87%	86%	78%	71%	71%	41%	44%	31%
Faible	89%	77%	71%	62%	57%	55%	31%	29%	20%
Pas du tout	78%	63%	57%	46%	45%	46%	28%	25%	21%

3.2 La confiance dans les institutions européennes

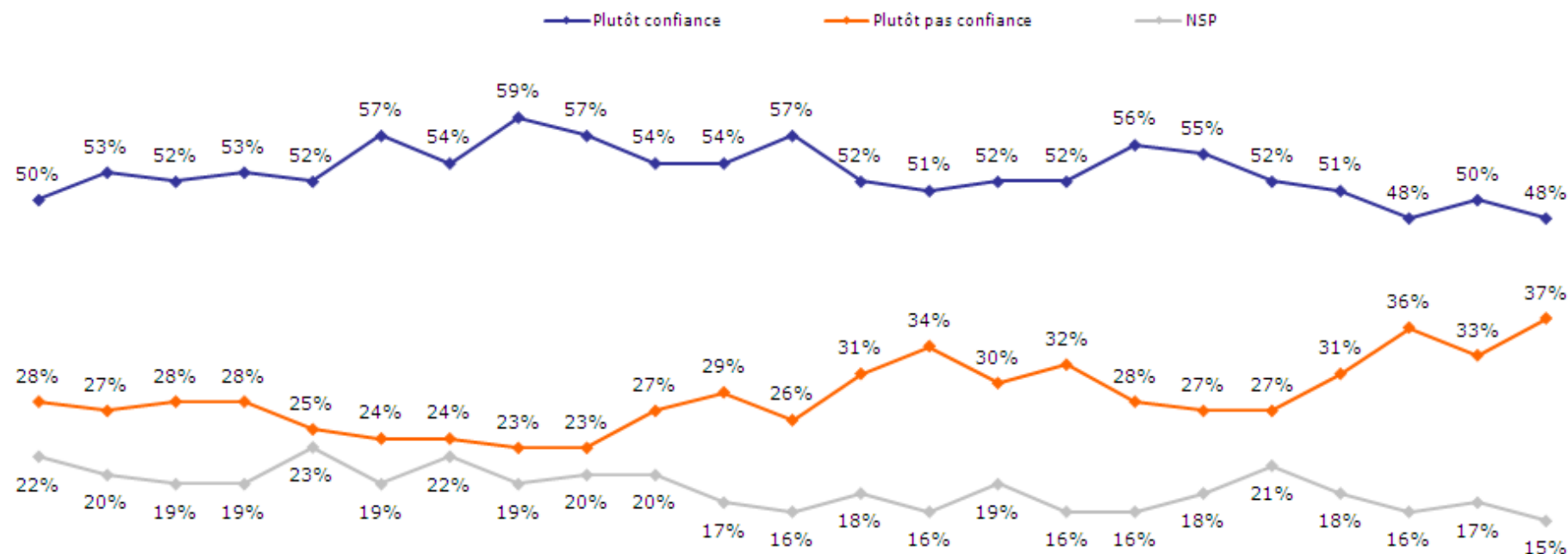
La défiance progresse à l'égard de toutes les institutions européennes dans cette enquête. Elle est ainsi par exemple en hausse de 3 points à l'égard du Conseil de l'Union européenne, de 4 points à l'égard du Parlement européen et de la Commission européenne et de 6 à l'égard de la Banque centrale européenne. La défiance est notamment en hausse très significative dans les pays directement concernés par la crise (Grèce, Chypre, Portugal) mais également en Allemagne et en Autriche.

Le Parlement européen

48% des Européens déclarent faire plutôt confiance au Parlement européen, 37% se montrant à l'inverse défiants et 15% n'exprimant pas d'opinion⁶⁰. La confiance est en recul de 2 points par rapport à l'enquête de l'automne 2009. La défiance, quant à elle, progresse de 4 points, le taux de sans opinion reculant de 2 points. Ce rapport de 48-37 constitue le niveau de confiance dans le Parlement européen historiquement le plus bas.

⁶⁰ QA18.1 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance en elle ou plutôt pas confiance. Le Parlement européen.

QA18.1 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
- Le Parlement européen - % UE

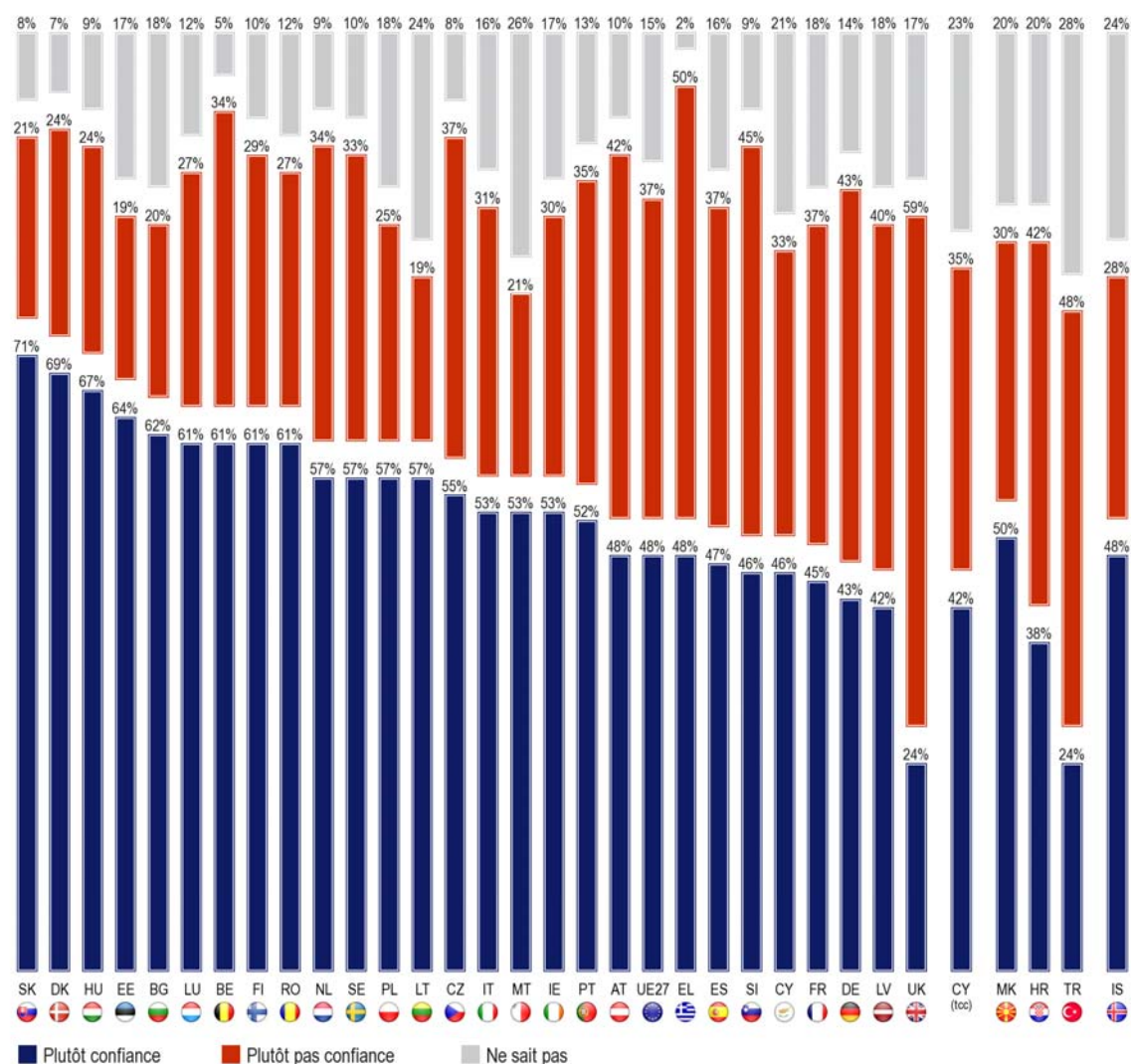


Pr. 1999	Aut. 1999	Pr. 2000	Aut. 2000	Pr. 2001	Aut. 2001	Pr. 2002	Aut. 2002	Pr. 2003	Aut. 2003	Pr. 2004	Aut. 2004	Pr. 2005	Aut. 2005	Pr. 2006	Aut. 2006	Pr. 2007	Aut. 2007	Pr. 2008	Aut. 2008	Pr. 2009	Aut. 2009	Pr. 2010
EB51	EB52	EB53	EB54	EB55	EB56	EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB70	EB71	EB72	EB73

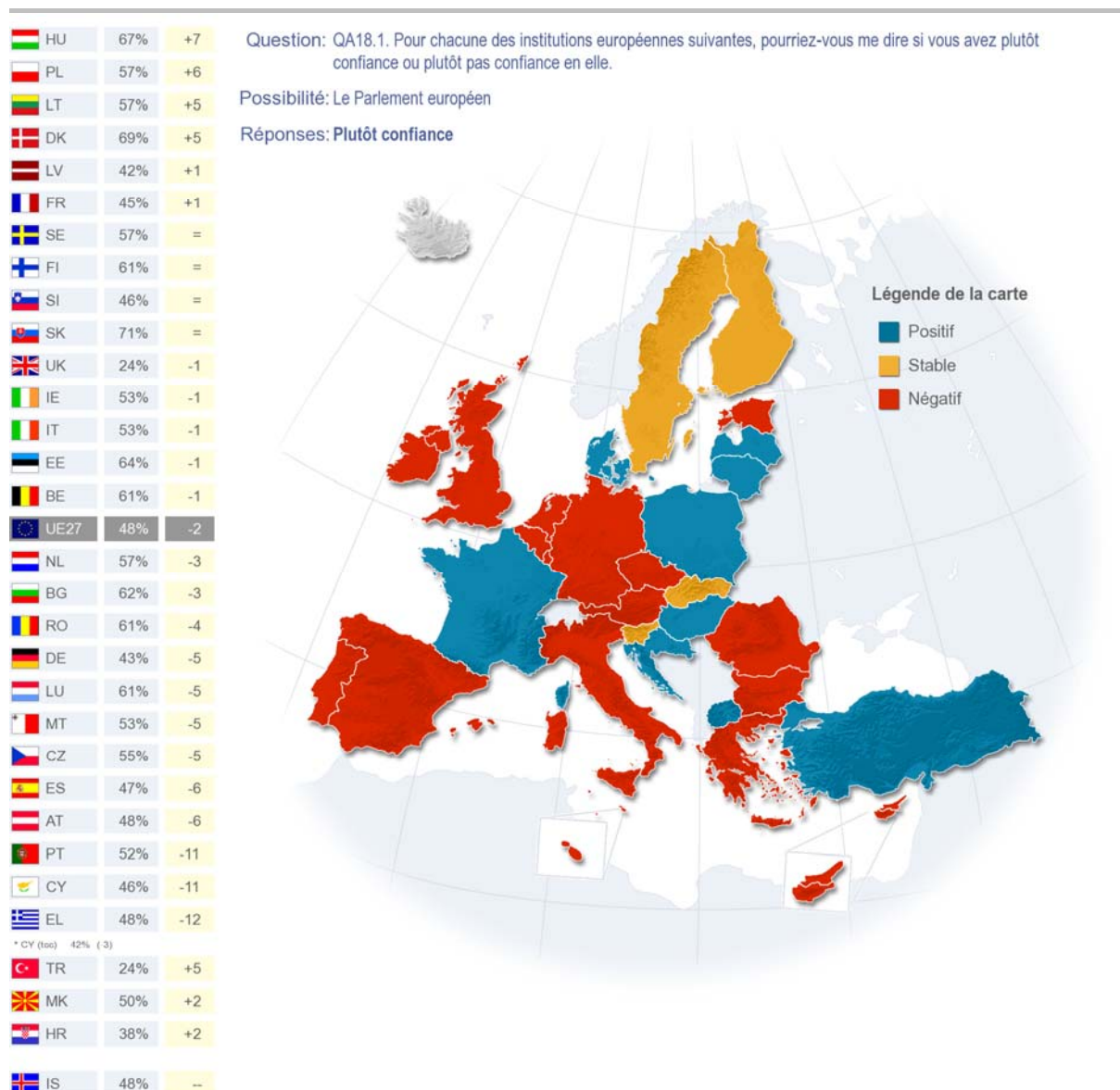
La défiance est majoritaire au Royaume-Uni (59%) et en Grèce (50%). Le rapport confiance-défiance est très partagé en Slovaquie (46% contre 45%), en Lettonie (42% contre 40%) et en Allemagne (43% contre 43%). La confiance à l'égard du Parlement européen est la plus marquée en Slovaquie (71%), au Danemark (69%), en Hongrie (67%), en Estonie (64%), en Bulgarie (62%), en Lituanie (61%), en Belgique (61%), en Finlande (61%), en Roumanie (61%) et en Pays-Bas (57%).

QA18.1. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Le Parlement européen



Quatre pays au sein de l'Union se démarquent nettement de la tendance moyenne puisque la confiance progresse de 7 points en Hongrie, de 6 points en Pologne et de 5 points en Lituanie et au Danemark. La défiance, elle, se renforce le plus sensiblement dans les pays concernés par la crise des finances publiques : elle gagne ainsi 16 points au Portugal, 14 points en Grèce, 9 points à Chypre et 8 points en Allemagne.





Diff. EB73 Pr. 2010 – EB72 Aut. 2009

La défiance à l'égard du Parlement européen augmente au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle sociale. 45% des personnes à bas niveau d'études, 45% des chômeurs et 50% de ceux qui avouent des difficultés financières n'ont pas confiance dans le Parlement européen. Le rapport confiance-défiance s'établit à 57-36 chez ceux qui déclarent un intérêt fort pour la politique mais à 34-43 chez ceux qui n'ont pas d'intérêt pour la politique. La confiance est enfin bien entendu déterminée par les opinions à l'égard de l'Union : 83% de ceux qui font confiance à l'Union et 64% de ceux qui sont favorables à l'euro font confiance au Parlement européen pour 21% de ceux qui ne font pas confiance à l'Union et 27% de ceux qui sont opposés à l'euro.

QA18.1 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Le Parlement européen

	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	Ne sait pas
UE27	48%	37%	15%
Age de fin d'études			
 15-	37%	45%	18%
16-19	45%	41%	14%
20+	59%	30%	11%
Toujours étudiant	62%	25%	13%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	50%	38%	12%
Cadres	60%	29%	11%
Autres employés	53%	33%	14%
Ouvriers	44%	41%	15%
Hommes/ femmes au foyer	41%	40%	19%
Chômeurs	40%	45%	15%
Retraités	45%	40%	15%
Etudiants	62%	25%	13%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	33%	50%	17%
De temps en temps	45%	40%	15%
Presque jamais	53%	34%	13%
Indice d'intérêt pour la politique			
Fort	57%	36%	7%
Moyen	53%	35%	12%
Faible	44%	39%	17%
Pas du tout	34%	43%	23%
Confiance UE			
Plutôt confiance	83%	9%	8%
Plutôt pas confiance	21%	66%	13%
Euro			
Pour	64%	24%	12%
Contre	27%	58%	15%

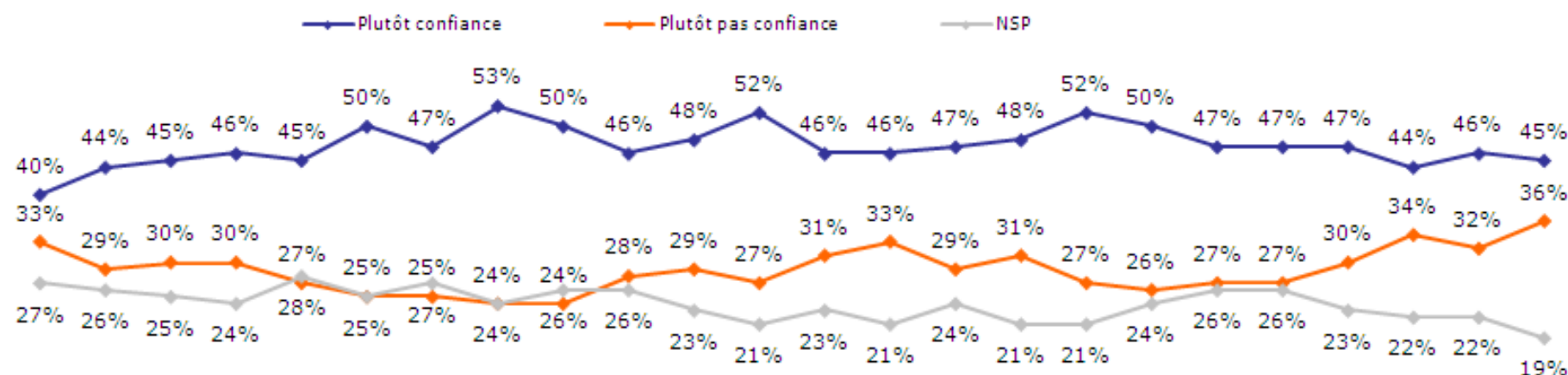
La Commission européenne

45% des Européens disent faire plutôt confiance à la Commission européenne, alors que 36% disent ne plutôt pas lui faire confiance et que 19% sont sans opinion⁶¹. La confiance est en recul d'un point alors que la défiance est en hausse de 4 points par rapport à la dernière vague de l'Eurobaromètre de l'automne 2009. Le taux de sans opinion est lui en régression de 3 points. Le niveau de défiance de 36% est historiquement le plus élevé mesuré par l'Eurobaromètre.

⁶¹ QA18.2 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance en elle ou plutôt pas confiance. La Commission européenne

QA18.2 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

- La Commission européenne - % UE



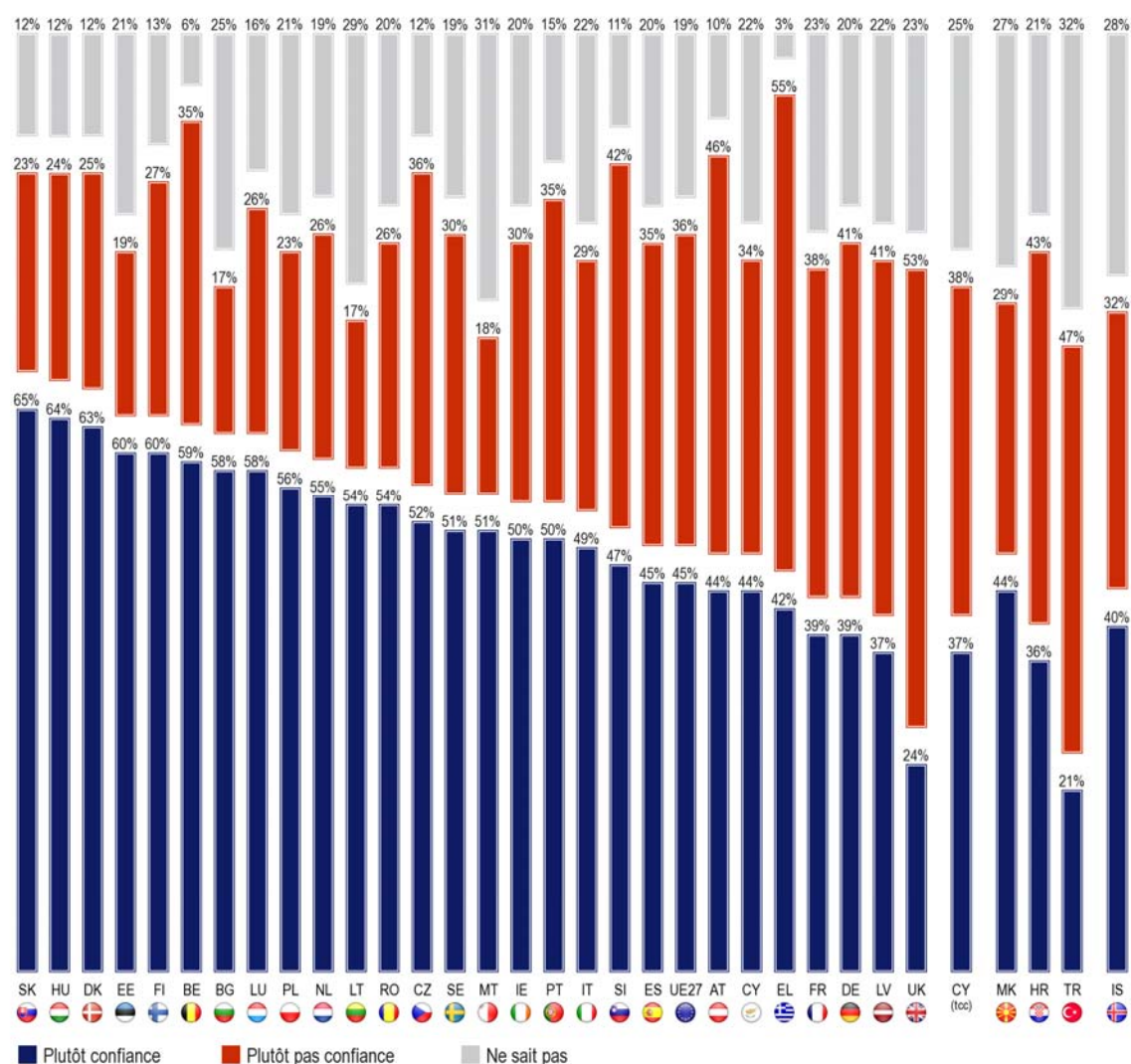
Pr. 1999	Aut.1999	Pr. 2000	Aut.2000	Pr. 2001	Aut.2001	Pr. 2002	Aut.2002	Pr. 2003	Aut.2003	Pr. 2004	Aut.2004	Pr.2005	Aut.2005	Pr.2006	Aut.2006	Pr.2007	Aut.2007	Pr. 2008	Pr. 2008	Aut.2008	Pr. 2009	Aut.2009	Pr.2010
EB51	EB52	EB53	EB54	EB55	EB56	EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB69	EB70	EB71	EB72	EB73

La défiance concerne une majorité absolue de répondants en Grèce (55%) et au Royaume-Uni (53%). Elle l'emporte sur la confiance en Autriche (46% contre 44%), en Lettonie (41% contre 37%) et en Allemagne (41% contre 39%). Elle est donc désormais dominante dans cinq pays de l'Union alors qu'elle ne l'était que dans un, le Royaume-Uni à l'automne 2009.

La confiance à l'égard de la Commission européenne est la plus forte en Slovaquie (65%), en Hongrie (64%), au Danemark (63%) et en Estonie (60%) ainsi qu'en Finlande (60%).

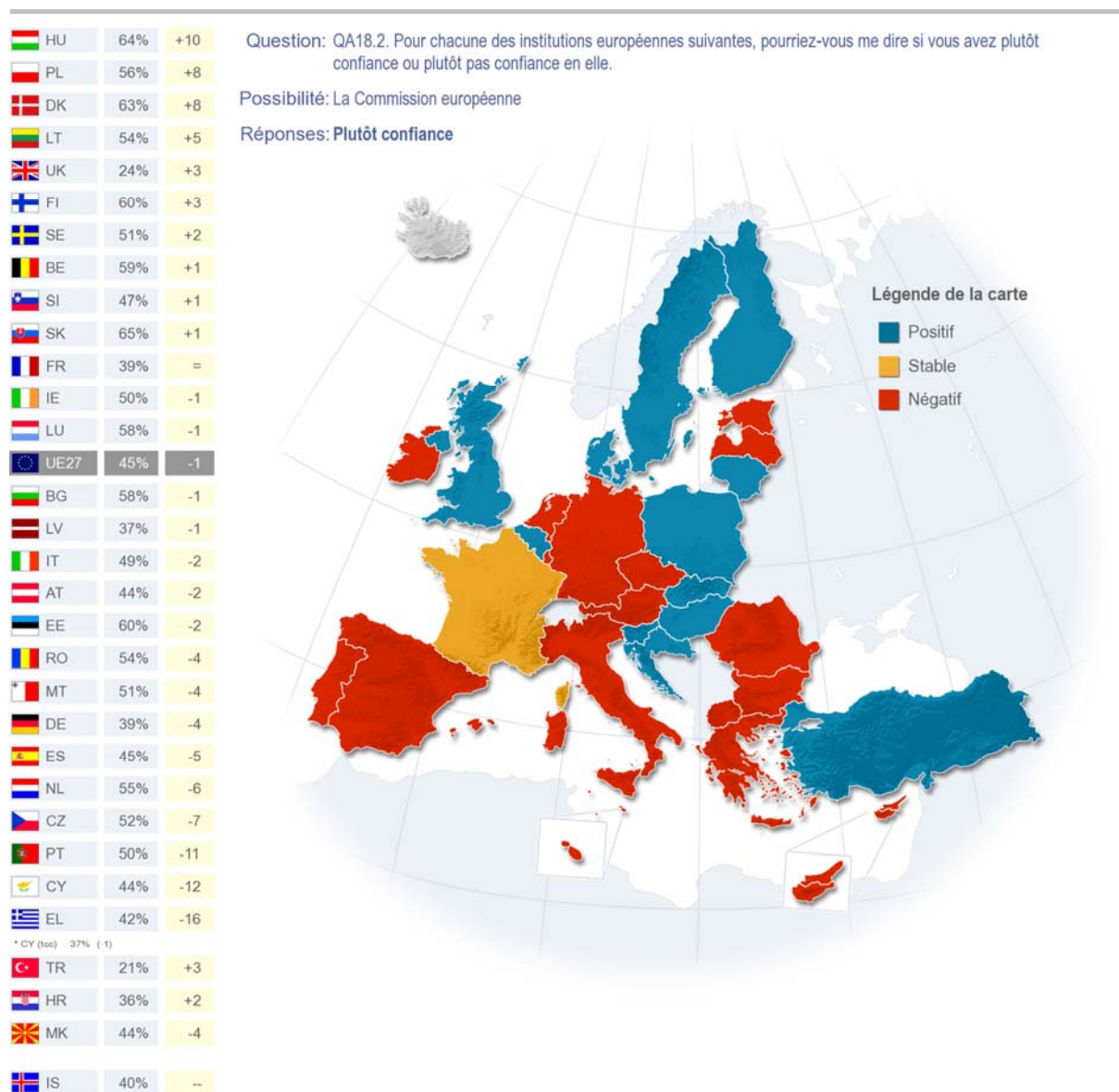
QA18.2. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

La Commission européenne



Les évolutions sont similaires à celles analysées sur l'indicateur de confiance à l'égard du Parlement européen. Une fois encore, la Hongrie (+10 points), la Pologne (+8 point), le Danemark (+8 points) et la Lituanie (+5 points) se distinguent de la tendance générale en enregistrant de nettes progressions de la confiance.

La défiance à l'égard de la Commission européenne, elle, est en hausse massive en Grèce (+18 points), au Portugal (+16 points), à Chypre (+10 points) et en Allemagne (+9 points).



Diff. EB73 Pr. 2010 – EB72 Aut. 2009

La confiance à l'égard de la Commission européenne est structurée selon la même logique sociale que dans le cas du Parlement. Les écarts sont de l'ordre de 20 à 25 points entre les catégories populaires et modestes et les catégories supérieures et aisées. On en trouvera une illustration dans le fait que 56% des personnes se classant en haut de l'échelle sociale font confiance à la Commission européenne quand ce n'est le cas que de 33% de celles qui se positionnent en bas. Les institutions européennes souffrent d'un déficit persistant et récurrent de confiance au sein des catégories sociales les plus fragiles et les plus modestes que cette enquête, comme les précédentes, met en lumière.

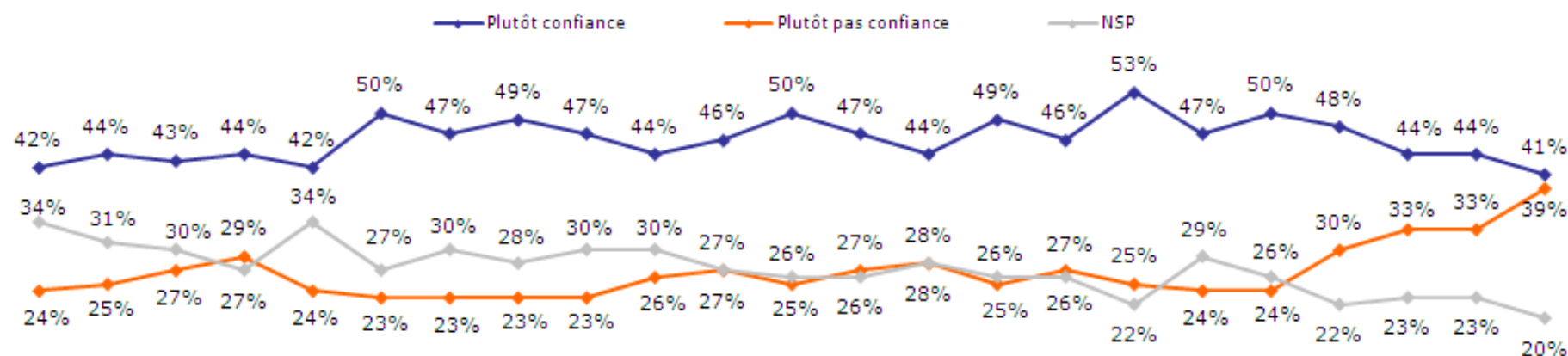
La Banque Centrale européenne

Comme dans le cas du Parlement européen et de la Commission européenne, la confiance à l'égard de la Banque centrale européenne subit le contrecoup de la crise financière. Plus directement concernée, la Banque centrale européenne est logiquement encore plus touchée. La confiance à son égard régresse ainsi de 3 points par rapport à l'automne 2009 alors que la défiance est en hausse de 6 points, le taux de sans opinion diminuant de 3 points. 41% des Européens disent aujourd'hui faire plutôt confiance à la Banque centrale européenne alors que 39% refusent à l'inverse de lui accorder leur confiance et 20% ne se prononcent pas⁶².

Notons également qu'avec 20% de sans opinion, on enregistre le plus bas score jamais mesuré.

⁶² QA18.4 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance en elle ou plutôt pas confiance. La Banque centrale européenne

QA18.4 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
- La Banque centrale européenne - % UE

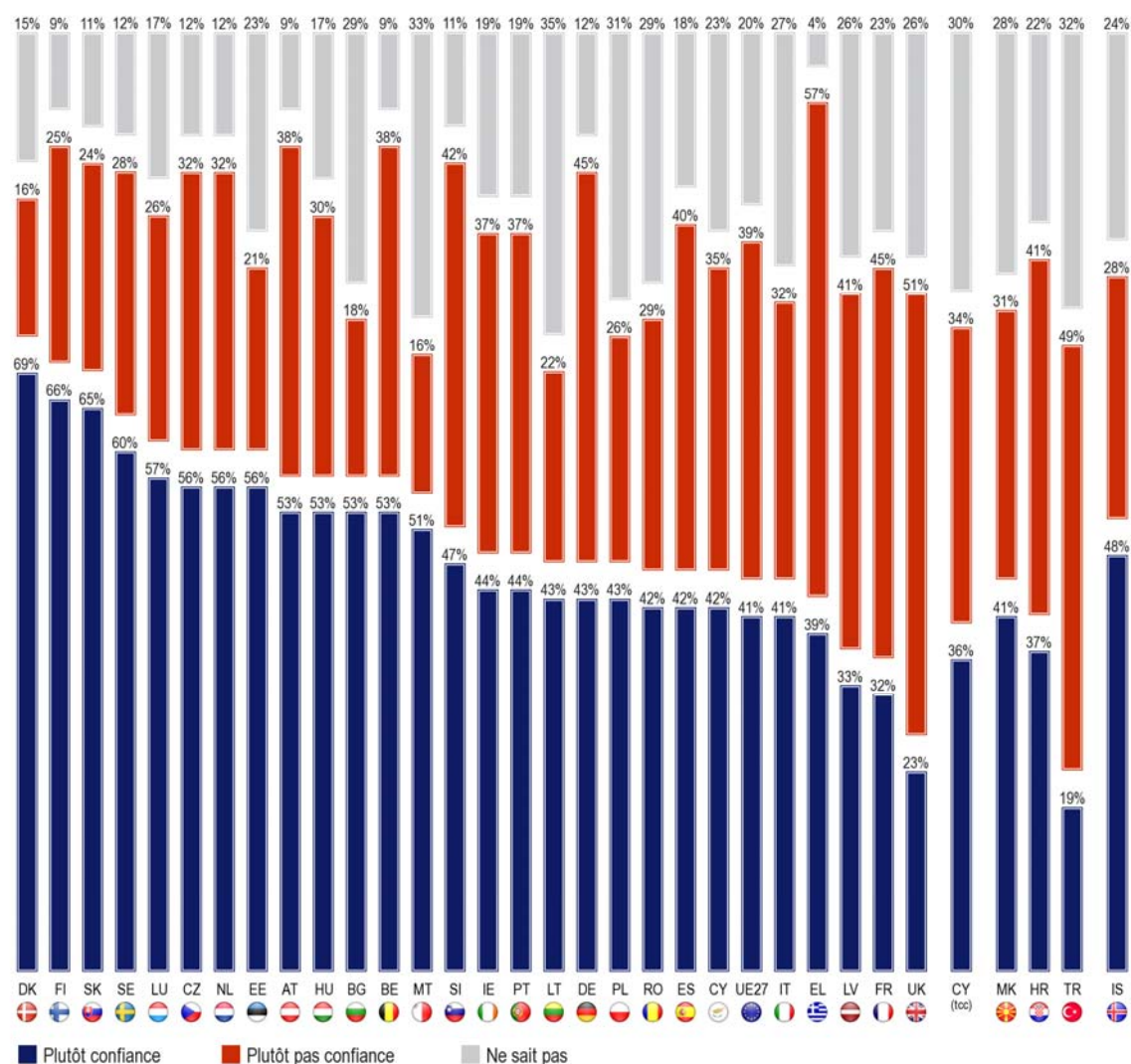


Pr. 1999	Aut. 1999	Pr. 2000	Aut. 2000	Pr. 2001	Aut. 2001	Pr. 2002	Aut. 2002	Pr. 2003	Aut. 2003	Pr. 2004	Aut. 2004	Pr. 2005	Aut. 2005	Pr. 2006	Aut. 2006	Pr. 2007	Aut. 2007	Pr. 2008	Aut. 2008	Pr. 2009	Aut. 2009	Pr. 2010
EB51	EB52	EB53	EB54	EB55	EB56	EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB70	EB71	EB72	EB 73

La défiance l'emportait dans trois pays de l'Union à l'automne 2009, elle l'emporte désormais dans cinq. Au Royaume-Uni (51%), à la France (45%) et à la Lettonie (41%) viennent désormais s'ajouter la Grèce (57%) et l'Allemagne (45%). Comme lors de la vague précédente, c'est au Danemark (69%), en Finlande (66%) et en Slovaquie (65%) que la confiance dans la Banque centrale européenne est la plus marquée.

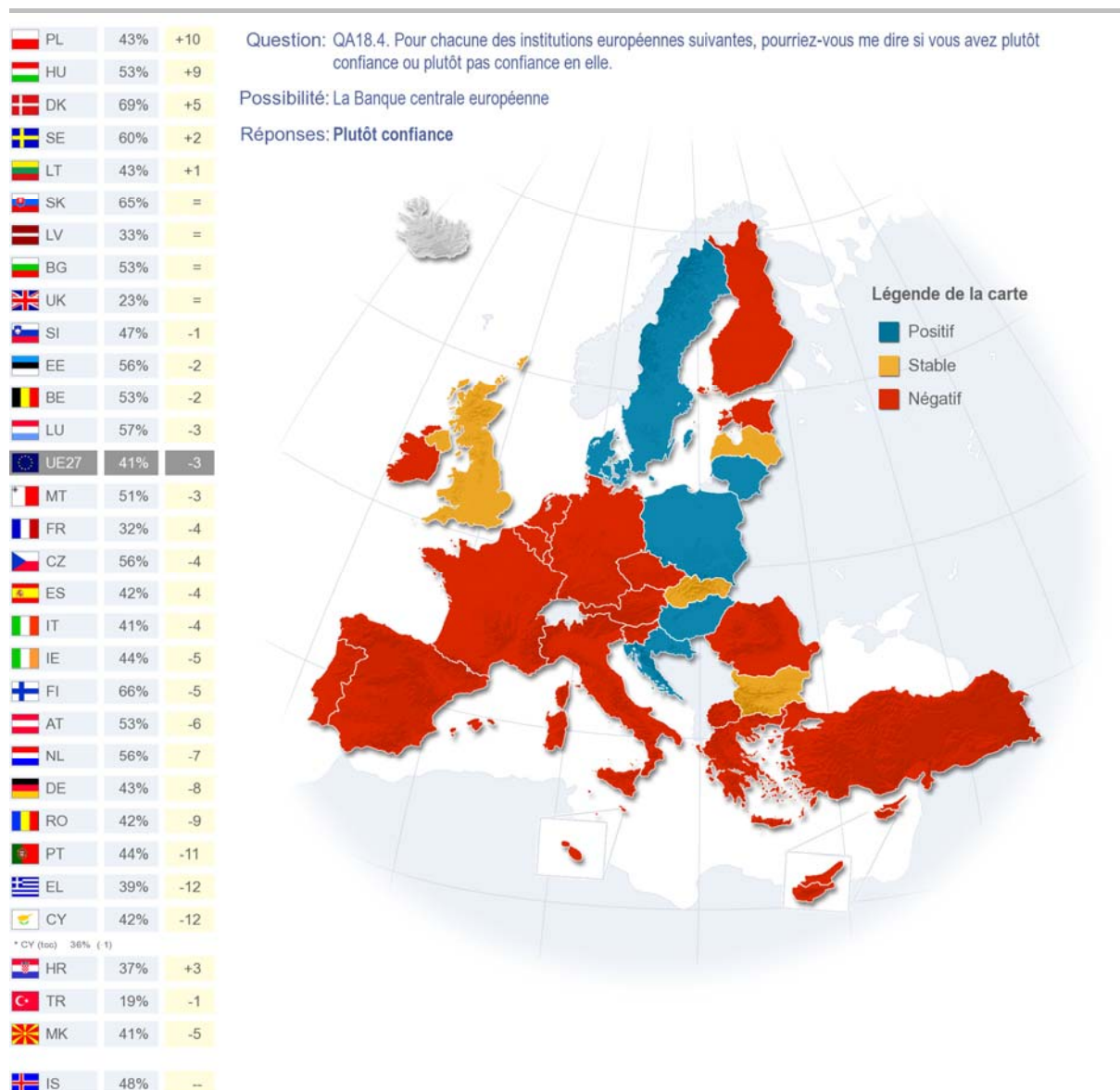
QA18.4. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

La Banque centrale européenne



La défiance à l'égard de la banque centrale européenne progresse de 15 points au Portugal, de 13 points en Grèce, de 11 points en Allemagne, de 10 points à Chypre et de 8 points en Autriche.

La Pologne (+10 points de confiance), la Hongrie (+9 points) et le Danemark (+5 points) font une nouvelle fois exception à la tendance globale enregistrée au niveau de l'Union.

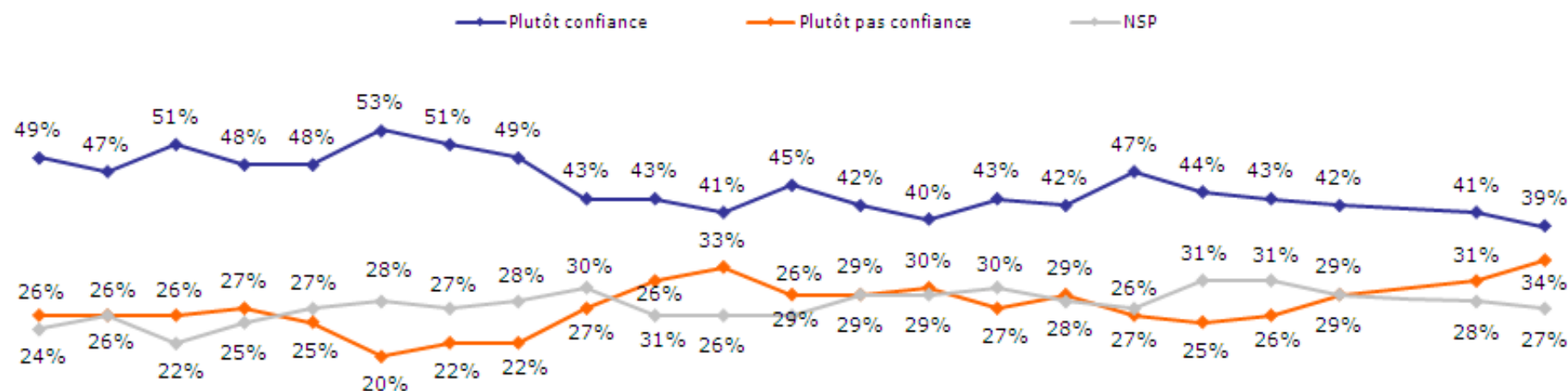


Diff. EB73 Pr. 2010 – EB72 Aut. 2009

Le Conseil de l'Union européenne

La tendance à la baisse de la confiance vaut également pour le Conseil de l'Union européenne. 39% des Européens déclarent lui faire confiance, soit un recul de 2 points par rapport à l'automne 2009. A l'inverse, 34% se montrent défiants, un pourcentage en hausse de 3 points. 27% (-1 point) n'expriment pas d'opinion. Pour cette institution aussi, le rapport confiance-défiance se resserre sensiblement.

QA18.3 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
- Le Conseil de l'Union européenne - % UE

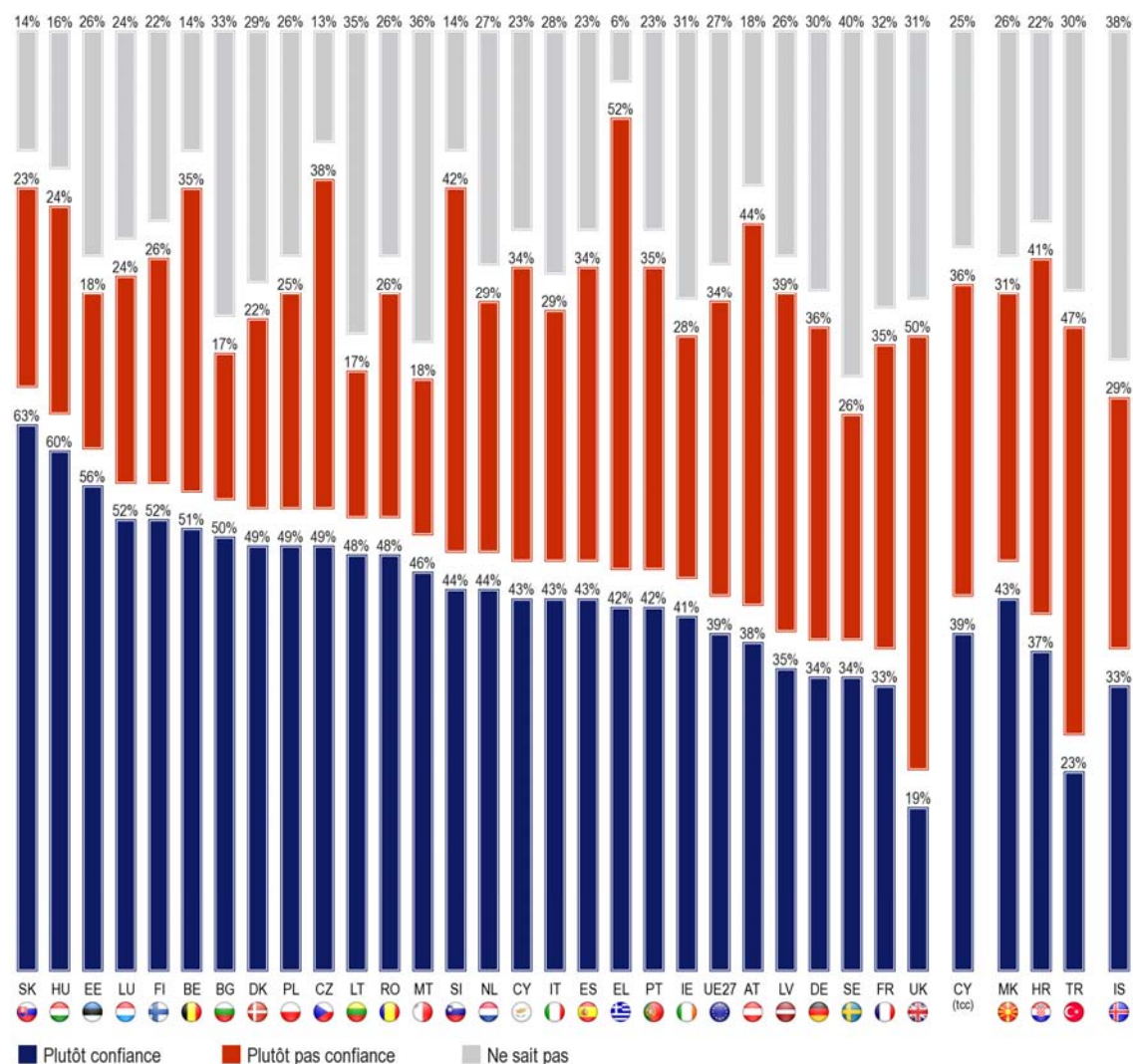


Pr. 1999	Aut. 1999	Pr. 2000	Aut. 2000	Pr. 2001	Aut. 2001	Pr. 2002	Aut. 2002	Pr. 2003	Aut. 2003	Pr. 2004	Aut. 2004	Pr. 2005	Aut. 2005	Pr. 2006	Aut. 2006	Pr. 2007	Aut. 2007	Pr. 2008	Aut. 2008	-	Aut. 2009	Pr. 2010
EB51	EB52	EB53	EB54	EB55	EB56	EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB70	-	EB72	EB 73

La défiance l'emporte sur la confiance en Grèce (52%), au Royaume-Uni (50%), en Autriche (44%), en Lettonie (39%), en Allemagne (36%) et en France (35%). La confiance est la plus affirmée en Slovaquie (63%) et en Hongrie (60%). La défiance progresse de 17 points au Portugal, de 13 points en Grèce et de 7 points en Allemagne.

QA18.3. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

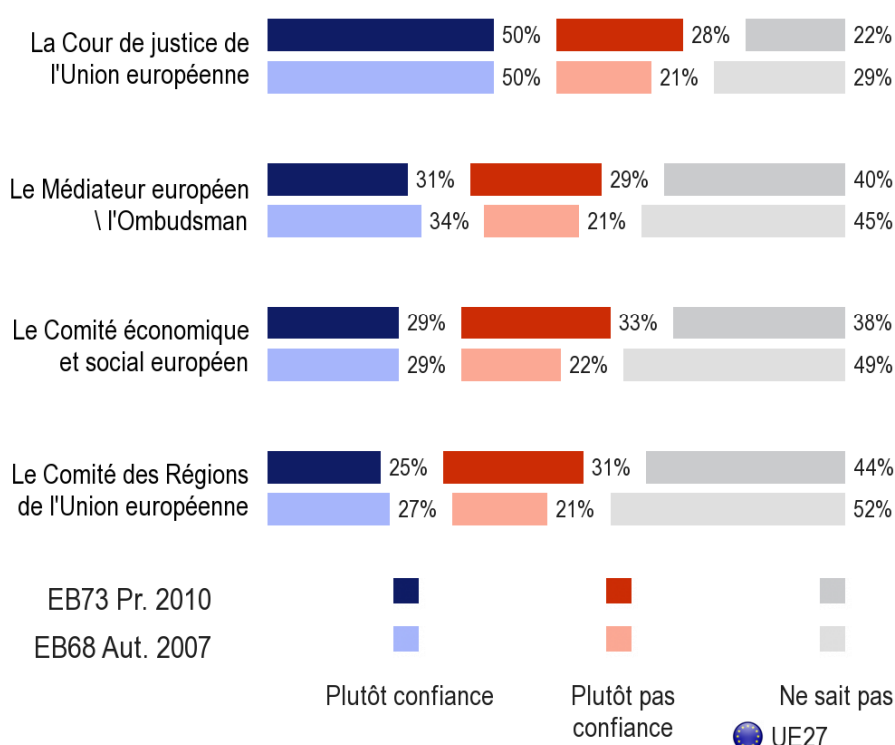
Le Conseil de l'Union européenne



Les autres institutions

Cette enquête Eurobaromètre mesurait également la confiance à l'égard d'autres institutions européennes : la Cour de justice européenne, le Médiateur européen, le Comité économique et social, le Comité des Régions et pour la première fois, le Conseil européen. On s'intéresse dans un premier temps aux quatre institutions pour lesquelles on pouvait mesurer des évolutions depuis l'automne 2007 (EB68).

QA18. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.



50% des Européens déclarent aujourd'hui faire confiance à la **Cour de justice de l'Union européenne**, 28% se montrant à l'opposé défiants. Par rapport à la dernière mesure de l'automne 2007, la confiance est stable alors que la défiance progresse de 7 points, sous l'effet d'une diminution identique du taux de sans opinion. A l'exception du Royaume-Uni (34% contre 41%) et de la Lettonie où les opinions sont partagées (36% contre 33%) la confiance domine assez nettement dans tous les pays de l'Union. Elle reste majoritaire en Grèce, malgré un recul de 22 points (50%).

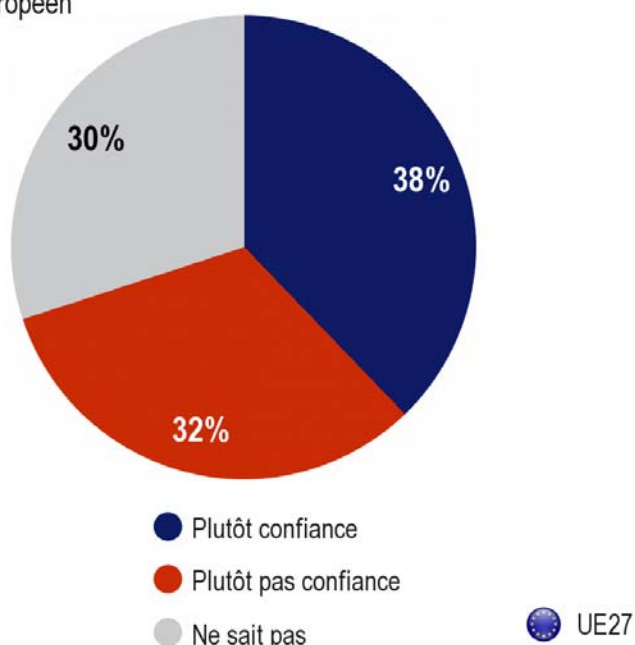
Peu connus de l'opinion européenne, **le Comité des Régions de l'Union européenne** (44%), **le Médiateur** (40%), et **le Comité économique et social** (38%) suscitent en premier lieu un fort taux de sans opinion sur la question de la confiance.

En second lieu, le rapport confiance-déiance est pour ces trois institutions très partagé : il s'établit ainsi à 29-33 pour le Comité économique et social européen, à 25-31 pour le Comité des Régions de l'UE, et à 31-29 pour le Médiateur européen.

C'est en Hongrie et en Slovaquie que ces trois institutions emportent la plus large confiance. 51% des Slovaques et 49% des Hongrois font ainsi confiance au Comité économique social et européen, respectivement 50% et 47% au Comité des Régions de l'UE et 58% et 54% au Médiateur. On notera également, en ce qui concerne le Médiateur, le niveau de confiance élevé en Finlande (66%).

QA18.7. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

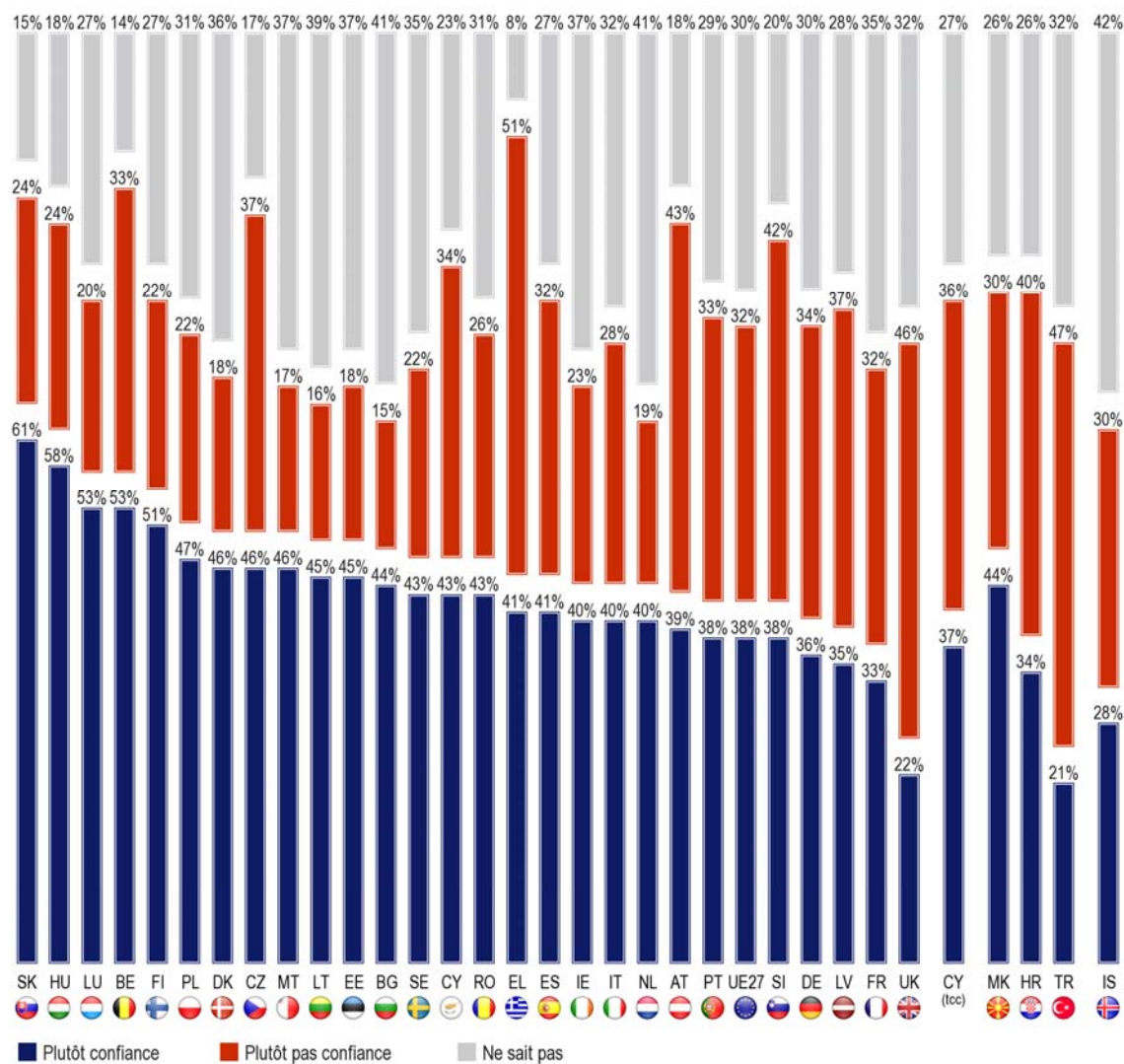
Le Conseil européen



Comme pour la notoriété, cette vague mesurait également pour la première fois la confiance à l'égard du Conseil européen. Le rapport confiance-déiance s'établit à 38/32 avec un taux élevé de sans opinion (30%), confirmant que, malgré une notoriété correcte, l'institution reste encore mal identifiée dans ses missions. La confiance est minoritaire au sein de cinq pays de l'Union : en Grèce (41% contre 51%), en Slovénie (38% contre 42%), en Lettonie (35% contre 37%) en Autriche (39% contre 43%) et au Royaume-Uni (22% contre 46%). Elle l'emporte mais de manière très serrée en France (33% contre 32%) et en Allemagne (36% contre 34%). Elle est la plus forte en Slovaquie (61%), en Hongrie (58%), au Luxembourg (53%) et en Belgique (53%).

QA18.7. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Le Conseil européen

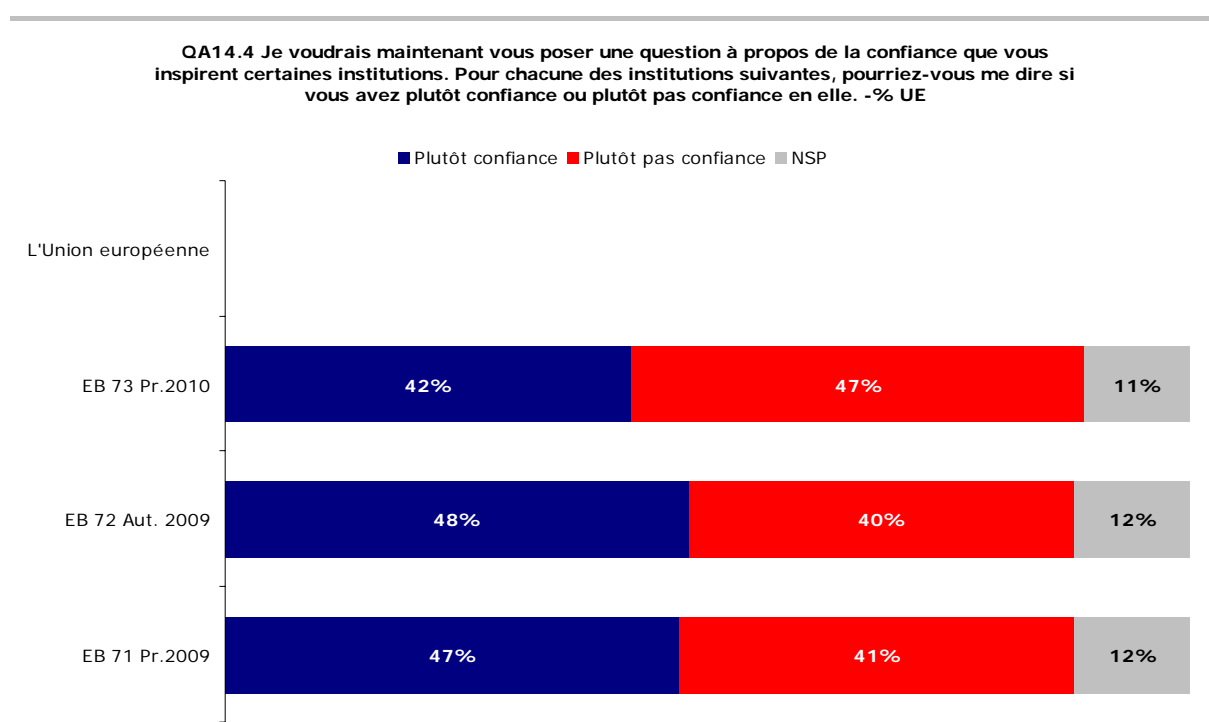


3.3. La confiance dans l'Union européenne

La progression de la défiance à l'égard des principales institutions européennes en était un symptôme : la confiance à l'égard de l'Union, qui avait jusqu'alors plutôt bien résisté à la morosité liée à la crise financière et économique, s'érode sensiblement dans l'opinion européenne.

42% des Européens déclarent aujourd'hui faire plutôt confiance à l'Union : c'est un pourcentage en recul de 6 points par rapport à la vague de l'automne 2009 de l'Eurobaromètre. 47% déclarent à l'inverse ne pas faire confiance à l'Union, une proportion en hausse de 7 points. 11% n'expriment pas d'opinion, en recul d'1 point⁶³.

Alors que le rapport confiance-défiance était plutôt stable depuis l'automne 2008 (EB70), il s'inverse dans cette enquête.

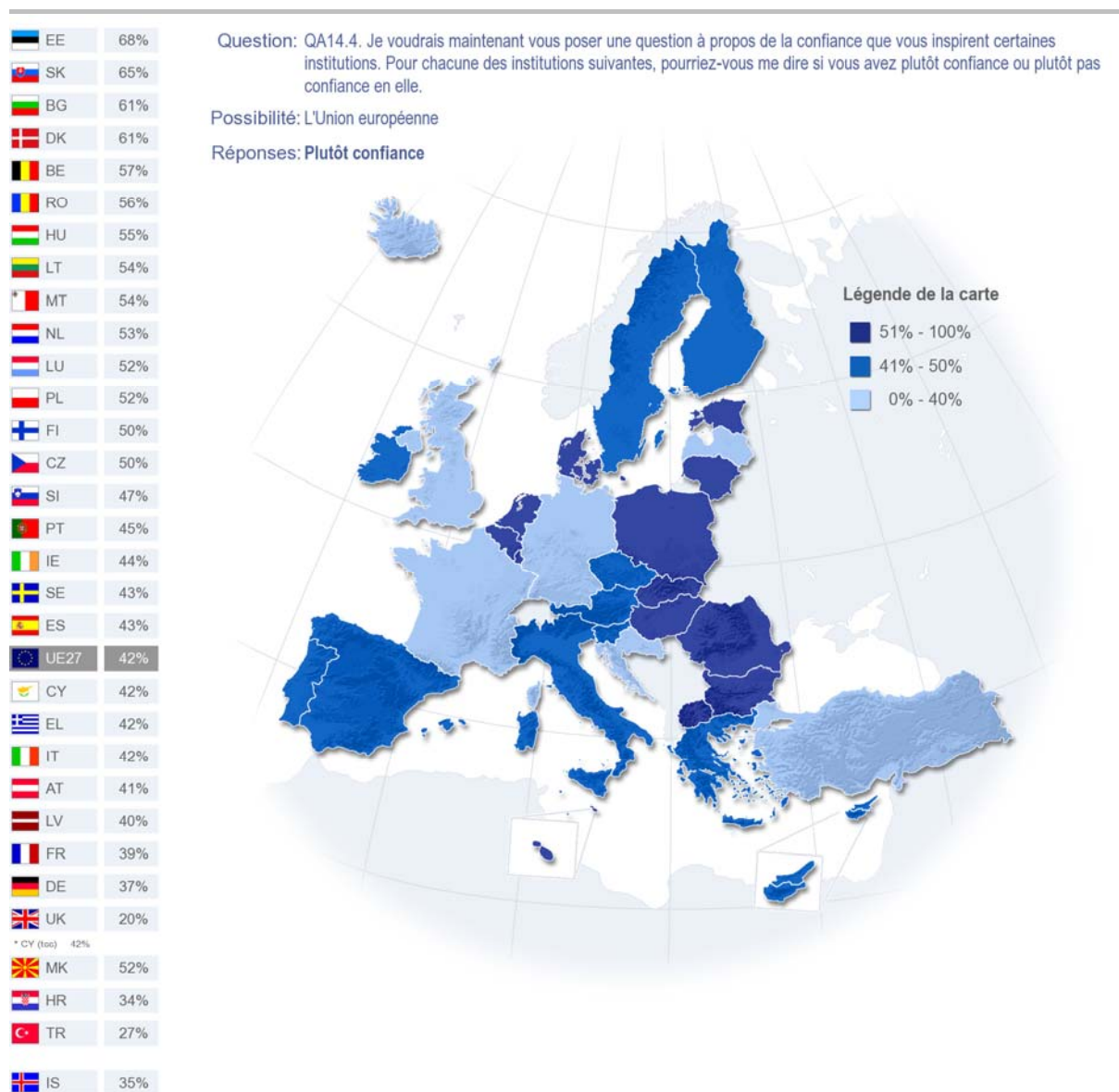


La défiance à l'égard de l'Union domine dans huit pays : au Royaume-Uni (68% contre 20%), en Grèce (56% contre 42%), en Allemagne (54% contre 37%), en France (51% contre 39%), en Lettonie (51% contre 40%), à Chypre (50% contre 42%), en Autriche (52% contre 41%) et en Suède (49% contre 43%). Le rapport confiance-défiance est très partagé en Espagne (43% contre 44%) au Portugal (45% contre 47%) et en Slovénie (47% contre 48%).

La confiance est la plus marquée en Estonie (68%), en Slovaquie (65%), en Bulgarie et au Danemark (61% dans les deux cas).

⁶³ QA14.4 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. L'union européenne.

Le clivage entre pays NEM12 et pays UE15 est remarquable sur cette question de confiance. La confiance prédomine ainsi largement (54% contre 34%) au sein du groupe NEM12 alors que la défiance est nettement majoritaire (51% contre 38%) au sein du groupe UE15.



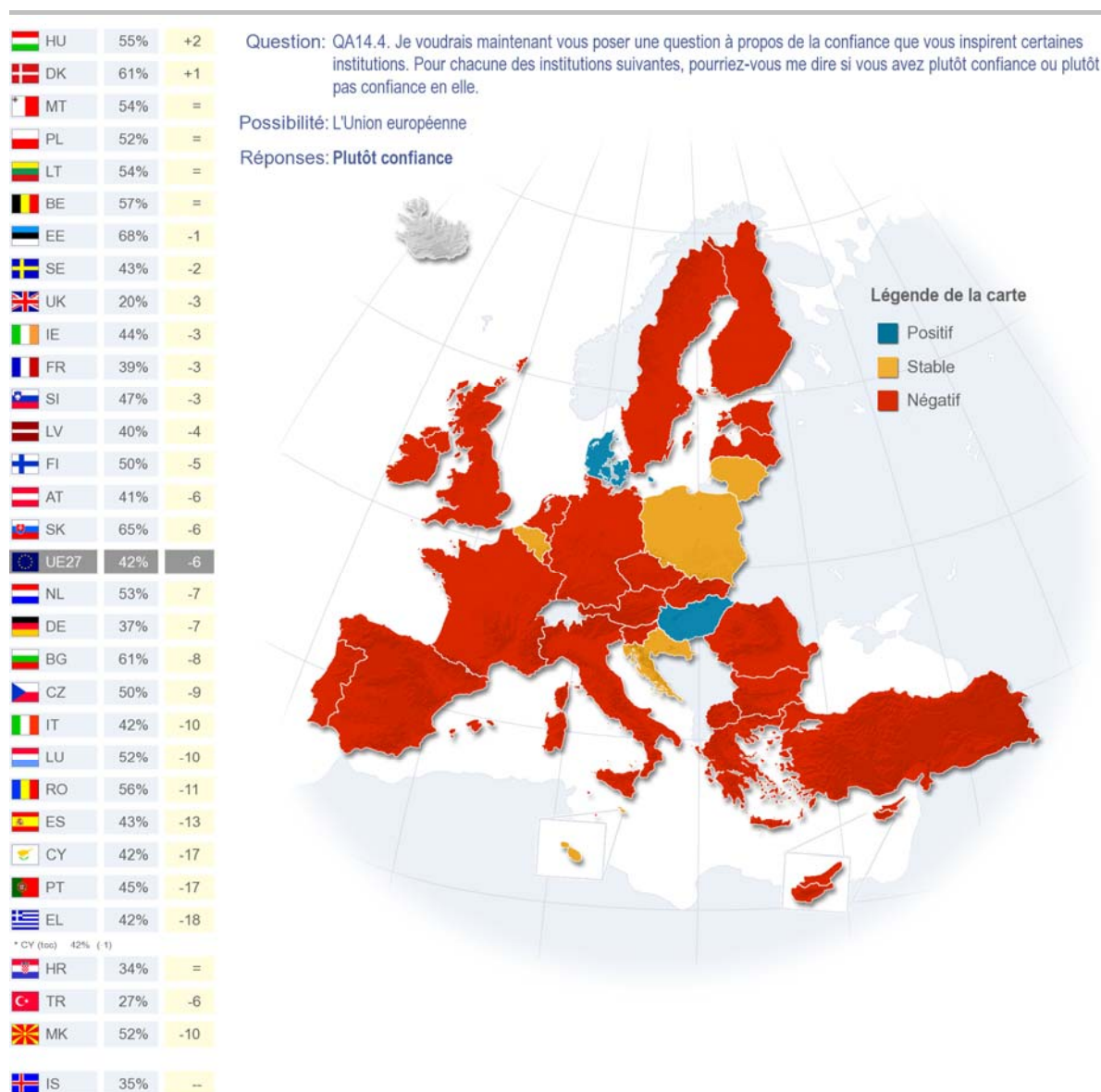
La Belgique, le Danemark, la Lituanie, Malte, où le rapport confiance-défiance reste parfaitement stable par rapport à l'automne 2009, et la Hongrie, où la confiance se renforce de 2 points, sont les cinq seuls pays de l'Union à ne pas connaître la tendance forte à l'érosion de la confiance à l'égard de l'Union.

A l'opposé, on constate, une nouvelle fois, une progression de la défiance au sein des opinions dont les pays sont touchés par la crise financière et économique et les plans de rigueur, mais également en Allemagne et en Autriche.

Ainsi, la défiance à l'égard de l'Union progresse en six mois de 23 points au Portugal, de 18 points en Grèce et à Chypre, de 11 points en Allemagne, de 10 points en République tchèque, de 9 points en Italie et en Espagne, de 8 points en Lettonie et de 7 points en Autriche. Sous l'effet de ces évolutions, la défiance l'emporte désormais en Allemagne et en Autriche alors que ce n'était pas le cas à l'automne 2009.

Du côté des pays candidats, la confiance à l'égard de l'Union reste stable mais minoritaire en Croatie (34%, =). Elle est à la baisse et assez faible en Turquie (27%, -6 points). Elle recule sensiblement mais reste majoritaire (52%, -10 points) dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Enfin, la défiance domine majoritairement en Islande (52% contre 35%).






Les clivages sociaux sont importants sur cette question, avec une césure forte entre catégories supérieures et catégories populaires, entre jeunes et anciennes générations. Les catégories supérieures et les jeunes font majoritairement confiance à l'Union alors qu'elle inspire majoritairement la défiance des catégories populaires et des générations plus anciennes.

La confiance à l'égard de l'Union atteint ou dépasse ainsi les 50% chez les 15-24 ans (50%), les personnes à haut niveau d'études (52%), les cadres (51%), les étudiants (57%), les personnes s'auto-positionnant en haut de l'échelle sociale (52%), celles qui ont un indice de leadership d'opinion élevé (++ , 50%), celles qui sont en faveur de la monnaie unique européenne, l'euro (57%) et celles qui ont une bonne connaissance objective de l'Union européenne (51%).

La défiance à l'égard de l'Union est symétriquement supérieure ou égale à 50% chez les 55 ans et plus (50%), les personnes à faible niveau de formation (56%), ou ayant quitté l'école entre 16 et 19 ans (51%), les ouvriers (53%), les personnes au foyer (50%), les chômeurs (52%) et les retraités (50%), celles qui ont des difficultés la plupart du temps (59%), ou de temps en temps (52%) à payer leurs factures, et celles qui se positionnent dans en bas de l'échelle sociale (55%). C'est également le cas des Européens ayant le plus faible indice de leadership d'opinion (-- , 53%), des opposants à l'euro (68%), et des personnes ayant une connaissance moyenne (53%), ou faible (56%) de l'Union européenne.

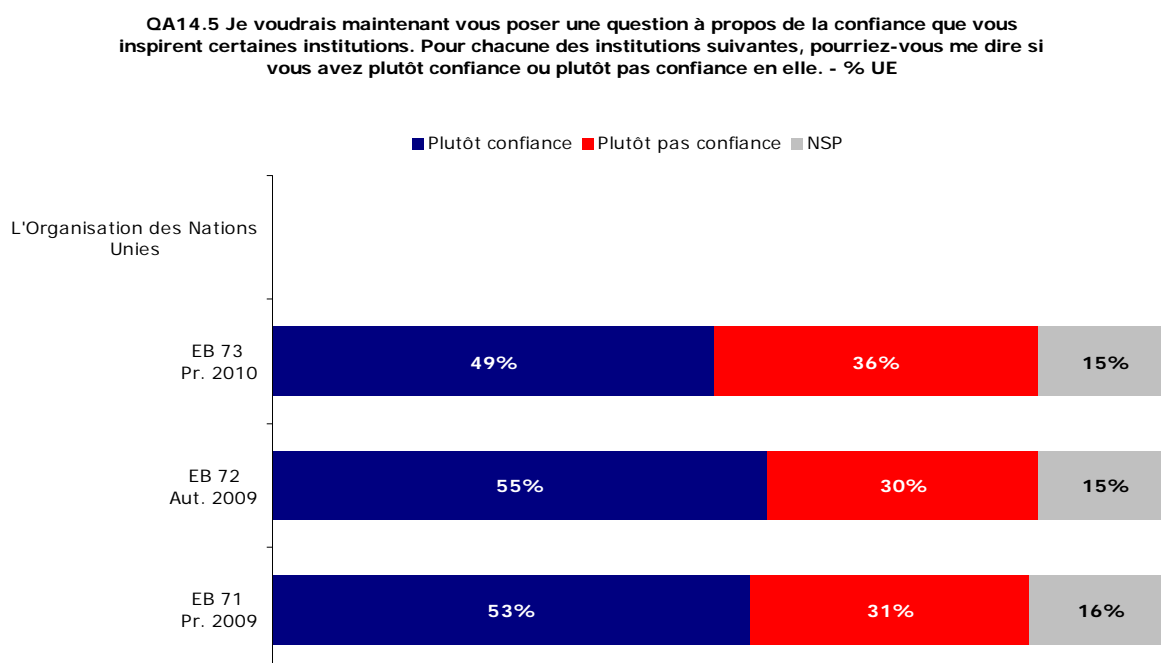
Moins structurant que le clivage social, le clivage politique n'est pour autant pas absent sur cette question. Une majorité relative des sympathisants de droite (49% contre 43%) fait confiance à l'Union alors qu'une majorité relative de ceux de gauche est à l'inverse défiante (48% se disant « plutôt pas confiants », contre 43%). La défiance atteint 50% auprès des personnes se positionnant au centre de l'échelle politique.

QA14.4 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
L'Union européenne

	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	Ne sait pas
UE27	42%	47%	11%
Age			
 15-24	50%	39%	11%
25-39	43%	47%	10%
40-54	41%	48%	11%
55 +	38%	50%	12%
Age de fin d'études			
 15-	31%	56%	13%
16-19	39%	51%	10%
20+	52%	39%	9%
Toujours étudiant	57%	33%	10%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	44%	47%	9%
Cadres	51%	40%	9%
Autres employés	44%	45%	11%
Ouvriers	37%	53%	10%
Hommes/ femmes au foyer	36%	50%	14%
Chômeurs	37%	52%	11%
Retraités	38%	50%	12%
Etudiants	57%	33%	10%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	43%	48%	9%
(5-6) Centre	41%	50%	9%
(7-10) Droite	49%	43%	8%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	29%	59%	12%
De temps en temps	37%	52%	11%
Pratiquement jamais	46%	44%	10%
Autopositionnement sur l'échelle sociale			
Bas (1-4)	33%	55%	12%
Moyen (5-6)	42%	48%	10%
Haut (7-10)	52%	39%	9%
Indice de leadership d'opinion			
++	50%	43%	7%
+	45%	45%	10%
-	41%	48%	11%
--	33%	53%	14%
Euro			
Pour	57%	34%	9%
Contre	22%	68%	10%
Connaissance objective de l'UE			
Mauvaise	20%	56%	24%
Moyenne	34%	53%	13%
Bonne	51%	42%	7%

3.4. La confiance dans l'ONU

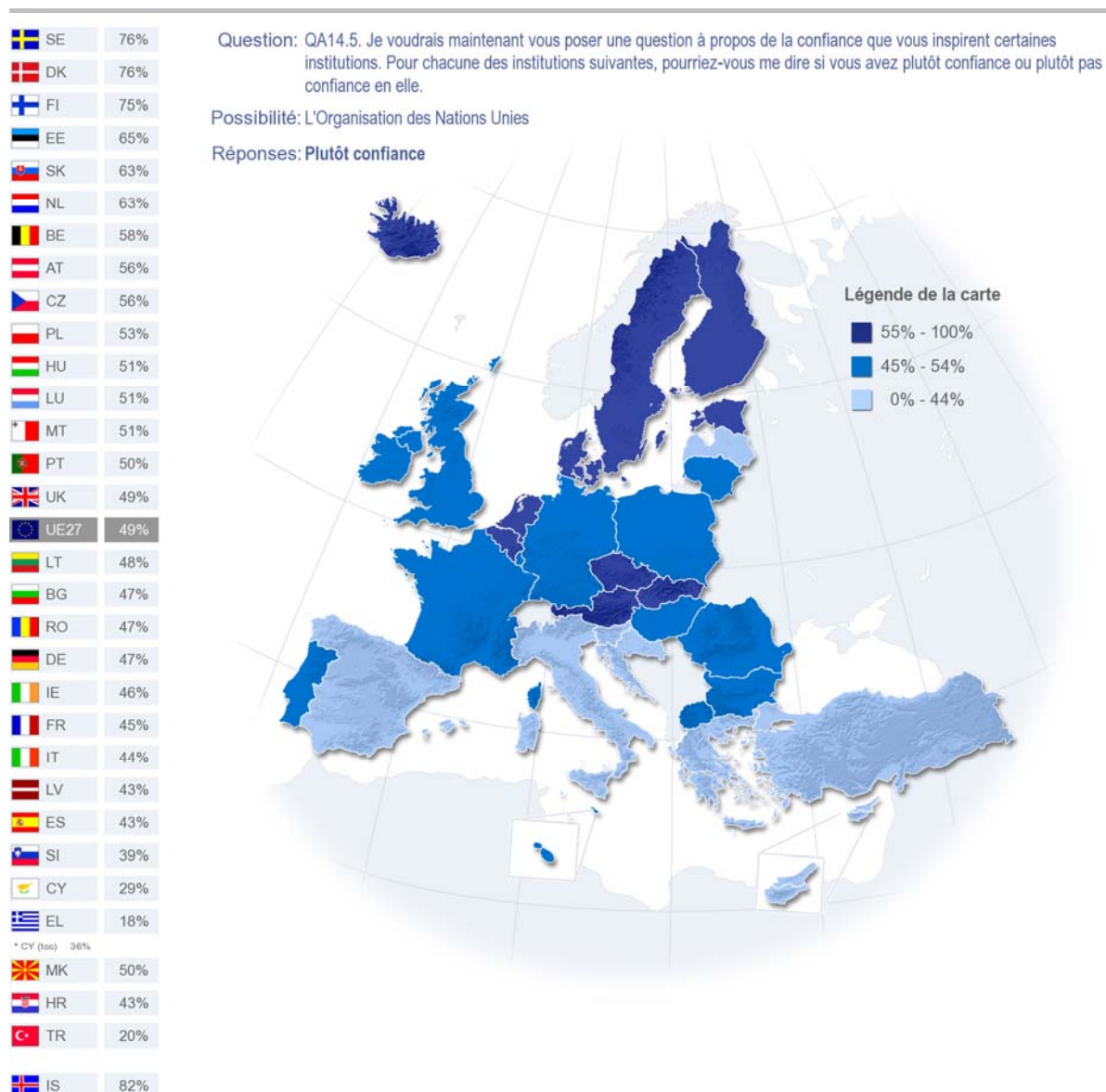
Même si elle reste majoritaire, **la confiance dans l'Organisation des Nations Unies connaît elle aussi une tendance à la baisse**. 49% des Européens déclarent faire confiance à l'ONU, un pourcentage en recul de 6 points par rapport à l'automne 2009. 36% refusent à l'inverse d'accorder leur confiance à cette institution internationale, une proportion en hausse de 6 points. 15%, sans changement, n'expriment pas d'opinion. Après une hausse de la confiance en 2009, on retrouve dans cette vague un rapport confiance-défiance très proche de celui mesuré en 2008⁶⁴.



La confiance à l'égard de l'ONU l'emporte dans 24 pays de l'Union. Elle dépasse les 50% dans 14 pays de l'Union, alors que c'était le cas dans 21 à l'automne dernier. Comme lors de la vague précédente, elle est la plus forte au sein des trois pays nordiques - Suède (76%), Danemark (76%), et Finlande (75%).

La défiance à l'égard de l'ONU l'emporte dans trois pays de l'Union, où elle était déjà dominante il y a six mois : en Grèce (77%), à Chypre (63%) et en Slovaquie (53%).

⁶⁴ QA14.5 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. L'ONU.



La baisse de la confiance à l'égard de l'ONU est la plus affirmée en Grèce (-16 points), en Espagne (-14 points), au Portugal (-13 points), en Roumanie (-12 points), à Malte (-11 points), en Irlande (-10 points), en Italie (-9 points) et en Bulgarie (-9 points).

Au sein des pays candidats, la confiance recule mais l'emporte toujours dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (50%, -7 points). Elle perd 5 points en Turquie pour atteindre un très faible niveau (20%). Sans changement notable par rapport à la vague précédente, elle reste très partagée en Croatie (43% contre 45%).

Enfin, et s'inscrivant en cela dans le « modèle nordique », la confiance en l'ONU est massive en Islande (82%).

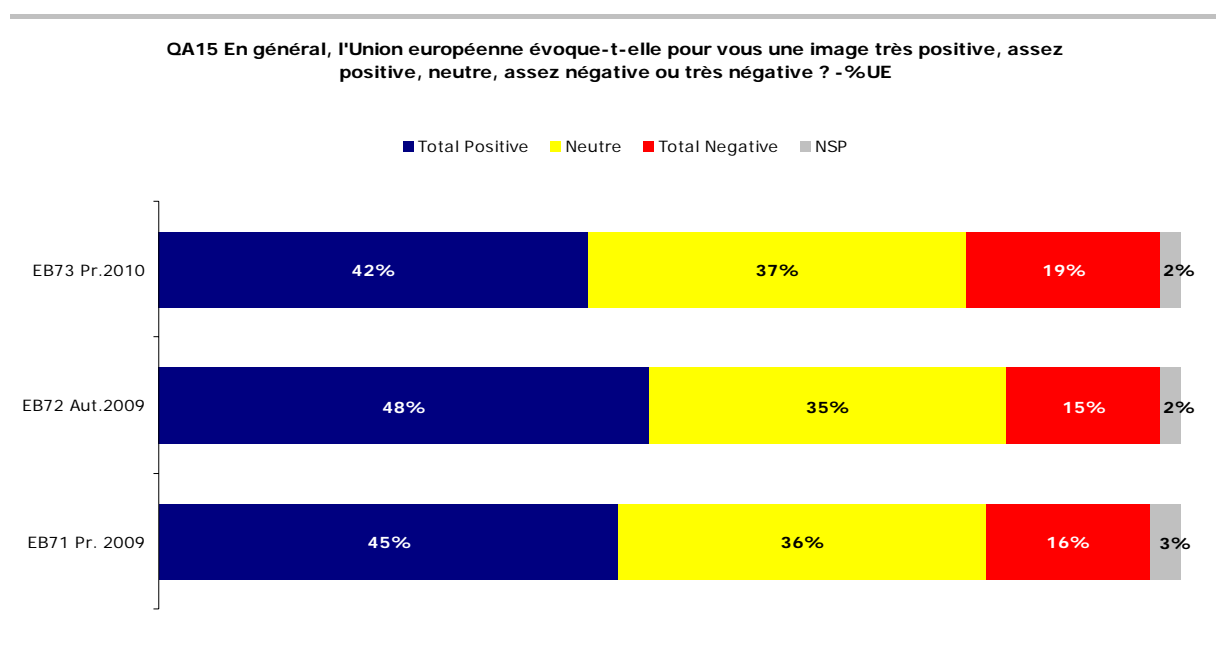
La confiance à l'égard de l'ONU obéit strictement à la même logique sociale que dans le cas de l'Union. Elle est d'autant plus forte que l'on est jeune, aisé, diplômé et socialement bien inséré.

3.5. L'image de l'Union européenne

Une majorité de 42% d'Européens disent avoir une image positive de l'Union, soit un recul de 6 points par rapport à la vague de l'automne 2009. 19% (+4 points) en ont une image négative alors que 37% (+2 points) évoquent une image neutre. 2%, sans changement, n'expriment pas d'opinion.

Dans le détail, l'image de l'UE est « très » positive pour 6% des répondants (-1 point) et « assez » pour 36% (-5 points) Elle est « très » négative pour 4% de l'échantillon (+1 point) et « assez » négative pour 15% (+3 points)⁶⁵.

La tendance à la dégradation de l'image de l'Union est donc comparable en intensité à la tendance à l'érosion de la confiance décrite précédemment.



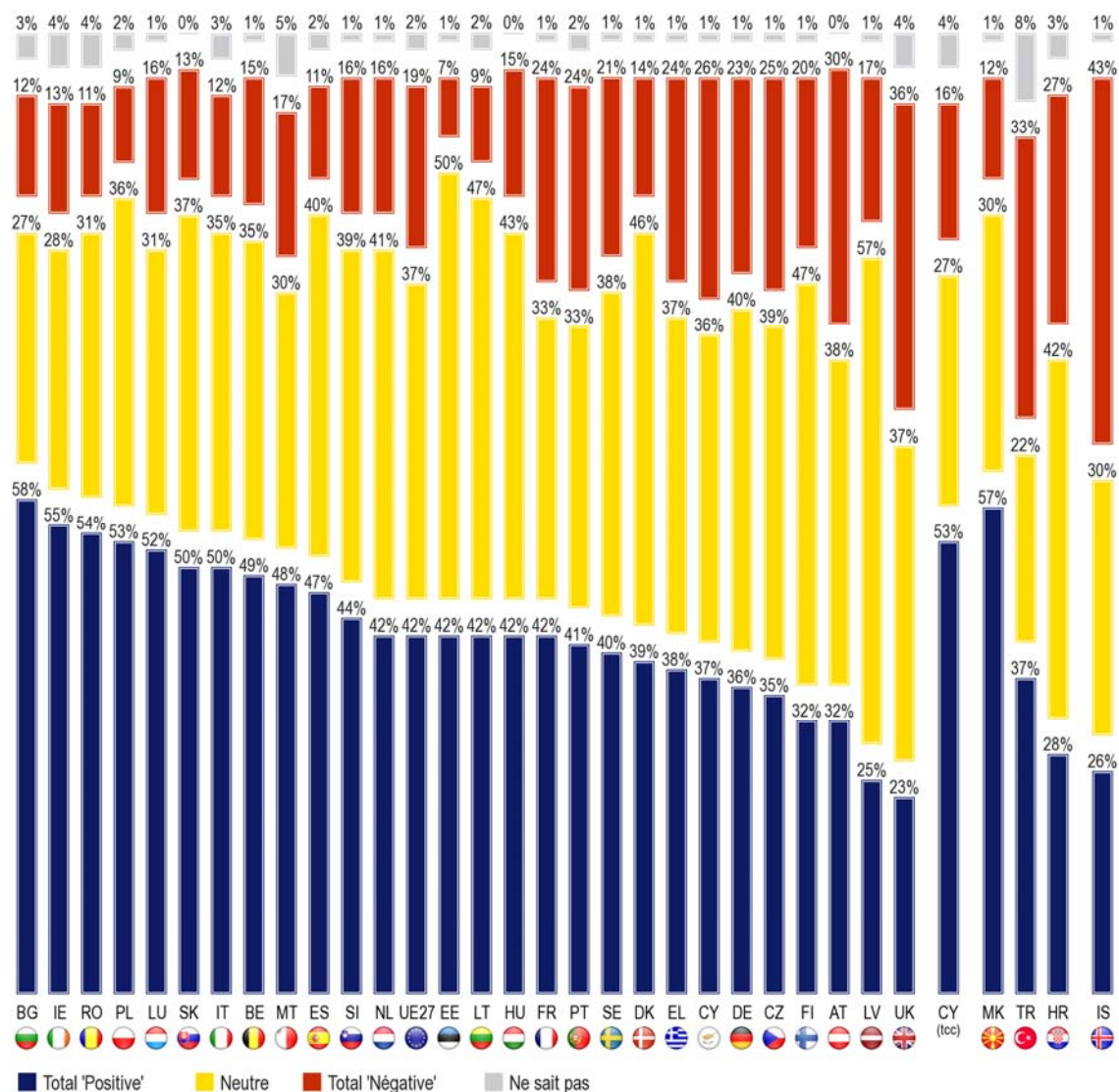
L'image de l'Union est positive pour une majorité absolue de répondants dans 7 Etats membres alors que c'était le cas dans 13 à l'automne 2009. Il s'agit de la Bulgarie (58%), de l'Irlande (55%), de la Roumanie (54%), de la Pologne (53%), du Luxembourg (52%), de l'Italie (50%) et de la Slovaquie (50%). Une majorité relative de répondants a une image positive de l'Union européenne dans dix autres pays : en Belgique (49%), à Malte (48%), en Espagne (47%), en Slovénie (44%), en France et aux Pays-Bas (42%), au Portugal (41%), en Suède (40%), en Grèce (38%) et à Chypre (37%).

Il n'y a qu'au Royaume-Uni que les citations négatives l'emportent sur les positives (36% contre 23%).

⁶⁵ QA15 En général, l'image que vous avez de l'Union européenne est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

Les répondants disant avoir une image « neutre » l'emportent sur ceux qui affichent une vision positive en Lettonie (57% pour 25%), en Estonie (50% pour 42%), en Finlande (47% pour 32%), en Lituanie (47% pour 42%), au Danemark (46% pour 39%), en Hongrie (43% pour 42%) en Allemagne (40% pour 36%), en République tchèque (39% pour 35%) et en Autriche (38% pour 32%).

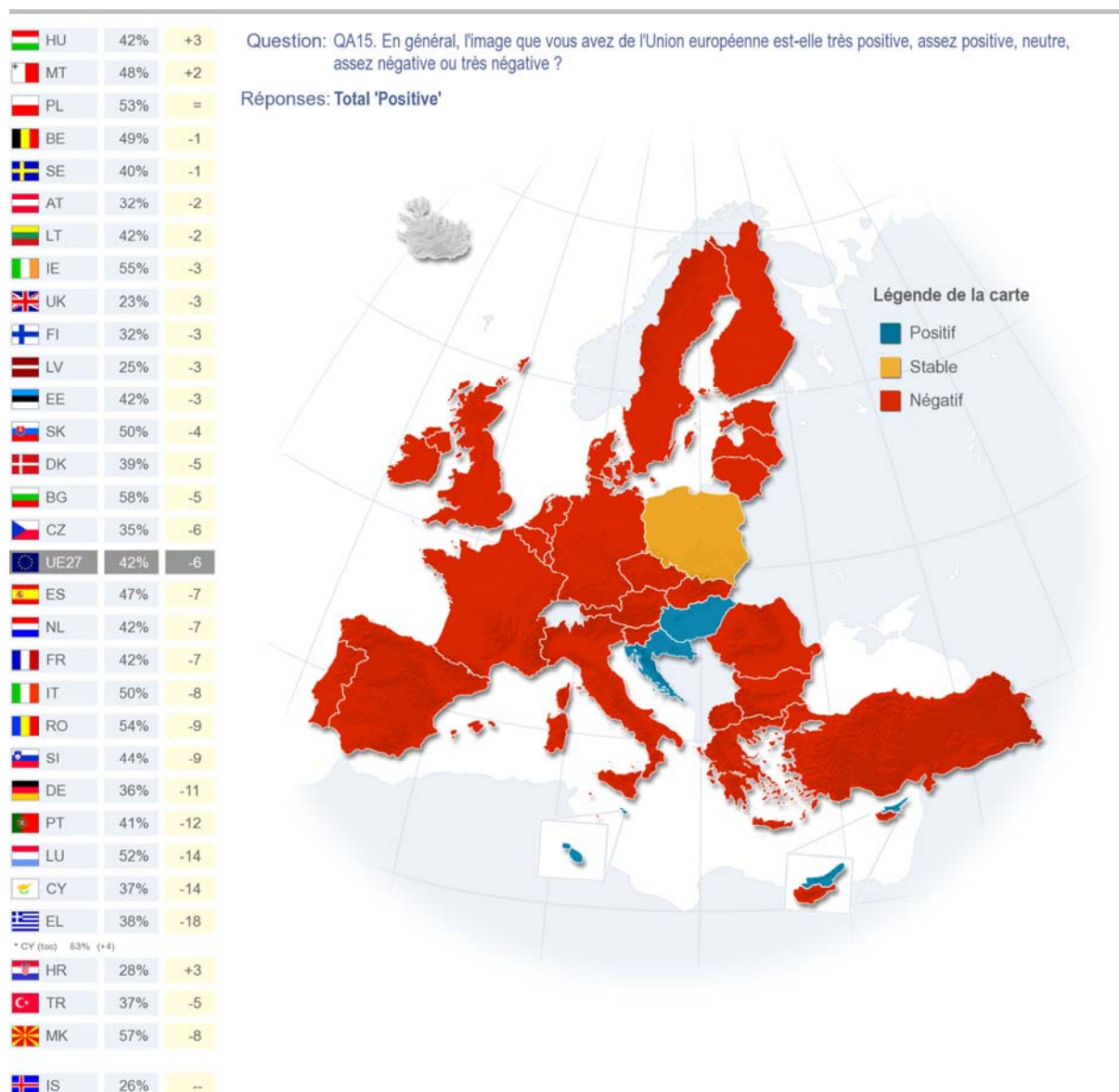
QA15. En général, l'image que vous avez de l'Union européenne est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?



La dégradation est la plus sensible en Grèce (les citations positives reculent de 18 points depuis l'EB72 de l'automne 2009), à Chypre (-14 points), au Portugal (-12 points), en Allemagne (-11 points) et en Espagne (-7 points). On observe également une détérioration de l'image de l'Union au Luxembourg (-14 points), en Roumanie (-9 points) et en Slovaquie (-9 points).

Au sein des pays candidats, l'image de l'Union est positive pour 57% (-8 points) des répondants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, pour 37% (-5 points) des Turcs et 28% (+3 points) des Croates.

En Islande, ce sont les citations négatives qui dominent (43%), devant les neutres (30%) et les positives (26%).



Diff. EB73 Pr. 2010 – EB72 Aut. 2009

L'image de l'Union est évidemment soumise aux clivages sociaux structurels qui fondent les opinions à l'égard de la construction européenne et de son fonctionnement.

La vision positive de l'Union décroît ainsi linéairement avec l'âge : 48% des 15-24 ans, 43% des 25-39 ans, 41% des 40-54 ans, 38% des 55 ans et plus ont une image positive de l'Union.

Elle décroît également linéairement avec le niveau de diplôme : 52% des personnes ayant arrêté leurs études à 20 ans ou au-delà ont une image positive de l'Union, pour 37% de celles ayant arrêté leur formation entre 16 et 19 ans, et 31% de celles ayant quitté l'école avant 16 ans.



Elle décroît également graduellement au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle sociale : 52% de ceux qui se classent en haut ont une vision positive de l'Union, pour 42% de ceux qui se situent au milieu et 31% de ceux qui se positionnent en bas.

On notera que la dégradation de l'image de l'Union est encore plus marquée chez les couches modestes que chez les autres. Ainsi, par exemple, la proportion de ceux qui se classent en bas de l'échelle sociale et qui ont une image positive de l'Union est en recul de 8 points par rapport à l'automne 2009 (de 39% à 31%). Dans le même temps, cette proportion de répondants ayant une image positive de l'Union a chuté de 6 points chez ceux qui se placent en haut de l'échelle sociale (de 58% à 52%). Les différences d'appréciation de l'Union selon les niveaux sociaux semble donc se creuser davantage encore sous l'effet de la crise.

Les leaders d'opinions ont également une meilleure image de l'Union européenne que les autres : 51% des personnes qui affichent ainsi un indice de leadership fort ont une image positive de l'UE pour 33% de ceux qui présentent un indice faible.

L'image de l'Union est en revanche peu tributaire des affiliations politiques (44% de citations positives chez les sympathisants de gauche pour 47% chez ceux de droite).

QA15 En général, l'image que vous avez de l'Union européenne est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

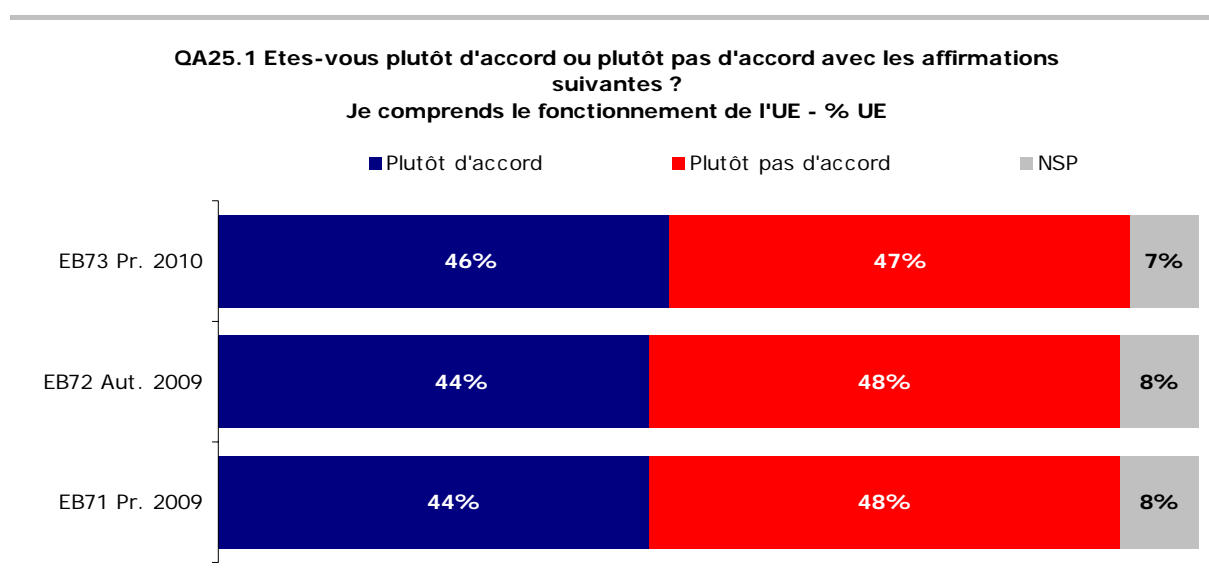
	Total 'Positive'	Neutre	Total 'Négative'	Ne sait pas
UE27	42%	37%	19%	2%
Age				
 15-24	48%	37%	13%	2%
25-39	43%	39%	17%	1%
40-54	41%	37%	21%	1%
55 +	38%	35%	24%	3%
Age de fin d'études				
 15-	31%	38%	27%	4%
16-19	37%	39%	22%	2%
20+	52%	33%	14%	1%
Toujours étudiant	58%	33%	8%	1%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche	44%	35%	20%	1%
(5-6) Centre	40%	39%	20%	1%
(7-10) Droite	47%	33%	19%	1%
Autopositionnement sur l'échelle sociale				
Bas (1-4)	31%	40%	26%	3%
Moyen (5-6)	42%	38%	18%	2%
Haut (7-10)	52%	32%	15%	1%
Indice de leadership d'opinion				
++	51%	28%	20%	1%
+	46%	36%	17%	1%
-	40%	39%	19%	2%
--	33%	40%	23%	4%

4. LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPEENNE

4.1 La connaissance du fonctionnement de l'UE

46% des Européens disent aujourd'hui plutôt comprendre le fonctionnement de l'Union alors que 47% déclarent ne plutôt pas le comprendre. La compréhension est en hausse de 2 points par rapport à l'automne 2009 alors que l'avis contraire recule d'un point, comme le taux de sans opinion (7%)⁶⁶.

Cette légère progression peut sans doute s'expliquer par la forte présence au des enjeux européens dans l'agenda médiatique des pays de l'Union au début de l'année 2010.

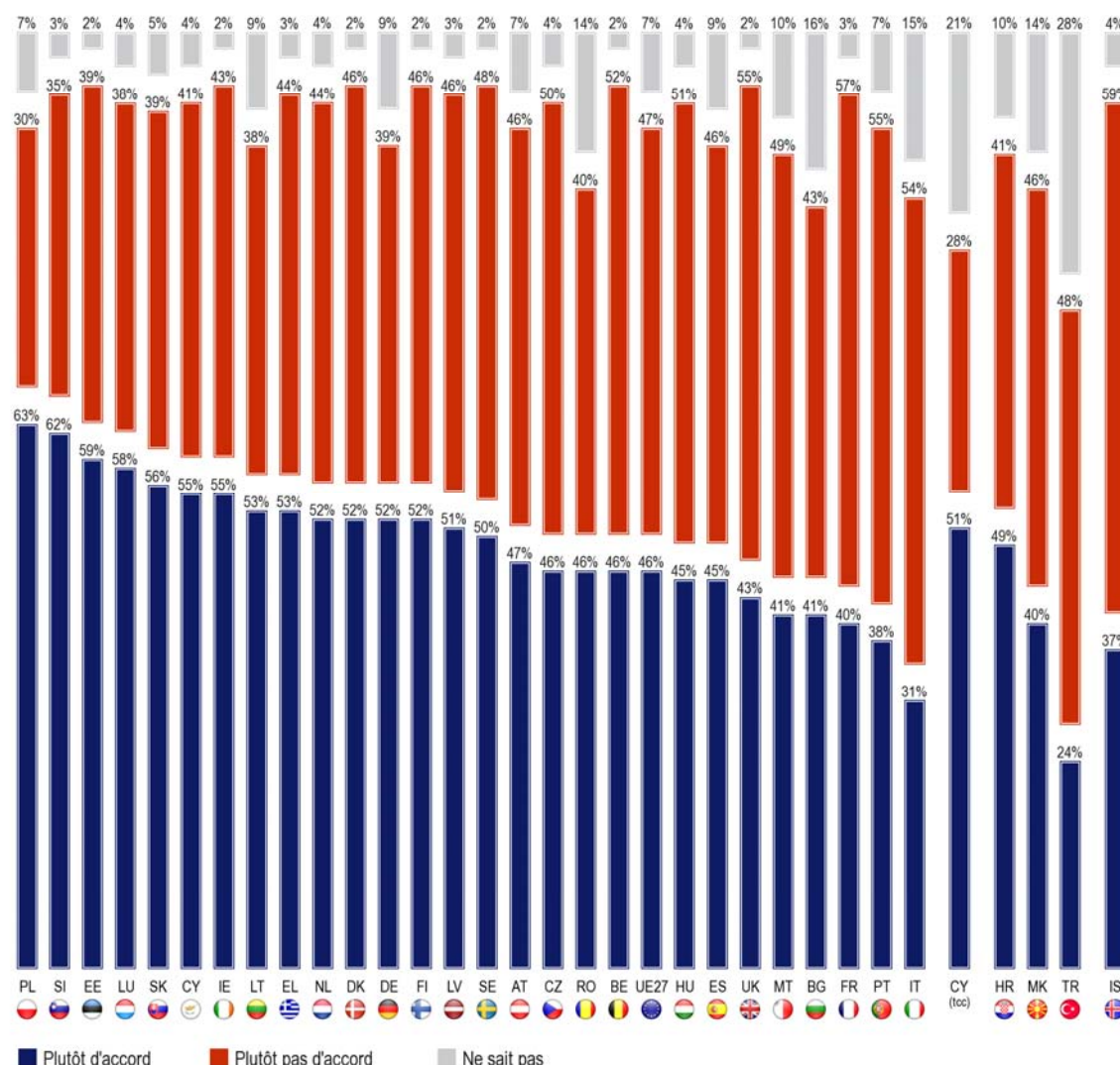


Une majorité absolue de l'opinion dit ne pas comprendre le fonctionnement de l'Union européenne dans sept pays : en France (57%), au Royaume-Uni (55%), au Portugal (55%), en Italie (54%), en Belgique (52%), en Hongrie (51%) et en République tchèque (50%). A l'opposé, c'est en Pologne (63%), en Slovénie (62%) et en Estonie (59%) qu'on a le plus le sentiment de bien comprendre le fonctionnement de l'Union.

⁶⁶ QA25.1 Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ? Je comprends le fonctionnement de l'Union.

QA25.1. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

Je comprends le fonctionnement de l'UE



Le sentiment de bien comprendre le fonctionnement de l'UE progresse de manière significative en Irlande (+12 points), à Malte (+10 points), au Danemark (+8 points) et en Lituanie (+8 points). Il est en revanche en baisse à Chypre (-7 points).

La compréhension du fonctionnement de l'Union varie logiquement fortement selon le niveau d'intérêt pour l'actualité politique. 67% de ceux qui déclarent un intérêt fort pour la politique disent bien comprendre le fonctionnement de l'Union pour seulement 26% de ceux qui disent n'avoir aucun intérêt pour la politique.

Cet indice d'intérêt pour la politique étant assez fortement clivé selon le sexe, le niveau d'études et l'appartenance sociale des individus⁶⁷, il résume donc parfaitement bien l'écart de compréhension entre catégories supérieures et catégories modestes au sein de l'Union.

⁶⁷ Voir Partie I, la vie dans l'Union européenne, chapitre 4, les aspects politiques.

4.2 La connaissance objective de l'UE

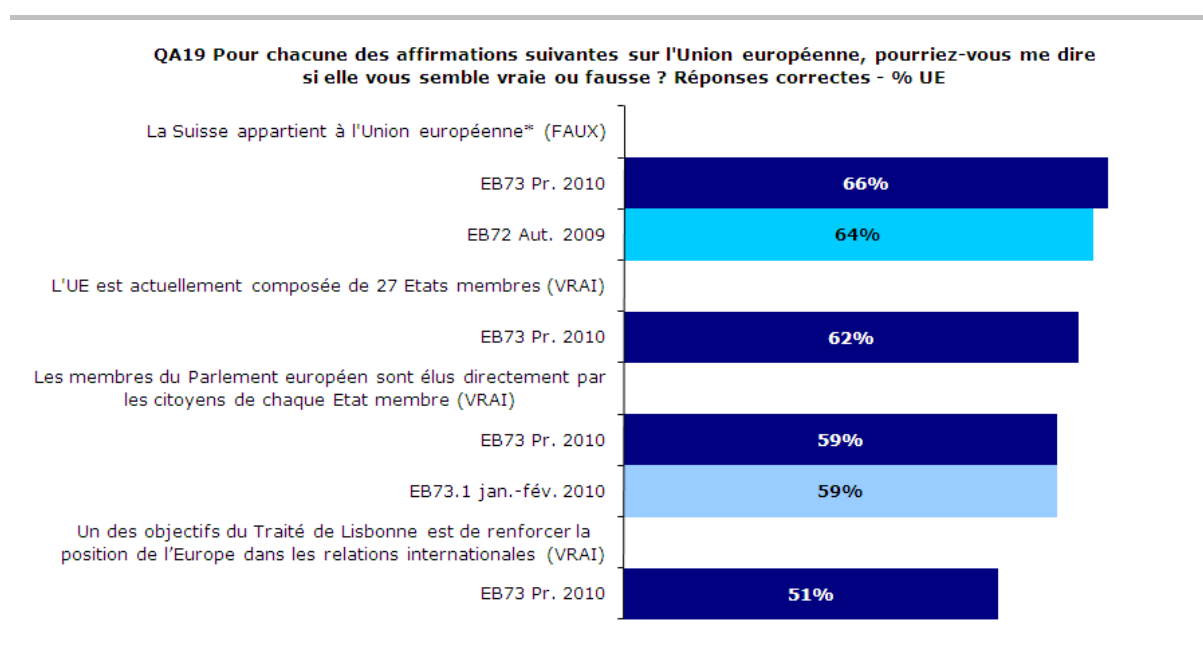
Quatre propositions ayant trait à l'Union européenne ont été soumises aux citoyens européens, qui devaient juger si elles étaient vraies ou fausses. Ces affirmations étaient les suivantes⁶⁸ :

- L'Union européenne est actuellement composée de 27 Etats membres (modifiée, car la formulation utilisée dans les vagues récentes de l'Eurobaromètre parlait de 25 Etats membres).
- Les membres du Parlement européen sont élus directement par les citoyens.
- Un des objectifs du Traité de Lisbonne est de renforcer la position de l'Europe dans les relations internationales (posée pour la première fois).
- La Suisse est un Etat membre de l'Union.

Ce quiz, assez simple, montre que les connaissances basiques sur l'Union sont acquises puisqu'une majorité absolue d'Européens donne une réponse juste sur chacun de ces items.

Pour autant, le fait que 46% des Européens donnent au moins une mauvaise réponse sur les quatre, et que 52% ne se prononcent pas au moins une fois sur les quatre, révèle que cette connaissance reste malgré tout à consolider.

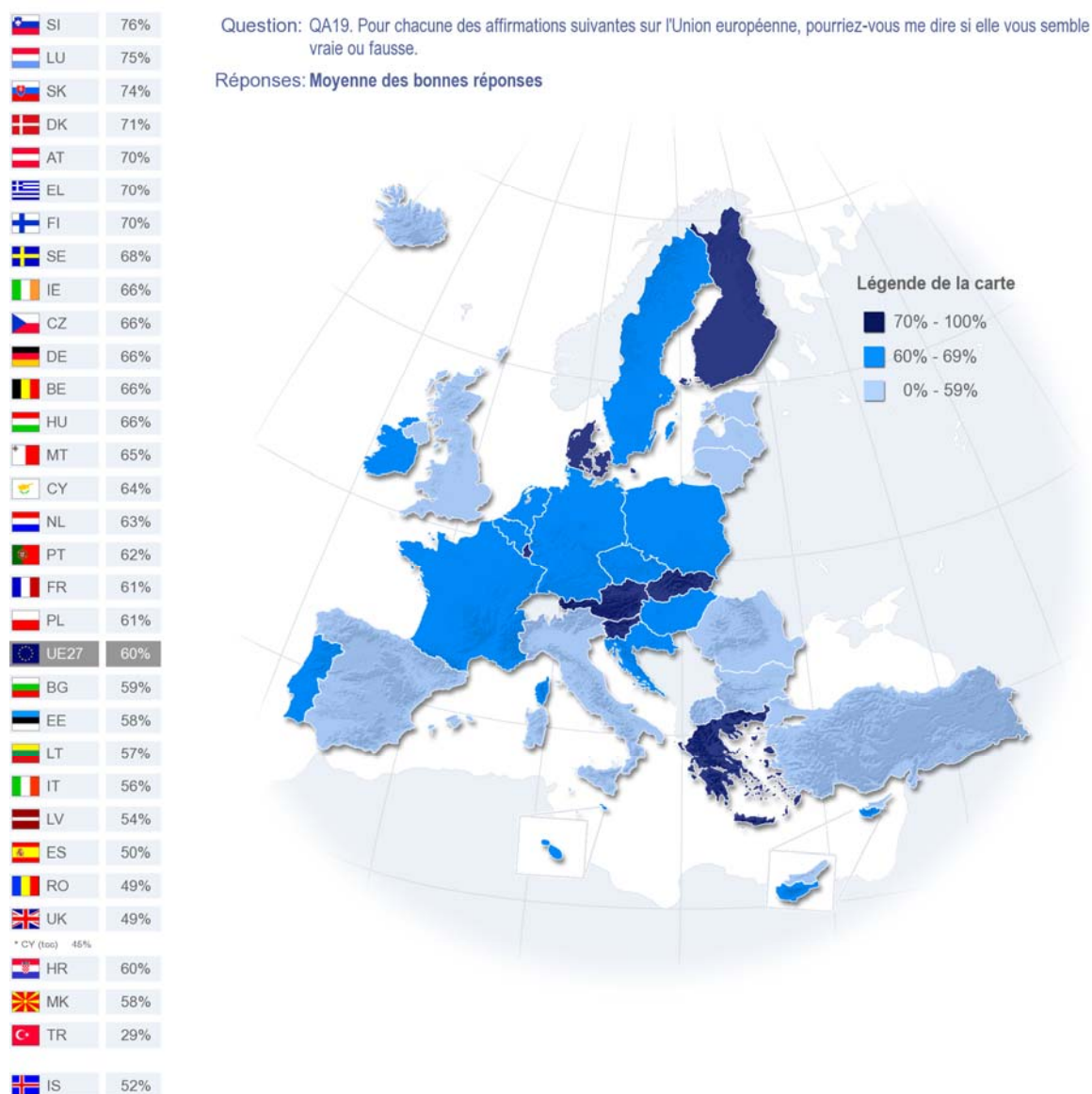
La proportion de répondants donnant une réponse correcte à la question posée varie de 51% pour la proposition « un des objectifs du Traité de Lisbonne est de renforcer la position de l'Europe dans les relations internationales à 66% pour « la Suisse est un Etat membre de l'Union européenne ». Lorsque l'on fait la moyenne des pourcentages de réponses correctes données aux différentes questions posées pour mesurer la connaissance de l'Union européenne, on obtient 60%. La moyenne des mauvaises réponses s'élève elle à 16%, celle des répondants n'ayant pas formulé de réponses à 24%.



⁶⁸ QA19 Pour chacun des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.

Avec en moyenne 70% ou plus de bonnes réponses (soit au moins 10 points de plus que la moyenne européenne), les répondants slovènes (76%), luxembourgeois (75%), slovaques (74%), danois (71%), autrichiens (70%), finlandais (70%) et grecs (70%) font partie de ceux qui ont la meilleure connaissance de base de l'Union européenne.

A l'opposé, le pourcentage de bonnes réponses est sensiblement inférieur à la moyenne européenne au Royaume-Uni (49%), en Roumanie (49%), en Espagne (50%) et en Lettonie (54%).



La non appartenance de la Suisse à l'Union est la réalité la plus connue des Européens (66%). Le pourcentage d'Européens donnant la bonne réponse progresse de 2 points par rapport à l'automne 2009. Si la bonne réponse l'emporte partout, elle concerne moins de 50% des répondants dans quatre Etats membres (Roumanie (38% de bonnes réponses), Bulgarie (46%), Estonie (48%) et Espagne (48%)) où les taux de sans réponse sont élevés.

62% des Européens savent aujourd'hui que **l'Union est composée de 27 Etats membres**, 14% se trompant et 24% n'exprimant pas d'opinion. Le Royaume-Uni (47%), la Roumanie (52%), l'Espagne (57%), les Pays-Bas (57%) et la Lituanie (57%) se situent sur cette question en dessous de la moyenne européenne.

A titre de comparaison, on peut rappeler que dans les vagues précédentes, on demandait aux Européens de se prononcer sur une proposition proche, mais fausse, celle-là : l'Union européenne est actuellement composée de 25 Etats membres : une majorité relative d'Européens tombait alors dans le piège et donnait une mauvaise réponse (44%), tandis que 30% donnaient la bonne réponse, et 26% ne répondaient pas à la question.

59% des Européens sont en mesure de dire que l'affirmation « **les membres du Parlement européen sont élus directement par les citoyens de chaque Etat membre** » est vraie (proportion inchangée depuis février 2010⁶⁹). 23% la considèrent comme fausse et 18% n'expriment pas d'opinion. Le taux de bonne réponse dépasse les 50% dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la France (45%). Il est remarquable de constater que le mode d'élection du Parlement européen est bien mieux connu au sein des Etats membres les plus récents de l'Union qu'au sein des plus anciens : ainsi le taux de bonnes réponses sur le sujet est de 70% dans les pays NEM12 alors qu'il n'atteint que 56% dans les pays de l'UE15. C'est assez surprenant lorsque l'on sait que la participation aux dernières élections du Parlement européen de juin 2009 a été plus nettement faible dans les premiers (29%) que dans les seconds (47%).

Enfin, un européen sur deux (51%) dit savoir que l'un **des objectifs du Traité de Lisbonne est de renforcer la position de l'Europe dans les relations internationales**. Le taux de sans réponse est élevé (39%) sur cette question. Il dépasse même les 50% en Roumanie (59%), en Bulgarie (53%), à Malte (52%), à Chypre (52%) et en Espagne (51%). C'est en Slovaquie (74%), en Finlande (72%) et en Suède (68%), que l'objectif du Traité de Lisbonne est le mieux connu.

Comme pour la compréhension du fonctionnement de l'Union, le niveau d'information et de connaissance sur la réalité européenne est plus fort au sein des catégories aisées, diplômées et proches de l'actualité politique.

⁶⁹ Eurobaromètre spécial n° 339 (vague Eurobaromètre 73.1): le Parlemètre, février 2010.

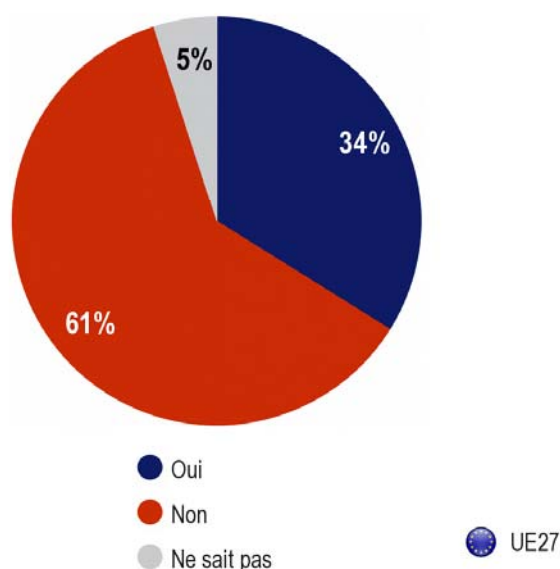
4.3 La présidence du Conseil de l'Union européenne

- La Présidence du Conseil de l'Union européenne reste largement méconnue des Européens -

61% des Européens disent ne pas avoir entendu parler de la Présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne lors du premier semestre 2010. 34% disent à l'inverse en avoir entendu parler et 5% n'ont pas d'opinion⁷⁰. La notoriété de la présidence espagnole est de 4 points supérieure à celle de la Présidence suédoise mesurée lors de la vague de l'Eurobaromètre de l'automne 2009 (EB72).

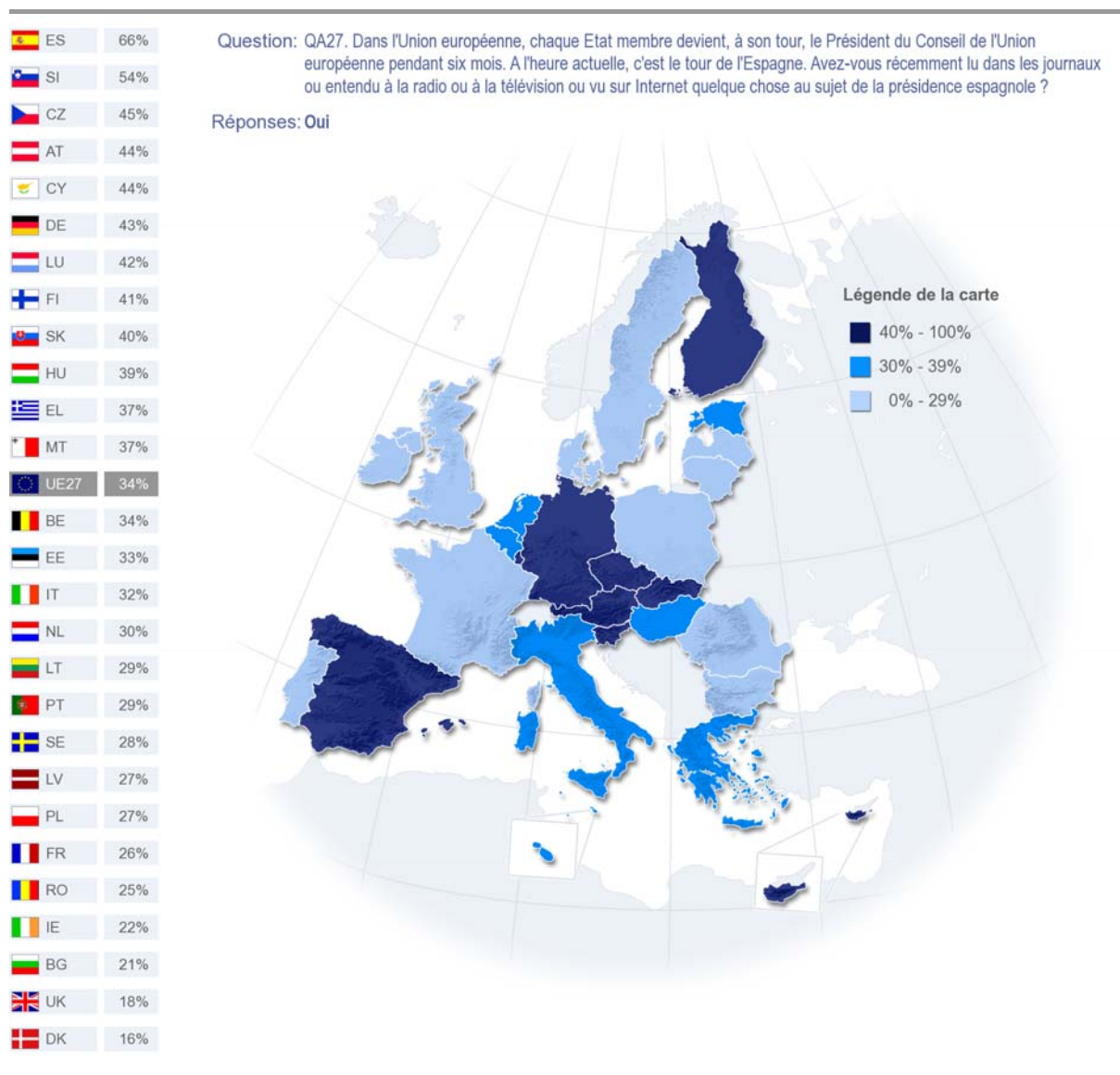
Ce niveau reste très éloigné du « record » observé pour la Présidence française de l'Union européenne, au deuxième semestre 2008 : à l'époque, 50% des Européens savaient que la France occupait la Présidence du Conseil de l'Union européenne.

QA27. Dans l'Union européenne, chaque Etat membre devient, à son tour, le Président du Conseil de l'Union européenne pendant six mois. A l'heure actuelle, c'est le tour de l'Espagne. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la présidence espagnole ?



⁷⁰ QA27 Dans l'Union européenne, chaque Etat membre devient, à son tour, le Président du Conseil de l'Union européenne pendant six mois. A l'heure actuelle, c'est au tour de la Suède. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision, ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la présidence espagnole ?

En dehors de l'Espagne, il n'y a qu'en Slovaquie où la présidence espagnole est connue d'une majorité de l'opinion (54%). Sa notoriété est faible en Suède (28%), pays qui assumait la présidence avant l'Espagne, comme dans les pays voisins de l'Espagne, en France (26%) et au Portugal (29%).



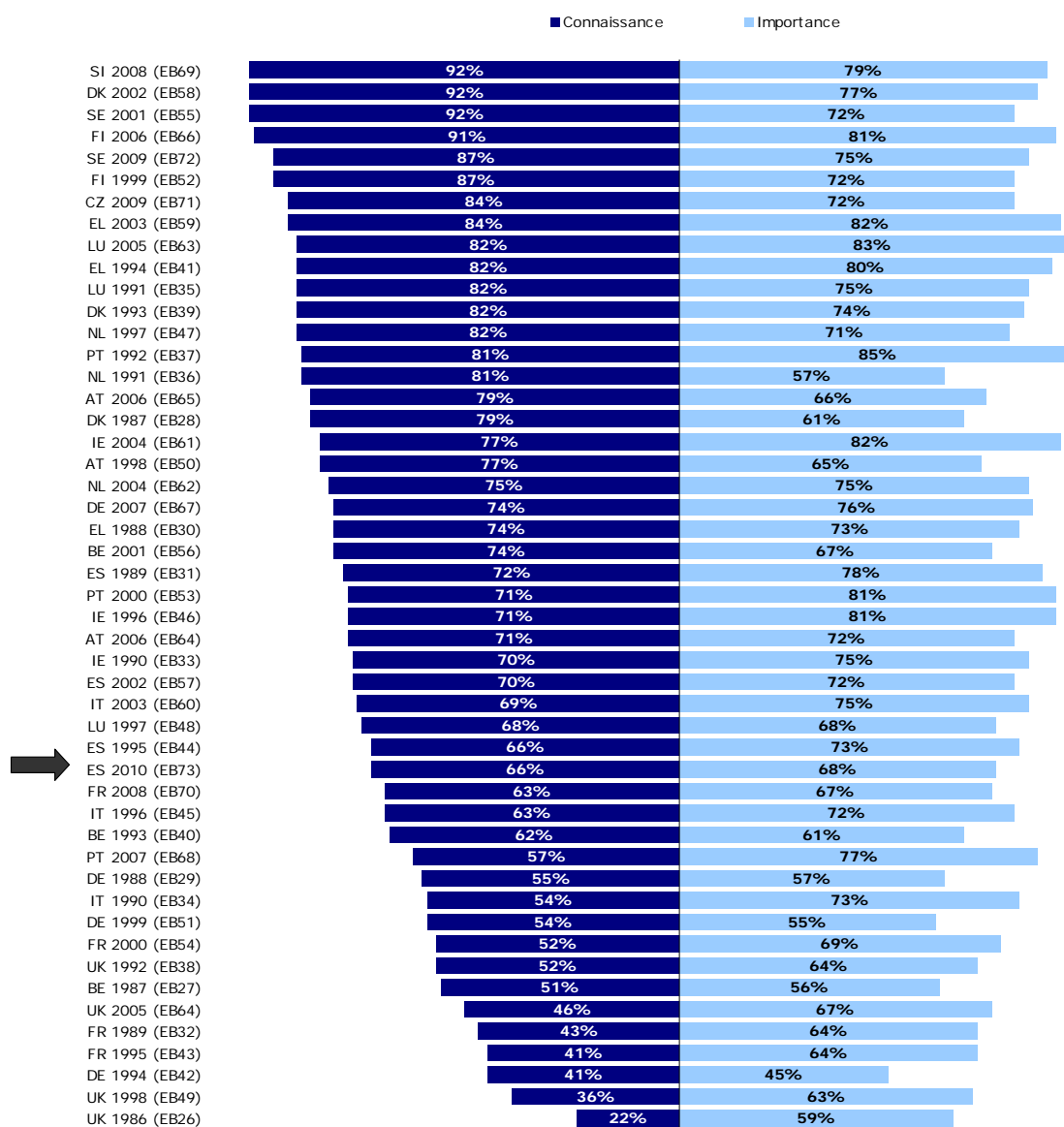
- Deux tiers des Espagnols ont entendu parler de la Présidence du Conseil de l'Union européenne par leur pays. Une proportion comparable juge cette présidence importante -

En Espagne, la Présidence du Conseil de l'Union européenne jouit d'un taux de notoriété, de 66%. Ce chiffre est exactement au même niveau que celui mesuré lors de la présidence espagnole de 1995.

68% des Espagnols jugent cette présidence importante, dont 25% « très importante ». 23% la jugent à l'inverse peu importante et 9% n'expriment pas d'opinion⁷¹. L'analyse sociodémographique montre que l'importance de cette présidence fait consensus dans toutes les couches de la population espagnole. En ce qui concerne le degré d'importance attachée à la Présidence du Conseil de l'Union par son pays, l'opinion espagnole se situe à peu près dans la moyenne européenne observée depuis 1986 mais loin du record de 85%, enregistré pour la présidence portugaise en 1992.

⁷¹ QA28 Que vous ayez ou non entendu parler de quelque chose à ce sujet, pensez-vous que c'est important ou non que l'Espagne soit en ce moment le Président du Conseil de l'Union européenne ? Question posée uniquement en Espagne.

QA27/QA28 Connaissance et importance de la Présidence du Conseil de l'Union européenne



III. L'UNION EUROPEENNE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Les mois précédant l'enquête Eurobaromètre du printemps 2010 ont vu d'importants changements au sein des institutions européennes : l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui vise notamment à améliorer l'efficacité du processus décisionnel dans une Union européenne à 27 Etats membres, à étendre son caractère démocratique en accordant plus de poids au Parlement européen et aux parlements nationaux ainsi qu'à renforcer son poids sur la scène internationale est effectif depuis le 1er décembre 2009 ; par ailleurs, la nouvelle Commission "Barroso II" a pris ses fonctions le 10 février 2010.

C'est dans ce contexte de changements institutionnels importants que l'on a interrogé les Européens sur leurs attentes en matière de compétences de l'Union dans différents domaines, mais aussi sur leur soutien à la monnaie unique, à l'élargissement et à une politique étrangère commune. Enfin, cela nous a permis de cerner la façon dont ils envisagent l'Europe à l'avenir.

1. LES COMPETENCES DE L'UNION EUROPEENNE

1.1 L'appréciation du meilleur niveau de décision dans un certain nombre de domaines

- Des citoyens européens qui privilégient plutôt des prises de décisions communes au sein de l'Union -

Cette question des niveaux de compétence les plus efficaces pour 20 domaines avait également été posée lors de l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2009 (EB72). Et à l'instar de ce que l'on avait pu observer alors, les citoyens européens se montrent plutôt favorables à des prises de décision au niveau européen, au moins en ce qui concerne plus des deux tiers des domaines testés⁷².

De plus, à l'inverse de ce que l'on avait pu observer lors de la dernière vague Eurobaromètre de l'automne 2009, **on note un renforcement du niveau national**, d'ampleur variable selon les domaines, et au détriment du niveau européen, dans 14 des 20 domaines proposés.

⁷² QA22 Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ? : La lutte contre l'insécurité ; Les impôts ; La lutte contre le chômage ; La lutte contre le terrorisme ; La défense et la politique étrangère ; L'immigration ; Le système éducatif ; Les retraites ; La protection de l'environnement.

QA23 Et pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ? : La santé ; La sécurité sociale ; L'agriculture et la pêche ; La protection des consommateurs ; La recherche scientifique et technologique ; Le soutien des régions qui ont des difficultés économiques ; L'énergie ; La concurrence ; Les transports ; L'économie ; La lutte contre l'inflation.

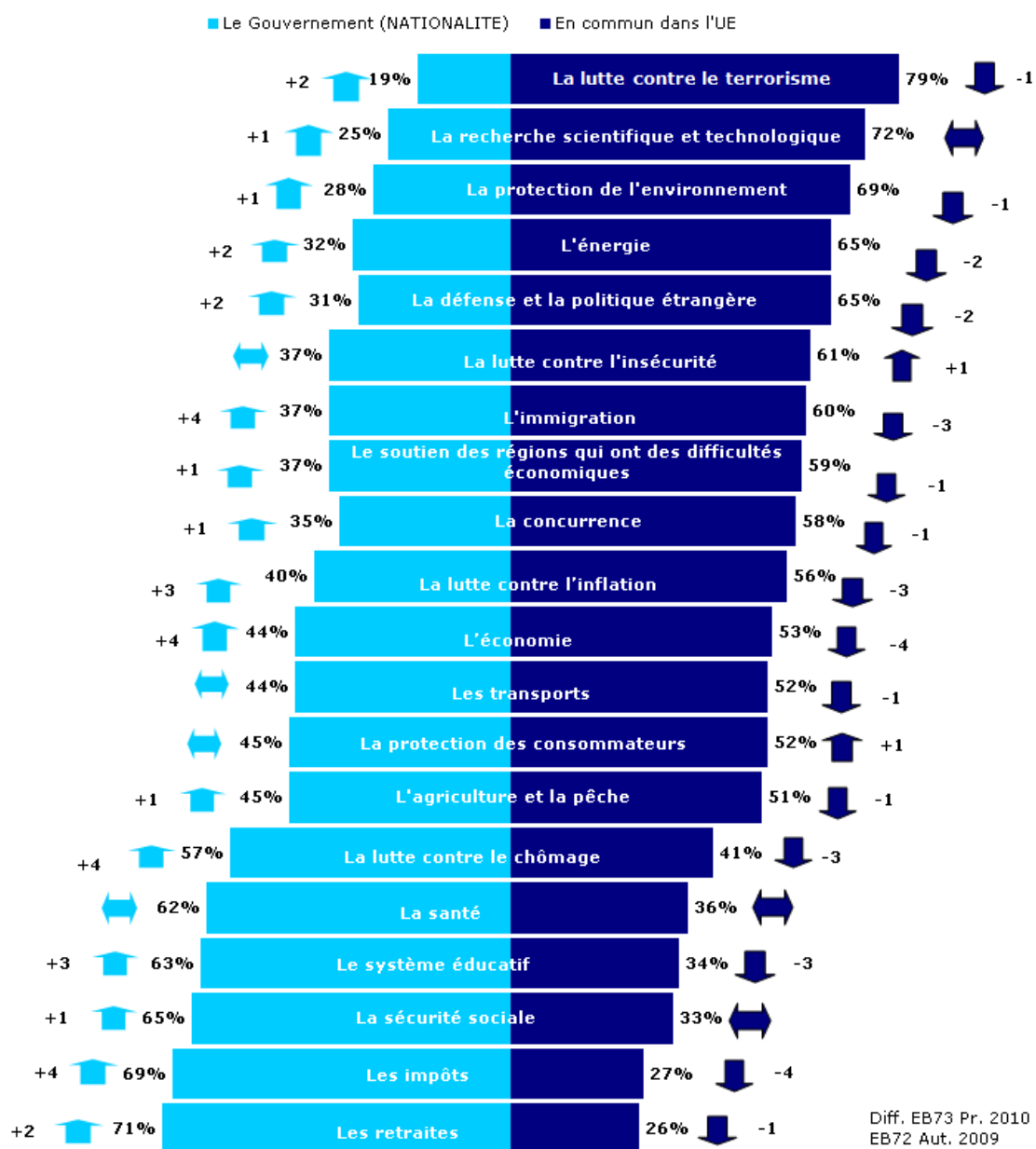
Dans le détail, on observe qu'une majorité des personnes interrogées affirme que les décisions devraient être prises au niveau national dans les six secteurs suivants : les retraites (71%, +2 points), les impôts (69%, +4 points), la sécurité sociale (65%, +1 point), le système éducatif (63%, +3 points), la santé (62%, stable) et la lutte contre le chômage (57%, +4 points).

On note également de fortes évolutions en faveur d'une prise de décision au niveau national en ce qui concerne l'économie (44%, +4 points) et l'immigration (37%, +4 points), même si, dans ces deux cas, c'est le niveau européen qui reste privilégié.

Pour 14 domaines, une majorité des personnes interrogées estime que les décisions devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne (pour 11 d'entre eux, les scores du niveau européen sont en diminution par rapport à la dernière vague Eurobaromètre) : il s'agit de la lutte contre le terrorisme (79%, -1 point), de la recherche scientifique et technologique (72%, stable), de la protection de l'environnement (69%, -1 point), de l'énergie (65%, -2 points), de la défense et la politique étrangère (65%, -2 points), de la lutte contre l'insécurité (61%, +1 point), de l'immigration (60%, -3 points), du soutien des régions qui ont des difficultés économiques (59%, -1 point), de la concurrence (58%, -1 point), de la lutte contre l'inflation (56%, -3 points), de l'économie (53%, -4 points), des transports (52%, -1 point), de la protection des consommateurs (52%, +1 point) et enfin, de l'agriculture et la pêche (51%, -1 point).

La baisse du taux de réponses en faveur des décisions prises en commun au sein de l'Union européenne est particulièrement nette en ce qui concerne les domaines plus directement liés à l'économie. On observait la tendance inverse à l'automne 2009 (lorsque l'on s'intéressait aux évolutions avec l'enquête précédente, l'EB70, réalisé à l'automne 2008). Ainsi, l'économie avait progressé de six points (entre l'EB70 et l'EB72) ; elle baisse de quatre points cette fois-ci entre l'EB72 et l'EB73. La lutte contre l'inflation avait progressé de cinq points, elle baisse de trois points. La lutte contre le chômage avait progressé de quatre points, elle baisse de trois points au printemps 2010.

QA22/QA23 Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ? - % UE



Certaines tendances générales peuvent être observées lors de l'analyse pays par pays. Ainsi, les personnes interrogées à Chypre surtout, mais également en Lettonie, en Lituanie, en Slovaquie et en Estonie (tous entrés dans l'Union en 2004), ainsi qu'en Belgique considèrent qu'il serait bénéfique que la plupart de ces décisions soient prises en commun au sein de l'UE.

A l'inverse, les Britanniques, mais aussi les Finlandais, les Suédois et les Danois se déclarent, comparativement, plus favorables à ce que leur gouvernement conserve un pouvoir de décision dans la plupart de ces domaines.

L'analyse des résultats nationaux portera dans un premier temps sur les domaines pour lesquels les Européens souhaitent davantage de décisions prises en commun au niveau de l'Union européenne, puis ensuite sur ceux pour lesquels ils préfèrent, au contraire, que les décisions soient prises au niveau national.

Dans l'ensemble, les Européens paraissent assez pragmatiques dans leurs préférences. **Les domaines pour lesquels la moyenne des répondants européens souhaiterait que les décisions soient prises en commun au niveau de l'Union renvoient soit à des dimensions pour lesquelles l'aspect international fait naturellement sens** (la lutte contre terrorisme, la protection de l'environnement, l'énergie, etc.), **soit à des notions où la mise en commun des ressources paraîtrait assez intuitivement plus efficace** (la recherche scientifique ou l'aide aux régions par exemple). Dans un contexte économique difficile, notons également que **la majorité des personnes interrogées semble indiquer indirectement qu'une coordination des politiques économiques au niveau de l'Union serait sans doute plus efficace, que ce soit en matière de concurrence ou de lutte contre l'inflation notamment.**

La comparaison entre les résultats des pays UE15 et ceux des pays NEM12 nous permet de mettre en évidence des différences importantes en ce qui concerne ces deux groupes de pays.

Ainsi, pour la plupart des items proposés (14 au total), les personnes interrogées dans les pays NEM12 sont plus nombreuses à se déclarer en faveur d'une prise de décision en commun dans l'UE. C'est en particulier le cas pour la sécurité sociale (45% au sein des pays NEM12 et 29% parmi les pays UE15), pour les retraites (respectivement 36% et 23%), pour la santé (45% et 34%) et pour le soutien des régions qui ont des difficultés économiques (67% et 57%).


En revanche, pour cinq exceptions notables, ce sont les personnes interrogées dans les pays UE15 qui se disent plus favorables à une prise de décision européenne. C'est le cas de l'agriculture et de la pêche (53% au sein des pays UE15 et 46% parmi les pays NEM12), de la protection de l'environnement (respectivement 71% et 64%), de la lutte contre l'inflation (57% et 51%), de la concurrence (58% et 55%) et de l'énergie (65% et 63%).


Seul l'item « économie » est autant cité dans ces deux groupes de pays (53%).

On enregistre également des résultats très différenciés entre les pays de la zone euro et ceux situés en dehors de la zone euro, les premiers s'exprimant beaucoup plus volontiers (pour 18 des 20 items proposés) en faveur d'une prise de décision commune. C'est en particulier le cas pour la lutte contre l'inflation (63% au sein des pays de la zone euro et 43% en dehors de la zone euro), pour l'économie (59% et 42%) et pour la défense et la politique étrangère (70% et 55%).

Seuls deux items (le soutien des régions qui ont des difficultés économiques et la sécurité sociale) sont – très légèrement - plus cités en dehors de la zone euro.

QA22/QA23 Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?
Réponse : En commun dans l'UE

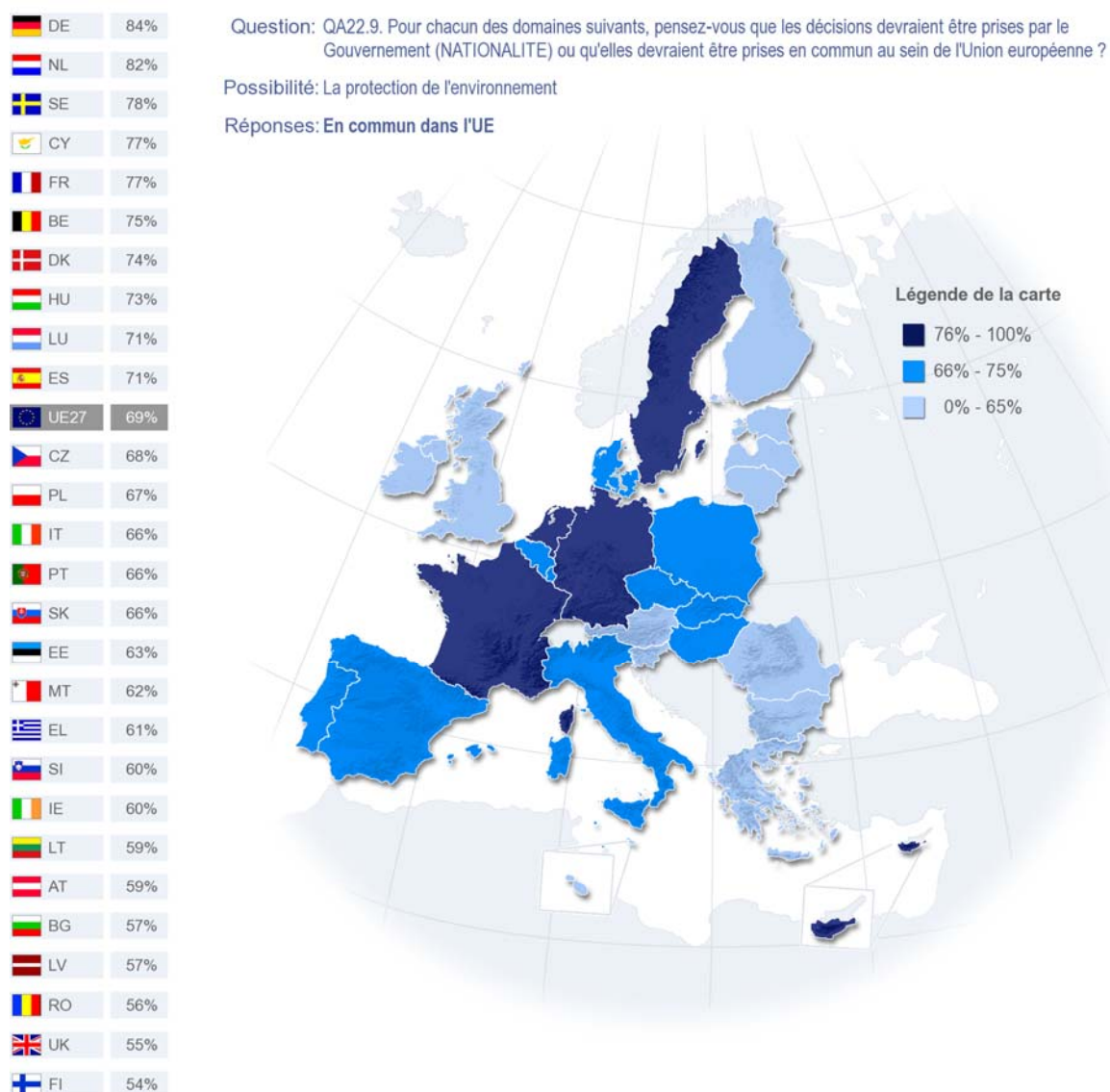
		La lutte contre le terrorisme	La recherche scientifique et technologique	La protection de l'environnement	L'énergie	La défense et la politique étrangère	La lutte contre l'insécurité	L'immigration	Le soutien des régions qui ont des difficultés économiques	La concurrence	La lutte contre l'inflation
	UE27	79%	72%	69%	65%	65%	61%	60%	59%	58%	56%
	UE15	78%	72%	71%	65%	64%	59%	58%	57%	58%	57%
	NEM 12	84%	73%	64%	63%	69%	67%	65%	67%	55%	51%
	Zone euro	80%	74%	74%	69%	70%	64%	64%	59%	62%	63%
	Hors zone euro	77%	68%	62%	57%	55%	54%	54%	60%	50%	43%

		L'économie	Les transports	La protection des consommateurs	L'agriculture et la pêche	La lutte contre le chômage	La santé	Le système éducatif	La sécurité sociale	Les impôts	Les retraites
	UE27	53%	52%	52%	51%	41%	36%	34%	33%	27%	26%
	UE15	53%	51%	51%	53%	39%	34%	34%	29%	26%	23%
	NEM 12	53%	55%	55%	46%	47%	45%	36%	45%	32%	36%
	Zone euro	59%	56%	55%	56%	43%	38%	38%	32%	30%	26%
	Hors zone euro	42%	45%	47%	43%	37%	34%	27%	34%	23%	25%

La lutte contre le terrorisme apparaît comme le premier des domaines pour lequel, selon les Européens, les décisions devraient se prendre en commun au sein de l'Union (79%, pour 19% seulement qui estiment que les décisions devraient se prendre au niveau national). Une forte majorité se dégage dans chacun des 27 Etats membres, et en particulier au Danemark (92%), en Estonie, en Lettonie et au Luxembourg (91% chacun), ainsi qu'en Lituanie et en Slovaquie (90% chacun). Notons néanmoins une préférence moins marquée pour cette option au Royaume-Uni (63%) et en Grèce (68%).

Plus de huit répondants sur dix déclarent également que les décisions relatives à **la recherche scientifique et technologique** devraient être prises en commun au sein des 27 Etats membres à Chypre (88%), au Luxembourg (87%), en Estonie (84%), mais aussi en Lituanie et en Slovaquie (83% dans les deux cas), ainsi qu'en Belgique, en Lettonie et à Malte (82% chacun) et au Danemark (81%). D'un autre côté, environ six personnes interrogées sur dix partagent cette opinion au Royaume-Uni et en Roumanie (59% chacun) ainsi qu'en Finlande (61%).

S'agissant de **la protection de l'environnement**, le niveau européen est privilégié par huit répondants sur dix en Allemagne (84%) et aux Pays-Bas (82%), une opinion qui rassemble en revanche un peu plus de la moitié des personnes interrogées en Finlande (54%), au Royaume-Uni (55%) et en Roumanie (56%).

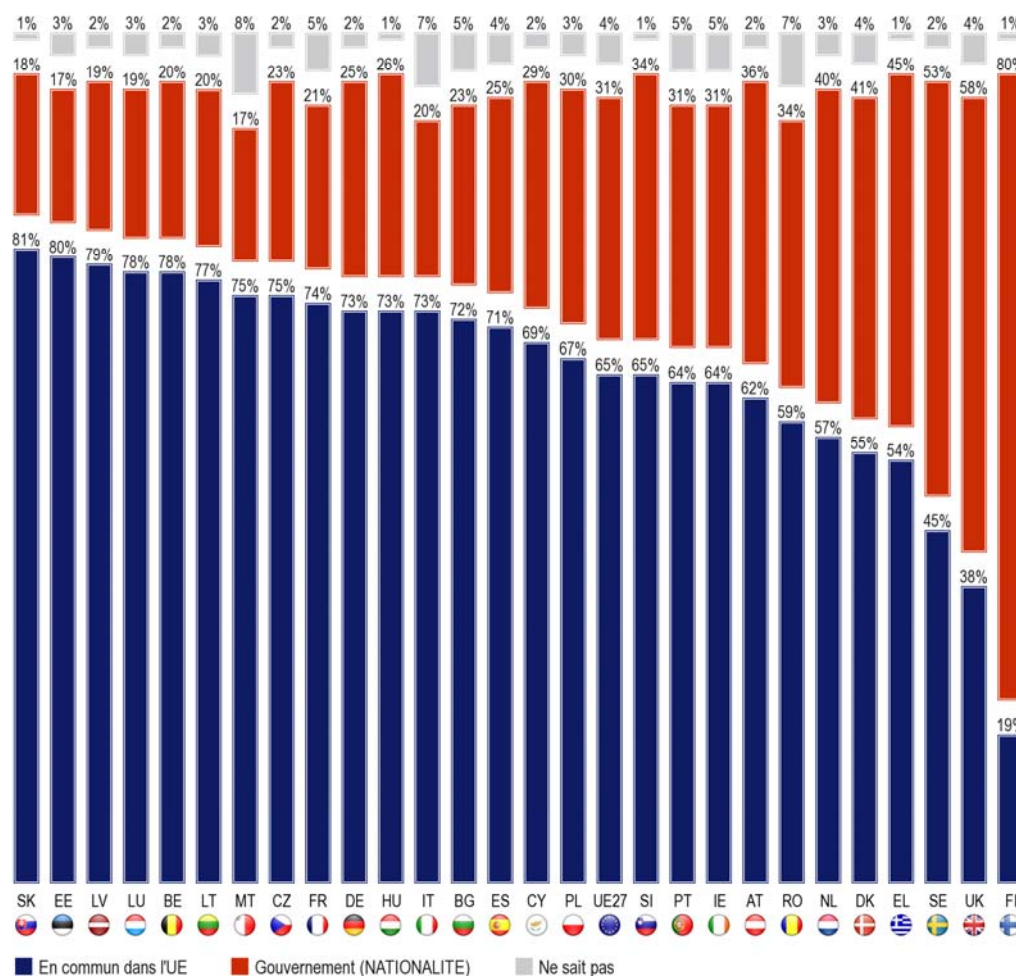


En ce qui concerne **l'énergie**, le niveau européen est privilégié par au moins les trois quarts des personnes interrogées à Chypre (82%), en Allemagne, en Lettonie et en Lituanie (76% dans les trois cas), au Luxembourg et au Danemark (75% chacun). Il n'est en revanche revendiqué que par 47% des citoyens au Royaume-Uni, par une courte majorité en Finlande (50%) et par 54% des répondants en Roumanie. En Autriche, les répondants sont parfaitement divisés (49/49).

Vingt-quatre des vingt-sept Etats membres privilégient la décision communautaire en matière **de défense et politique étrangère**. C'est le cas d'au moins huit répondants sur dix en Slovaquie (81%) et en Estonie (80%), deux pays qui ont intégré l'Union en 2004. **Mais cette proportion tombe à 19% en Finlande, 38% au Royaume-Uni, et 45% en Suède.**

QA22.5. Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?

La défense et la politique étrangère



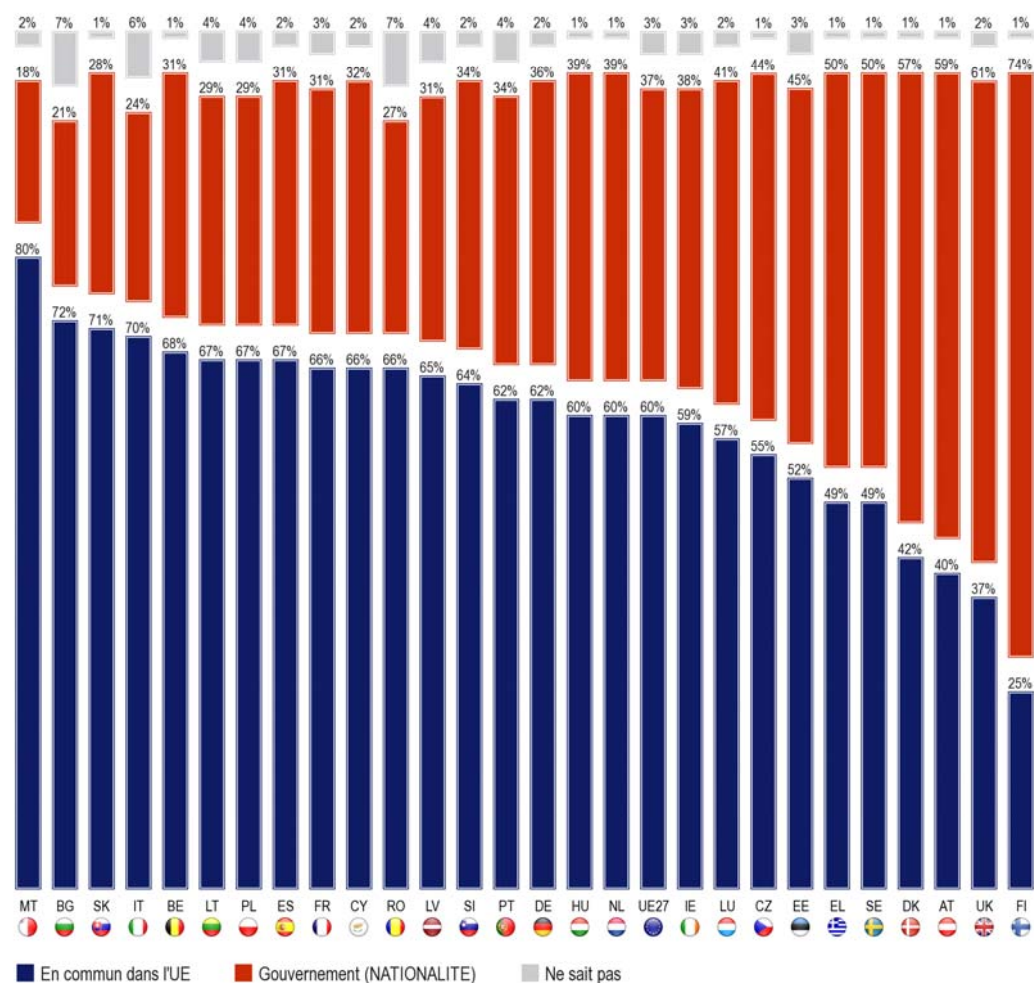
Les décisions relatives à **la lutte contre l'insécurité** devraient être prises au niveau européen selon au moins sept répondants sur dix en Allemagne (79%), en Slovaquie (78%), en Lettonie (77%), en République tchèque et en Estonie (73% chacun), en Finlande (72%) et en Suède (70%). En revanche, seuls 33% des personnes interrogées au Royaume-Uni, 46% en Irlande, 50% en France et 54% à Malte partagent le même avis.

Vingt-et-un Etats membres privilégient le niveau européen en matière d'**immigration**, soit un pays de moins que lors de la dernière enquête Eurobaromètre de l'automne 2009. Malte, compte tenu de sa localisation géographique, confirme sa singularité à cet égard (80% des répondants souhaitent que les décisions en matière d'immigration soient prises en commun dans l'Union européenne), même si une baisse de sept points est enregistrée entre l'automne 2009 et le printemps 2010. Les autres Etats membres qui s'affirment particulièrement favorables à une prise de décision au niveau européen sont la Bulgarie (72%), la Slovaquie (71%) ainsi que l'Italie (70%).

A contrario, c'est en Finlande (25%), au Royaume-Uni (37%) et en Autriche (40%) que les personnes interrogées sont les moins nombreuses à se prononcer en ce sens.

QA22.6. Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?

L'immigration



A l'instar de ce que l'on observait à l'automne 2009, 25 des 27 Etats membres privilégient la décision communautaire en matière de **soutien des régions qui ont des difficultés économiques**. Les répondants les plus nombreux à le souhaiter résident à Chypre (82%), à Malte (78%), aux Pays-Bas et en Lituanie (77% chacun), en Irlande et en Lettonie (76% dans les deux cas) ainsi qu'en Estonie (73%). Cette proportion tombe à 46% en France et à 48% au Royaume-Uni.

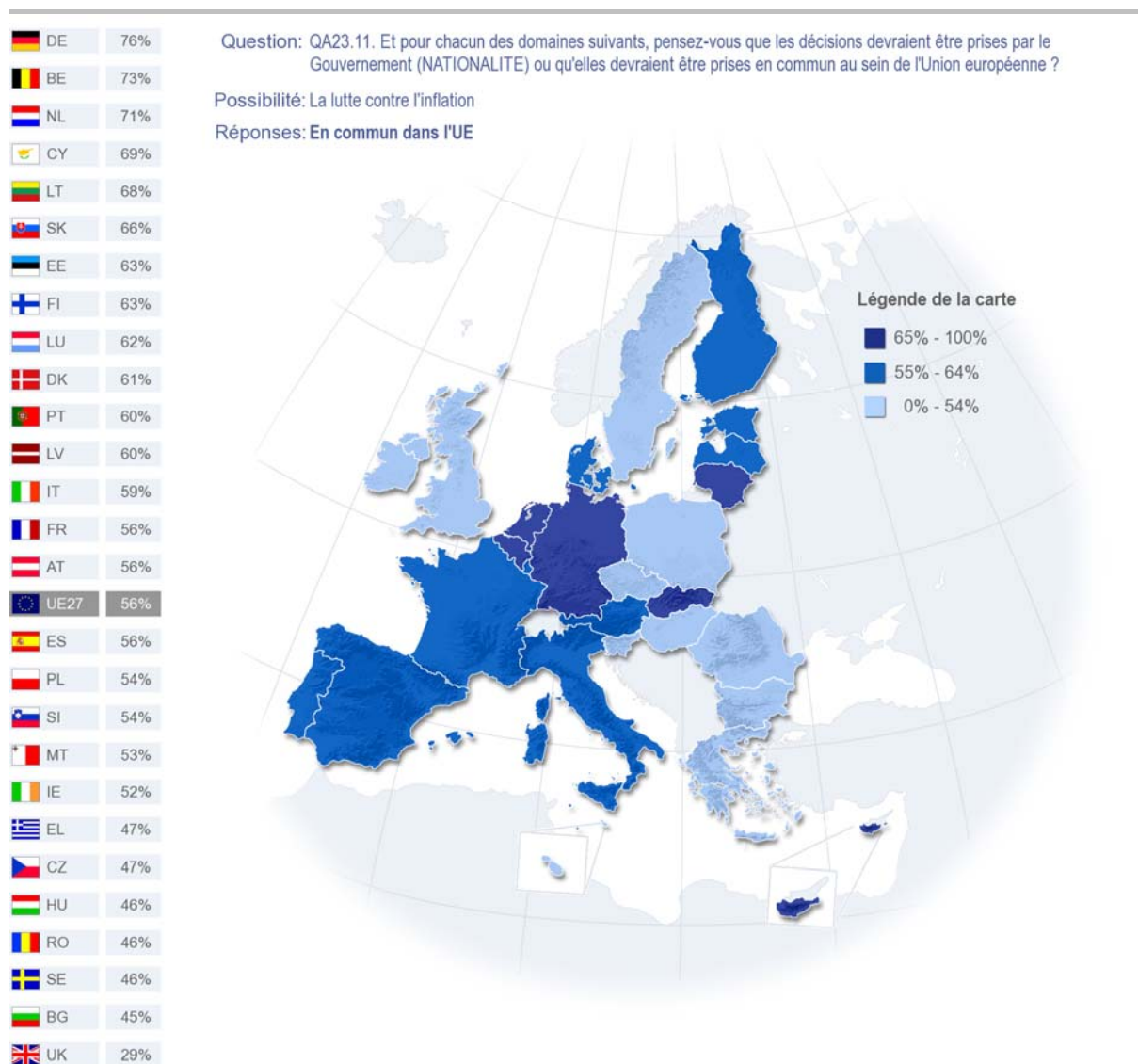
Vingt-cinq des vingt-sept Etats membres préféreraient que les décisions relatives à **la concurrence** soient prises au niveau européen. C'est particulièrement le cas en Belgique (73%), à Chypre (71%) et aux Pays-Bas (70%). En revanche, les moins nombreux à le souhaiter résident au Royaume-Uni (40%), en République tchèque (44%), en Roumanie (47%), en Finlande (50%), en Autriche (51%), en Grèce et en Bulgarie (52% chacun).

Alors que la moyenne des Européens avait affirmé une préférence en progrès pour une prise de décision commune en ce qui concerne **l'économie** (+6 points entre l'automne 2008 (EB71) et l'automne 2009 (EB72), pour s'établir à 57%), elle enregistre aujourd'hui une baisse de quatre points (53%). Les répondants en Belgique et en Lituanie (71% dans les deux cas) ainsi qu'à Chypre (69%) sont les plus nombreux à être en faveur d'une prise de décision au niveau européen. *A contrario*, les Européens les moins nombreux à s'exprimer en ce sens se trouvent dans le Nord de l'Union : en Suède (28%), en Finlande (29%) et au Danemark (32%) ; mais aussi au Royaume-Uni (29%). La République tchèque et la Grèce complètent ce sextuor de pays qui se prononcent majoritairement pour une prise de décision nationale en matière d'économie.

En termes d'évolution, l'Estonie, l'Irlande et la Bulgarie affirment désormais leur préférence pour des décisions prises en commun en enregistrant une augmentation du taux de citoyens qui s'expriment en ce sens depuis la dernière enquête Eurobaromètre. Dans tous les autres pays, cet item perd du terrain, parfois de manière très marquée : c'est le cas en Grèce (-16 points), mais également aux Pays-Bas (-10 points) et en Suède (-9 points).

Symétriquement à ce que nous venons de voir pour le domaine économique, alors que la proportion des Européens souhaitant des décisions communes pour **la lutte contre l'inflation** avait fortement progressé entre l'Eurobaromètre 70 de l'automne 2008 et l'Eurobaromètre 72 de l'automne 2009 (59%, +5 points), elle a au contraire baissé au printemps 2010 (56%, -3 points). Seuls huit Etats membres ont vu leur taux en la matière augmenter par rapport à la dernière enquête Eurobaromètre.

Les personnes interrogées qui souhaitent en majorité une prise de décision au niveau européen résident principalement en Allemagne (76%), en Belgique (73%) et aux Pays-Bas (71%), alors que cette proportion tombe à 29% au Royaume-Uni, à 45% en Bulgarie et à 46% en Suède, en Hongrie et en Roumanie.



Le domaine des **transports** enregistre, lui aussi, des résultats assez partagés : une courte majorité (52%) des citoyens de l'Union souhaite que les décisions en la matière soient prises en commun dans l'UE alors que 44% préfèrent qu'elles le soient au niveau national. Les plus favorables à des décisions communes sont les répondants à Chypre (73%), en Belgique et en Suède (71% chacun).

A l'inverse, les moins enclins à privilégier ce choix résident, une fois de plus, au Royaume-Uni (25%), mais aussi en Finlande (33%) et en Grèce (37%).

La protection des consommateurs est également un domaine qui divise l'opinion européenne : une courte majorité (52%) se déclare en faveur de décisions au niveau européen, 45% préférant des décisions prises au niveau national.

C'est à Chypre (74%), en Allemagne (63%), en Lituanie et en Pologne (62% dans les deux cas), en Belgique et en Lettonie (61% chacun) et en Slovaquie (60%) que l'on trouve les plus fortes proportions de répondants favorables à une prise de décision commune au sein de l'Union européenne en ce qui concerne la protection des consommateurs. En revanche, seuls 34% des répondants au Royaume-Uni, 38% en Roumanie et 39% en Autriche s'expriment de la même manière.

Enfin, s'agissant de **l'agriculture et de la pêche**, l'opinion européenne est également assez divisée : 51% des citoyens de l'Union estiment que les décisions en la matière devraient être prises au niveau européen et 45% au niveau national.

Les plus favorables à des décisions au niveau européen sont les personnes interrogées en Belgique (71%), à Chypre (69%), au Luxembourg (67%), au Danemark (66%) et en Allemagne (65%) alors que celles qui résident en Finlande (19%), en Bulgarie et en Hongrie (35% chacun) en sont les moins convaincues.

A l'inverse, on compte six domaines pour lesquels la moyenne des répondants européens souhaiterait que les décisions soient prises au niveau national. Ainsi, près des trois quarts des citoyens européens (71%) estiment que les décisions relatives aux **retraites** devraient être prises au sein de chaque Etat membre par le gouvernement national. C'est même l'avis de plus de neuf personnes sur dix dans les pays nordiques : au Danemark (94%), en Finlande (93%) et en Suède (92%). Ce score tombe à environ cinq répondants sur dix à Chypre (48%), en Lettonie et au Portugal (51% dans les deux cas) ainsi qu'en Pologne (54%).

Les impôts sont un domaine pour lequel près de sept Européens sur dix souhaiteraient que les décisions soient prises par les gouvernements nationaux (69%). C'est en particulier le cas au Danemark (92%), en Suède (89%), en Finlande (88%), au Luxembourg (85%) et au Royaume-Uni (84%).

En revanche, seule environ une personne sur deux est du même avis en Lituanie (51%), à Chypre (55%) et en Lettonie (56%), trois Etats membres ayant intégré l'Union en 2004.

A l'instar de ce que l'on pouvait observer à l'automne 2009, on compte toujours vingt-trois pays sur vingt-sept qui souhaiteraient que les décisions concernant **la sécurité sociale** restent du ressort du gouvernement national. C'est une opinion particulièrement répandue dans des pays plutôt situés au Nord de l'Union : en Finlande (87%), au Danemark et en Suède (85% dans les deux cas), mais aussi aux Pays-Bas et en France (79% chacun). Un seul pays est parfaitement divisé sur le sujet, la Lettonie, qui enregistre 49% de réponses dans les deux cas.

A l'inverse, les citoyens qui vivent à Chypre (34%), en Pologne (47%), en Lituanie et au Portugal (48% chacun) sont les moins enclins à choisir le niveau national pour ce domaine.

Près des deux tiers (63%) des Européens privilégient le niveau national pour les décisions concernant **le système éducatif**, 34% privilégiant le niveau européen.

Alors qu'à l'automne 2009 les répondants à Chypre, au Portugal, en Espagne et en Lettonie faisaient exception en affirmant leur préférence pour des décisions prises en commun au sein de l'UE, au printemps 2010 seuls ceux de Chypre (53%) et de Lettonie (51%) sont encore dans ce cas.

Les plus nombreux à souhaiter une prise de décision au niveau du gouvernement national sont les personnes interrogées en Finlande (85%), au Royaume-Uni (82%), aux Pays-Bas (78%), au Danemark (77%) et en Bulgarie (74%).

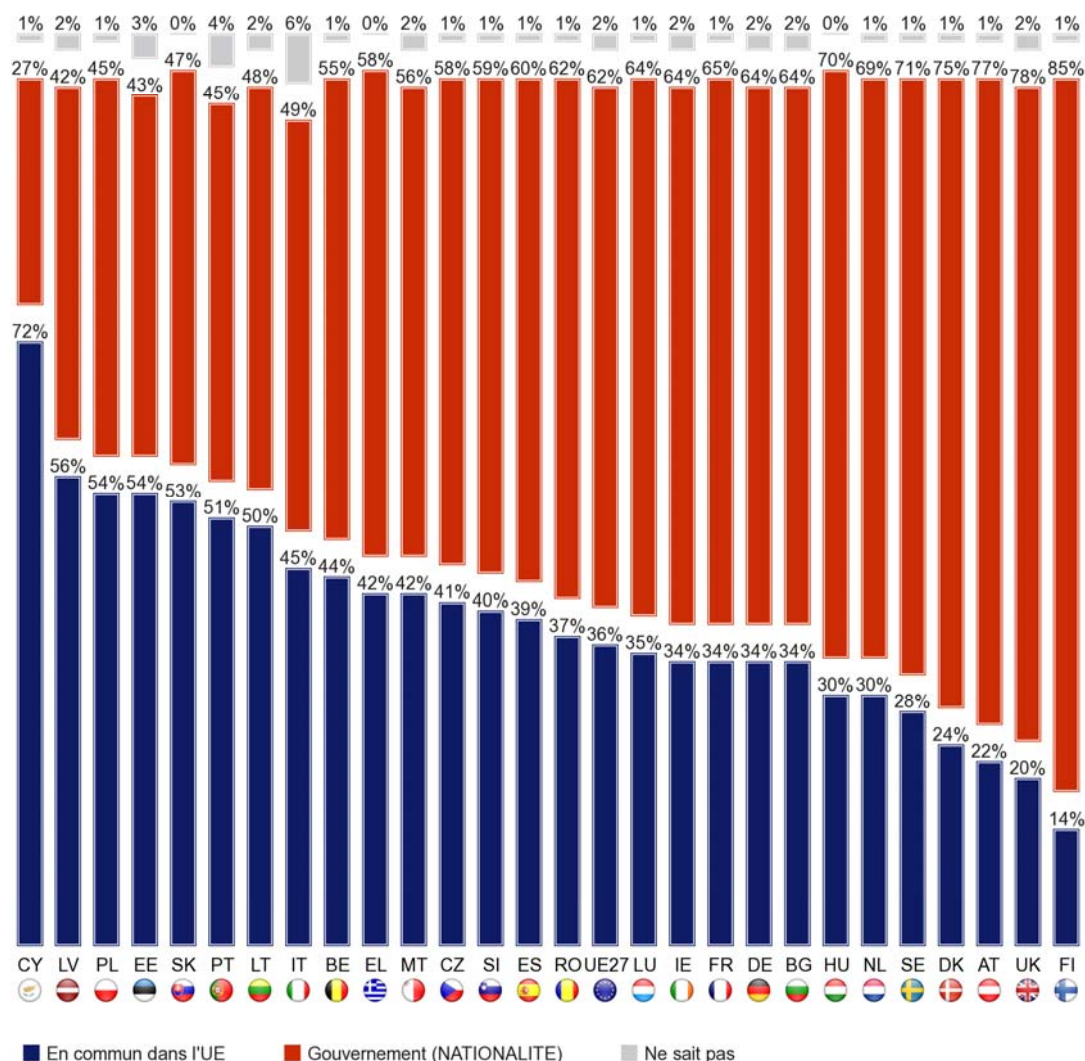
Comme à l'automne 2009, 20 pays sur 27 privilégient le niveau national pour la prise de décisions en matière de **santé**, avec une moyenne européenne de 62%.

Les citoyens les plus favorables à une prise de décision nationale résident en Finlande (85%), au Royaume-Uni (78%), en Autriche (77%), au Danemark (75%), en Suède (71%) et en Hongrie (70%).

A l'opposé, Chypre est toujours l'Etat le moins enclin à privilégier une prise de décision nationale (27%), suivi de la Lettonie (42%), de l'Estonie (43%), de la Pologne et du Portugal (45% chacun) et de la Slovaquie (47%).

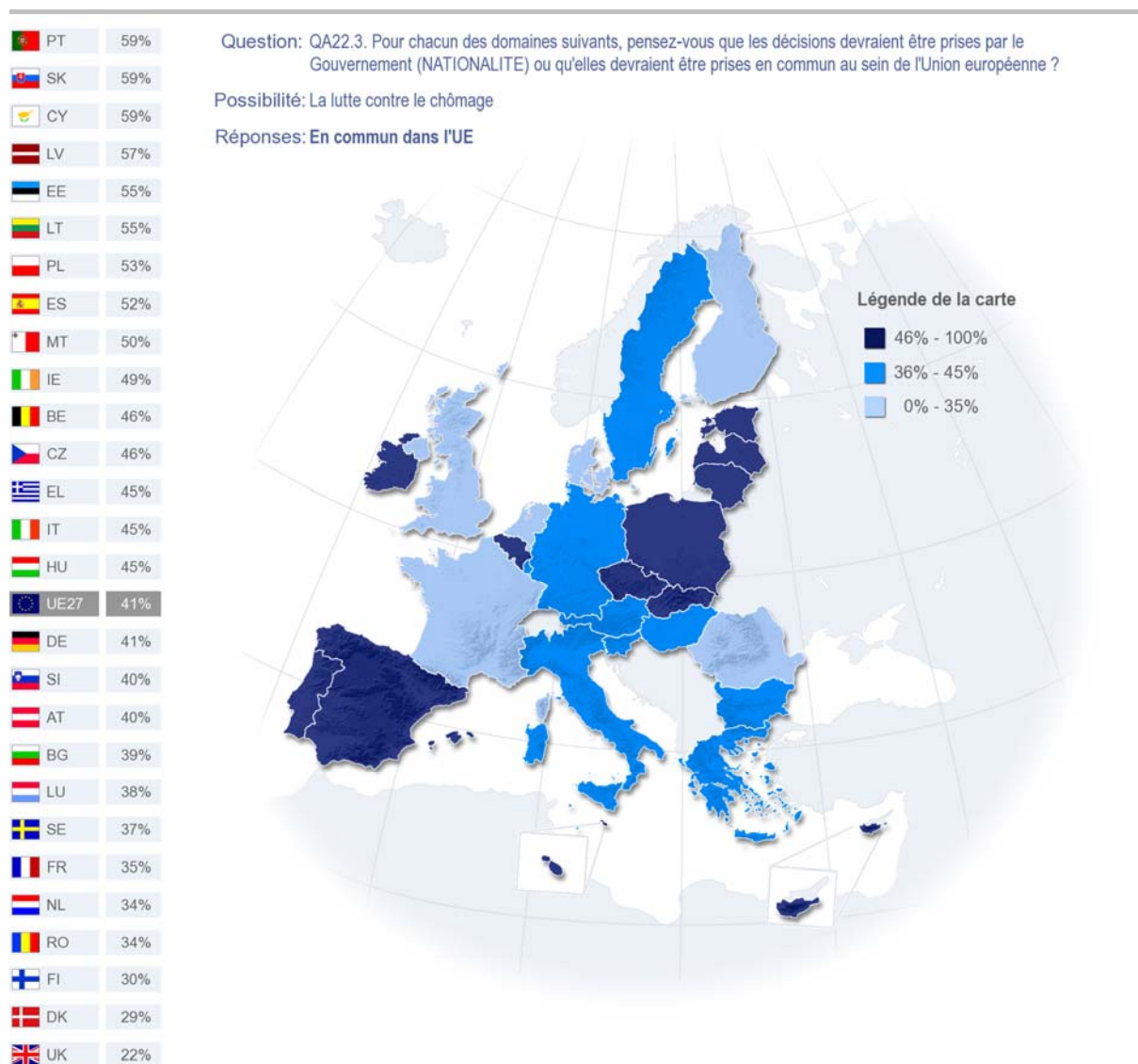
QA23.1. Et pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?

La santé



Enfin, lors du dernier Eurobaromètre de l'automne 2009, dix pays privilégiaient l'Union européenne comme niveau de décision le plus pertinent en ce qui concerne **la lutte contre le chômage**. C'est encore le cas aujourd'hui, même si la question divise davantage les répondants en Irlande (49% comparés à 48% qui préfèrent le niveau national). Les personnes interrogées les plus favorables à des décisions gouvernementales nationales en la matière sont les répondants au Royaume-Uni (76%), au Danemark (70%), en Finlande (69%), aux Pays-Bas (64%) et en France (63%). *A contrario*, les moins nombreux à être de cet avis résident au Portugal (38%), à Chypre (40%), en Slovaquie et en Lettonie (41% dans les deux cas).

On observe l'évolution la plus marquante en Grèce, où le taux de répondants privilégiant le niveau national a progressé de 12 points en six mois, pour atteindre 54%.



- Les pays où le taux de chômage est le plus important privilégient une prise de décision européenne en la matière -

Il est intéressant de constater l'existence d'une corrélation entre le fait de privilégier la prise de décision au niveau européen et le taux de chômage observé dans les Etats membres : le coefficient de corrélation⁷³ entre les réponses obtenues pour la dimension « En commun au sein de l'Union » et les taux de chômage dans chacun des Etats membres tels que publiés par Eurostat en juin 2010⁷⁴ est égal à +0,58, ce qui indique une corrélation positive relativement forte entre les deux variables.

⁷³ Le coefficient de corrélation de Bravais-Pearson entre deux variables permet d'étudier l'intensité de la liaison qui existe entre ces deux variables. Si ce coefficient vaut 0, les deux variables ne sont pas corrélées. Les deux variables sont d'autant mieux corrélées que ce coefficient est loin de 0 (proche de -1 ou 1).

⁷⁴ Il s'agit des données pour le mois d'avril 2010 : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-01062010-AP/FR/3-01062010-AP-FR.PDF

En d'autres termes, cela signifie que **plus les personnes interrogées vivent dans un pays où le taux de chômage est élevé, plus elles voient dans une prise de décision commune au sein de l'Union une solution possible à leurs problèmes en matière d'emploi.**

L'analyse des résultats selon les variables sociodémographiques révèle les mêmes tendances que celles qui avaient déjà été observées lors de la dernière enquête Eurobaromètre de l'automne 2009 : les différences sont plus nettes entre les pays qu'entre les catégories de répondants. Quelques tendances apparaissent néanmoins : l'âge des répondants ainsi que leur niveau d'études influencent leurs choix de privilégier soit le niveau national soit le niveau européen en matière de prise de décision. Les plus jeunes et ceux qui ont suivi des études longues ont tendance à privilégier l'échelon européen dans leurs réponses. *A contrario*, les personnes âgées de 55 ans et plus ainsi que celles qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans (souvent des personnes âgées) souhaitent plutôt une prise de décision au niveau national.

Le fait d'adopter une attitude plutôt « positive » vis-à-vis de l'Europe et favorable à l'Union est logiquement lié aux réponses des personnes interrogées qui privilégient un niveau de décision commun : ainsi plus on est satisfait et confiant face à la situation économique européenne, et plus on pense qu'appartenir à l'UE est une bonne chose, plus on a tendance à préférer que les décisions soient communes.

En revanche, les répondants qui s'affirment peu favorables à l'euro et pessimistes quant au futur de l'UE souhaitent que les décisions relatives aux domaines testés soient plutôt nationales.

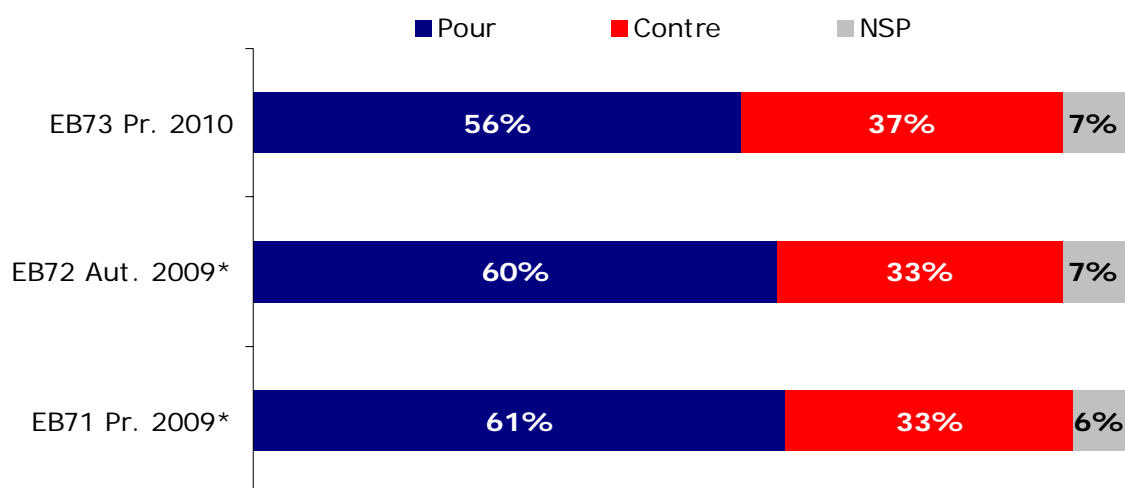
2. LE SOUTIEN AUX POLITIQUES DE L'UNION

2.1 Soutien à la monnaie unique, l'euro

- Une union économique et monétaire soutenue mais dans des proportions moindres qu'auparavant -

Une majorité d'Européens (56%) déclare être favorable à une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro⁷⁵, ce résultat étant en baisse de quatre points par rapport à l'automne 2009, même si la question posée était légèrement différente puisque l'on évoquait alors une « union monétaire » uniquement. Il semble que la dimension monétaire prise par la crise financière et économique et les difficultés rencontrées par certains pays de la zone euro aient légèrement affecté le soutien de l'opinion européenne à l'euro⁷⁶. Les personnes interrogées qui se disent opposées à cette proposition représentent désormais 37% (+4 points) de la population européenne, tandis que 7% ne se prononcent pas.

QA20.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro -
% UE



*Pour EB71 et EB72, la proposition était légèrement différente: 'Une Union Monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro'

































⁷⁵ QA20.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre : Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro.

⁷⁶ Voir aussi sur ce thème : Volume II, L'opinion publique européenne sur d'autres thèmes, partie 2, les Européens et la crise.

On observe à ce sujet une différence importante de point de vue entre les personnes interrogées qui vivent à l'intérieur et en dehors de la zone euro. Au sein de la zone euro, elles se déclarent très majoritairement favorables à une union économique et monétaire européenne, même si cette adhésion est en baisse (65%, -2 points), pour seulement 29% (+2 points) qui s'y opposent. En revanche, les Européens qui habitent hors de la zone euro ont des avis clairement opposés : 52% (+7 points) sont contre une union économique et monétaire pour 39% (-7 points) qui s'expriment en sa faveur.

L'analyse géographique des résultats révèle qu'aujourd'hui, **dans cinq Etats membres sur vingt-sept, les personnes interrogées sont majoritairement contre « une union économique et monétaire avec une seule monnaie, l'euro »**. Cela correspond à quatre pays de plus qu'à l'automne 2009 : alors que seuls les répondants au Royaume-Uni s'exprimaient en ce sens, on compte aujourd'hui également ceux qui vivent en Suède, en République tchèque, au Danemark et en Pologne.

QA20.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.
Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro

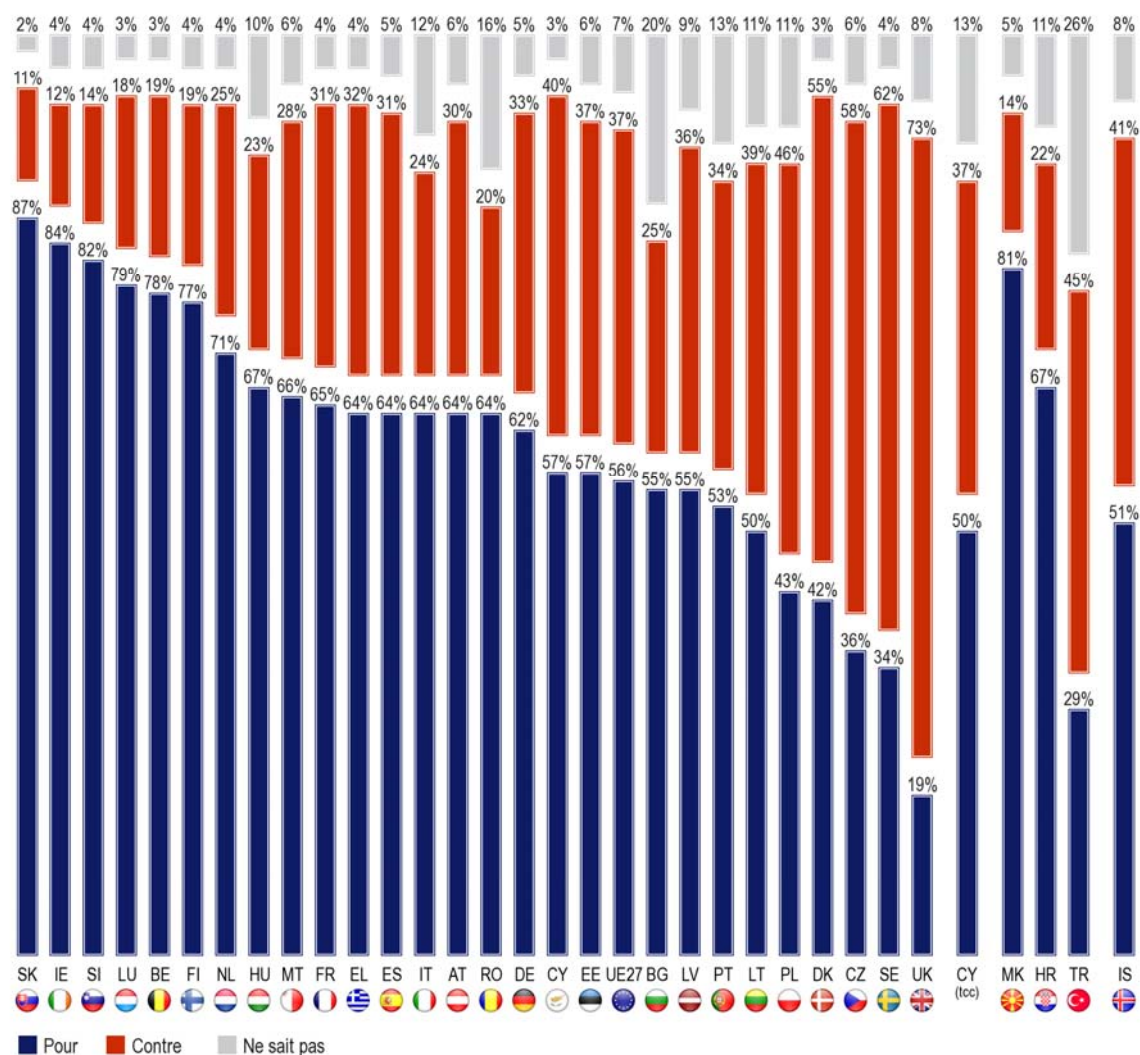
		Pour			Contre		
		EB72 Aut.2009	EB73 Pr.2010	Diff. Pr.2010 - Aut.2009	EB72 Aut.2009	EB73 Pr.2010	Diff. Pr.2010 - Aut.2009
	UE27	60%	56%	-4	33%	37%	+4
	BE	78%	78%	=	19%	19%	=
	BG	59%	55%	-4	22%	25%	+3
	CZ	55%	36%	-19	41%	58%	+17
	DK	53%	42%	-11	44%	55%	+11
	DE	66%	62%	-4	29%	33%	+4
	EE	63%	57%	-6	32%	37%	+5
	IE	86%	84%	-2	8%	12%	+4
	EL	63%	64%	+1	36%	32%	-4
	ES	62%	64%	+2	31%	31%	=
	FR	69%	65%	-4	28%	31%	+3
	IT	63%	64%	+1	28%	24%	-4
	CY	63%	57%	-6	34%	40%	+6
	LV	53%	55%	+2	37%	36%	-1
	LT	52%	50%	-2	37%	39%	+2
	LU	80%	79%	-1	18%	18%	=
	HU	66%	67%	+1	24%	23%	-1
	MT	66%	66%	=	27%	28%	+1
	NL	81%	71%	-10	18%	25%	+7
	AT	71%	64%	-7	23%	30%	+7
	PL	46%	43%	-3	42%	46%	+4
	PT	61%	53%	-8	25%	34%	+9
	RO	71%	64%	-7	14%	20%	+6
	SI	86%	82%	-4	11%	14%	+3
	SK	88%	87%	-1	10%	11%	+1
	FI	81%	77%	-4	18%	19%	+1
	SE	52%	34%	-18	44%	62%	+18
	UK	28%	19%	-9	65%	73%	+8
	CY (tcc)	63%	50%	-13	28%	37%	+9
	HR	59%	67%	+8	30%	22%	-8
	TR	30%	29%	-1	51%	45%	-6
	MK	79%	81%	+2	13%	14%	+1
	IS*	-	51%	-	-	41%	-

* Non posée en Islande en EB72.

On remarque donc de fortes nuances dans l'intensité de ce soutien : les plus favorables à cette union économique et monétaire représentent environ huit répondants sur dix en Slovaquie (87%) et en Slovénie (82%) – deux pays récemment intégrés à la zone euro – mais aussi en Irlande (84%). En revanche, seules deux personnes interrogées sur dix sont du même avis au Royaume-Uni (19%) et plus d'une sur trois en Suède (34%) et en République tchèque (36%), tous les trois étant situés hors de la zone euro. En Estonie, qui rejoindra la zone euro en 2011, le soutien (57%) est tout juste supérieur à la moyenne européenne (56%).

QA20.1. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro



Parmi les pays candidats, l'ancienne République yougoslave de Macédoine se distingue par un taux particulièrement élevé de répondants favorables à une union économique et monétaire européenne avec l'euro (81%), la Croatie enregistrant 67% de réponses allant dans le même sens. La Turquie, en revanche, fait partie des pays qui ne la souhaitent pas (seuls 29% des personnes interrogées se disent « pour »).





Quant aux Islandais, leur opinion est majoritairement positive sur cette question (51%).

Les différences de résultats liées aux variables **sociodémographiques** sont sensiblement comparables à celles que l'on enregistre en général en ce qui concerne les attitudes vis-à-vis de l'Union européenne : les hommes se disent plus favorables à une union économique et monétaire européenne que les femmes (respectivement 60% et 52%).

L'âge conditionne également l'opinion des répondants sur la monnaie unique : les plus jeunes (15-24 ans) sont 60% à se déclarer « pour », soit sept points de plus que les 55 ans et plus.

Il en est de même de l'âge de fin d'études et du niveau de vie, les plus favorisés s'affirmant plus « europhiles » en la matière : les personnes qui ont étudié le plus longtemps sont 66% à soutenir une union économique et monétaire, soit dix-neuf points de plus que celles qui ont arrêté leurs études à l'âge de 15 ans ou avant. C'est aussi le cas de 65% des cadres (pour seulement 51% des chômeurs), de 62% des répondants qui se positionnent en haut de l'échelle sociale (pour 49% de ceux qui se disent « en bas »). Enfin, on constate que les personnes interrogées qui ont une vision positive de l'Union européenne se déclarent plus favorables à une union économique et monétaire européenne : c'est le cas de 76% des personnes qui ont plutôt confiance dans l'Union européenne (pour 40% seulement de celles qui n'ont pas confiance dans l'Union).

QA20.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.
Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro

	Pour	Contre	Ne sait pas
UE27	56%	37%	7%
Sexe du répondant			
 Homme	60%	34%	6%
Femme	52%	39%	9%
Age			
 15-24	60%	33%	7%
25-39	58%	36%	6%
40-54	56%	38%	6%
55 +	53%	38%	9%
Age de fin d'études			
 15-	47%	43%	10%
16-19	53%	40%	7%
20+	66%	29%	5%
Toujours étudiant	66%	29%	5%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	62%	32%	6%
Cadres	65%	30%	5%
Autres employés	56%	37%	7%
Ouvriers	54%	40%	6%
Hommes/ femmes au foyer	51%	40%	9%
Chômeurs	51%	41%	8%
Retraités	51%	39%	10%
Etudiants	66%	29%	5%
Autopositionnement sur l'échelle sociale			
Bas (1-4)	49%	41%	10%
Moyen (5-6)	56%	37%	7%
Haut (7-10)	62%	32%	6%
Confiance UE			
Plutôt confiance	76%	19%	5%
Plutôt pas confiance	40%	53%	7%

2.2 Soutien à l'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir

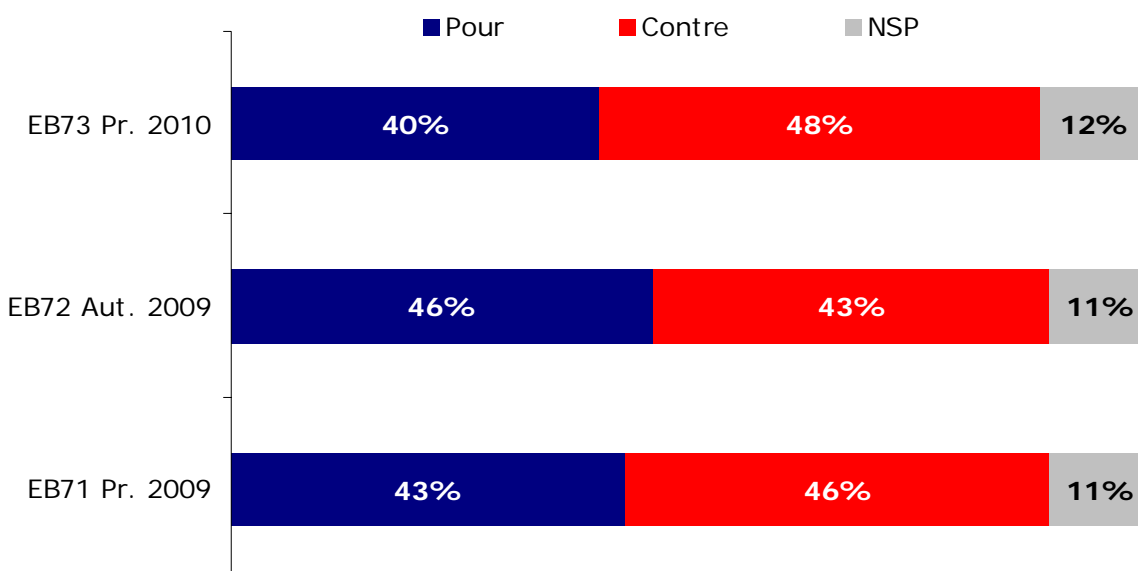
- Une opinion européenne très partagée quant à l'élargissement à d'autres pays -

Les résultats de l'Eurobaromètre enregistrent un changement de tendance par rapport aux deux dernières vagues, en ce qui concerne l'avis des Européens sur un élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir⁷⁷.

Alors qu'à l'automne 2009 la moyenne des répondants qui y étaient favorables avait augmenté de trois points par rapport au printemps 2009, pour atteindre 46%, elle a baissé cette fois-ci de six points et représente aujourd'hui quatre personnes sur dix (40%).

Les opinions positives redeviennent donc minoritaires, comme au printemps 2009. Les personnes interrogées qui ne se prononcent pas sur ce sujet représentent 12% de la population.

QA20.2 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir - % UE



S'agissant de l'analyse géographique, **on constate, comme à l'automne 2009, une différence importante entre l'opinion des personnes interrogées dans les pays NEM12 et les pays UE15.**

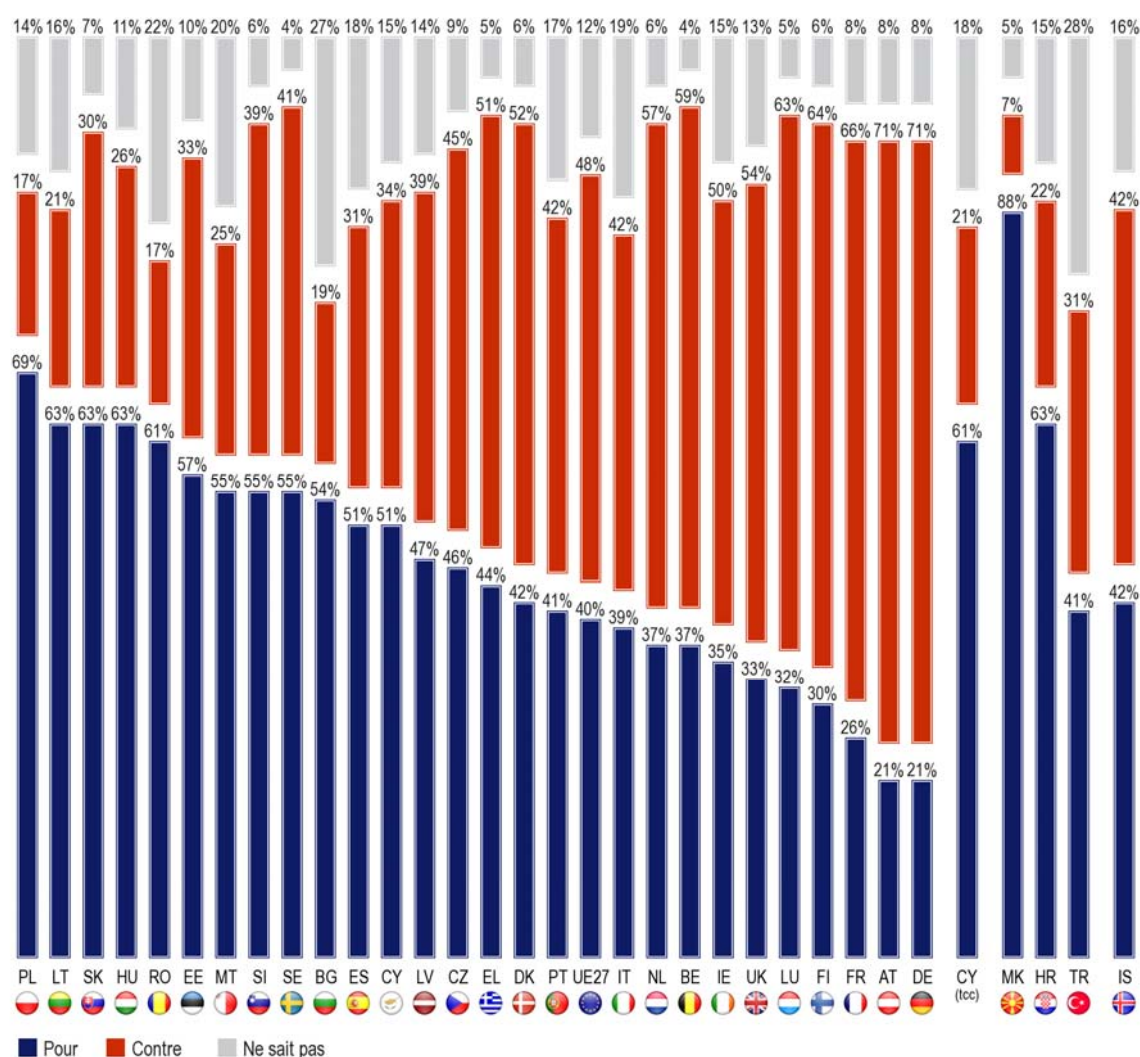
⁷⁷ QA20.2 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre : L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir.

Les répondants des pays qui ont rejoint l'Union européenne depuis 2004 sont ainsi 62% à se dire favorables à l'élargissement. En comparaison, les ressortissants des pays UE15 ne sont qu'un tiers (34%) à être favorables à l'élargissement dans les années à venir.

Ainsi, les plus nombreux à se dire « pour » l'élargissement dans l'avenir sont les répondants en Pologne (69%), en Lituanie, en Slovaquie et en Hongrie (63% dans les trois cas), mais aussi en Roumanie (61%) et en Estonie (57%). Ceux qui s'expriment au contraire « contre » l'élargissement sont très majoritaires en Allemagne et en Autriche (71%), en France (66%), en Finlande (64%) et au Luxembourg (63%).

QA20.2. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir



Les évolutions enregistrées au niveau national révèlent que quatre Etats membres sont plus favorables à un élargissement de l'UE à d'autres pays que lors de la dernière enquête Eurobaromètre de l'automne 2009 : c'est le cas de la Roumanie (61%, +3 points), de la Suède (55%, +3 points), de la Lituanie et de la Hongrie (63%, +2 points, dans les deux cas).

En revanche, dans vingt Etats membres, l'évolution est négative. Elle est très marquée en République tchèque (46%, -17 points), au Portugal (41%, -16 points), en Slovénie (55%, -13 points) et en Espagne (51%, -12 points) (soit à la fois dans des pays NEM12 et des pays UE15).

Elle est tout à fait stable en Estonie (57%), en Lettonie (47%) et en Bulgarie (54%).

S'agissant des pays candidats, on observe des situations contrastées : les répondants en Croatie (63%, +7 points) et surtout dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (88%, +3 points) sont une large majorité à être favorables aux élargissements futurs. A contrario, les personnes interrogées en Turquie sont nettement moins enthousiastes : 41% sont favorables à l'élargissement futur de l'Union (-3 points), 31% sont contre, et une forte proportion ne se prononce pas (28%).

Quant aux répondants en Islande, ils sont tout à fait partagés sur le sujet, puisqu'ils sont aussi nombreux (42% dans les deux cas) à se déclarer pour ou contre un élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir. 16% ne se prononcent pas.

D'un point de vue sociodémographique, les réponses sont assez corrélées avec le sexe et l'âge des personnes interrogées : ainsi, les hommes s'expriment davantage en faveur d'un élargissement que les femmes (respectivement 42% et 38%). De même, plus on est jeune, plus on répond favorablement (53% des 15-24 ans pour 31% des 55 ans et plus).

Le niveau d'études semble aussi avoir une influence sur les opinions, avec un soutien qui progresse avec l'âge de fin d'études : 29% des personnes interrogées qui ont arrêté d'étudier à l'âge de 15 ans ou avant sont favorables à l'élargissement, pour 44% de ceux qui ont suivi des études jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà.

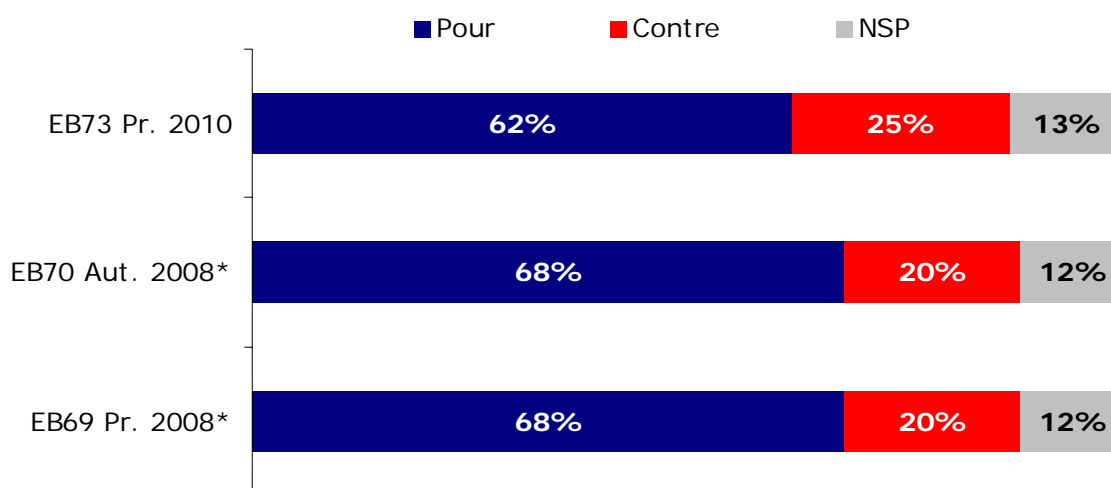
Enfin, 56% des Européens qui ont plutôt confiance en l'Union se disent favorables à l'élargissement, pour seulement 27% de ceux qui n'ont plutôt pas confiance en elle.

2.3. Une politique étrangère commune aux 27 Etats membres de l'UE

- Une majorité d'Européens favorables à une politique étrangère commune -

Plus de six Européens sur dix (62%) se disent favorables à une politique étrangère commune aux 27 Etats membres. Même si l'adhésion à cette idée reste assez largement majoritaire, c'est néanmoins six points de moins qu'à l'automne 2008 et qu'au printemps 2008. Ils sont un quart exactement à s'y opposer (+5 points) et 13% à ne pas se prononcer.⁷⁸

QA20.3 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. Une politique étrangère commune aux 27 Etats membres de l'UE - % UE

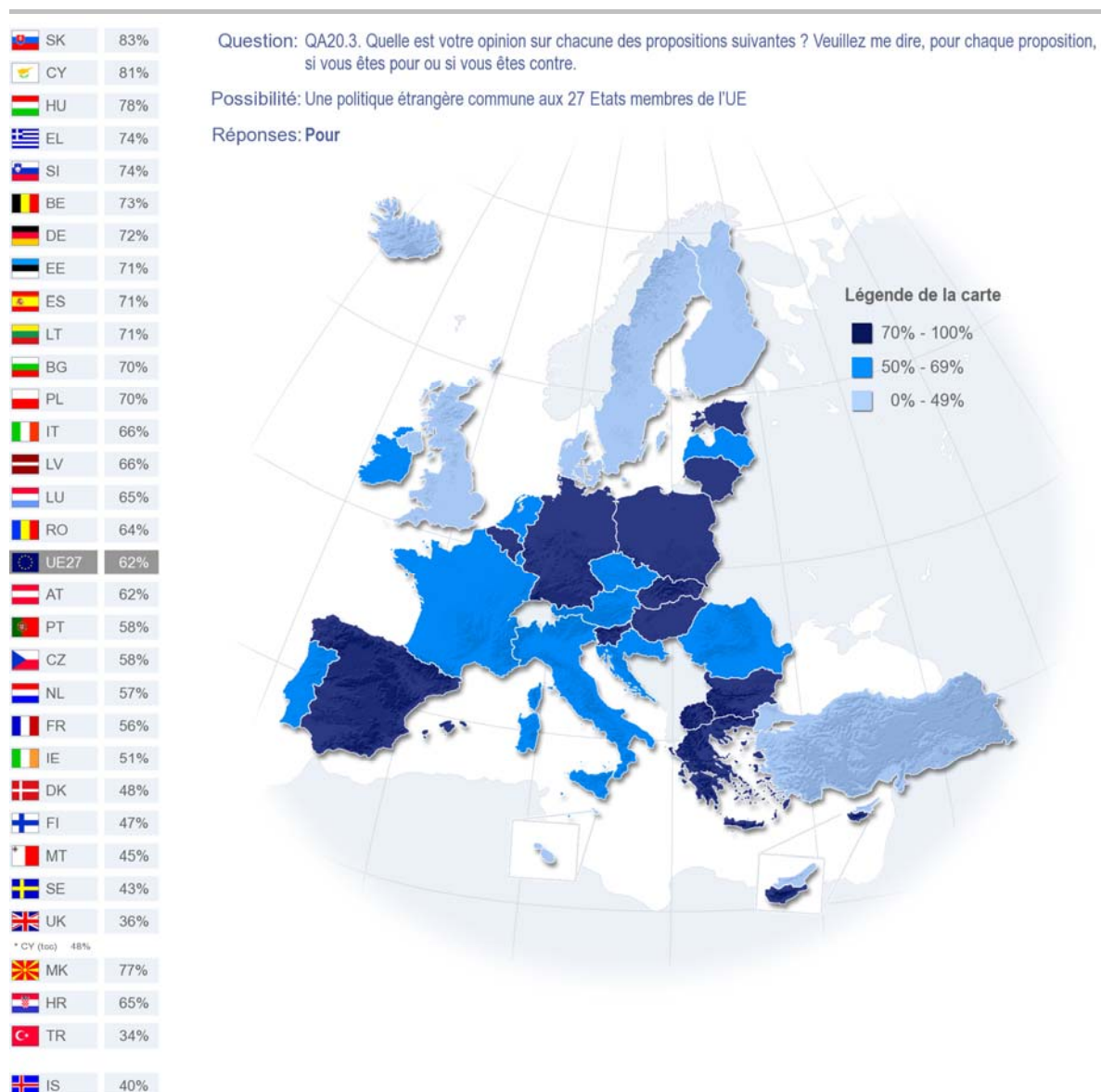


*Pour EB69 et EB70, la proposition était légèrement différente: 'Une politique étrangère commune aux pays de l'UE vis-à-vis des autres pays'

L'analyse géographique des résultats révèle que les répondants sont plus de huit sur dix à appeler de leurs vœux une politique étrangère commune en Slovaquie (83%) et à Chypre (81%). Quant aux répondants qui refusent le plus une politique étrangère commune, ce sont avant tout des personnes vivant dans les pays nordiques, en Suède (52%), au Danemark et en Finlande (46% dans les deux cas), ainsi qu'au Royaume-Uni (44%).

Au sein des pays candidats, les répondants dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et en Croatie s'expriment très largement en faveur d'une politique étrangère commune (avec respectivement 77% et 65% des voix), alors qu'en Turquie, l'opinion est très divisée (35% sont contre et 34% pour, et près d'un tiers des personnes interrogées ne se prononcent pas...).

⁷⁸ QA20.3 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre : Une politique étrangère commune aux 27 Etats membres de l'UE.



L'analyse des résultats selon les variables sociodémographiques met en évidence, une assez nette différence d'intensité dans les réponses entre les hommes et les femmes : les premiers (66%) se disent plus favorables à une politique étrangère commune que les secondes (59%).

Les catégories plus « favorisées » socialement sont également plus nombreuses à s'exprimer en ce sens : 68% des répondants qui ont suivi des études longues, 64% de ceux qui n'ont pas de difficultés à payer leurs factures. C'est également le cas de 67% des personnes interrogées qui s'intéressent à la politique européenne (pour 55% de celles qui ne s'y intéressent pas) et de 76% de ceux qui pensent que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (pour seulement 46% de ceux qui pensent que leur pays n'en a pas bénéficié).

3. LES PRIORITES POUR RENFORCER L'EUROPE DANS LE FUTUR

- La politique économique et monétaire vue comme la première des priorités -

Les personnes interrogées étaient invitées à choisir les aspects sur lesquels les institutions européennes devraient, selon elles, mettre l'accent **afin de renforcer l'Union européenne dans les années à venir**.⁷⁹

Dans un contexte de sortie de crise encore fragile, le thème de **la politique économique et monétaire** apparaît indéniablement comme la première des priorités aux yeux des Européens, avec plus du tiers (37%) des répondants qui la citent.

La politique de la santé et la lutte contre l'insécurité obtiennent la deuxième place *ex-æquo*, avec 32% des personnes interrogées qui estiment que les institutions européennes devraient mettre l'accent sur ces deux thèmes.

Puis trois thèmes semblent obtenir la faveur des Européens et sont cités par plus d'un quart d'entre eux : **la politique de l'immigration** (28%), **la politique de l'énergie et celle de l'environnement** (26% dans les deux cas).

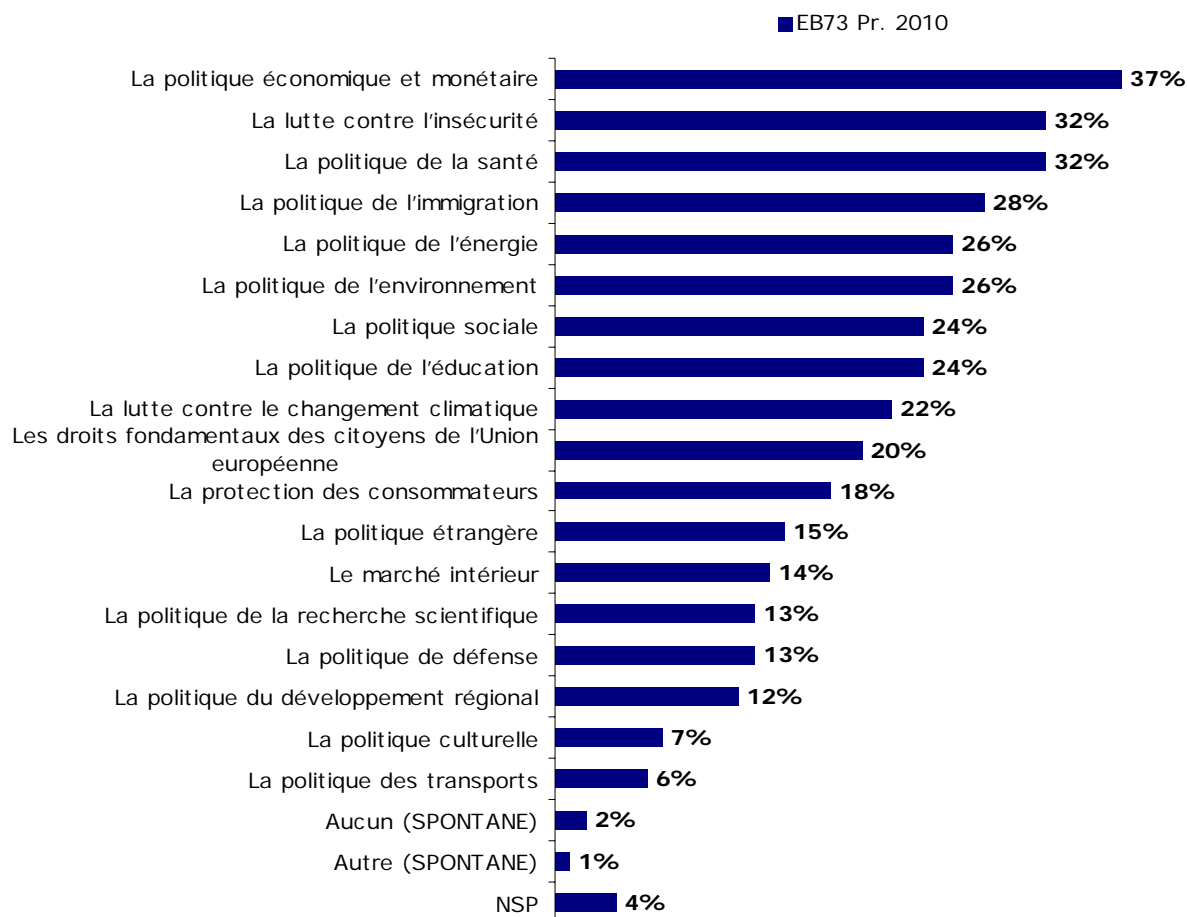
Les différents aspects proposés ensuite se suivent de près, tous cités par environ un répondant sur cinq : **la politique sociale et la politique de l'éducation** recueillent chacune 24%, suivies de près par **la lutte contre le changement climatique** (22%), **les droits fondamentaux des citoyens de l'Union européenne** (20%) et **la protection des consommateurs** (18%).

Les derniers aspects privilégiés par les Européens ne le sont que par un peu plus d'un répondant sur dix : **la politique étrangère** (15%), **le marché intérieur** (14%), **la politique de la recherche scientifique** et **la politique de défense** (13% chacune) puis **la politique du développement régional** (12%).

La **politique culturelle** et celle des **transports** ferment la marche avec entre 7% et 6% de citations chacune.

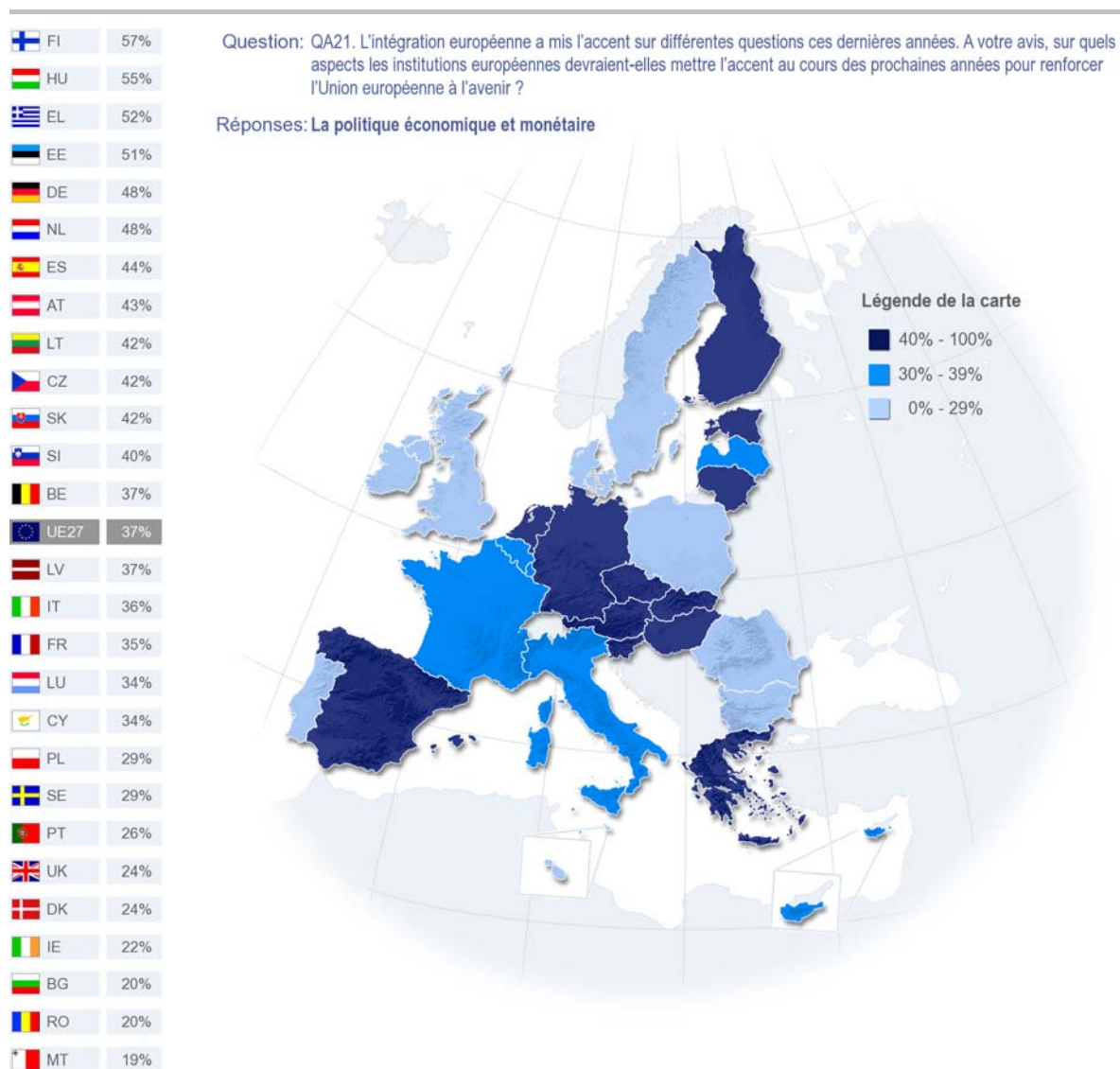
⁷⁹ QA21 L'intégration européenne a mis l'accent sur différentes questions ces dernières années. A votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne à l'avenir ? (ROTATION – MAX. 5 REPONSES) : Le marché intérieur ; La politique culturelle ; La politique étrangère ; La politique de défense ; La politique de l'immigration ; La politique de l'éducation ; La politique de l'environnement ; La politique de l'énergie ; La politique du développement régional ; La politique de la recherche scientifique ; La politique de la santé ; La politique sociale ; La lutte contre l'insécurité ; La lutte contre le changement climatique ; La politique des transports ; La protection des consommateurs ; Les droits fondamentaux des citoyens de l'Union européenne ; La politique économique et monétaire ; Autre (SPONTANE) ; Aucun (SPONTANE).

QA21 L'intégration européenne a mis l'accent sur différentes questions ces dernières années. A votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne à l'avenir ?
(MAX. 5 REPONSES) - % UE



Les priorités sur lesquelles les Européens pensent qu'il faudrait avant tout mettre l'accent diffèrent d'un pays à l'autre.

La politique économique et monétaire arrive en tête dans 11 Etats membres. Cette priorité est avant tout évoquée en Finlande (57%), en Hongrie (55%), et en Grèce (52%). C'est également une préoccupation importante en Estonie (51%), en Allemagne et aux Pays-Bas (48% chacun) et en Espagne (44%). En revanche, seuls deux Européens sur dix citent ce thème à Malte (19%), en Roumanie et en Bulgarie (20% dans les deux cas).



La santé est le thème le plus cité dans cinq Etats membres. C'est notamment le cas en Irlande et en Roumanie (46% chacun), en Pologne (44%), en Slovaquie (43%), et en Lettonie (39%).

La lutte contre l'insécurité est une véritable préoccupation pour plus de la moitié des répondants en Autriche (53%) et au Danemark (51%), pays dans lesquels cet item est le plus cité. C'est également le cas à Chypre (44%) et en Belgique (41%).

S'agissant de renforcer l'Union européenne, **la politique de l'immigration** est un aspect fondamental sur lequel les institutions européennes devraient mettre l'accent pour les personnes interrogées à Malte (47%), mais aussi au Royaume-Uni (44%, au 1^{er} rang) et en Autriche (43%).

La politique de l'environnement est une priorité pour les personnes interrogées en Suède (61%), qui placent cet item en tête, mais également au Danemark (50%) et à Malte (40%).

La politique de l'énergie est l'aspect sur lequel les répondants de Malte souhaitent que l'Union européenne mette l'accent en priorité (peut-être en raison de la hausse des prix de l'énergie dans ce pays). Les répondants en Hongrie (45%) et en Lituanie (44%, au 1^{er} rang) sont également nombreux à citer cet item.

On peut également signaler que **la politique sociale**, citée par moins d'un quart des répondants dans l'ensemble de l'Union européenne, devrait être la principale priorité de l'Union pour les répondants en Bulgarie (51%), en Slovaquie (48%) et en République tchèque (44%).

S'agissant des pays candidats, on remarque que les répondants en Turquie ne sont que 15% à citer la politique économique et monétaire comme une priorité (pour 37% des Européens). C'est la politique de l'éducation qui arrive en tête dans ce pays, citée par 23% des répondants. La Croatie, quant à elle, se distingue avec près de la moitié des personnes interrogées (49%) qui citent la lutte contre l'insécurité, devant la politique sociale (35%) et le marché intérieur (31%). Les répondants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine citent avant tout la lutte contre l'insécurité (38%) devant la politique sociale (29%) et la politique économique et monétaire (27%).

Enfin, l'Islande se démarque également en citant à 56% la politique économique et monétaire comme un aspect fondamental sur lequel les institutions européennes devraient mettre l'accent (soit quasiment au même niveau que la Finlande, premier pays à citer cet item, avec 57%).

QA21 L'intégration européenne a mis l'accent sur différentes questions ces dernières années. A votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne à l'avenir ? (MAX. 5 REPONSES)

	La politique économique et monétaire	La politique de la santé	La lutte contre l'insécurité	La politique de l'immigration	La politique de l'environnement	La politique de l'énergie	La politique de l'éducation	La politique sociale	La lutte contre le changement climatique	Les droits fondamentaux des citoyens de l'Union européenne	La protection des consommateurs	La politique étrangère	Le marché intérieur	La politique de défense	La politique de la recherche scientifique	La politique du développement régional	La politique culturelle	La politique des transports	
UE27	37%	32%	32%	28%	26%	26%	24%	24%	22%	20%	18%	15%	14%	13%	13%	12%	7%	6%	
BE	37%	30%	41%	39%	28%	36%	22%	29%	25%	22%	23%	13%	11%	10%	12%	8%	6%	8%	
BG	20%	42%	45%	17%	17%	34%	18%	51%	17%	17%	22%	27%	26%	10%	9%	19%	7%	1%	
CZ	42%	35%	34%	26%	22%	32%	20%	44%	14%	23%	17%	14%	18%	12%	14%	21%	4%	9%	
DK	24%	33%	51%	26%	50%	29%	25%	15%	41%	24%	17%	18%	22%	21%	16%	8%	5%	9%	
DE	48%	34%	35%	30%	31%	36%	34%	25%	35%	25%	23%	21%	10%	13%	13%	10%	5%	5%	
EE	51%	33%	23%	12%	19%	29%	28%	31%	8%	17%	13%	17%	19%	20%	11%	12%	7%	13%	
IE	22%	46%	40%	32%	22%	25%	36%	14%	16%	18%	22%	12%	28%	7%	13%	14%	13%	8%	
EL	52%	32%	32%	24%	25%	21%	26%	32%	13%	20%	30%	19%	23%	14%	9%	12%	5%	3%	
ES	44%	28%	29%	30%	19%	13%	28%	26%	20%	20%	14%	11%	9%	7%	11%	8%	8%	3%	
FR	35%	32%	26%	24%	30%	22%	27%	31%	21%	21%	30%	15%	15%	16%	22%	6%	7%	8%	
IT	36%	24%	30%	33%	22%	21%	13%	16%	12%	21%	23%	10%	18%	12%	17%	14%	13%	4%	
CY	34%	41%	44%	37%	30%	17%	32%	26%	12%	36%	31%	32%	21%	20%	8%	5%	8%	1%	
LV	37%	39%	22%	12%	13%	19%	30%	36%	8%	15%	13%	11%	29%	9%	10%	19%	5%	6%	
LT	42%	34%	26%	15%	10%	44%	20%	33%	10%	17%	12%	15%	21%	11%	9%	10%	8%	3%	
LU	34%	28%	21%	28%	26%	16%	33%	29%	20%	25%	18%	22%	24%	15%	11%	7%	7%	6%	
HU	55%	41%	36%	14%	30%	45%	18%	11%	25%	15%	20%	12%	30%	12%	11%	19%	4%	4%	
MT	19%	41%	15%	47%	40%	53%	33%	12%	27%	17%	26%	6%	13%	4%	10%	6%	7%	3%	
NL	48%	35%	44%	33%	38%	24%	27%	22%	31%	31%	13%	20%	14%	12%	13%	8%	7%	10%	
AT	43%	29%	53%	43%	25%	25%	20%	34%	30%	23%	19%	17%	10%	10%	14%	12%	7%	16%	
PL	29%	44%	26%	10%	19%	32%	17%	22%	13%	15%	11%	15%	14%	14%	10%	24%	6%	6%	
PT	26%	34%	29%	10%	15%	12%	22%	29%	10%	14%	14%	8%	14%	11%	10%	16%	9%	5%	
RO	20%	46%	23%	13%	23%	16%	31%	30%	9%	19%	13%	16%	20%	19%	13%	27%	7%	5%	
SI	40%	32%	25%	10%	27%	23%	22%	38%	25%	22%	15%	14%	31%	7%	16%	11%	6%	6%	
SK	42%	43%	39%	11%	26%	30%	18%	48%	21%	26%	15%	15%	16%	10%	11%	24%	7%	11%	
FI	57%	28%	37%	35%	34%	34%	12%	21%	33%	28%	8%	14%	17%	12%	5%	12%	4%	6%	
SE	29%	22%	45%	36%	61%	34%	21%	14%	42%	32%	9%	17%	19%	11%	17%	9%	5%	13%	
UK	24%	26%	31%	44%	25%	27%	24%	10%	23%	13%	9%	11%	7%	16%	9%	5%	5%	8%	
CY (tcc)	28%	21%	21%	20%	22%	15%	39%	19%	9%	12%	11%	25%	28%	20%	9%	18%	21%	6%	
HR	26%	27%	49%	9%	19%	27%	24%	35%	11%	24%	17%	16%	31%	8%	7%	17%	7%	1%	
TR	15%	13%	16%	11%	10%	12%	23%	10%	6%	5%	9%	13%	16%	10%	7%	8%	9%	5%	
MK	27%	26%	38%	9%	17%	15%	18%	29%	17%	21%	8%	24%	28%	14%	8%	19%	9%	4%	
IS	56%	38%	46%	22%	35%	20%	28%	13%	31%	42%	20%	8%	11%	7%	9%	4%	9%	7%	
Pourcentage le plus élevé par pays																			Pourcentage le plus bas par pays
Pourcentage le plus élevé par item					Pourcentage le plus bas par item														

L'analyse des résultats à l'aune des différentes variables sociodémographiques ne fait apparaître que peu de différences significatives. On peut cependant noter les éléments suivants :





La politique économique et monétaire est plus volontiers évoquée par les répondants dits socialement « favorisés », comme c'est le cas pour les cadres (43%) ou pour les répondants qui ont étudié jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà (40%). C'est également vrai pour 44% des personnes qui s'intéressent beaucoup à la politique ou encore pour 42% de celles qui ont une image positive de l'Union européenne.

La lutte contre l'insécurité est essentiellement une préoccupation pour les Européens les plus âgés (35% des 55 ans et plus, pour 29% des plus jeunes) et pour ceux qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans (37%, pour 27% de ceux qui ont poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou au delà), alors que **la politique de la santé** semble concerner davantage les femmes (35%, pour 29% des hommes), les personnes au foyer (39%, pour 26% des cadres) ou encore les personnes qui se positionnent spontanément en bas de l'échelle sociale (35%, pour 30% de ceux qui se situent en haut de l'échelle sociale).

La politique de l'environnement, elle, est surtout mise en avant par les plus jeunes (29% des 15-24 ans, pour 22% des 55 ans et plus) et surtout par les répondants qui ont étudié au moins jusqu'à l'âge de 20 ans (34%, pour 18% seulement de ceux qui ont quitté l'école avant 16 ans).

Enfin, **les questions énergétiques** sont essentiellement citées par 31% des répondants qui ont suivi des études longues et par 35% des cadres, pour 19% des moins diplômés, 19% des personnes au foyer et 22% des chômeurs.

QA21 L'intégration européenne a mis l'accent sur différentes questions ces dernières années. A votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne à l'avenir ?

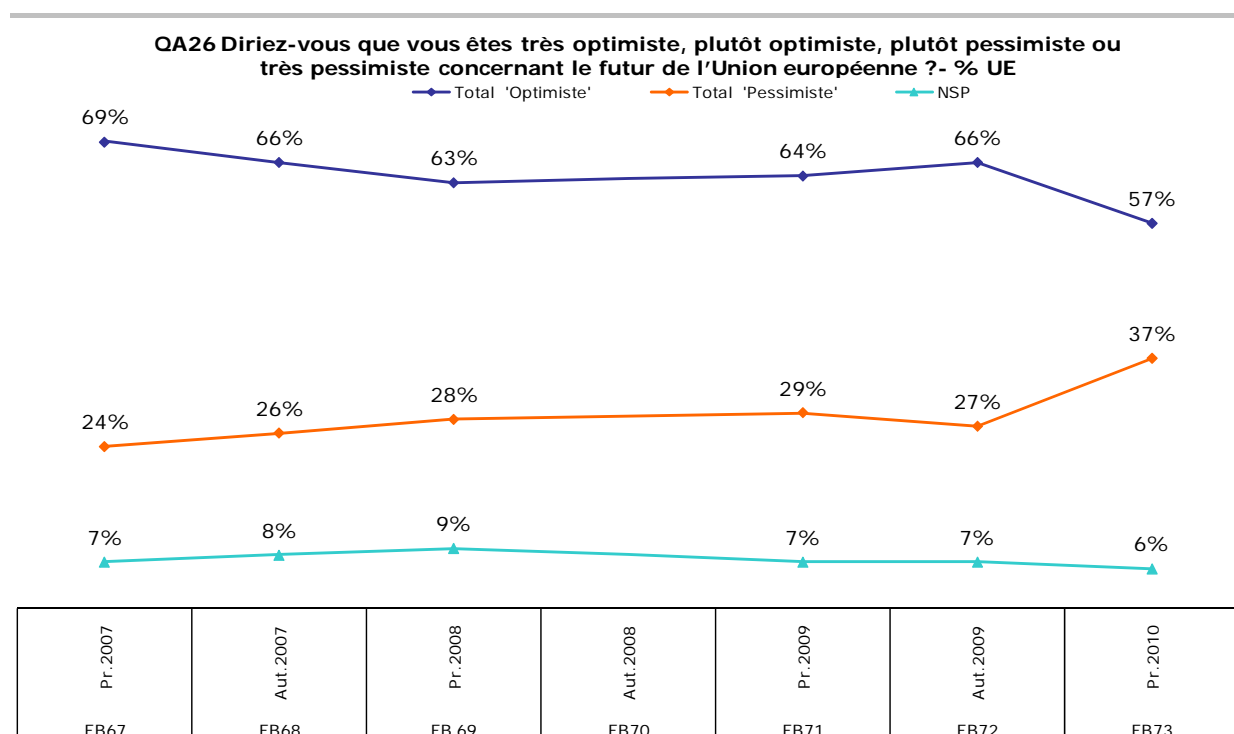
	La politique économique et monétaire	La politique de la santé	La lutte contre l'insécurité	La politique de l'immigration	La politique de l'environnement	La politique de l'énergie
UE27	37%	32%	32%	28%	26%	26%
Sexe du répondant						
 Homme	39%	29%	31%	28%	26%	29%
Femme	35%	35%	33%	28%	26%	24%
Age						
 15-24	32%	31%	29%	26%	29%	25%
25-39	40%	32%	30%	28%	27%	28%
40-54	40%	32%	32%	28%	28%	27%
55 +	34%	33%	35%	29%	22%	25%
Age de fin d'études						
 15-	34%	35%	37%	30%	18%	19%
16-19	37%	34%	34%	29%	25%	28%
20+	40%	30%	27%	27%	34%	31%
Toujours étudiant	34%	30%	25%	26%	32%	24%
Echelle d'occupation du répondant						
 Indépendants	45%	28%	29%	27%	27%	28%
Cadres	43%	26%	25%	30%	36%	35%
Autres employés	38%	31%	29%	29%	30%	30%
Ouvriers	36%	35%	34%	28%	26%	27%
Hommes/ femmes au foyer	35%	39%	33%	29%	20%	19%
Chômeurs	38%	29%	33%	27%	22%	22%
Retraités	32%	35%	37%	29%	22%	25%
Etudiants	34%	30%	25%	26%	32%	24%
Autopositionnement sur l'échelle sociale						
Bas (1-4)	34%	35%	33%	26%	22%	24%
Moyen (5-6)	37%	33%	32%	28%	25%	26%
Haut (7-10)	38%	30%	32%	31%	32%	29%
Indice d'intérêt pour la politique						
Fort	44%	30%	30%	29%	31%	29%
Moyen	40%	33%	32%	29%	28%	30%
Faible	34%	32%	33%	29%	23%	25%
Pas du tout	27%	32%	31%	25%	20%	18%
Image de l' UE						
Positive	42%	32%	28%	25%	29%	29%
Neutre	35%	34%	34%	28%	26%	25%
Négative	32%	31%	36%	35%	22%	25%

4. LE FUTUR DE L'EUROPE

- Des Européens en majorité optimistes face au futur de l'Union européenne, malgré une chute assez nette -

Afin de cerner la vision que les répondants ont de l'Union européenne à plus long terme, il leur a été demandé s'ils étaient optimistes ou pessimistes quant au futur de l'Union.⁸⁰

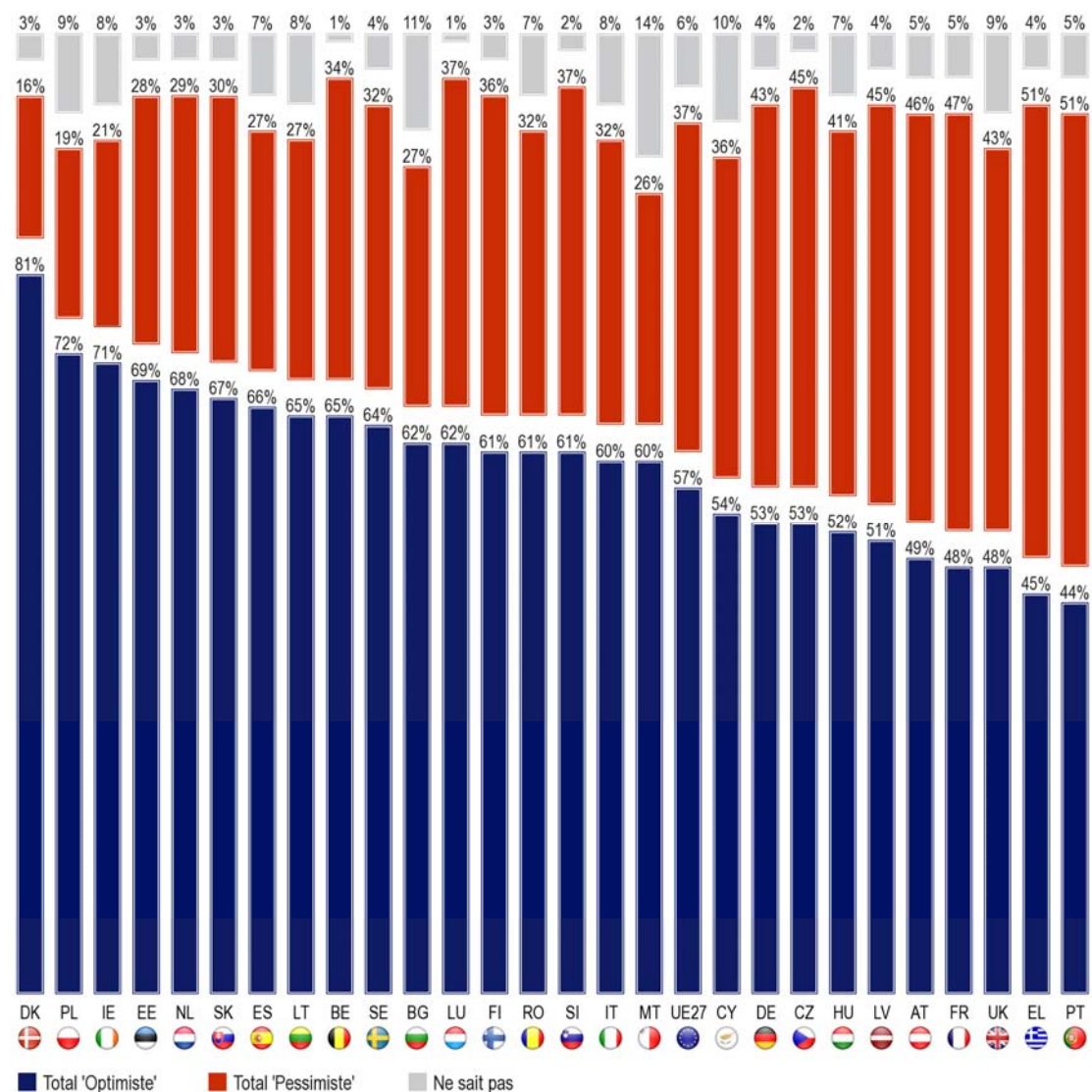
Les résultats montrent qu'une majorité absolue d'entre eux se dit relativement optimiste : 57% l'affirment, même si seulement 6% se déclarent très optimistes. Ils sont en revanche un tiers (37%) à envisager l'avenir de manière plus sombre, dont 8% qui se disent très pessimistes. Ce résultat doit toutefois être relativisé car le taux de personnes « optimistes » enregistre une baisse de neuf points par rapport à l'automne 2009, le taux de pessimistes augmentant, lui, de dix points. Cette baisse importante fait que cet indicateur atteint son plus bas niveau depuis la création de cette question.



L'analyse de la question au niveau national met en évidence des résultats qui varient de façon considérable entre les différents pays. Ainsi, au moins sept personnes interrogées sur dix se disent optimistes au Danemark (81%), en Pologne (72%) et en Irlande (71%). Elles sont en revanche moins de la moitié à envisager l'avenir de la même façon au Portugal (44%), en Grèce (45%), au Royaume-Uni et en France (48% dans les deux cas) et en Autriche (49%).

⁸⁰ QA26 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ?

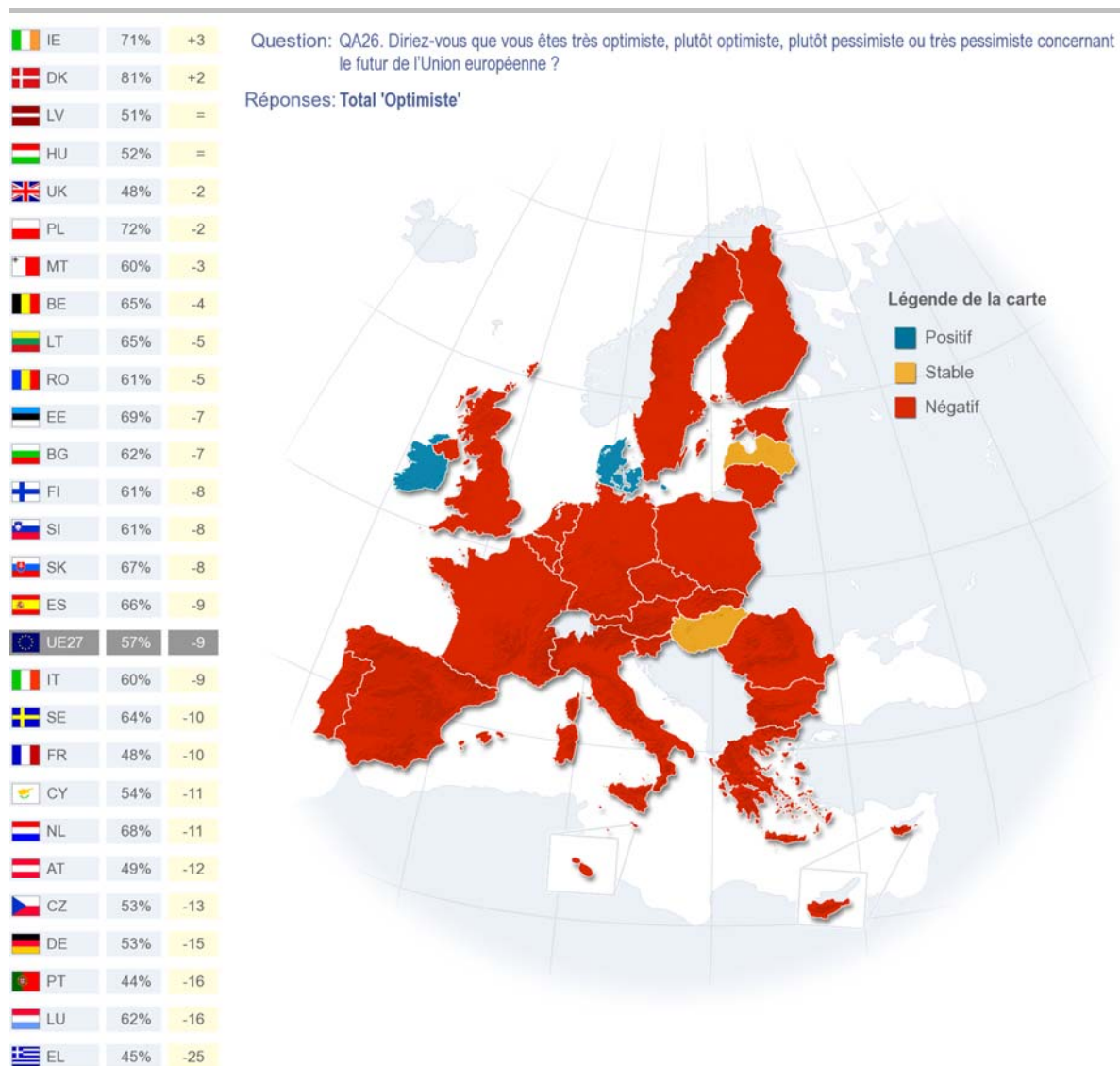
QA26. Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ?



La comparaison de ces résultats à ceux enregistrés à l'automne 2009 montre à quel point le climat s'est dégradé puisque le taux d'Européens qui se déclarent optimistes n'a progressé qu'en Irlande (71%, +3 points) et au Danemark (81%, +2 points). Il est resté stable en Lettonie (51%) et en Hongrie (52%).

En revanche, dans les 23 autres Etats membres, le taux d'optimistes a reculé, parfois de façon spectaculaire.

Ainsi, **la Grèce a enregistré une baisse de 25 points** entre l'automne 2009 et le printemps 2010, alors qu'elle avait progressé de 16 points entre le printemps 2009 et l'automne 2009, passant ainsi de la première place dans la hiérarchie des évolutions positives à la première dans celle des évolutions négatives.



Diff. EB73 Pr. 2010 – EB72 Aut. 2009

Les résultats de la question croisés en fonction des variables sociodémographiques montrent que les hommes sont plus volontiers optimistes que les femmes (respectivement 60% et 55%). On remarque également que les plus jeunes ont une vision moins sombre de l'avenir (64% des 15-24 ans se disent optimistes pour 53% des 55 ans et plus).

En outre, on a une fois de plus la confirmation qu'appartenir à une catégorie sociale dite « favorisée » permet de voir l'avenir de façon plus optimiste : c'est le cas de 69% des personnes interrogées qui ont suivi des études longues (pour 46% de ceux qui les ont arrêtées avant l'âge de 16 ans) et de 63% de ceux qui n'ont pas de difficultés à payer leurs factures (pour 38% de ceux qui en ont).

Enfin, on observe un optimisme particulièrement marqué chez les personnes qui ont une image positive de l'Union (85%) alors que seuls 17% de celles qui en ont une image négative font montre d'un optimisme certain.

En conclusion, même si la confiance des citoyens dans l'Union européenne reste forte, dans un contexte socioéconomique particulièrement difficile, l'évolution de quelques indicateurs témoigne d'une altération de l'image de l'Union.

D'une part, **une majorité d'Européens estime que, dans de nombreux domaines, les décisions devraient être prises en commun au sein de l'Union** plutôt qu'au niveau national. On enregistre néanmoins un renforcement du niveau national dans 14 des 20 domaines testés.

La majorité des citoyens (56%) est en outre **favorable à une union économique et monétaire**, avec une seule monnaie, l'euro (mais là aussi dans des proportions moindres qu'auparavant).

Cela dit, l'opinion européenne est malgré tout très **partagée quant à un élargissement à d'autres pays** dans les années à venir. Elle reste néanmoins majoritairement favorable (à 62%) à une politique étrangère commune.

Dans ce contexte, afin de renforcer l'Union européenne, les répondants estiment que **les institutions européennes devraient avant tout mettre l'accent** au cours des prochaines années **sur la politique économique et monétaire, la lutte contre l'insécurité mais également la santé**, des domaines pour lesquels elle n'a pas forcément toutes les attributions.

Enfin, **une majorité des Européens continue de se dire optimiste quant à l'avenir de l'Union européenne (57%), mais cet indicateur enregistre une baisse importante.**

CONCLUSION

La présente vague de l'Eurobaromètre a été conduite entre le 5 mai et le 28 mai 2010, au plus fort de la crise des finances publiques en Grèce et des débats sur l'aide à apporter à ce pays. Après la vague précédente de l'Eurobaromètre standard (EB72, automne 2009), marquée par le redressement d'un certain nombre d'indicateurs d'évaluation de la situation économique, l'analyse de la présente enquête semble indiquer un nouveau fléchissement de l'opinion publique européenne en ce qui concerne le jugement sur la situation actuelle et les attentes à court terme. Les indicateurs de soutien à l'Union européenne et ses institutions, jusque-là plutôt épargnés par l'opinion publique européenne, sont cette fois directement touchés par cette dégradation du climat économique. Dans le détail, cette enquête Eurobaromètre du printemps 2010 révèle les éléments suivants :

- Les Européens continuent de se déclarer majoritairement satisfaits de la vie qu'ils mènent comme de leur situation professionnelle et financière. Tous ces chiffres sont relativement stables par rapport à l'automne 2009.
- Les préoccupations personnelles des citoyens de l'Union européenne restent également assez stables. Elles sont toujours dominées par la hausse des prix, la situation économique et le chômage. En ce qui concerne les préoccupations des Européens pour leur pays, le chômage continue de dominer largement, devant la situation économique et la hausse des prix.
- La majorité des Européens porte un jugement négatif sur la situation de leur pays en ce qui concerne les prix de l'énergie et le coût de la vie, lorsqu'ils la comparent à la moyenne européenne. Ce résultat confirme les préoccupations personnelles des Européens, principalement inquiets de la hausse des prix. Cependant, la tendance est à la hausse en ce qui concerne la préoccupation pour le coût de la vie.
- Les choses sont différentes en ce qui concerne la qualité de vie et l'environnement : la majorité des Européens considère que la situation dans ces domaines est meilleure dans leur pays que la moyenne européenne. Là aussi, ce sentiment progresse par rapport à l'automne 2009.

- L'évaluation de la situation économique nationale et mondiale est relativement stable par rapport à l'automne 2009. A l'inverse, le jugement sur la situation économique de l'Union européenne s'est assez fortement dégradé. Les opinions négatives demeurent, dans les trois cas, largement majoritaires. Le jugement sur la situation de l'emploi dans le pays est encore plus sombre, malgré une très légère amélioration.
- Après le regain d'optimisme enregistré dans l'enquête précédente (EB72, automne 2009), les attentes à court terme quant à la situation économique nationale, européenne et mondiale se dégradent à nouveau, de manière assez brutale. Le pessimisme domine, et ce pour chacun des niveaux étudiés (national, européen, et mondial). La prévision selon laquelle la situation nationale de l'emploi est vouée à se détériorer continue elle aussi de prédominer dans l'opinion publique, mais cette dernière dimension est stable par rapport à l'automne 2009.
- Pour la première fois dans l'Eurobaromètre, un indice d'intérêt pour la politique a été créé : plus d'un répondant sur deux déclare s'intéresser, fortement ou moyennement, à la politique, tandis qu'un cinquième déclare ne pas s'y intéresser du tout.
- Le sentiment que les choses vont dans la bonne direction – au niveau national, européen et aux Etats-Unis – est en recul depuis l'automne 2009. La baisse est particulièrement brutale en ce qui concerne l'Union européenne, mais l'enquête précédente avait vu une forte progression de cet indicateur. On est donc assez proche du niveau observé dans l'EB71, réalisé au printemps 2009.
- La confiance dans les institutions politiques nationales est faible, et reste relativement stable. En revanche, si une majorité des répondants accorde sa confiance aux autorités publiques régionales, ce sentiment s'est dégradé.
- Les deux principales représentations que les Européens se font de l'Union européenne n'ont pas changé depuis l'automne 2009 : l'Union continue d'être considérée avant tout comme un espace de liberté, qui s'incarne dans son symbole monétaire, l'euro. L'euro est même la première réponse citée au sein des pays ayant adopté la monnaie unique européenne.
- Le sentiment que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose, et que son pays a bénéficié de l'appartenance à l'Union demeure partagé par un Européen sur deux environ, mais ces deux indicateurs enregistrent une baisse depuis l'automne 2009 : les turbulences traversées par l'Union ces derniers mois semblent avoir pesé sur l'opinion des Européens à cet égard.

- Le développement de liens de coopération pacifique avec les autres pays est la principale raison pour laquelle les Européens considèrent que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union, devant les avantages perçus en termes de maintien de la paix et de croissance économique. A l'inverse, la perception négative de l'appartenance à l'Union se fonde essentiellement sur des raisons d'influence et des facteurs socio-économiques, à commencer par le fait que son pays n'ait pas assez d'influence sur les décisions de l'Union.
- Une personne interrogée sur deux environ considère que la démocratie fonctionne bien, dans son pays, et dans l'Union européenne. Alors que le jugement sur le fonctionnement des démocraties nationales est stable, les opinions positives sont en léger recul en ce qui concerne l'Union européenne.
- L'idée d'une mauvaise prise en charge des intérêts nationaux par l'Union reste dominante au sein de l'opinion européenne, avec un peu moins d'un répondant sur deux qui partage ce sentiment. Les Européens ont pourtant le sentiment que la voix de leur pays compte dans l'Union européenne, mais pas la leur. Comparativement, plus d'un répondant sur deux estime que sa voix est entendue dans son propre pays, ce sentiment progressant même assez nettement.
- La notoriété du Parlement européen et de la Commission européenne est toujours aussi forte, devançant les autres institutions européennes. Le Conseil européen, testé pour la première fois, est connu par près de deux Européens sur trois.
- La défiance progresse à l'égard de toutes les institutions européennes. La hausse des opinions négatives est nette en ce qui concerne la Banque centrale européenne : la proportion de gens n'ayant pas confiance dans cette institution est désormais quasiment au niveau de celle des personnes qui lui font confiance. Malgré cette baisse, la confiance dans les institutions politiques européennes demeure nettement supérieure à celle accordée aux institutions politiques nationales.
- La confiance dans l'Union, ainsi que son image, enregistrent un recul important. Alors que le rapport confiance-défiance était plutôt stable depuis l'automne 2008 (EB70), il s'inverse pour la première fois. La confiance dans l'ONU s'est, elle aussi, fortement érodée, mais elle demeure néanmoins supérieure à celle qu'inspire l'Union européenne.
- La proportion d'Européens qui déclarent comprendre le fonctionnement de l'Union européenne progresse légèrement : ils sont désormais quasiment aussi nombreux que ceux qui ne le comprennent pas.

- Dans la plupart des domaines qui leur sont proposés (14 sur 20 au total), les Européens continuent de souhaiter que les décisions soient prises en commun au sein de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne les dimensions globales. Cependant, cette opinion est stable ou en recul en ce qui concerne pratiquement toutes les dimensions testées, et les Européens continuent de préférer que les questions sociales soient traitées au niveau national.
- Une majorité relative d'Européens se déclare aujourd'hui opposée à de futurs élargissements. C'était cependant déjà le cas dans l'Eurobaromètre du printemps 2009 (EB71).
- La crise des finances publiques dans certains des pays de la zone euro a marqué l'opinion publique européenne : pour renforcer l'Union européenne à l'avenir, les Européens estiment que les institutions européennes devraient d'abord mettre l'accent sur la politique économique et monétaire, devant la lutte contre l'insécurité et la politique de santé. Les politiques de l'immigration, de l'énergie et de l'environnement sont également citées par plus d'un Européen sur quatre.
- Enfin, l'optimisme des Européens quant à l'avenir de l'Union enregistre un recul assez net comparé à l'automne 2009 mais une majorité absolue des Européens continue d'être optimiste en ce qui concerne le futur de l'Union européenne.

ANNEXES

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

EUROBAROMETRE 73.4 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 5 mai et le 28 mai 2010, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 73.4 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMETRE 73.4 est un « EUROBAROMETRE STANDARD » et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 73 a été conduit également en Islande, dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.



ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	EUROBAROMETRE 73.4 DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.013	06/05/2010	27/05/2010	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	05/05/2010	17/05/2010	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.021	07/05/2010	22/05/2010	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.007	07/05/2010	25/05/2010	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.515	06/05/2010	26/05/2010	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.000	07/05/2010	24/05/2010	916.000
IE	Irlande	MRBI	1.014	07/05/2010	23/05/2010	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	07/05/2010	23/05/2010	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.006	08/05/2010	25/05/2010	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.020	07/05/2010	27/05/2010	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.028	07/05/2010	21/05/2010	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	507	07/05/2010	23/05/2010	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.003	07/05/2010	24/05/2010	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.019	07/05/2010	21/05/2010	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	505	07/05/2010	25/05/2010	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.021	07/05/2010	23/05/2010	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	07/05/2010	23/05/2010	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.013	07/05/2010	28/05/2010	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.000	05/05/2010	24/05/2010	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	08/05/2010	25/05/2010	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.025	07/05/2010	24/05/2010	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.020	07/05/2010	19/05/2010	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.010	07/05/2010	23/05/2010	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.027	08/05/2010	23/05/2010	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.001	07/05/2010	25/05/2010	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.050	06/05/2010	25/05/2010	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.316	07/05/2010	23/05/2010	51.081.866
TOTAL UE27			26.641	05/05/2010	28/05/2010	406.834.359
IS	Islande	Capacent	526	07/05/2010	24/05/2010	252.277
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	07/05/2010	23/05/2010	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	07/05/2010	25/05/2010	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	07/05/2010	25/05/2010	52.728.513
MK	Ancienne Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.048	07/05/2010	13/05/2010	1.678.404
TOTAL			30.715	05/05/2010	28/05/2010	465.386.179

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points